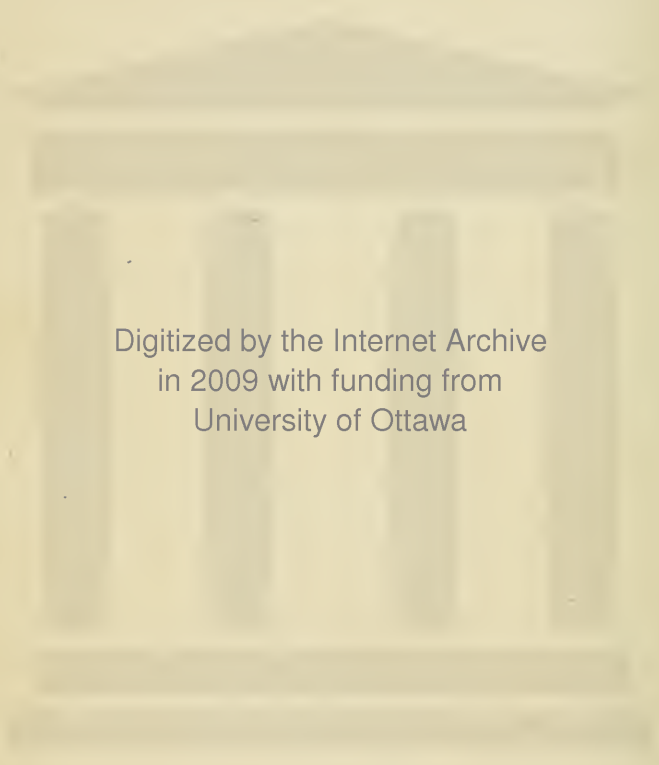




3 1761 04749900 9

10



Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa

CHARLOTTE

DE CORDAY,

ESSAI HISTORIQUE.

Imprimerie de madame HUZARD (née Vallat la Chapelle),
rue de l'Éperon, 7. — Septembre 1838.

CHARLOTTE
DE CORDAY,

ESSAI HISTORIQUE,

OFFRANT ENFIN DES DÉTAILS AUTHENTIQUES

sur

LA PERSONNE ET L'ATTENTAT DE CETTE HÉROÏNE;

AVEC PIÈCES JUSTIFICATIVES, PORTRAIT ET FACSIMILÉ;

PAR

M. LOUIS DU BOIS,

MEMBRE DE PLUSIEURS ACADÉMIES DE PARIS, DES DÉPARTEMENTS ET DE L'ÉTRANGER; CHEVALIER
DE LA LÉGION-D'HONNEUR.



171088.

11. 8. 22

PARIS,
A LA LIBRAIRIE HISTORIQUE DE LA RÉVOLUTION,
PLACE DE L'ORATOIRE DU LOUVRE, 4;
et chez Techener, place du Louvre, 12.

—
1838.

AVANT-PROPOS.

Il y a près de quarante années, sept ans seulement après l'attentat qui immortalisa mademoiselle de Corday, je m'étais proposé d'écrire sur cette héroïne une notice qui fît enfin connaître sa personne et les véritables motifs de son action.

Bibliothécaire de l'École centrale de l'Orne, puis Secrétaire intime du Préfet, je recueillais avec zèle et soin, pour l'histoire et la statistique de ce département important, une large quantité de matériaux dont quelques uns ont depuis été employés dans la grande Statistique in-fol., les cinq premiers Annuaire et le

Journal que je rédigeai à Alençon pendant plusieurs des quinze années que j'ai habité cette ville. Une autre partie de ces matériaux m'a servi pour des ouvrages spéciaux, tels que mes deux Notices sur l'illustre conventionnel du Friche de Valazé, et sur Odolant Desnos, historien d'Alençon et de ses Seigneurs; tels aussi que mon histoire civile, littéraire et religieuse de l'Abbaye de la Trappe, et beaucoup d'articles épars dans mes Archives Normandes, et dans le journal de Caen et de la Normandie.

Née sur le sol du département de l'Orne, dans la commune dont fut seigneur Gilles de Caux (auteur de la tragédie de Marius, et, comme cette illustre femme, issu du sang qui nous donna le grand Corneille), la célèbre Charlotte de Corday (1) ne pouvait rester étrangère à mes recherches biographiques, dans lesquelles j'ai été récemment bien secondé

(1) Sa famille, très ancienne, tirait son nom de la terre de Cordai ou Corday, située en la commune de Boucé, arrondissement d'Argentan.

par M. Vaultier, professeur à la Faculté des lettres de l'Académie de Caen, et par M. Frédéric Galeron (1), procureur du roi à Falaise, tous deux justement distingués par de savantes publications.

J'avais, dès 1799, adressé à l'astronome Lalande, qui m'honorait de son amitié, et qui me les avait demandés, les premiers fruits de ces investigations. J'en attendais d'autres pour les lui donner aussi.

Une lettre, que je reçus du fils de Valazé, lequel n'était alors qu'un jeune écolier et qui vient de mourir (2), lieutenant-général du Génie, suspendit les recherches que je faisais et le travail que j'allais entreprendre. Je l'avais prié de voir M. Caille, qui avait à Caen, en 1792 et 1793, occupé avec distinction de hautes fonctions publiques, et qui depuis, injustement proscrit dans sa ville natale, s'était retiré à Paris, où il exerçait les fonctions d'avocat. Voici ce qu'à la date du 8 pluviôse an VIII (28 janvier 1800),

(1) Mort à 44 ans, le 18 juillet dernier.

(2) Mort à Nice, le 26 mars 1838.

répondit à mes lettres le jeune Valazé :
« J'ai vu le cit. Caille..., je lui ai parlé
» de votre projet ; il a été enchanté de
» trouver encore, au fond d'un départe-
» ment apathique , de l'enthousiasme
» pour les grandes et belles choses. Il
» m'a parlé avec feu de la belle vie et de
» la mort de Charlotte Corday. Il a ras-
» semblé tous les matériaux propres à
» écrire l'histoire de cette femme immor-
» telle.... Il veut bien, avant de publier
» ce petit ouvrage, vous communiquer
» tous les renseignemens que vous dési-
» rez. »

D'après cette lettre, et voyant qu'une plume habile devait écrire l'histoire de mademoiselle de Corday, je ne crus pas devoir importuner M. Caille; je renonçai à la publication prochaine que je méditais, et me bornai à rassembler, vaguement et de loin en loin, quelques notes exactes. L'affaire en était restée là; j'attendais la production de M. Caille. Je me livrai à divers travaux qui me firent perdre de vue pour longtems celle que

tous les historiens comblaient d'éloges, et sur laquelle aucun d'eux ne donnait de fidèles renseignemens.

Enfin, certain que M. Caille ne publiait rien, et que son grand âge ne laissait plus croire qu'il pût s'occuper de la femme immortelle dont il s'était autrefois proposé d'écrire l'histoire, je repris le cours de mes investigations, et je complétais les documens que j'avais eu occasion de recueillir. Tout était prêt : j'ai récemment profité d'une quinzaine de jours passés à ma campagne (1), pour rédiger mon travail et le mettre en état de paraître.

Loin de moi l'idée de faire l'apologie du meurtre, et de préconiser les assassinats politiques ! mais l'attentat de mademoiselle de Corday, inspiré par la vertu la plus héroïque et dans les plus pures intentions, peut-il être confondu avec les crimes de quelquescélératsignobles, portant une main parricide sur des héros ou

(1) Ménil-Durand-sur-Vie, arrondissement de Lisieux.

des monarques? On ne saurait trop déplorer tant d'horribles fureurs : Henri IV fut dix-sept fois l'objet d'attaques fanatiques, que la Bible a représentées trop souvent comme des actions méritoires. De nos jours, des monstres sans excuses comme sans vertus ont renouvelé sur le meilleur des descendants de Henri des entreprises atroces et acharnées, dont le succès eût allié à la juste douleur de voir succomber un grand prince éminemment homme de bien le bouleversement de la France et de l'Europe, et rejeté dans un océan de sang humain les destinées du monde.

Là tout est interverti : ce sont les adorateurs de Marat qui s'arment du poignard contre celui que Charlotte de Corday eût, avec raison, regardé comme le sauveur de la patrie et de la véritable liberté. En effet, c'est de la fureur des hommes de sang et de troubles qu'elle croyait sauver les Amis de la paix, auxquels elle avait destiné une Adresse qu'on trouva dans son portefeuille.

Aussi l'attentat de la vierge héroïque a-t-il reçu, des écrivains les plus distingués, l'éloge équitable qui parviendra jusqu'à la plus lointaine postérité. La poésie, la peinture en firent le sujet de plusieurs compositions remarquables.

Toutefois cette noble action ne fut que l'erreur d'une grande ame. L'insurrection contre les jacobins expirait sous les coups de la trahison, dès le 13 juillet, le jour et presque à l'heure même où Marat tombait sous le fer vengeur. Les paroxismes de la rage anarchique ne firent que redoubler, et les adhérens de Marat, devenus plus furieux, signalèrent leur triomphe et leurs vengeance par des lois sanguinaires et par une année entière de massacres juridiques et d'éborgemens sur les rives épouvantées de la Seine, du Rhône et de la Loire.

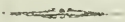
Je termine en considérant brièvement ce qu'est l'assassinat, toutes les fois qu'il n'est pas l'effet immédiat et sans réflexion d'un mouvement de colère, de fureur et de vengeance.

L'assassinat réunit tout ce qu'il y a de plus monstrueux dans les actions de l'homme dépravé. Qu'est-ce, en effet, que l'acte d'un scélérat qui, contre toutes les lois et contre toute raison, se donnant sa mission à lui-même, se fait à la fois accusateur, juré, juge et bourreau? Alors, qui peut mettre à l'abri du meurtre le grand homme, l'homme vertueux, l'homme de génie, le chef et le père de la patrie, le sauveur de la liberté, le héros à l'existence duquel peuvent être attachés le salut ainsi que le bonheur d'une nation et même du monde entier?... Flétrissons donc de toute notre indignation, frappons de toute la rigueur de la loi le monstre qui, outrageant la nature et menaçant la société, ose s'armer du poignard, et presque toujours à la lâcheté d'élaborer longuement, dans son atroce pensée, avec un horrible sang-froid, le projet et les moyens d'exécution de son attentat, parfois plus infernal que les machines épouvantables avec lesquelles il atteint et confond ceux qu'il croit coupables, ceux

qu'il soit innocens, sans distinction de sexe, ni d'âge, ni de position sociale, ni d'importance politique.

LOUIS DU BOIS.

Vitré, 1^{er} septembre 1838.



CHARLOTTE DE CORDAY,

ÉTUDE HISTORIQUE,

OFFRANT ENFIN DES DÉTAILS AUTHENTIQUES SUR LA PERSONNE
ET L'ATTENTAT DE CETTE HÉROÏNE ;
AVEC NOTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES.

L'antiquité n'offre pas un plus généreux dévoûment que celui de mademoiselle de Corday, immolant à la paix publique (1), à la véritable liberté, au retour de la clémence, l'atroce Marat qu'elle en regardait justement comme l'ennemi.

Quelques femmes aussi, notamment Épicharis, conspirèrent contre les tyrans ; mais Charlotte de Corday, renfermant dans son sein avec modestie, avec une pudeur angélique, le secret de son noble projet ; s'arrachant à ses amis, à ses parens, à son vieux père et à sa jeune sœur, sans en avoir à

(1) On voit, dans la lettre de mademoiselle de Corday à Barbaroux, qu'elle s'occupait sans cesse de ramener la paix. (Voir *Pièces justificatives*, N^o xv.)

On trouva sur elle une adresse manuscrite qu'elle destinait aux amis de la paix.

qui que ce soit fait confidence ; les trompant même sur la route qu'elle allait prendre , afin de ne pas les affliger d'inquiétudes et de pressentimens ; espérant emporter dans le néant d'une tombe anonyme l'admiration due à son héroïsme, puisqu'elle se promettait d'être massacrée avant d'avoir pu être connue !... Il y a, dans cette haute abnégation de soi-même, quelque chose de si extraordinaire, au dessus des proportions de la nature humaine, qu'il est à peu près impossible de caractériser d'un nom convenable un dévouement aussi sublime que nouveau.

L'écume du peuple français s'était épanchée en émigrations sur l'étranger, tandis que la lie des populations fermentait en tous lieux, et surtout à Paris, portait partout le trouble, aigrissait d'un ferment inextinguible le fiel déjà si aigre des fureurs et des haines, et cherchait, par la violence, l'assassinat et les exécutions, à se maintenir dans l'usurpation des sommités de la société. Etrange canaille, qui, moins diverse qu'elle ne le paraissait, ici persécutait et jetait aux échafauds ses propres amis, en croyant stupidement obéir aux lois et servir la patrie ; et là martyrisait, à la voix d'un prêtre sans morale ou d'un noble sans gloire, avec la férocité hébétée des cannibales, tout ce qui lui était signalé comme

ami de la liberté , comme ennemi du fanatisme !

Dans un tel désordre d'idées , dans une telle anarchie de sentimens , dans une perturbation aussi anormale de convictions , la ligne délicate qui sépare le juste de l'injuste s'obscurcissait de plus en plus , fugitive , confuse , effacée aux yeux fascinés , même de quelques bons citoyens .

Il appartenait à l'illustre Normandie , auguste patrie des Tancrède et de Guillaume le Conquérant ; il était digne du sang de Corneille (2) , Romain égaré dans nos temps modernes , de donner naissance à l'héroïne tyrannicide qu'Adam Lux (3) eut raison de qualifier Plus Grande que Brutus .

(2) Mademoiselle de Corday descendait d'une sœur de Pierre et de Thomas Corneille. (*Voir sa Généalogie ; Pièces justificatives*, N^o II.)

(3) Adam Lux. Ce jeune homme n'avait que 27 ans. Il était envoyé de Maïence , avec Forster , fils du célèbre voyageur , auprès de la Convention nationale , pour solliciter la réunion de cette ville à la République française. Lux était docteur en philosophie à Maïence.

Comme les véritables amis de la liberté , il fut profondément affligé de l'attentat du 31 mai 1793 , et publia courageusement deux brochures qui le firent proscrire par les Montagnards. Le 6 novembre 1793 , il monta à l'échafaud en se félicitant tout haut de périr sous la hache qui avait tranché la tête de Charlotte de Corday.

Marie-Anne-Charlotte de Corday, d'Armont, naquit le 27 juillet 1768 (4), dans une chaumière de la commune des Ligneries (arrondissement d'Argentan), département de l'Orne. Elle dut le jour à une famille antique, noble et pauvre de cette contrée, laquelle subsistait de 1,500 fr. de revenu, dans un état voisin de l'indigence, soutenue toutefois avec dignité. Son père, Jacques-François de Corday, d'Armont, était le troi-

L'une de ses brochures a pour titre : *Avis aux citoyens français*. Elle a été réimprimée à la suite des *Mémoires de madame Roland*, t. II, pag. 469 à 478. Datée du 31 juillet 1793 (jour de l'assassinat de Marat), elle porte pour signature : *Adam Lux, citoyen français*.

L'autre est un éloge de Charlotte de Corday, dans lequel il propose de lui élever une statue avec cette inscription qui n'a rien d'exagéré : PLUS GRANDE QUE BRUTES.

Madame Roland, qui avait connu Adam Lux en prison, l'appelle un excellent homme. On lit ce qui suit dans un supplément aux *Notices historiques sur la révolution*, imprimé à la suite des écrits de cette femme illustre : « Plein des principes de Rousseau, il était accouru en France, croyant y trouver tous les hommes prosternés devant les autels de la liberté et de la philosophie. Quand il eut vu de près ceux qui la gouvernaient, et dont la farouche politique commençait à la couvrir de sang et de deuil, il ne put retenir son indignation. Il la fit éclater au milieu des éloges dont il honora le sublime dévouement de Charlotte Corday. Plongé dans les fers, Adam Lux ne changea ni de sentimens ni de langage... Si la vertu avait voulu se choisir un temple dans le cœur d'un mortel, celui d'Adam Lux aurait obtenu la préférence. »

(4) Voir son Acte de baptême. (*Pièces justificatives*, N° 1.)

sième de quatre garçons, et avait en outre quatre sœurs (5).

Pierre Corneille, père de notre grand tragique et de l'auteur d'*Ariane* et d'*Essex*, avait aussi, par ses deux filles, donné le jour à de notables illustrations. C'est de Marthe Corneille que naquit Fontenelle; c'est de Marie Corneille que descendait au quatrième degré mademoiselle de Corday. Marie Corneille, l'aînée des sœurs de l'auteur du *Cid*, du *Menteur* et de la *Toison d'or*, avait épousé en secondes nocces Jacques de Farcy, trésorier de France, à Alençon; Françoise, leur jeune fille, fut mariée, en 1701, à Adrien de Corday, capitaine des gardes du duc de Bourgogne; et leur fils, Jacques-Adrien, devenu le mari de Marie de Bel-leau de La Motte, laissa quatre garçons et quatre

(5) Il avait fait imprimer, en 1790, une brochure de 14 pag. in-8, contre le droit d'ainesse, dont il avait eu beaucoup à se plaindre, comme cadet de Normandie. Elle est signée : « De Corday d'Armont, citoyen de la paroisse du Ménil-Imbert, département de l'Orne. » Dans l'interrogatoire que M. de Corday subit à Argentan, le 20 juillet 1793, et dont nous parlons dans une note de la Pièce justificative, N° xvi, il dit que, dès les Assemblées provinciales, étant à la tête de l'administration de sa paroisse, il leur avait adressé un mémoire pour demander la suppression d'un droit onéreux. Il rappelle sa brochure contre le droit d'ainesse, et parle d'un travail qu'il avait commencé sur les principes du gouvernement.

filles. Ce fut du troisième de ces fils (Jacques-François de Corday, d'Armont) et de sa femme (Jacqueline-Charlotte-Marie de Gautier des Autieux) que naquit, avec deux frères, une sœur aînée et une jeune sœur, la célèbre héroïne dont le bras purgea la France du plus hideux et du plus stupidement féroce de ses démagogues.

Mademoiselle de Corday avait perdu de bonne heure sa respectable mère ; son père fut obligé de se séparer de ses filles , qu'il plaça à cette Abbaye-aux-Dames que , dans la ville de Caen , avait fondée Mathilde, femme de Guillaume, le conquérant de l'Angleterre. Les deux sœurs y restèrent jusqu'à la révolution , sous la protection de madame de Belzunce, qui en était abbesse , et de madame de Pontécoulant , sa coadjutrice. La jeune de Corday se retira auprès de son père, qui était venu se fixer à Argentan ; Charlotte trouva un asile décent chez madame Coutellier de Bretteville-Gouville (6), sa tante

(6) L'auteur de *la Mort de Marat*, scènes historiques (1829, 1 vol. in-8), désigne cette dame sous le nom de Bréterville , et mademoiselle de Corday sous celui de Charlotte Corday d'Armans : cette erreur dans le surnom de cette dernière a été commune à tous ses biographes. Madame Coutellier de Bretteville-Gouville, veuve , âgée de plus de 60 ans , femme d'une conduite respectable , demeurait à Caen , rue Saint-Jean , près de l'hôtel de Faudoas , presque en face de la rue des Carmes.

à la mode de Bretagne , veuve et sexagénaire , dont elle ne se sépara que pour le voyage de Paris , en juillet 1793.

Quoiqu'elle appartint à une famille noble , et que ses deux frères eussent émigré , Charlotte n'en fut pas moins consciencieusement attachée à ce qu'offraient de pur et de vénérable les principes de cette révolution de 1789 , qui fut pour le monde entier le signal de la résurrection de la liberté et de l'égalité : ces biens , les plus précieux qu'il soit donné à l'homme politique de goûter sur la terre : source inépuisable de généreux sacrifices , de nobles jouissances et d'actions héroïques.

Il n'en coûta rien à la belle ame de Charlotte de Corday de renoncer aux vanités de la naissance : elle avait trop élevé son esprit pour vouloir rien devoir à un effet du hasard ; elle se sentait assez grande par elle-même pour n'avoir pas besoin d'un éclat factice ; elle était assez généreuse pour faire sans regret , à l'avantage public , le sacrifice et l'hommage de ses prérogatives.

Dans la retraite du couvent où les jeunes filles allaient alors , durant de longues années , apprendre péniblement beaucoup de futilités , soit dévotieuses , soit mondaines , Charlotte avait trouvé le temps de la méditation , l'occasion de

la mélancolie , et les moyens de satisfaire son goût pour l'étude. Cette brillante histoire de la Grèce, ces vénérables annales de Rome , et surtout l'Histoire Philosophique des Deux - Indes (7) , avoient allumé dans son ame les sentimens plus intimes qu'expansifs d'une liberté qui devait affranchir le monde et réaliser le rêve séduisant de l'amélioration du sort des hommes, en faisant tomber les barrières absurdes et tyranniques qui les séparaient en castes ; en brisant les obstacles odieux qui arrêtaient le talent, la vertu et l'humanité devant le succès et la gloire ; en rendant égaux entre eux les enfans des familles nobles auxquels un orgueil froidement inhumain avait jusqu'alors assigné une part différente dans l'héritage et l'amour paternel.

Ce fut à la fin de juin 1793 que je rencontrai mademoiselle de Corday, à Caen, chez M. Lévêque, président du Directoire du département, magistrat éclairé et dévoué , patriote sincère et courageux, républicain pur et humain, ennemi, comme moi, comme mes compatriotes, des anar-

(7) Les lectures favorites de mademoiselle de Corday étaient Corneille, Racine, Raynal et J.-J. Rousseau. Elle occupait ses loisirs de littérature et d'histoire , beaucoup plus que de politique. En 1793, on lisait surtout à Caen *le Patriote français* de Brissot , qui s'était donné pour successeur Girey du Pré, dont il sera question dans notre neuvième note.

chistes et de ce jacobinisme envieux, malveillant et persécuteur, pour lequel la liberté n'était qu'une mégère furibonde *lavant* sans cesse et sans remords *dans le sang ses bras ensanglantés*.

Là, dans une réunion peu nombreuse, jeune, ardent d'espoir et d'enthousiasme, désintéressé et dévoué, je cherissais d'amour et de vénération cette république qui, par l'effet d'une inexpérience excusable, était pour moi la plus belle et la plus pure des maîtresses; cette république qui fit des martyrs empressés de la plupart de ses amis, de l'élite de ses apôtres; cette république dont les adorateurs renégats se ployèrent si vite et si facilement au despotisme de Bonaparte, aux titres nobiliaires, s'empressant (dans leur dévouement sans bornes, comme ils disaient effrontément) de brûler, ainsi que Clovis, ce qu'ils avaient adoré, et d'adorer ce qu'ils avaient brûlé : Sicambres peu fiers, qui n'attendaient pas l'ordre d'un Remi pour courber la tête devant leur nouveau culte.

Chez l'excellent Lévêque, je me trouvai plusieurs fois avec ce Bougon-Longrais (8), procu-

(8) Jean-Charles-Hippolyte Bougon de Longrais, né à Caen, vers 1765, secrétaire général du département du Calvados, en 1791, puis procureur général syndic; il prit une part très active à l'in-

reur général syndic du département , dont l'éloquence tirait un vif éclat de sa voix imposante et sonore ; avec le vénérable Le Normand , collègue de Lévêque , si touchant dans ses discours profondément empreints de conviction et de vérité ; loyal , franc , courageux sans ostentation , simple avec dignité , attendrissant dans ses affectueuses harangues ; avec quelques uns des députés girondins et de leurs généreux collègues ; avec Barbaroux , si remarquablement beau ; avec Buzot , vraiment éloquent et brillant ; avec le

surrection de juin 1793 , et fut proscrit ; obligé de se cacher , il tomba dans les mains des Vendéens , qui ne l'auraient pas plus épargné que les jacobins ; le prince de Talmont le sauva. C'était vers la fin de brumaire an II (la mi-novembre 1793) , à l'époque du siège de Granville. Ce fut dans la même retraite que tous deux furent pris à la Basouge-du-Désert , près de Fougères. Bougon fut , comme mis hors la loi , exécuté sans jugement , à Rennes , le 15 nivose (4 janvier 1794).

Il avait eu avec mademoiselle de Corday quelques rapports qu'entretenait leur goût commun pour la littérature. Bougon-Longrais avait une belle et noble figure ; il s'exprimait avec autant de facilité que d'élégance et d'énergie.

A l'époque du 31 mai 1793 , les administrateurs du département du Calvados étaient MM. Lévêque , président ; Le Clerc , Le Fevre , Le Normand , Mériel , Petit et Thiboust d'Anisy , tous hommes de courage qui n'hésitèrent pas à faire tout ce qui pouvait dépendre d'eux pour soustraire la France à l'ochlocratie jacobite. M. de Pontécoulant , aujourd'hui pair de France , était président de cette administration , lorsque , en septembre 1792 , il fut nommé député à la Convention nationale.

spirituel Louvet; avec l'ainable Girey du Pré (9), chantant en vers ingénieux l'amour de la liberté et la haine de l'anarchie.

A ce foyer de vertus civiques, il était impossible que les âmes, même vulgaires, ne reçussent pas une forte trempe et de libérales déterminations, et n'en sortissent pas plus fortement pénétrées d'amour pour la patrie et d'aversion

(9) Girey du Pré, né à Rouen, vers 1770, littérateur et poète, collaborateur de M. Bignon, diplomate distingué, aujourd'hui l'un des plus illustres membres de la Chambre des Pairs, et de M. Méchin, aujourd'hui préfet du Nord, dans la rédaction des *Actes des Martyrs*, journal spirituel en vers et en prose, qu'ils opposèrent aux *Actes des Apôtres*. Girey est surtout connu par le Noël très spirituel qu'il composa contre les jacobins à la fin de 1792. Comme ces couplets sont devenus fort rares, nous avons cru devoir les réimprimer parmi nos Pièces justificatives, N° IV. Proscrit après les fâcheux évènements de juillet 1793, il avait suivi le sort des députés girondins, qui de la Bretagne avaient gagné le département de la Gironde. Il fut arrêté avec le député Birotteau, le 2 brumaire an II (23 octobre 1793), à Bordeaux, chez madame Bernadot, sur la rivièrre, près de la porte de La Grave. Il y avait pris le nom de La Noue. Transféré à Paris, il fut livré au tribunal révolutionnaire, et condamné à mort, le 30 brumaire an II (20 novembre 1793). Le président du tribunal, qui cherchait à le compromettre, lui demanda ce qu'il pensait de Brissot, dont il avait été le collaborateur dans la rédaction du *Patriote français* : « J'affirme, répondit courageusement le proscrit, que Brissot a vécu comme Aristide, et qu'il est mort comme Sidney. »

L'auteur de l'article Girey du Pré, dans la *Biographie des*

pour les égorgeurs de septembre , que j'avais, avant le 31 mai, entendus, avec une si profonde indignation , hurler , sanguinaires et dévorans , aux portes et dans les tribunes du sénat conventionnel.

J'avais d'abord remarqué mademoiselle de Corday pour sa beauté noble à la fois et gracieuse. Sa taille était au dessus de la moyenne et pouvait même passer pour grande (10); ses formes paraissaient être classiquement proportionnées. Jeune, fraîche, si touchante et si belle, élégante,

Contemporains, s'est trompé lorsqu'il a dit que , quelque tems avant son jugement , Girey avait composé en société avec le jeune Bois-Guyon, adjudant-général, des couplets que la France a répétés, et qui commencent par ces mots :

Veillons au salut de l'empire!

Ces couplets avaient été imprimés dès 1791. Quoi qu'il en soit , Girey du Pré alla à l'échafaud en chantant des chansons patriotiques dont plusieurs étaient de sa composition.

(10) Le passeport qui fut délivré à mademoiselle de Corday, par le maire de Caen (le 8 avril 1793, pour aller à Argentan, et qui lui servit ensuite pour aller à Paris trois mois après), donne le signalement suivant : « Taille de 5 pieds 1 pouce ; cheveux et sourcils châains ; yeux gris ; front élevé ; nez long ; bouche moyenne ; menton rond fourchu ; visage ovale. » Ces détails sont à peu près exacts : mademoiselle de Corday avait des yeux blens de la plus angélique expression ; son nez était bien profilé, et contribuait beaucoup à donner à sa figure, d'un ovale parfait, un air très noble. Elle signa sur ce passeport : MARIE CORDAY. (Voir *Pièces justificatives*, N^o XII.)

modeste dans sa pose toujours naturelle, elle voilait d'une teinte de mélancolie la vivacité de ses regards (11); les plus harmonieuses couleurs paraient ses lèvres et ses joues; les onduleuses boucles de ses cheveux bruns et l'arc bien dessiné de ses noirs sourcils donnaient à sa figure, d'un ovale régulier, la plus ravissante expression; son œil bleu, à la fois spirituel, tendre et modeste, ajoutait un charme infini aux modulations douces et pures de son organe vocal; sa parole précise, élégante et réservée était remarquable par la justesse, la mesure, la netteté, et par le naturel d'une simplicité noble. Si l'on pouvait noter, dans tout le charme de leurs nuances, les inflexions délicates du timbre des phrases qui ont longtemps ému, j'aurais pu, durant plus de dix ans, rendre sensibles, sur le papier, les intonations harmonieuses et séduisantes de la voix de mademoiselle de Corday.

Ce n'était, au surplus, que par hasard qu'on la rencontrait dans le monde; elle quittait peu madame de Bretteville, qui vivait fort retirée.

(11) M. Vaultier, professeur de littérature française à l'Académie de Caen, qui habitait, en 1793, dans le voisinage de mademoiselle de Corday, et qui la voyait quelquefois, dit, dans des notes qu'il a bien voulu me communiquer, que « l'expression la plus remarquable de la physionomie était le calme, la décence et la gravité. »

Toutefois, je l'ai vue à quatre reprises, sans me douter de la haute supériorité de cette angélique créature. Avec une sorte de pudeur féminine, qui tenait autant à des sentimens naturels qu'à une bonne éducation, elle évitait toutes les réunions d'hommes, les sociétés nombreuses, et surtout les occasions de se faire remarquer. Pourtant nous assistâmes ensemble, rapprochés par hasard, à cette assemblée centrale de résistance à l'oppression qui tendait à mettre en action positive le célèbre axiome dont l'application est si délicate : l'insurrection est le plus saint des devoirs. Oui, nous croyions alors, dans toute la sincérité de notre foi politique, accomplir ce devoir sacré, en présence et vengeurs de la justice déjà violée, et de l'humanité qui devait bientôt l'être.

Cette assemblée auguste, j'ose le dire, et après quarante-cinq ans écoulés, je n'en suis que plus convaincu, cet aréopage improvisé électrisa momentanément la ville de Caen, où se trouvaient réunis plusieurs députés illustres et proscrits (12), quelques envoyés des sociétés popu-

(12) Les députés réfugiés à Caen étaient Buzot, Salles, Pétion, Valady, Gorsas, Kervelegan, Molievaut, Barbaroux, Louvet, Giroust, de Cussy, Bergoening, Le Sage (d'Eure-et-Loir), Meilhan, Henry-la-Rivière, Duchâtel, et quelques littérateurs de leurs

lares et des départemens voisins , quelques dignes militaires , dont le courage inconsidéré , trahi et compromis , alla s'évanouir sans fruit auprès de la ville de Vernon (13).

Je me rappelle toujours que , assis auprès de mademoiselle de Corday , à un déjeuner de quinze personnes , nous parlâmes de littérature et de politique : elle me cita , comme ses lectures favorites , J.-J. Rousseau et Raynal , ces éloquens et fiers amis de la liberté , ces adver-

amis , tels que Girey du Pré , l'Espagnol Marchena , et Honoré Riouffe , qui fut tribun sous le consulat et préfet sous l'empire. Lanjuinais n'avait fait que passer par Caen pour y embrasser ses collègues.

(13) L'engagement de Vernon (le 13 juillet , le même jour et presque à la même heure où mademoiselle de Corday frappa Marat) fut plutôt une échauffourée qu'un combat. Les insurgés , à la tête desquels n'était pas encore venu se placer le général Wimpfen , étaient malheureusement sous les ordres du comte de Puisaye , qui les trahit et les abandonna. Il s'était tenu à quelque distance dans un château. Quelques coups de canon furent échangés. Les deux troupes se retirèrent sans trop savoir ce qu'elles faisaient , les Parisiens sur Vernon , les insurgés sur Évreux. La trahison s'en mêla , le découragement la suivit , et l'affaire fut ainsi terminée à l'avantage des jacobins qui , voyant qu'on ne les poursuivait pas , s'avancèrent de Vernon sur Évreux , puis sur Lisieux , et arrivèrent triomphans à Caen.

Cette affaire , dont le résultat , bien imprévu , fut si déplorable , se passa sur le territoire de Brecourt (commune aujourd'hui réunie à celle de Douains , canton de Vernon , département de l'Eure) , à peu de distance de la grande route de Paris.

saïres incorruptibles de toutes les tyrannies et de toutes les inhumanités.

Pendant cette terreur, si funeste aux généreux principes comme aux patriotes généreux, pros- crit, bien jeune encore, obligé de cacher, du- rant quelques mois, mon séjour et ma tête, moi, alors débile et mourante créature, que mon pré- tendu fédéralisme avait signalé comme ennemi de la république, quoique je ne le fusse réelle- ment que de l'anarchie et des égorgemens, pen- dant cette période sinistre, j'ai perdu, entre autres écrits fort regrettables, deux petits billets de Charlotte de Corday. S'il m'en souvient bien, ils signifiaient peu de chose en eux-mêmes (14); mais les caractères en avaient été tracés par cette main sublime qui, seulement quelques jours après, dirigeait vers le cœur de Marat le fer tyrannicide qui, sur l'autel de l'humanité, en immola le bourreau.

Si ma gaité naturelle a été tant de fois offus- quée par la mélancolie; si j'ai conservé quelque mépris, quand je ne leur devais, peut-être, que

(14) Le premier de ces billets avait pour objet de me demander le supplément au Contrat social de J.-J. Rousseau, par Gudin; le second m'annonçait le renvoi de cette très médiocre composi- tion. Je possède une assez curieuse collection d'autographes; mais ces deux billets seraient pour moi d'un plus grand prix que tout ce que j'ai réuni jusqu'à ce jour.

de la pitié, à ces spéculateurs, sans conviction, de professions de principes et d'envahissement d'emplois : ces dispositions de mon ame proviennent de l'époque où je vis tomber sans vengeance Charlotte de Corday et ces Girondins dont les ombres sanglantes, m'apparaissant dans les longues nuits de 1793 à 1794, troublaient mon sommeil si rare, détruisaient ma santé déjà si faible, glaçaient mes pensées d'avenir, et, dans le cours de trois années entières, me rendirent la mort prochaine et désirable.

Il faut avoir vu ces tems d'instruction sévère, pour apprécier la vanité, la folie de ces républicains qui rougiraient de leurs lubies s'ils savaient combien peu de liberté survivait alors, combien l'égalité était chimérique, combien l'humanité était outragée, avec quel mépris de l'homme et de la loi on jetait aux échafauds ces innombrables victimes que ne protégeaient nullement ni les souvenirs de l'origine, ni l'extrême jeunesse, ni l'innocence du sexe, ni les illustrations de la science, ni les lauriers de la gloire ! Ils ne croiraient guère à la durée d'une république, s'ils savaient avec quelle scandaleuse facilité les adorateurs de ce fantôme démocratique, sycophantes sans pudeur et renégats sans vergogne, sortis mourans de lassitude et d'effroi

du cauchemar de 1794, se réveillèrent peu d'années après, accoutumés à la bassesse et disposés au joug, flagorneurs et séides du prince, comme ils l'avaient été de la canaille.

Après des victoires éclatantes, de déplorables catastrophes et de funestes trahisons, la liberté était attaquée par ses propres enfans, les plus dangereux comme les plus violens de ses ennemis. Dumouriez avait passé à l'étranger, en lui livrant un ministre et quatre représentans du peuple; la révolte vendéenne dévouait les patriotes au fer impitoyable des plus stupides barbares; le tribunal révolutionnaire, à peine créé, avait eu la lâcheté d'absoudre Marat justement accusé; la populace parisienne avait consommé le grand attentat du 31 mai, et vingt-un députés proscrits, toute la noble Gironde et ses amis, étaient, en attendant l'échafaud, ou prisonniers à Paris, ou fugitifs loin de la capitale.

Une généreuse insurrection en faveur des lois et de l'humanité se préparait dans soixante des quatre-vingt-six départemens qui composaient alors la France. La Normandie et la Bretagne rassemblaient leurs meilleurs citoyens, et, sans cesser de combattre la Vendée, organisaient la résistance à l'oppression, et préparaient le châtimement des anarchistes séditieux, massacreurs de

septembre et voleurs du Garde-Meuble. Caen ,

Cité républicaine et fière ,

comme nous chantait Girey du Pré (15), avait recueilli dans son enceinte la plupart des députés proscrits. On se préparait à marcher sur les brigands qui prétendaient être Paris , sous la conduite du défenseur victorieux de Thionville, du bon et brave, mais faible Félix Wimpffen, qu'attendaient à quelques jours de là les trahisons, la calomnie et la proscription. De toutes les bouches sortaient des imprécations contre les noms abhorrés du *farouche* Robespierre, de Danton, et surtout du *vil* Marat, noms odieux retentissant dans toutes les indignations ; mais Marat, l'anarchie et le massacre incarnés, semblait être le plus hideux Satan du Pandémonion jacobin, parce que, plus cyniquement populaire, plus affreux de figure et de voix, il avait l'air d'un énergumène, et parce que son nom se trouvait toujours mêlé à toutes les saturnales de l'ochlocratie, des meurtres et des pillages.

(15) Voir, *Pièces justificatives*, N^o v, le Chant de Girey du Pré aux Hommes du Nord (les Normands, ses compatriotes). On trouvera à la suite les deux *chansons de la Bretagne contre Paris*, dont parle Chabot dans son rapport du 14 juillet. Ces deux chansons, fort inférieures au chant de Girey du Pré, sont sous les N^{os} vi et vii.

Charlotte de Corday crut fermement que , en fesant tomber ce monstre sous le fer vengeur, elle allait enlever à l'anarchie son chef, et à la guerre civile son motif; elle espérait prévenir l'effusion du sang humain, et conserver ces myriades de têtes dont Marat avait tant de fois demandé la chute (16). Humaine, généreuse, prête à tous les sacrifices , elle se rappela sans doute les augustes tyrannicides qu'a célébrés l'antiquité; et , sans hésitation, sans trouble, sans orgueil, la vierge héroïque prit la route de Paris pour consommer au plus tôt son attentat.

Sans rien découvrir de ses projets , même à ses meilleurs amis, après avoir pris toutes les précautions pour que, dans les derniers adieux qu'elle alla leur faire à Argentan, son père et sa sœur ignorassent ce qu'elle serait devenue, Charlotte de Corday monta en diligence pour Paris le 9 de juillet.

Louvet a dit dans ses *Notices pour l'Histoire* :
« Elle vint, constamment accompagnée d'un domestique, et attendit toujours Barbaroux dans

(16) Voir (*Pièces justificatives*, No III) les extraits de quelques écrits atroces de Marat , d'après lesquels on le jugeait généralement à Caen et partout où on refusait de faire de la liberté une furie sanguinaire.

un salon (17) par où quelqu'un de nous passait à chaque instant..... Une grâce sollicitée pour quelqu'un de ses parens n'était sans doute que le prétexte de ses visites ; son véritable motif était sans doute de connaître quelques uns des fonda-

(17) A l'hôtel de l'ancienne Intendance, rue des Carmes.

J'ai lieu de croire que, si mademoiselle de Corday s'adressa de préférence à Barbaroux, c'est parce que, ce député étant de Marseille, il pouvait mieux la servir dans les démarches d'obligance qu'elle voulait faire pour mademoiselle de Forbin, appartenant à une famille du Midi. Huit jours après une première visite dans laquelle Barbaroux promit à mademoiselle de Corday des lettres de recommandation, elle vint les chercher, alors comme auparavant, accompagnée d'un domestique. Je lis ce qui suit dans une note que M. Vaultier a bien voulu me communiquer : « Durant l'entretien que Barbaroux eut alors avec elle, Pétition survint et adressa quelques mots à la *belle aristocrate qui venait voir des républicains.* » — « Vous me jugez aujourd'hui » sans me connaître, citoyen Pétion, répondit-elle ; un jour vous » saurez ce que je suis. »

« Barbaroux, de qui je tiens ces faits, continue M. Vaultier, se reprochait de n'avoir pas, dès lors, apprécié sa grande ame ; au surplus, il déplorait le coup perdu sur un être usé par des maladies honteuses, et qui, d'ailleurs, n'était que le mannequin de Robespierre et de Danton. « Si de telles actions se conseillaient, ajoutait Barbaroux, ce n'est pas sur Marat que nous » aurions dirigé les coups. » Tout le monde connaît les deux lettres que mademoiselle de Corday écrivit, de sa prison, à son père et à Barbaroux. Peu d'heures avant de quitter Caen pour la Bretagne, ce député me parlait de la lettre qui lui était destinée : i ne l'avait pas reçue, et ne la connaissait, comme le public, que par les journaux. »

teurs de cette république pour laquelle elle allait se dévouer. »

Louvet s'est trompé ; du moins tel n'était pas le seul motif de mademoiselle de Corday. Elle avait voulu profiter de son voyage à Paris pour tâcher d'y rendre service à une de ses amies, qui avait été élevée avec elle par madame de Belsunce, et qui, retirée en Suisse, avait quelques réclamations d'intérêt à faire au ministre de l'intérieur : cette amie était mademoiselle de Forbin, chanoinesse. Pour pénétrer jusqu'auprès du ministre, Charlotte croyait avoir besoin de protection, et c'est pour en obtenir une qui fût efficace, qu'elle s'adressa à Barbaroux, ami du député (non encore proscrit) Lauze Du Perret. Mais si Louvet n'a pas connu alors le vrai motif de la visite de mademoiselle de Corday au député Barbaroux, il a du moins peint avec beaucoup de vérité cette angélique créature. « A l'Intendance, où nous logions tous, dit-il, s'était présentée, pour parler à Barbaroux, une jeune personne grande, bien faite, de l'air le plus honnête et du maintien le plus décent. Il y avait dans sa figure, à la fois belle et jolie, et dans toute l'habitude de son corps, un mélange de douceur et de fierté qui annonçait bien son ame céleste. »

Il est faux que cette sublime héroïne ait été déterminée par des sentimens vulgaires et personnels. On a dit à tort qu'elle avait voulu venger sur Marat, soit le comte de Belsunce, égorgé à Caen, soit l'émigré Boisjungan de Maingré, soit le député Barbaroux. Elle ne pouvait imputer à Marat l'assassinat du major Belsunce (18) qui avait péri, en 1790, victime des vengeances populaires, ni le supplice de Boisjungan, fusillé en 1792, comme émigré pris les armes à la main. Peut-être la beauté du jeune et éloquent Barbaroux ne fut pas absolument étrangère à la détermination patriotique de mademoiselle de Corday ; mais ce fut assurément sans qu'elle s'en doutât. Les sonores intonations de cette voix méridionale qui retentissaient, énergiques de conviction et de douleur, dans les assemblées populaires de Caen, durent puissamment affecter l'ame d'une jeune et sensible femme, déjà si favorablement prévenue en faveur de la cause des Girondins,

(18) Le comte Henri de Belsunce, major en second du régiment de Bourbon, infanterie, se trouvait en garnison à Caen. Il eut le tort de se livrer inconsidérément, avec toute la pétulance de son âge, à des démonstrations hostiles contre la révolution et la garde nationale : il fut la victime des vengeances populaires qu'il avait provoquées. Sa tante, abbesse de l'Abbaye-aux-Dames (la Trinité) de Caen, y avait eu pour coadjutrice madame de Pontécoulant qui lui succéda.

par les malheurs et la beauté du proscrit ; mais, ce qui la dominait et l'entraîna, ce fut l'amour de la patrie et de l'humanité. Au surplus, comment une femme resterait-elle froide devant tant de causes d'émotions nobles et pures , quand les hommes eux-mêmes sont toujours séduits par la beauté du corps , de la figure et de la voix même d'un simple acteur débitant un rôle emprunté ? Qui ne sait quel effet d'admiration exerçait sur les populations de l'Égypte notre illustre Kléber, leur apparaissant beau comme un ange, formidable comme le dieu de la guerre ?

Nul autre motif, je ne crains pas de le répéter, ne mit le poignard à la main de Charlotte de Corday, nul autre absolument que le désir de venger l'humanité et de prévenir la guerre civile. Il ne faut pas réduire à de vulgaires proportions les actions héroïques (19) ; ce serait des-

(19) L'éditeur de l'ouvrage intitulé *Les Femmes*, par Ségur, dit à tort, dans une note du quatrième volume, que « le fanatisme politique n'a pu être la cause de ce crime (l'assassinat de Marat). » Il ajoute : « D'ailleurs, on voit, par l'interrogatoire de cette femme, qu'il y avait de l'aliénation dans son esprit. » C'est ce que n'ont pas reconnu du tout les auteurs les plus recommandables qui ont parlé de mademoiselle de Corday, tels que J.-B. Louvet, dans ses *Notices* ; M. Beaulieu, dans la *Biographie Universelle* ; M. de Conny, M. Chauveau de La Garde, M. Du Rosoir, M. Thiers, etc. (Voir *Pièces justificatives*, Nos XXIV, XXVIII, XXIX, XXX, XXXI et XXXII.)

cendre, du haut de l'autel dans le plus bas de la nef et même dans les cryptes, les statues des dieux. Charlotte dit d'ailleurs, dans sa lettre à Barbaroux, après avoir immolé Marat : « C'était une bête féroce qui allait dévorer le reste de la France par le feu de la guerre civile. » Cette phrase toute simple résume les vrais motifs de l'action et du dévouement de l'héroïne (20).

Le dimanche 7 juillet, une revue des volontaires qui s'étaient inscrits à Caen pour marcher contre l'anarchie avait été très brillante. Mademoiselle de Corday a dit depuis, dans sa lettre à Barbaroux : « Vous vous souvenez comme j'en étais charmée, et je me promettais bien de

(20) Couet de Gironville, qui composa, en l'an iv, un ouvrage aride, diffus et plein de bévues, sur mademoiselle de Corday, rapporte en note, page 52, l'anecdote suivante : « Je sais, d'un citoyen de Caen, qui connaissait particulièrement la parente chez laquelle elle fixait son domicile habituel, que celle-ci, dans les premiers jours qui devancèrent l'exécution du projet de son amie, se plaignant de lui voir l'air d'un mécontentement impatient, et l'ayant surprise plusieurs fois à répandre des pleurs, lui demanda le sujet qui lui donnait une si sombre humeur : « Je pleure, lui répondit-elle, sur les malheurs de ma patrie, sur ceux de mes parents, et sur les tiens aussi, ô mon amie ! car qui peut m'affirmer que tu ne seras pas toi-même frappée de ces coups de foudre qui ont déjà privé de la vie un si grand nombre d'honnêtes citoyens ? Tant que Marat vivra, il n'y aura jamais de sûreté pour les amis des lois et de l'humanité. »

faire repentir Pétion du soupçon qu'il manifesta sur mes sentimens.... Enfin j'ai considéré que tant de braves gens, venant à Paris pour chercher la tête d'un seul homme, l'auraient peut-être manqué, ou qu'il aurait entraîné dans sa perte beaucoup de bons citoyens. Il ne méritait pas tant d'honneur ; cela suffisait de la main d'une femme. »

Son parti fut donc pris, et son départ arrêté pour le mardi suivant :

Comme elle le dit elle-même (Lettre à son père) (21), elle avait cherché à persuader à ses parens qu'elle passait en Angleterre, afin de leur dérober la douleur d'une mort qu'elle attendait obscure de la fureur des partisans de Marat. Elle avait espéré que, avant d'être connue, ils l'auraient égorgée dans l'autre même de ce démagogue. Un des témoins entendus dans le procès (le limonadier Berger, qui l'avait arrêtée) déposa « qu'il vit bien qu'elle désirait être livrée à la fureur du peuple. » Assurément, telle était son espérance.

Nous verrons que le sort disposa d'elle autrement.

Partie de Caen le mardi 9 juillet, par la dili-

(21) Lettre à M. de Corday d'Armont, *Pièces justificatives*, xvi.

gence, elle arriva à Paris le jeudi 11, vers midi, et alla descendre dans la rue des Vieux-Augustins, à l'hôtel de la Providence, qui était tenu par Graulier. Fatiguée de la voiture et de l'insomnie, Charlotte se mit au lit à cinq heures du soir, et dormit jusqu'à huit heures du matin, avec toute la tranquillité du courage et de l'innocence.

C'était le 12 juillet : on lisait ce même jour, dans la *Chronique de Paris*, et c'est une remarque à faire, d'autant plus que l'article, assurément, n'était motivé ni par une confidence, ni par un pressentiment fondé : « On dit Marat très sérieusement malade ; s'il quittait la vie, on en trouverait sans doute quelques motifs secrets, car chacun sait que la mort des grands hommes a toujours quelque chose d'extraordinaire. »

On avait lu la veille, à l'assemblée de la Commune de Paris, une lettre du maire de Strasbourg, qui en communiquait une reçue de la capitale, et adressée à un de ses administrés. Cette lettre contenait les passages suivans : « La Montagne, la Commune, la Jacobinière, et toute la séquelle scélérate, sont à deux doigts du tombeau.... D'ici au 15 juillet, nous danserons. Je désire qu'il n'y ait pas d'autre sang répandu que celui des Danton, Robespierre, Marat et com-

pagnie.... Vive la république! vive Wimpffen! vivent les Normands, Bretons, Marseillais, Lyonnais, et tous les autres républicains!.... » Il n'y avait là évidemment qu'une allusion à la marche des insurgés sur Paris.

L'héroïne, bien affermie dans ses résolutions, se rendit chez le député Du Perret, qui était sorti, et aux filles duquel elle remit quelques imprimés et la lettre de recommandation de Barbaroux. Le soir, elle revint; mais Du Perret ne put la conduire que le lendemain au ministère de l'intérieur. Comme elle n'avait point de procuration de mademoiselle de Forbin, il fut reconnu qu'elle ne pourrait obtenir, en faveur de cette chanoinesse, les pièces qu'elle réclamait.

Après avoir payé sa dette à l'amitié, Charlotte ne s'occupa plus que d'exécuter son projet.

C'est sans fondement qu'on a dit que Claude Fauchet, évêque et député du Calvados, avait conduit mademoiselle de Corday dans les tribunes de la Convention. Elle n'aimait pas ce prélat, qui pourtant se comporta courageusement dans les temps difficiles, et périt sur l'échafaud avec les Girondins. La Convention lui était d'ailleurs devenue odieuse; elle n'y alla pas, et n'eut avec Fauchet aucune entrevue ni aucun rapport.

Un billet (22) qu'elle écrivit ce jour même, dès le matin, à Marat, resta sans réponse; un second, qu'elle portait pour être remis dans le cas où elle ne serait pas reçue, fut trouvé sur elle. Dans le premier, elle lui demandait un entretien pour une heure de l'après-midi, et annonçait qu'elle lui ferait connaître « les malheureux évènements qui se passaient à Caen. » Le second billet, écrit dans l'après-dînée, avait pour objet de se plaindre de n'avoir pas été reçue, et sollicitait une entrevue pour le lendemain. Elle espérait parvenir à son but, en disant à Marat « qu'elle avait à lui révéler les secrets les plus importans pour le salut de la république, et que, d'ailleurs, elle était malheureuse et persécutée pour la liberté. » Dans sa lettre à Barbaroux, elle convient qu'elle « a employé un artifice perfide pour que Marat pût la recevoir. » Mensonge magnanime! Quand la vérité se montre-t-elle assez belle pour t'être préférée? a dit, en parlant de Sophronie, le chantre de la *Jérusalem délivrée* (23).

Mademoiselle de Corday voulait pourtant par-

(22) Ce billet, envoyé par la petite poste, et un second saisi sur mademoiselle de Corday, se trouvent dans les *Pièces justificatives*, Nos IX et X.

(23) Le Tasse (Ger., lib. II, c. II, ott. 22) parle du mensonge de

venir jusqu'à l'ennemi, puisqu'elle n'avait plus l'espoir de le rencontrer à la Convention, où sa maladie l'empêchait depuis plusieurs jours de se rendre (24). Ce misérable était, en effet, très ma-

Sophronie. On peut en faire une juste application à mademoiselle de Corday, dans cette circonstance :

*Così al pubblico fato il capo altero
Offerse, e'l volse in se sola raccorre.
Magnanima menzogna! or quando è il vero
Sì bello, che sì possa a te preporre?*

TRADUCTION. Ainsi la jeune héroïne dévoue ses jours au danger commun, et veut le rassembler tout entier sur sa tête. Généreux mensonge ! quand la vérité eut-elle plus de droits à nos hommages ?

(24) Dans la séance du 12 juillet (veille de l'assassinat de Marat), la Société des Jacobins avait arrêté, sur la motion d'un de ses membres, nommé La Faye, qu'une députation irait « visiter Marat, qui ne peut plus assister à ses séances. » Le député Maure rendit compte, séance tenante, de la visite qu'avec David il venait de faire au malade. « Nous venons de voir, dit-il, notre frère Marat... Nous l'avons trouvé dans le bain : une table, un encrier, des journaux, des livres auprès de lui, s'occupant sans relâche de la chose publique. Ce n'est point une maladie ; c'est une indisposition qui ne prendra jamais les membres du côté droit : c'est beaucoup de patriotisme pressé, resserré dans un très petit corps. Les efforts violents du patriotisme, qui s'exhalent de toutes parts, le tuent. Il se plaint de la Convention, qui a négligé de lire plusieurs vues de salut public qu'il lui a adressées. »

David *, parlant à la Convention Nationale, dans la séance du 15, s'exprima en ces termes : « La veille de la mort de Marat, la Société des Jacobins nous envoya, Maure et moi, pour prendre

* Plus célèbre comme peintre que comme député.

lade : une sorte de lèpre , qui le rendait encore et plus abject et plus hideux , couvrait son corps défaillant dont la mort allait s'emparer.

Il habitait la rue des Cordeliers (25), dans la section du Théâtre-Français. C'est là que Charlotte se décida à se faire conduire, et à faire tous ses efforts pour pénétrer dans l'ancre où ce farouche démagogue semblait être inaccessible. Elle descendit de voiture, et se présenta chez

de ses nouvelles. Je le trouvai dans une attitude qui me frappa. Il était dans sa baignoire , un billot de bois auprès de lui, et sur lequel étaient de l'encre et du papier. Sa main échappée écrivait ses dernières pensées. Il me dit sans charlatanisme : « Je m'occupe » du salut public. » Hier le chirurgien qui l'embauma me fit demander de quelle manière je comptais l'exposer aux regards du peuple dans l'église des Cordeliers. J'ai pensé que son corps, couvert d'une lèpre causée par son sang brûlé , ne pouvait être découvert ; mais j'ai cru qu'il serait intéressant de l'offrir dans l'attitude où nous l'avions trouvé la veille. »

(25) La maison de Marat portait le n° 20 de la rue des Cordeliers , qui depuis a pris le nom de rue de l'École de Médecine. Le principal locataire de cette maison était un dentiste nommé Antoine de La Fondée. Il fut entendu comme témoin devant le Tribunal révolutionnaire. M. Gustave Drouineau a donné quelques détails curieux sur cette maison, dans le livre des Cent-et-Un, t. 1. Il y décrit l'appartement qu'habitait Marat. Il paraît que le n° 20 de 1793 est aujourd'hui le n° 18. Ce n° est désigné comme le 30^e de la rue des Cordeliers dans le procès-verbal (du samedi 13 juillet) rédigé par le commissaire de police Guellard du Mesnil, qui donne aussi une description du logement de Marat. (Voir, *Pièces justificatives*, N° XI.)

lui, le 13 juillet, vers sept heures du soir, par conséquent en plein jour.

Marat était au bain ; il était occupé à écrire. Marie-Barbe Aubin, portière de la maison, et Catherine Evrard, refusèrent l'entrée de l'appartement, malgré les vives instances de Charlotte de Corday. Marat, entendant qu'il était question de la même personne qui lui avait écrit une lettre, et peut-être touché, tout barbare qu'il était, des doux sons de la voix de l'héroïne, se décida à la faire introduire auprès de son bain.

Il commença par l'interroger sur ce qui se passait à Caen ; ensuite il lui demanda les noms des députés réfugiés dans cette ville, et ceux des administrateurs des départemens du Calvados et de l'Eure, qui se trouvaient alors réunis dans la ville d'Evreux. Quand il eut écrit ces noms sur ses listes de proscription, il dit avec cette voix rauque et sépulcrale qui ajoutait plus d'horreur encore à sa figure sinistre et à ses féroces expressions : « D'ici à peu de jours, je les ferai guillotiner à Paris. » Cette menace décida de son sort.

A ces mots, l'ange de patriotisme et de liberté, s'approchant de plus près du monstre satanique, tire de son sein le couteau à gaine

qu'elle avait acheté au Palais-Royal (26), et l'enfonce tout entier dans le cœur du scélérat (27). Le coup était si bien assuré et la blessure si grave, qu'il ne put proférer que ces paroles : « A moi, ma chère amie, à moi ! »

Aux cris du moribond qui ne peut exhaler que ce peu de mots, et qui rend, avec des flots de sang et quelques râlemens sourds, son ame de cannibale, les femmes de la maison, et Laurent Basse, qui pliait les feuilles de Marat, se précipitent dans la chambre. Charlotte, qui se serait retirée si le passage eût été libre, n'avait pas essayé de fuir ; elle se tenait debout près de la fenêtre. Basse se précipite sur elle, et a la barbarie de la renverser à coups de chaise (28). A ce

(26) Ce couteau était à manche d'ébène, fraîchement émoulu, de ceux qu'on emploie à découper. Mademoiselle de Corday l'avait acheté au Palais-Royal, le matin même du jour où elle s'en servit.

(27) Ce fut le docteur Pelletan qui assista, dans la rédaction de son procès-verbal, le commissaire de police Jacques-Philibert Guellard-du-Mesnil. (Voir, *Pièces justificatives*, N° XI.)

(28) Dans son excellente Histoire de la Révolution française, M. Thiers dit que « le commissionnaire la renversa d'un coup de chaise, et que la gouvernante la foula aux pieds. » Cette gouvernante, qui se faisait appeler Albertine Marat, n'était point mariée, mais elle vivait maritalement avec l'Ami du peuple. C'était alors une femme de vingt-cinq à trente ans : elle est morte à Paris, en février 1824.

bruit et aux cris des femmes, les autres habitans de la maison et les voisins accoururent : quelques gardes nationaux du poste du Théâtre-Français, avertis par la rumeur publique, ne tardèrent pas à arriver.

Cependant on avait retiré de sa baignoire Marat qui, porté sur un lit dans la pièce voisine, ne donna aucun signe de vie. Le docteur Pelletan constata que le coup de couteau avait pénétré près de la clavicule du côté droit, entre la première et la seconde des vraies-côtes, à une si grande profondeur, que le tronc des carotides avait été ouvert. Vainement le chirurgien de La Fondée, principal locataire de la maison, avait essayé d'arrêter le sang avec des compresses : le tigre avait vécu.

La garde allait conduire mademoiselle de Corday au poste voisin ; la foule encombra la rue et demandait à grands cris la tête de l'assassin. Le limonadier Berger, qui la conduisait, s'étant aperçu qu'elle désirait « être livrée à la fureur du peuple, » la fit remonter chez Marat, où, peu d'instans après, arriva Guellard-du-Mesnil, commissaire de police de la section du Théâtre-Français. C'est sans doute de l'action de Berger que Charlotte veut parler quand elle dit dans sa lettre à Barbaroux : « Je m'attendais

bien à mourir dans l'instant. Des hommes courageux et vraiment au dessus de tout éloge m'ont préservée de la fureur bien excusable des malheureux que j'avais faits. Comme j'étais vraiment de sang-froid, je souffris des cris de quelques femmes. »

Ainsi la conscience de la bonne action qu'elle croit avoir commise, la jouissance anticipée du retour de la paix et de la concorde auquel elle a foi, ce prix obtenu de son dévouement, imprimant à ses traits, comme ils sont dans son âme, la sérénité, la dignité, le bonheur, qui ne la quitteront plus, ni devant le commissaire de police, ni devant ses juges, ni sur l'échafaud, non plus que la fierté modeste et l'inébranlable assurance dont parle M. Thiers dans son *Histoire de la Révolution*.

Quatre députés, Maure, Chabot, ex-capucin, le boucher Legendre, et Drouet qui, en 1791, avait tant contribué à l'arrestation de Louis XVI dans la ville de Varennes, se présentèrent bientôt au domicile de leur collègue, où ils s'étaient rendus d'après l'avis donné par le commissaire de police aux comités de salut public et de sûreté générale. Ils assistèrent à la fin de la rédaction du procès-verbal que dressait le commissaire. L'héroïne ne dissimula rien, et, dans les

réponses qu'elle fit , on doit remarquer la suivante : « Ayant vu la guerre civile sur le point de s'allumer dans toute la France , et persuadée que Marat était le principal auteur des désastres , j'ai préféré faire le sacrifice de ma vie pour sauver mon pays. » Ce furent Chabot et Drouet qui se chargèrent de la conduire , dans un fiacre , à la fameuse prison de l'Abbaye.

La populace , furieuse de se voir enlever sa proie , hurlait épouvantablement , et suivit la voiture pendant une portée de fusil. Les deux députés , ayant enfin obtenu un peu de silence , haranguèrent la foule qui , reconnaissant leur voix , et sûre du prochain supplice de Charlotte , laissa enfin partir la voiture.

Drouet , dans son discours à la Convention (séance du 14 juillet) , assure que , entendant les clameurs qui demandaient sa tête , Charlotte de Corday tomba un instant en faiblesse ; mais que , reprenant promptement ses sens , elle témoigna un grand étonnement de ce que les amis de Marat ne lui avaient pas arraché la vie. Elle s'attendait , dit Drouet , à être massacrée. Sans doute , et , nous le répétons , tel avait été son espoir ; il était fondé sur la férocité de cette tourbe d'assassins qui , le 2 septembre , dix mois auparavant , avaient égorgé tant d'infortunés , et pro-

mené jusque sous les fenêtres du Temple les membres palpitans de la princesse de Lamballe.

Drouet et Chabot lui firent subir un interrogatoire qui dura une partie de la nuit. Elle termina ses déclarations par cette phrase prononcée d'un ton calme et même d'un air satisfait : « Quant à moi , j'ai rempli ma tâche ; d'autres feront le reste (29). »

Ce fut dans la séance du 14, lendemain de l'assassinat , que Chabot, au nom du Comité de sûreté générale, dont il était membre ainsi que Drouet, fit à la Convention le rapport le plus mensonger des faits que nous venons de raconter. On remarque dans ce récit les passages suivans : « Cette femme m'a paru être une de celles qui sont venues, pendant la législature, solliciter Guadet d'être favorable aux conspirateurs du Calvados ; et vous savez combien il les a secondées. Elle a l'audace du crime peint sur la figure ; elle est capable des plus grands attentats : c'est un de ces monstres que la nature vo-

(29) On lit ainsi cette phrase dans le *Républicain français* du 16 juillet : « Moi , j'ai rempli ma tâche ; les autres finiront l'ouvrage. » Cet ouvrage fut mal fini : le jour même (13 juillet) où mademoiselle de Corday immolait Marat, l'armée fédéraliste , délaissée par Wimpffen, et trahie par Puisaye , éprouvait un échec qui termina la plus généreuse et la plus mal-conduite des entreprises, dans la plaine de Brécourt.

mit de tems en tems pour le malheur de l'humanité. » Après avoir payé ce tribut à ses préventions, le rapporteur jacobin ne peut pourtant s'empêcher de reconnaître que, « avec de l'esprit, des graces, une taille et un port superbes, elle paraît être d'un courage capable de tout entreprendre. » Il continue, étonné de ce que l'héroïne ne s'est pas suicidée : « Cette femme a eu, pendant près d'une demi-heure, les moyens de se détruire; et, lorsqu'on lui a dit qu'elle porterait sa tête sur l'échafaud, elle a répondu par un sourire de mépris. » Chabot fait ensuite connaître qu'on a trouvé sur l'assassin de l'argent, des assignats et une montre d'or (30); que son extrait de baptême annonçait

(30) On s'empara de ces 290 fr. C'est pourquoi elle n'avait pas, le jour de sa condamnation, de quoi payer les 36 fr. qu'elle devait au concierge de l'Abbaye, et dont elle chargea son défenseur, M. Chauveau de La Garde, qui s'empressa de les acquitter le lendemain. Couet de Gironville, déjà cité, rapporte, page 130, l'anecdote suivante qui prouverait, s'il était nécessaire de le faire, que l'héroïne ne cessa de conserver sa présence d'esprit et même sa gaieté. « Chabot voulait se réserver sa montre. — « Laissez-la-moi, » lui dit-elle; oubliez-vous que les capucins font vœu de pauvreté? » Les 150 francs en argent se composaient de 25 écus de 6 livres; les 140 francs, en papier-monnaie, consistaient en un assignat de cent francs et quatre de dix francs chaque. La montre d'or portait le nom de Dubosq, horloger à Caen. On trouva encore sur mademoiselle de Corday la clef de sa malle, un dé à coudre en argent, un peloton de fil blanc, et la galne façon de

qu'elle était âgée de vingt-cinq ans moins quinze jours (31). « Interrogée, continue Chabot, sur les motifs qui l'ont portée au crime, elle avait répondu que, ayant vu la guerre civile prête à s'allumer, et persuadée que Marat en était le principal auteur, elle avait fait le sacrifice de sa vie pour sauver son pays, et qu'elle n'a communiqué son projet à personne. » Le rapporteur termine en réclamant « un redoublement d'énergie contre les conspirateurs de Caen et contre leurs complices de Paris, qui correspondent avec eux, et qui siègent jusqu'au sein de la Convention. »

Un discours frénétique de Drouet vint couronner cette œuvre solennelle; et la Convention ne manqua pas d'en ordonner l'impression,

chagrin du couteau qu'elle avait payé quarante sous. Ce dernier objet était dans son sein, ainsi que deux papiers attachés ensemble avec une épingle : l'un était son extrait de baptême, l'autre un projet manuscrit d'Adresse aux Français.

(31) Ce renseignement et les autres, sur le lieu de naissance de mademoiselle de Corday, sont erronés, et ont induit depuis en erreur tous ses biographes, tous, sans exception. « Son baptistère, dit Chabot, daté du 28 juillet 1768, porte qu'elle est née de messire Jean-François Corday, écuyer, et de dame Charlotte Godier, son épouse, fille du seigneur de....; qu'elle a eu pour parrain son parent, ci-devant seigneur de.... »

La plupart de ces indications sont fausses. (Voir, *Pièces justificatives*, N° I.)

ainsi que de l'interrogatoire que les délégués du comité de sûreté générale avaient fait subir à mademoiselle de Corday.

Un décret rendu dans la même séance chargea « le tribunal révolutionnaire d'instruire tout de suite contre l'assassin de Marat et ses complices. »

En conséquence, le tribunal révolutionnaire, saisi de l'affaire, ne perdit pas de tems, et s'empressa de livrer aux bourreaux la victime dont l'immolation lui était confiée.

Cependant, pour remplir dignement l'intervalle de l'entr'acte, le lendemain (lundi 15), la Convention décréta « qu'elle assisterait en corps aux obsèques de Marat. » Elle chargea « David et Maure de se concerter avec la section du Théâtre-Français pour ordonner le convoi et en fixer le jour. »

Ce fut le 16 juillet au matin que l'héroïne fut transférée de l'Abbaye à la Conciergerie, où, à huit heures du soir, elle écrivit, avec tant de sang-froid et de présence d'esprit, la belle lettre à Barbaroux, qui fut lue le lendemain, lors du jugement, au tribunal révolutionnaire (32).

(32) Voir cette lettre « charmante, pleine de grace, d'esprit et d'élévation, » comme dit M. Thiers, que nous avons déjà citée : *Pièces justificatives*, N° XIII.

Le jugement fut prononcé le mercredi 17, et ce fut l'affaire d'une demi-heure, tant était expéditif le tribunal que présidait Montané, et dont Fouquier de Tainville était accusateur public (33).

Ce dernier qui, en quelque sorte, ne faisait encore que préluder à ces atrocités qui l'ont rendu si fameux, fit faire par le greffier la lecture de l'acte d'accusation. Charlotte de Corday venait d'être introduite et de s'asseoir sur le banc des accusés ; elle s'avança avec une dignité modeste et une sérénité de visage comme de conscience qui ne se démentirent pas un seul moment durant les débats ni lors du prononcé du jugement. On remarqua sa stature, à la fois forte et légère, la grace et la pudeur de son maintien, ses longs cheveux bruns tombant négligemment d'un simple bonnet jusque sur ses épaules, ses beaux yeux bleus dont l'éclat était tempéré par de longs cils, l'ovale si pur et si noble de sa belle figure, son teint gracieusement coloré, et le calme de sa grande ame se manifestant par l'accent enchanteur de l'organe le plus mélodieux et par la physionomie la plus angélique. C'est cette mélodie d'une des plus tou-

(33) Voir, *Pièces justificatives*, N^{os} XI et XII.

chantes voix que j'aie entendues, que M. Chauveau de La Garde appelle « l'accent d'une voix presque enfantine qui se trouvait toujours en harmonie avec la simplicité de ses dehors et l'imperturbable sérénité de son visage. »

Après les premières questions usitées en pareil cas, le président lui ayant demandé si elle s'était pourvue d'un défenseur, elle répondit qu'elle avait choisi un ami, mais que, n'en ayant point entendu parler depuis, elle pensait qu'il n'avait probablement pas eu le courage d'accepter sa défense. Cet ami, qu'elle avait eu occasion de voir chez madame de Pontécoulant, abbesse de Caen, pendant qu'elle était pensionnaire à l'Abbaye-aux-Dames, était le neveu de cette religieuse respectable : c'était M. Gustave Doulcet de Pontécoulant, ancien sous-lieutenant des gardes-du-corps, qui, dès les premiers jours de la révolution, avait embrassé généreusement la cause de la liberté, et qu'elle avait vu depuis, lorsqu'il était président de l'administration du département du Calvados, avant d'être nommé député à la Convention nationale,

La lettre que Charlotte de Corday lui avait adressée ne lui parvint que le samedi 20 juillet, quatre jours après le jugement et l'exécu-

tion. Le gendarme même que l'accusateur public avait chargé d'une autre lettre pour M. de Pontécoulant, et qui avait pour objet de le prévenir que mademoiselle de Corday l'avait demandé pour son défenseur, n'avait pas trouvé chez lui ce député qui, comme un grand nombre de ses collègues proscrits ou près de l'être, ne se tenait guère dans son domicile habituel. C'est ce qui fit croire à l'accusée que M. de Pontécoulant n'avait pas voulu la défendre, et que par conséquent il appartenait à la Montagne. L'erreur était grande, car ce député avait voté, dans le mois d'avril précédent (le 14), pour l'accusation contre Marat, et, poursuivi par les sectateurs de ce factieux, fut obligé d'aller cacher sa tête et même son nom dans l'humble atelier d'un menuisier, en Suisse (34).

Comme il fallait au moins un défenseur nommé d'office, le président du tribunal, ayant aperçu dans la salle M. Chauveau de La Garde, illustre avocat, qui encore depuis accrut sa célébrité, et qui, pour d'autres affaires, se trouvait là, le chargea de la défense de l'accusée (35).

(34) Voir les lettres imprimées dans les *Pièces justificatives*, Nos XVIII à XXII.

(35) Il a rédigé sur cette affaire une Note que nous réimprimons dans nos *Pièces justificatives*, N° XXIV.

Il n'hésita pas à prendre place auprès de sa noble cliente : elle ne le connaissait pas ; elle jeta sur lui quelques regards d'inquiétude (comme il le dit dans la Note que nous citons), parce qu'elle craignait qu'il entreprit une justification qu'elle aurait infailliblement désavouée.

Les dominateurs de cette époque ne permirent pas d'imprimer les débats tels qu'ils avaient eu lieu ; ils voulurent , sans trop s'écarter pourtant de la vérité , essayer d'en atténuer l'effet. C'était bien assez de cet effet que l'accusée avait produit sur l'audience tout entière , juges , jurés et spectateurs. On a remarqué (dit M. Chauveau de La Garde) qu'ils « avaient l'air de la prendre elle-même pour un juge qui les aurait tous appelés à son tribunal suprême : » tant agissait fortement, même sur les plus fanatiques adorateurs de Marat, cette imposante héroïne rendant en solennelles paroles l'expression des opinions professées par la partie saine de la nation, et bravant sans jactance la populace et les bourreaux tant du tribunal que de la place aux supplices.

Ce ne fut que dans les journaux du 23 juillet que la séance du tribunal révolutionnaire, tenue pourtant le mercredi 17, put être livrée à

l'impression et à l'avidité curieuse du public. Cette séance ne fut même imprimée que dans les *Moniteurs* des 29 et 30, où l'on sembla ne les morceler qu'à dessein d'en affaiblir l'intérêt.

A l'aide de la Note de M. Chauveau de La Garde, nous allons essayer de rendre plus complète et plus véridique la narration de cette cause vraiment célèbre.

On procéda à l'audition des témoins, qui étaient tous à charge, au nombre de quatorze.

Le premier appelé fut la femme Evrard, qui demeurait chez Marat, et qui raconta assez fidèlement ce qui s'était passé lors de la première tentative de mademoiselle de Corday pour pénétrer chez ce député, dans la matinée du 13 juillet, et ensuite lors de l'assassinat du soir. Comme les détails de ce meurtre étaient inutiles, Charlotte interrompit la déposition par cet aveu loyal : « Oui, c'est moi qui l'ai tué. » — Alors le président Montané lui demanda quels étaient les motifs qui l'avaient engagée à commettre cet assassinat. « Ses crimes, » répondit-elle. « Qu'entendez-vous par ses crimes? — Les malheurs dont il a été la cause depuis la révolution. » Après cette réponse, le président ajouta : « Quels sont ceux qui vous ont engagée à commettre cet assassinat? » Elle repartit :

« Personne ; moi seule j'en ai conçu l'idée. »

On continua l'audition des témoins. Le commissionnaire Laurent Basse fut entendu. Il était occupé à ployer les numéros du journal de Marat lorsqu'il accourut au secours de l'assassiné, qui venait de proférer ces mots : « A moi, ma chère amie, à moi ! » Il raconte que, pour qu'il fût impossible à l'accusée de s'évader, il lui barra le passage avec des chaises, et « qu'il lui en porta même un coup sur la tête. »

Assurément, il n'était pas difficile de lui fermer le passage de la porte ; elle eût pu se retirer, mais elle ne cherchait point à s'enfuir. Elle aurait voulu, disait-elle avec vérité, « immoler Marat sur la cime de la Montagne ; j'étais bien sûre alors de devenir à l'instant victime de la fureur du peuple, et c'est ce que je désirais. On me croyait à Londres ; mon nom eût été ignoré. »

Deux autres femmes comparurent ensuite : une cuisinière, et la portière de la maison qu'habitait Marat. La sœur de la femme Evrard fut entendue à son tour. L'accusée reconnut la vérité de leurs dépositions.

Un sixième témoin ayant déposé qu'il avait vu, le 42 du mois, l'accusée venir à la mairie demander à parler au maire Pache, elle déclara

que le témoin en imposait, et qu'elle ne savait même pas où était l'Hôtel-de-Ville.

Le président appela ensuite madame Graulier, qui tenait l'hôtel où mademoiselle de Corday était descendue. Ce témoin parla de ce qui s'était passé dans sa maison, où Lauze Du Perret était venu chercher l'accusée; du voyage de Charlotte au Palais-Royal, et des questions que la dépositante lui avait faites sur Caen et l'insurrection.

Les débats devinrent alors plus vifs.

L'accusée, répondant aux diverses interpellations du président, déclara qu'il y avait à Caen un comité central de Résistance à l'Oppression, auquel assistaient les députés proscrits et les envoyés de ceux des départemens qui étaient dans l'intention de venir à Paris mettre un terme à l'anarchie et aux proscriptions; que, parmi les députés, on remarquait Henri-la-Rivière, Kervélégan, Guadet, Lanjuinais, Pétion, Barbaroux, Buzot, Valady et Louvet; que Barbaroux ne connaissait nullement le motif du voyage qu'elle avait entrepris à Paris; que les journaux qu'elle lisait le plus habituellement étaient *Perlet* (36), *le Courrier français* (37), *le Courrier*

(36) Journal de Perlet : *Gazette quotidienne* de 8 pages in-8.

(37) Par l'abbé Poncelin : *Gazette quotidienne*, comme la

universel (38), *le Courrier des Départemens*, du député Gorsas, et *le Patriote français*, de Brissot et de Girey-du-Pré; que les conventionnels réfugiés à Caen y faisaient des proclamations (39) et même des chansons (40); qu'elle fréquentait peu de monde à Caen, où elle voyait pourtant quelques officiers municipaux et l'abbé Du Vivier de Jumilly, curé constitutionnel de la paroisse Saint-Jean; mais qu'elle n'allait à confesse à aucun prêtre, soit assermenté, soit réfractaire; que, depuis l'attentat du 31 mai, jour de la proscription des députés patriotes, elle avait conçu le projet de délivrer la France de l'anarchie, en immolant Marat. « Je savais, » dit-

précédente et comme celle qui suit, 8 pages in-8. Elle prit ensuite le titre de *Courrier républicain*.

(38) Le *Courrier universel*, ou l'*Echo de Paris, des départemens et de l'étranger*, par Husson. Cette feuille, in-4, changea souvent de titres. Ces trois journaux étaient en faveur des principes de la révolution.

Le *Courrier des départemens*, par Gorsas, était composé d'une feuille in-8, qui paraissait aussi tous les jours, ainsi que le *Patriote français*, petit in-4, qu'avait fondé et rédigé Brissot, qui se donna pour associé, et bientôt après pour successeur, Girey-du-Pré, dont nous avons parlé ci-dessus, Notes 9, 12 et 15.

(39) On les trouve réimprimées dans les *Mémoires sur la Révolution* en tête de Quelques Notices, par J.-B. Louvet.

(40) Voir ces chansons dans les *Pièces justificatives*, Nos v, vi et vii.

elle, « qu'il pervertirait la France; j'ai tué un homme pour en sauver cent mille. J'étais républicaine bien avant la révolution, et je n'ai jamais manqué d'énergie. » Le président lui ayant demandé l'explication de ce dernier mot, elle répondit que, dans cette circonstance, l'énergie était la vertu de « ceux qui mettent de côté l'intérêt particulier, et savent se sacrifier pour leur patrie. »

Le tribunal entendit ensuite quelques autres témoins, tels que le dentiste de La Fondée, principal locataire de la maison habitée par Marat; une femme Le Bourgeois, qui prétendit fausement avoir vu mademoiselle de Corday dans une des tribunes de la Convention; l'évêque constitutionnel du Calvados, Claude Fauchet, député, à qui l'on imputait à tort d'avoir vu l'accusée, et de l'avoir conduite aux séances de la Convention nationale; et le député Lauze Du Perret, qui raconta franchement ce qu'il avait fait et vu.

Un huissier du tribunal révolutionnaire vint présenter à mademoiselle de Corday le couteau dont elle s'était servie pour assassiner Marat, et lui demanda si elle le reconnaissait. Il était encore taché de sang. A cette vue, une émotion d'horreur parut sur le visage de l'héroïne; elle en détourna ses regards, repoussa le couteau

avec la main, et dit d'une voix altérée : « Oui, je le reconnais, je le reconnais ; c'est le même dont je me suis servie pour assassiner Marat. »

On fit lecture des deux lettres qu'elle avait écrites la veille : l'une, à son père ; l'autre, au député Barbaroux (41). Elle les reconnut, et pria qu'on les fit parvenir à leur adresse : c'est ce qu'on ne fit pas.

Le président lui ayant demandé si, pour porter un coup aussi sûr, elle ne s'était pas exercée d'avance.... « Oh ! le monstre, » interrompit-elle, « il me prend pour un assassin!... »

« Cette réponse (dit M. de La Garde qui nous l'a fait connaître), telle qu'un coup de foudre, termina la séance. »

Aussitôt l'accusateur public, Fouquier de Tainville, résuma les débats et prit ses conclusions pour la condamnation à mort. Le président ajouta : « Les débats sont terminés ; le défenseur a la parole. » — « Pendant que l'accusateur public parlait, dit M. Chauveau de La Garde, les jurés me fesaient dire de garder le silence ; et le président, de me borner à soutenir que l'accusée était folle. Ils désiraient tous que je l'humiliasse. »

(41) Voir ces deux lettres, *Pièces justificatives*, Nos xv et xvi.

Le défenseur se leva ; et, comme il le dit dans la Note très curieuse que nous ne Nous laissons pas de citer, « on entendit d'abord dans l'assemblée un bruit sourd et confus ; et puis ensuite, si l'on peut s'exprimer de la sorte, comme un silence de mort qui me glaça jusqu'au fond des entrailles. » Quand il se fut un peu remis de l'émotion qu'il vient de peindre d'une manière si dramatique, l'illustre avocat, bien décidé à remplir son devoir, eut, comme il le dit, l'idée de se borner à une seule observation, qui convint parfaitement à sa cliente. Il raconte qu'elle le regardait de manière à lui annoncer positivement qu'elle ne voulait pas être justifiée.

Il se leva donc, et dit pour toute défense (ce qui suffisait bien pour une telle accusée et dans une telle circonstance) : « L'accusée avoue avec sang-froid l'horrible attentat qu'elle a commis ; elle en avoue avec sang-froid la longue préméditation ; elle en avoue les circonstances les plus affreuses : en un mot, elle avoue tout, et ne cherche pas même à se justifier. Voilà, citoyens jurés, sa défense tout entière. Ce calme imperturbable et cette entière abnégation de soi-même, qui n'annoncent aucun remords, et, pour ainsi dire, en présence de la mort même ; ce calme et cette abnégation, sublimes sous un

rapport, ne sont pas dans la nature : ils ne peuvent s'expliquer que par l'exaltation du fanatisme politique qui lui a mis le poignard à la main. Et c'est à vous, citoyens jurés, à juger de quel poids doit être cette considération morale dans la balance de la justice. Je m'en rapporte à votre prudence. »

Pendant ce discours, le beau visage de la noble accusée, toujours serein, prit un air de satisfaction.

Elle s'aperçut qu'un jeune homme cherchait à saisir ses traits pour dessiner sa figure ; elle se tourna vers lui, afin qu'il eût plus de facilité pour la peindre fidèlement. Ainsi nous furent conservés ces nobles traits faits pour l'admiration des hommes libres et les respects de la postérité (42).

(42) Il existe plusieurs portraits de mademoiselle de Corday, tous assez peu ressemblans. Nous allons signaler les principaux :

1°. In-8, sans nom de dessinateur ni de graveur. Elle est coiffée d'un bonnet à papillons ; ses cheveux lui flottent sur les épaules ; un ample fichu lui couvre le sein et la poitrine. C'est le plus ressemblant de ses portraits. On lit au bas : « Marie-Anne-Charlotte Corday, née à Saint-Saturnin-les-Vignaux, âgée de 25 ans moins 3 mois. A l'instant où elle s'aperçoit qu'un des auditeurs est occupé à la dessiner, elle tourne la tête de son côté. »

2°. In-8. Dessiné d'après nature par F. Bonneville, gravé par B. Gautier. On lit : « Marie-Anne-Charlotte Corday, ci-devant d'Armont, âgée de 25 ans, née au village de Saint-Saturnin-des-

Le président posa les trois questions suivantes :

Est-il constant que Jean-Paul Marat a été assassiné?

Marie-Charlotte Corday est-elle convaincue de ce crime?

L'a-t-elle commis avec préméditation et dans des intentions contre-révolutionnaires?

Les jurés allèrent aux opinions. Comme on s'y attendait, leur déclaration fut unanime pour la condamnation; et le président, au nom du tribunal, prononça la peine de mort contre

Ligneries, département du Calvados, assassin de J.-P. Marat, député de Paris, le 13 juillet 1793, condamnée à avoir la tête tranchée le 17, et exécutée le même jour à 7 heures et demie du soir. » Non ressemblant.

3°. In-4, gravé au lavis en couleur par P.-M. Alix. Il approche beaucoup de la ressemblance.

4°. In-8. En tête de la brochure de Couet de Gironville, sans nom de dessinateur ni de graveur; mauvais travail; nulle ressemblance. L'héroïne est coiffée d'un chapeau d'homme, suivant la mode de cette époque.

5°. In-8, dans l'édition de l'*Histoire de la Révolution*, par M. Thiers, publiée par M. Furne. Peu ressemblant.

6°. Peint par Brard (je crois) au moment où elle allait à l'échafaud. Ce portrait, assez ressemblant, et peut-être le plus ressemblant de tous, est conservé à Caen, chez madame Philippe-Delleville, veuve du député conventionnel du même nom.

7°. Le beau tableau de M. Scheffer, dont il existe une petite lithographie.

Marie-Charlotte Corday, et la confiscation de ses biens au profit de la république. Ensuite il lui demanda si elle désirait parler sur l'application de la loi : elle ne daigna pas répondre. Elle se fit conduire par les gendarmes auprès de son défenseur, et lui adressant la parole avec autant de dignité que de douceur et de grace, elle lui dit (43) : « Monsieur, vous m'avez défendue d'une manière délicate et généreuse ; c'était la seule qui pût me convenir : je vous en remercie. Elle m'a fait avoir pour vous une estime dont je veux vous donner une preuve. Ces messieurs viennent de m'apprendre que mes biens sont confisqués ; je dois quelque chose à la prison (44) ; je vous charge d'acquitter cette dette. »

Aussitôt après ce discours, reconduite à la Conciergerie, d'où elle ne sortit plus que pour aller à l'échafaud, elle reçut la visite d'un prêtre qui lui offrit son ministère religieux ; elle le refusa avec douceur, et l'éconduisit poliment en ces termes : « Remerciez de leur attention pour

(43) On verra ce discours rapporté d'une manière un peu différente dans la Note de M. Chauveau de La Garde, *Pièces justificatives*, N° XXII.

(44) Elle devait à la prison 36 fr. que M. de La Garde payait le 18 juillet.

moi les personnes qui vous ont envoyé ; mais je n'ai pas besoin de votre ministère. »

Lorsque le bourreau entra dans la prison pour conduire la victime au supplice, il la trouva écrivant tranquillement une lettre qu'elle demanda la permission de terminer et de cacher. C'est la lettre à M. de Pontécoulant , qu'elle accuse injustement , parce qu'elle ne savait pas que ce député n'avait reçu ni sa demande, ni la communication de l'accusateur public (45).

Comme si le ciel eût voulu témoigner à la terre son indignation contre le supplice de celle qui méritait des autels , un orage violent éclata au moment de l'exécution, qui eut lieu vers sept heures du soir. Revêtue de la chemise rouge que la loi infligeait aux assassins, Charlotte parcourut , sur le char de mort , l'intervalle qui la séparait de la Conciergerie à la place de la Révolution. Elle traversa les flots d'une populace sanguinaire qui avait la stupidité de ne pas apprécier son auguste attentat , et qui avait la lâcheté de lui hurler des injures. Fièrre et modeste, plus belle que jamais , sublime de résignation et de gloire , et jouissant déjà de son

(45) Voir, *Pièces justificatives*, Nos XVIII à XXII.

immortalité, heureuse d'ignorer l'échauffourée de Brécourt, et par conséquent croyant à la prochaine répression des anarchistes, elle prit en pitié cette canaille frappée d'aveuglement, et s'avança vers la mort sans faiblesse. Un journal de cette époque (*le Républicain français* du 18 juillet) eut le courage de s'exprimer ainsi : « L'approche du supplice ne l'a point ébranlée ; même sur l'échafaud, son visage était serein et ses joues avaient le coloris ordinaire (46). »

Cette pudeur qui ajoute tant à la grace des femmes se manifesta indignée quand le bourreau mit à nu son beau col sur lequel la hache de la mort allait si tôt se précipiter ; ce fut le seul sentiment, et la crainte n'y était pour rien, que l'héroïne manifesta à son heure suprême.

Aussitôt après l'exécution, quand le valet de

(46) M. Beaulieu s'exprime ainsi dans la *Biographie universelle*, art. CORDAY (Charlotte) : « La fière républicaine... entendit son arrêt de mort avec calme ; ses traits n'éprouvèrent pas la moindre altération ; enfin cette force de caractère, presque surnaturelle, se montra avec la même énergie au milieu des huées de la populace rassemblée sur le chemin du supplice. Sa belle et noble figure était animée des couleurs les plus vives et les plus naturelles ; elle inspirait à la fois de l'intérêt, de l'étonnement et de la terreur. Lorsque l'exécuteur lui enleva une partie de ses vêtements, le sentiment de la pudeur offensée s'exprima dans ses traits : la perte de la vie, qu'on allait lui ravir à l'instant même, était ce qui paraissait l'occuper le moins. »

Sanson (47) présenta la tête au peuple, et que ce misérable eut la bassesse atroce d'y appliquer un soufflet, on crut s'apercevoir que les joues de la victime se couvrirent d'une rougeur prononcée que l'on attribua au ressentiment pudique de l'affront qu'elle subissait (48).

Ainsi périt, à vingt-quatre ans onze mois vingt jours, l'héroïne la plus courageuse qu'ait produite la révolution, et la plus étonnante peut-être dont il soit question dans les annales de l'histoire : pure, vertueuse, dévouée à l'humanité, à la liberté, à la patrie, leur faisant le sacrifice même de sa gloire ; désintéressée dans son action ; ne s'armant que d'après ses conviections personnelles ; conservant, en présence même du supplice, le sang-froid de ses résolutions ; sanctifiant, en quelque sorte, l'assassinat par le but le plus généreux, par le motif le plus humain ; et recevant enfin des hommes sincères de tous les partis (49) l'hommage qui lui est dû dans nos cœurs et dans l'histoire.

(47) A cette époque, le bourreau de Paris s'appelait Sanson. Le valet qui exécuta mademoiselle de Corday avait nom Le Gros.

(Voir, *Pièces justificatives*, N° XXIII.)

(48) Voir, *Pièces justificatives*, N° XXV.

(49) Voir, *Pièces justificatives*, N°s XXVI à XXXII.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

N^o I.

ACTE DE NAISSANCE DE MADEMOISELLE DE CORDAY.

De l'un des registres de naissances, sépultures, et mariages de la commune des Lignerics, déposé au Tribunal de première instance d'Argentan (Orne), a été extrait ce qui suit :

Le vingt-huit juillet mil sept cent soixante-huit, par nous soussigné curé a été baptisée Marie-Anne-Charlotte, née d'hier du légitime mariage de messire Jacques-François de Corday, écuyer, sieur d'Armout, et de noble dame Marie-Charlotte-Jacqueline de Gautier, son épouse. Le parrain messire Jean-Baptiste-Alexis de Gautier, écuyer, seigneur de Ménival; la marraine noble dame Françoise-Marie-Anne Le Vaillant de Corday; le père présent; qui ont signé.

Le registre signé : CORDAY D'ARMOUT, Le Vaillant de Corday, Gautier de Ménival et J.-L. Pollard, curé des Lignerics.

Le présent extrait délivré conforme au registre par nous greffier soussigné,

Signé DUFRESNE.

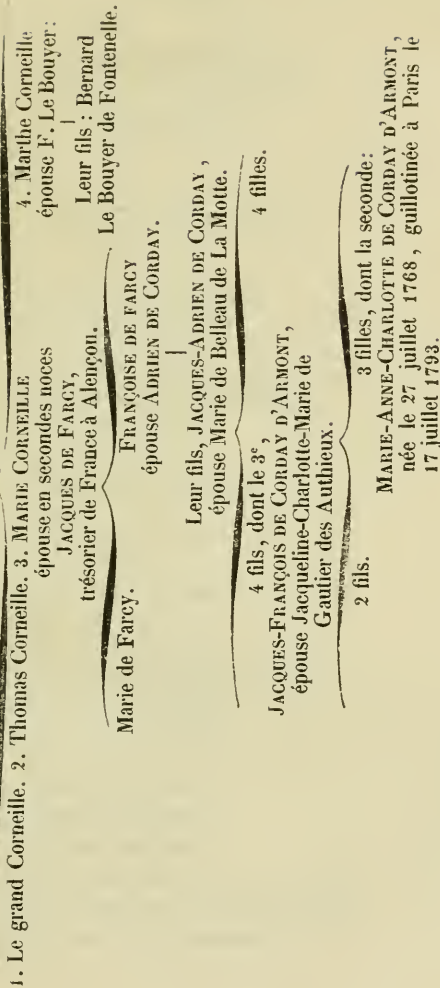
Certifié exact et conforme par nous procureur du Roi soussigné. A Argentan, le 19 avril 1737.

Signé C. DE SÈZE.

N^o II.

GÉNÉALOGIE DE CHARLOTTE DE CORDAY.

Pierre CORNEILLE, père du grand Corneille.
Marthe Pesant, sa femme.



N^o III.

NOEL PATRIOTIQUE.

(DÉCEMBRE 1792.)

AIR : Tous les bourgeois de Chartres.

Dieu se fait Sans-Culotte
Pour nous ouvrir les cieux :
D'une vierge dévote
Il naît en ces bas lieux.

De sa conception vous savez la méthode :
Le mari très peu s'en mêla ;
Il en jura ; l'on en glosa.
Aujourd'hui c'est la mode.

Dans une étable obscure
Jésus a pris le jour ;
Et la pourpre et la bure
Vont lui faire la cour.

Législateurs et rois, à l'exemple des Mages ,
Viennent avec empressement
Aux pieds de ce divin enfant
Apporter leurs hommages.

« Je suis votre vicaire ,
Dit le Pape en entrant ,
« Et même sur la terre
» Votre représentant. »

— « Qui , mon vicaire , toi ! dit Jésus en colère.
» Quitte donc l'or et la grandeur.

- » Mais attends ! Anselme et sa sœur (1)
 » Te rendront mon vicaire. »

On vit entrer ensuite
 Frédéric et François ;
 Brunswick est à leur suite ,
 Brunswick vengeur des rois (2).

- « Vous aurait-on ravi là haut votre couronne ,
 Dit le héros au petit dieu ?
 » Parlez ! mon bras vainqueur , dans peu ,
 » Vous remet sur le trône. »

- « Le trône , ah ! cria Georges ,
 » N'en... n'en... n'en parlons plus.
 » Les rois ont fait leurs orges ;
 » Ils sont... ils sont f...ondus. »

- Jésus lui repartit : « Dans l'empire céleste
 » Retirez-vous , mes chers messieurs ,
 » Puisque le royaume des cieux
 » Est le seul qui vous reste. »

- « L'enjambée est trop grande (3) ,
 Dit la catau du Nord ;

(1) Le général Anselme, à la fin de 1792, s'était emparé de Nice et de plusieurs places voisines. Il avait sa sœur pour aide-de-camp. C'était le temps des héroïnes guerrières : on connaît mesdemoiselles Fernig, aides-de-camp du général Dumouriez.

(2) On sait que ce vengeur des rois fut, après l'insolence de son manifeste, forcé de se retirer honteusement devant nos troupes victorieuses ; vaincu de nouveau à Iéna, en 1806, il mourut, peu de temps après, de ses blessures et de ses chagrins.

(3) La grande Catherine, que Voltaire appelait plaisamment *sa catau*, avait laissé échapper le secret de ses vastes projets

- » Je ne suis pas friande
 » D'un si sublime sort.
 » Règne là haut qui veut ; nous, restons où nous sommes.
 » Je veux encor pour mon plaisir ,
 » Mon doux Jésus , faire périr
 » Deux ou trois cent mille hommes. »

Les rois partent , leur place
 Est remplie aussitôt.
 Jésus fait la grimace,
 Voyant avec Chabot
 Le parti Cordelier ennemi des despotes ,
 Qui les poursuit avec ardeur ,
 Mais pour être leur successeur
 Et gagner leurs culottes.

Jésus crut voir Pilate
 Sitôt qu'il vit Danton ;
 Joseph , franc démocrate ,
 Le maudit sans façon.
 La sainte Vierge eut peur , apercevant Rovère ;
 Le Bœuf vit Legendre , et beugla ;
 L'Ane vit Billaud , et trembla
 Pour son foin , sa litière.

Suivi de ces dévotes ,
 De sa cour entouré ,
 Le Dieu des Sans-Culottes,
 Robespierre est entré.

contre les Turcs , en disant que , de la Crimée , dont elle était devenue maîtresse , il n'y avait plus qu'une enjambée à Constantinople.

« Je vous dénonce tous , » cria l'orateur blême ;
« Jésus , ce sont des intrigans ;
» Ils te prodiguent un encens
» Qui n'est dû qu'à moi-même. »

Tout près de Robespierre
Joseph vit Desmoulin :
« Ah ! bonjour , cher confrère , »
Lui dit le saint malin.

« Ah ! bonjour , cher patron , » lui répondit Camille.
On rit... Mais , ô soudaine horreur !
Qui pourrait peindre la terreur
De la sainte famille ?

Marat entre... A sa vue
Le bon Dieu Brissotin
De sa mère éperdue
Se cache dans le sein.

« Père éternel , » dit-il , « quel être épouvantable !
» Ah ! fais-le rentrer en enfer.
» Attends que je sois au désert
» Pour m'envoyer le diable. »

« Par ma barbe ! elle est belle , »
Dit Chabot , et soudain
Il lance à la pucelle
Un coup d'œil capucin.

« Quels sont vos ennemis , » cria-t-il , « ô Marie ?
» Je suis grand-frère surveillant ;
» Et je vous les fais à l'instant
» Coffrer à l'abbaye. »

« Tu parles comme un livre , »
Interrompt Panis.
« Vite ! allons ! qu'on les livre
» A nos braves amis.

- » Un beau soir nous pourrons , pour divertir madame ,
» En faire un petit supplément
» Au deux septembre , jour charmant ,
» Jour bien cher à mon ame. »

Mais qui paraît ensuite ?
C'est Cloutz l'universel ,
Espion , parasite
En face d'Israël.

- « D'un bon diner , » dit-il , « Dieu ! je suis à la piste ;
» Hâtez-vous de me le donner.
» Qui ne donne pas à diner
» Est un fédéraliste. »

Émigré , démocrate ,
Feuillant , républicain ,
Fougueux aristocrate
Et cordelier enfin ,
Homme d'esprit , grand sot , charmant , insupportable...
Mais déjà chacun à ses traits
S'écrie : « Ah ! voilà Lauraguais ! »
On le vit dans l'étable.

- Vous aussi dans l'étable
Vous fûtes , ô Merlin !
O Robert admirable !
Bentabole divin !...
« Ciel ! entre des larrons s'il faut que je périsse , »
Dit Dieu , « je subirai mon sort ;
» Mais c'est trop tôt avant ma mort
» Commencer mon supplice. »

Mais j'oubliais Basire ,
Tallien , Ruamps , Fréron ,
Saint-André que j'admire ,
Démosthènes-Bourdon.

Vous , Châles ! vous , Simon ! et vous , Montaut l'étiqne !
Et toi , pauvre Dubois-Crancé ,
Par les Brissotins repoussé ,
Et cordelier par pique !

Un couple dramatique
Marche après Thuriot :
C'est Fabre le comique ,
Et le sobre Collot.
Pour bercer l'enfant-Dieu Collot lit l'Inconnue...
On siffle , on bâille , l'on s'endort ,
Et l'Ane seul veillait encor
Quand la pièce fut lue.

GIREY DU PRÉ.



N^o III.

MARAT.

Les trois extraits suivans du journal que rédigeait Marat donneront une idée de ses doctrines et de son style. Dans le *Calvados* surtout, ces doctrines n'inspiraient que de l'horreur.

Après les évènemens sanglans du Champ-de-Mars, en juillet 1791, Marat s'exprimait ainsi dans son *Ami du Peuple* :

« Peuple, que faites-vous ? tous vos chefs vous trahissent. Armez vos mains de poignards ; égorgez le perfide Mottié (1), le lâche Bailly ; courez ensuite au sénat, arrachez-en les Pères Conscrits ; empalez ces représentans vendus à la cour, et que leurs membres sanglans, attachés aux créneaux de la salle, épouvantent à jamais ceux qui viendront les remplacer. »

Voici un passage du N^o 80 (14 décembre 1792), du *Publiciste de la République française*, que Marat publia pour faire suite à son *Ami du Peuple* : « Sauvez donc la patrie avec des hommes de cette trempe (les députés de la Convention nationale), presque tous sans lumières, sans talens, sans judiciaire, sans vertus, sans civisme ; et

(1) Le général La Fayette, commandant de la garde nationale de Paris ; Bailly, maire de Paris.

voilà les législateurs de l'empire français ! Je désire que le ciel l'illumine et le convertisse. Quant à moi , je n'en attends rien de bon. Jamais la machine ne marchera que le peuple n'ait fait justice de deux cent mille scélérats ; il doit réduire au quart ses mandataires et ses agens.»

Extrait du *Publiciste*, du 25 février 1793 : « Dans tous pays où les droits du peuple ne sont pas de vains titres consignés fastueusement dans une simple déclaration , le pillage de quelques magasins , à la porte desquels on pendrait les accapareurs , mettrait bientôt fin à ces malversations.... Les députés du peuple ne sauront-ils donc jamais que bavarder sur ses maux sans en présenter jamais le remède (*) ?

(*) Le même jour où parut ce numéro , la populace pilla les magasins des épiciers dans tous les quartiers de Paris.



N^o IV.

AUX HOMMES DU NORD ,

CHANT RÉPUBLICAIN.

AIR : Allons , enfans de la patrie !

Enfans de la fière Neustrie ,
Courageux défenseurs des lois ,
C'est vous qu'implore la patrie ;
Levez-vous ! marchez à sa voix. (*Bis.*)
Rappelez-vous l'antique gloire
Des héros en vous renaissans.
Allez cueillir aux mêmes champs
Tous les lauriers de la victoire.

Aux armes, citoyens ! terrassez les brigands :

LA LOI (*bis*) , c'est le seul cri , c'est le vœu des Normands.

Sur la Montagne parricide ,
Trône de nos nouveaux tyrans ,
L'anarchie à l'œil homicide
Prononce ses arrêts sanglans. (*Bis.*)
Elle foule d'un pied rebelle
Du peuple les augustes droits ,
Et le sceptre sacré des lois
Tombe sans force devant elle.

Aux armes, citoyens ! terrassez les brigands :

LA LOI (*bis*) , c'est le seul cri , c'est le vœu des Normands.

Républicains , votre énergie
A-t-elle triomphé des rois

Pour voir une autre tyrannie
 Vous dicter de honteuses lois? (Bis.)
 Quoi! le farouche ROBESPIERRE
 Serait l'arbitre de l'État
 Quoi! DANTON, quoi! le vil MARAT
 Régneraient sur la France entière?
 Aux armes, citoyens! terrassez les brigands :
 LA LOI (bis), c'est le seul cri, c'est le vœu des Normands.

Paris, ville longtemps superbe,
 Gémit sous un joug odieux ;
 Bientôt on chercherait sous l'herbe
 Ses palais, ses murs orgueilleux. (Bis.)
 Mais vous marchez : Paris respire ;
 Les brigands pâlissent d'effroi ;
 Sur eux le glaive de la loi
 Brille, et le despotisme expire.
 Aux armes, citoyens! terrassez les brigands :
 LA LOI (bis), c'est le seul cri, c'est le vœu des Normands.

Saintes lois, liberté, patrie,
 Guidez nos bataillons vengeurs ;
 Nous marchons contre l'Anarchie,
 Certains de revenir vainqueurs. (Bis.)
 De septembre tristes victimes,
 Vos bourreaux vont être punis.
 France, tes lâches ennemis
 Vont enfin expier leurs crimes.
 Aux armes, citoyens! terrassez les brigands :
 LA LOI (bis), c'est le seul cri, c'est le vœu des Normands.

POUR LA VILLE DE CAEN.

Cité républicaine et fière,
 Caen, sois la Marseille du Nord ;

Porte toujours sur ta bannière :

« Le règne des lois, ou la mort ! » (Bis.)

Dans ton enceinte hospitalière

Tu reçois nos représentans ;

Ah ! qu'aux Français reconnaisans

Ta gloire à jamais sera chère !

Aux armes, citoyens ! terrassez les brigands :

LA LOI (bis), c'est le seul cri, c'est le vœu des Normands.

LE CALVADOS A L'ORNE.

Par l'amitié, par la nature ,

L'Orne liée au Calvados

Baignera de son onde pure

Un pays fertile en héros. (Bis.)

Quand les lauriers de la victoire

Auront couronné nos efforts ,

Jurons de venir sur ses bords

Chanter notre commune gloire.

Aux armes, citoyens ! terrassez les brigands :

LA LOI (bis), c'est le seul cri, c'est le vœu des Normands.



N^o V.

HYMNE DES BRETONS.

AIR : Allons , enfans de la patrie !

Fondateurs de la République ,
Protecteurs de son unité ,
Volez , enfans de l'Armorique ,
Au secours de la liberté ! (Bis.)
Vous qui sur les débris du trône
Avez élevé vos drapeaux ,
Volez ! A des tyrans nouveaux
L'Anarchie offre une couronne.

Aux armes , citoyens ! entendez-vous ces cris ?

« Bretons ! (bis), sauvez encore et la France et Paris ! »

Quoi ! sur cette place fameuse
Qui fume encor du sang breton ,
On verrait la troupe hideuse
Et de Cobourg et de Danton ! (Bis.)
Brisons les sceptres sanguinaires
D'un triumvirat criminel.
Au rendez-vous du Carrousel
Nous allons embrasser nos frères.

Aux armes , citoyens ! entendez-vous ces cris ?

« Bretons ! (bis), sauvez encore et la France et Paris ! »

Parisiens , notre Bannière
Vous assure de nos projets ;
Et vos amis du Finistère
Ne vous apportent que la paix. (Bis.)

Mais ces brigands qui nous étonnent ,

Mais tous ces fameux scélérats ,

Et les Paches et les Marats...

C'est contre eux que les foudres tonnent.

Aux armes , citoyens ! entendez-vous ces cris ?

« Bretons (*bis*) ! sauvez encore et la France et Paris ! »



N° VI.

INSURRECTION DÉPARTEMENTALE.

HYMNE CIVIQUE.

AIR : Veillons au salut de l'empire.

Salut , enfans de la Neustrie ,
Fiers amis de l'Egalité !
Salut , au nom de la Patrie ,
Des Lois et de la Liberté !
Guerre à mort aux tyrans !
Mort aux apôtres du carnage !
Que l'horreur à jamais
S'attache à leurs coupables noms !
Point de meurtre , point de pillage :
C'est la devise des Bretons.

D'un trône étayé par ses crimes
Robespierre , enivré de sang,
Du doigt désigne ses victimes
A l'anarchiste rugissant.
Qu'il frémissse à nos cris !
Mort aux apôtres du carnage !
Que l'horreur à jamais
S'attache à leurs coupables noms !
Point de meurtre , point de pillage :
C'est la devise des Bretons.

Ainsi donc de la Monarchie
Les autels par nous renversés

Des mains de l'horrible Anarchie
A nos yeux seraient redressés !...

Non, Français! jurons tous
Mort aux apôtres du carnage.

Que l'horreur à jamais
S'attache à leurs coupables noms !
Point de meurtre , point de pillage :
C'est la devise des Bretons.

Ainsi d'un monarque parjure
Les restes encoir palpitans
Auraient fondé la dictature
Des Dantons et des Malveillans !

Non, Français !... jurons tous
Mort aux apôtres du carnage.

Que l'horreur à jamais
S'attache à leurs coupables noms !
Point de meurtre , point de pillage :
C'est la devise des Bretons.

Déjà partageant nos alarmes ,
Prête à porter les premiers coups ,
Bordeaux , se couvrant de ses armes ,
Précède Marseille en courroux .

Notre cri , c'est le leur :
Mort aux apôtres du carnage !

Que l'horreur à jamais
S'attache à leurs coupables noms !
Point de meurtre , point de pillage :
C'est la devise des Bretons.

Hommes du Jura , de l'Isère ,
Volez sous les murs de Paris .
Rennes , Vannes , le Finistère
Attendent leurs anciens amis .

Vous direz comme nous :
Mort aux apôtres du carnage !
Que l'horreur à jamais
S'attache à leurs coupables noms !
Point de meurtre , point de pillage :
C'est la devise des Bretons.

Nous marchons , et Paris respire ;
Paris nous reçoit dans son sein.
Les lois reprennent leur empire ,
Et la France n'a qu'un refrain.

Liberté , reparaïs !
Eclaire de tes feux prospères
L'habitant du Midi ,
Des Alpes , du Jura , du Nord.
Viens entendre un peuple de frères
Jurer ton empire ou la mort.



N^o VII.

LETTRE DE BARBAROUX A DU PERRET (1).

Caen , 7 juillet , l'an II de la République
une et indivisible.

Je t'adresse , mon cher bon ami , quelques ouvrages qu'il faut répandre. Il y a un ouvrage de Salles , sur la Constitution ; c'est celui qui , dans ce moment , produira le plus prompt effet. Il faut en faire un grand nombre d'exemplaires.

Je t'ai écrit , par la voie de Rouen , pour t'intéresser à une affaire qui regarde une de nos concitoyennes (2). Il s'agit seulement de retirer du ministre de l'intérieur des pièces que tu lui rendras. La citoyenne qui te remettra ce paquet s'intéresse à cette même affaire. Tâche de lui procurer accès auprès du ministre.

Adieu , je t'embrasse.

P.-S. Ici tout va bien. Nous ne tarderons pas à être sous les murs de Paris.

BARBAROUX.

(1) Cette lettre , présentée par Du Perret , fut lue à la Convention par Chabot , dans la séance du 14 juillet.

(2) Du Perret interrompit , et dit : « Je n'ai rien reçu de cela : cette dame était sans doute mademoiselle Forbin. »

N^o VIII.

AU CITOYEN MARAT.

Paris, 12 juillet, l'an II de la République.

Citoyen ,

J'arrive de Caen. Votre amour pour la patrie me fait présumer que vous connaîtrez avec plaisir les malheureux évènements de cette partie de la république. Je me présenterai chez vous vers une heure. Ayez la bonté de me recevoir et de m'accorder un moment d'entretien : je vous mettrai à même de rendre un grand service à la France (1).

Je suis , etc.

CHARLOTTE CORDAY.

(1) Chabot , rapporteur du Comité de sûreté générale , cite ce billet avec quelques différences que voici : « Je viens de Caen. » Votre amour pour la patrie doit vous faire désirer de connaître » les complots qu'on y médite. J'attends votre réponse. »



N° IX.

AU CITOYEN MARAT.

Paris, 12 juillet.

Je vous ai écrit ce matin , Marat. Avez-vous reçu ma lettre? Je ne puis le croire, puisqu'on m'a refusé votre porte. J'espère que demain vous m'accorderez une entrevue (1). Je vous le répète , j'arrive de Caen. J'ai à vous révéler les secrets les plus importants pour le salut de la république. D'ailleurs je suis persécutée pour la cause de la liberté; je suis malheureuse : il suffit que je le sois pour avoir droit à votre protection.

CHARLOTTE CORDAY.

(1) Au lieu de cette phrase , on lit , dans le rapport de Chabot : « Puis-je espérer un moment d'audience? Si vous l'avez reçue (ma lettre), j'espère que vous ne me la refuserez pas. Vous voyez combien la chose est intéressante... Il me suffit de vous faire voir que je suis malheureuse pour avoir droit à votre estime. »



N^o X.

ARRESTATION

ET

PREMIER INTERROGATOIRE DE CHARLOTTE DE CORDAY (1).

L'an deuxième de la République française, le samedi 13 juillet, sept heures trois quarts de relevée;

Nous, Jacques-Philibert Guellard, commissaire de police de la section du Théâtre-Français, instruit par la clameur publique qu'il y avait un grand rassemblement dans la rue des Cordeliers, et que ce qui donnait lieu à ce rassemblement était le bruit de l'assassinat commis en la personne du citoyen Marat, député à la Convention nationale, nous sommes sur-le-champ porté à la maison dudit citoyen Marat, demeurant rue des Cordeliers, n^o 30, où étant monté au premier étage, et entré

(1) M. l'éditeur de la *Revue rétrospective*, recueil aussi curieux qu'important, dans lequel cette pièce et la suivante ont été insérées (avril 1835), a bien voulu m'autoriser à les réimprimer ici. C'est un acte d'obligeance dont je suis très reconnaissant, et d'autant plus que ces actes n'avaient pas été publiés dans les journaux du temps. Une note de la *Revue* nous apprend que les originaux de ces précieux documens furent adjugés, le 13 décembre 1834, lors de la vente de la belle collection de M. Cochar d, de Lyon, à M. Fontaine, libraire dans la même ville.

L. D. B.

dans une pièce servant d'antichambre , éclairée d'une croisée ayant vue sur la cour, nous y avons trouvé différens citoyens armés , et une citoyenne dont on tenait les deux mains , et qui avouait d'avoir porté un coup de couteau au citoyen Marat , dans l'instant qu'il était au bain , dont on nous a dit que le citoyen Marat était expiré.

Et à l'instant nous étant transporté dans une petite pièce à gauche , ayant vue aussi sur la cour, nous avons aperçu dans une petite pièce adjacente , et où était une baignoire , une grande quantité de sang sur le carreau , et que l'eau de la baignoire était toute teinte du sang qu'avait perdu ledit citoyen Marat.

Étant de suite entré dans une autre pièce servant de chambre à coucher, et ayant vue sur la rue par deux croisées à grands verres de Bohême , à gauche de la porte où est un lit , nous y avons trouvé étendu le cadavre dudit Marat, assassiné par un coup de couteau , et auprès dudit cadavre avons aussi trouvé du sang.

Et par devant nous est comparu le citoyen Philippe-Jean Pelletan , chirurgien-consultant des armées de la république et membre du comité de santé , demeurant rue de Touraine, faubourg Saint-Germain, lequel nous a dit et fait remarquer que le coup porté audit Marat a pénétré près la clavicule du côté droit, entre la première et la seconde vraie-côte , et cela si profondément , que l'index a fait écart pour pénétrer de toute sa longueur à travers le poumon blessé , et que, d'après la position des organes, il est probable que le tronc des carotides a été ouvert ; ce qui indique encore la perte de sang qui a causé la mort, et qui sortait à flots de la plaie , au rap-

port des assistants. Et a ledit citoyen Pelletan signé au présent, à l'effet de constater la véracité dudit rapport.

PELLETAN.

Et de suite nous commissaire susdit, après avoir donné acte audit Pelletan de sa comparution, dire, rapport et déclaration, avons examiné le cadavre et avons reconnu, autant qu'il était en nous, la vérité du rapport qui nous avait été fait, et ayant jeté les yeux à côté du cadavre, nous avons trouvé un couteau à manche en bois d'ébène, dont la lame, toute fraîche remoulue, nous a paru être teinte de sang, et avoir été l'instrument avec lequel ledit Marat avait été assassiné dans son bain.

Étant de suite repassé dans la première pièce servant d'antichambre, où nous avons d'abord trouvé la femme prévenue d'avoir commis cet assassinat, l'ayant fait passer dans une pièce servant de salon, et garnie de deux croisées ayant jour sur la rue des Cordeliers, nous l'avons interrogée de la manière et ainsi qu'il suit, en présence des citoyens Marino et Louvet, administrateurs au département de la police à la mairie, survenus à l'instant et au bruit de cet assassinat. Avant de procéder à cet interrogatoire, de l'avis desdits citoyens administrateurs, avons pensé qu'il était à propos de faire part de cet horrible attentat aux Comités de salut public et de sûreté générale de la Convention, ainsi qu'au Conseil de la commune; ce que nous avons fait à l'instant.

Premièrement, à elle demandé ses nom, surnoms, âge, qualité, pays et demeure :

A répondu se nommer Marie-Anne-Charlotte Corday, ci-devant d'Armour, native de la paroisse de Saint-Sa-

turnin-des-Ligueries, ci-devant diocèse de Sees, âgée de vingt-cinq ans moins quinze jours, vivant de ses revenus, et demeurant ordinairement à Caen, lieu de sa résidence, et présentement logée à Paris, rue des Vieux-Augustins, hôtel de la Providence.

— A elle demandé depuis quel tems elle est à Paris, et quel a été l'objet de son voyage dans cette ville :

A répondu y être arrivée de jeudi dernier, avec un passeport qu'elle avait obtenu à Caen, dont elle est partie le mardi d'avant, et être venue dans cette ville sans aucun dessein.

— A elle demandé s'il n'est pas vrai que, lieure présente, elle s'est introduite chez le citoyen Marat, qui était alors au bain, et s'il n'est pas également vrai qu'elle a assassiné ledit Marat avec le couteau que nous lui représentons à l'instant :

A répondu que oui, et qu'elle reconnaît le couteau.

— Interpellée de nous déclarer ce qui l'avait déterminée à commettre cet assassinat :

A répondu que, ayant vu la guerre civile sur le point de s'allumer dans toute la France, et persuadée que Marat était le principal auteur des désastres, elle avait préféré faire le sacrifice de sa vie pour sauver son pays.

— A elle observé qu'il ne nous paraît pas naturel qu'elle ait conçu ce dessein exécrable de son propre mouvement; et interpellée de nous déclarer les personnes qui l'ont engagée à cet assassinat, ainsi que de nous nommer la personne qu'elle fréquente le plus ordinairement dans la ville de Caen :

A répondu qu'elle n'a communiqué son projet à ame qui vive; qu'il y avait quelque tems qu'elle avait le

passport qui lui a servi pour venir à Paris ; qu'en partant mardi dernier de Caen , et quittant une vieille parente chez laquelle elle demeure (la citoyenne Coutellier de Breteville), elle, répondante , a seulement dit qu'elle allait voir son père ; que très peu de personnes fréquentaient la maison de cette parente, et qu'aucune n'a jamais rien su de son dessein.

— A elle observé que , suivant sa réponse antécédente, il y a tout lieu de croire qu'elle n'a quitté la ville de Caen que pour venir commettre cet assassinat dans la personne dudit citoyen Marat :

A répondu qu'il est vrai qu'elle avait ce dessein , et qu'elle n'aurait pas quitté Caen si elle n'eût eu l'envie de l'effectuer.

— Sommée de nous déclarer où elle s'est procuré le couteau dont elle s'est servie pour commettre ce meurtre , et sommée de nous dire quelles sont les personnes qu'elle a vues depuis qu'elle est à Paris , et enfin de nous rendre compte de ce qu'elle a fait à Paris depuis le jeudi qu'elle y est arrivée :

A répondu avoir acheté le couteau dont elle s'est servie pour assassiner Marat , ce matin , à huit heures , au Palais-Royal , et l'avoir payé 40 sous ; qu'elle ne connaît personne à Paris, où elle n'est jamais venue ; qu'arrivée le jendi , vers le midi , elle s'est couchée, n'est sortie de son appartement que le vendredi matin , pour se promener vers la place des Victoires et dans le Palais-Royal ; que, l'après-midi, elle n'est point sortie ; qu'elle s'est mise à écrire différens papiers que nous trouverons sur elle ; qu'elle est sortie ce matin , a été au Palais-Royal vers les sept heures et demie ou huit heures , y a

acheté le couteau dont nous avons parlé ci-dessus ; a pris une voiture place des Victoires , pour se faire conduire chez le citoyen Marat , auquel elle n'a pu parvenir ; qu'alors , retournée chez elle , elle a pris le parti de lui écrire par la petite poste , et , sous un faux prétexte , de lui demander une audience ; qu'elle , répondante , sur les sept heures et demie du soir , avait pris une voiture pour se présenter chez le citoyen Marat , y recevoir la réponse à sa lettre ; que , crainte d'essuyer encore un refus , elle s'est précautionnée d'une autre lettre qui est dans son portefeuille , et qu'elle se proposait de faire tenir audit citoyen Marat , mais qu'elle n'en a point fait usage , ayant été reçue à sept heures ; enfin que son projet n'était point un projet ordinaire.

— A elle demandé comment elle est parvenue , cette seconde fois , auprès du citoyen Marat , et dans quel tems elle a commis le crime envers sa personne :

A répondu que des femmes lui avaient ouvert la porte ; qu'on avait refusé de la faire entrer auprès de Marat , mais que ce dernier , ayant entendu la répondante insister , avait lui-même demandé qu'on l'introduisît auprès de son bain ; qu'il avait fait plusieurs questions à la répondante sur les députés de présens à Caen , sur leurs noms et ceux des officiers municipaux ; que la répondante les lui avait nommés , et que Marat ayant dit qu'ils ne tarderaient pas à être guillotins , c'est alors qu'elle , répondante , a tiré son couteau qu'elle portait dans son sein , dont elle a aussitôt frappé ledit Marat dans son bain.

— A elle observé si , après avoir consommé le crime , elle n'a pas cherché à s'évader par la fenêtre :

A répondu que non ; qu'elle n'a eu aucun dessein de s'évader par la fenêtre , mais qu'elle se serait évadée par la porte si on ne s'y fût pas opposé.

Nous avons fait fouiller la dépositante , et dans ses poches se sont trouvés les objets ci-après , savoir : 1° 25 écus de 6 livres (50 écus) ; 2° un dé d'argent ; 3° 150 livres , en un assignat de 100 francs , et quatre autres assignats de 10 livres chacun ; 4° une lettre à l'adresse de Marat , ainsi qu'elle nous l'avait déclaré plus haut ; 5° un passeport au signalement de la répondante , délivré à la municipalité de Caen , le 8 avril , et visé le 23 dudit mois ; 6° une montre d'or faite par Dubosq , de Caen ; 7° une clef de malle et un peloton de fil blanc : tous objets non suspects ; mais dans la gorge de la répondante fut trouvée une gaine en façon de chagrin , et servant au couteau avec lequel la répondante a assassiné ledit Marat ; et , en sa présence , nous avons présenté le couteau à ladite gaine , qui nous a paru y aller. De plus , dans la gorge , se sont aussi trouvés deux papiers attachés ensemble avec une épingle , dont ayant fait lecture , nous avons reconnu que l'un était son extrait de baptême , et l'autre une diatribe en forme d'adresse aux Français , dont il a été fait lecture en présence des citoyens Maure , Legendre , Chabot et Drouet , membres du Comité de sûreté générale et de la Convention , alors intervenus par un arrêté dudit comité.

— Demandé à la répondante qu'il y a tout lieu de croire qu'elle nous en impose en disant que personne n'était instruit , vu la quantité de numéraire dont elle est munie , et qu'il est difficile de se procurer , surtout pour une fille de son âge :

A répondu que ce numéraire est en partie de celui qu'elle possédait, et qu'elle a pris ces 50 écus afin de suppléer au peu d'assignats qu'elle avait, ne voulant rien demander à personne.

— Interrogée si la répondante est fille :

A répondu que oui.

— Interrogée si, ce matin, elle ne s'est point présentée à Sainte-Pélagie ou autre prison de cette ville :

A répondu que non ; qu'elle ignore même où sont les prisons.

Lecture faite à la répondante dudit interrogatoire et de ses réponses, a dit pour réponse contenir vérité, et a signé.

CORDAY ; MAURE aîné ; LEGENDRE ; MARINO ;
FRANÇOIS CHABOT ; DROUET ; LOUVET.

Sur la demande à nous faite par les citoyens administrateurs de police, dénommés ci-dessus, de la personne de ladite Marie-Anne-Charlotte Corday, avons ordonné qu'elle serait remise à leur garde, pour être par eux ordonné ce qu'il appartiendra. Et à l'égard des objets ci-dessus énoncés, nous nous en sommes chargé pour les tous remettre à qui il sera ordonné.

GUELLARD-DUMESNIL, Commissaire.

En conséquence d'une vive réclamation du tribunal révolutionnaire, vous voudrez bien, citoyen, remettre au porteur le procès-verbal et interrogatoire qui constate l'horrible attentat commis sur la personne du représentant Marat.

Les administrateurs au département de police,
FIQUET, V. MAZEL.

Reçu du citoyen Guellard, commissaire de police de la section du Théâtre-Français, expédition du procès-verbal fait à l'occasion de l'assassinat du citoyen Marat, avec le couteau et sa gaine; l'extrait de baptême de la prévenue du crime, et un autre écrit en forme d'adresse aux Français, trouvé sur elle, et encore une lettre qu'elle se proposait d'écrire à Marat.

LANOT.

A Paris, le 14 juillet 1793.



N° XI.

COMMUNE DE PARIS.

DÉPARTEMENT DE POLICE.

Le 14 juillet 1793, l'an II^e de la République française, une et indivisible.

Au commissaire de police de la section du Théâtre-Français.

En conséquence d'une vive réclamation du Tribunal révolutionnaire, vous voudrez bien, citoyen, remettre au porteur le procès-verbal et l'interrogatoire qui constate l'horrible attentat commis sur la personne du représentant Marat.

Les Administrateurs au département de police,

FIGUET. V. MAZEL.

Reçu du citoyen Guellar, commissaire de police de la section du Théâtre-Français, expédition du procès-verbal fait à l'occasion de l'assassinat du citoyen Marat, avec le couteau et sa gaine, l'extrait de baptême de la prévenue du crime, et un autre écrit en forme d'ADRESSE AUX FRANÇAIS, trouvé sur elle, et encore une lettre qu'elle se proposait d'écrire à Marat.

A Paris, 14 juillet 1793.

LANOT.

N^o XII.

PASSE-PORT DE MADEMOISELLE DE CORDAY.

PATRIE.

LIBERTÉ.

ÉGALITÉ.

DÉPARTEMENT DU CALVADOS.

(District de Caen.)

Laissez passer la citoyenne *Marie Corday* (1) native d (deux mots illisibles), domiciliée à *Caen*, municipalité de *Caen*, district de *Caen*, département du *Calvados*, âgée de *vingt-quatre ans*, taille de *cinq pieds un ponce*, cheveux et sourcils *châtains*, yeux *gris*, front *élevé*, nez *long*, bouche *moyenne*, menton *rond fourchu*, visage *ovale*.

Prêtez-lui aide et assistance, en cas de besoin, dans la route qu'elle va faire pour aller à *Argentan*.

Délivré en la maison commune de *Caen*, le 8 *avril* 1793, l'an 11 de la république française, par nous *Fossay l'aîné*, officier municipal.

Expédié par nous greffier soussigné, et a ledit *citoyenne Corday* signé.

MARIE CORDAY. HENI, Greffier.

(1) Les mots en caractères romains sont du cadre imprimé ceux du passe-port.

N° XIII.

TRIBUNAL CRIMINEL RÉVOLUTIONNAIRE,

ÉTABLI A PARIS PAR LA LOI DU 10 MARS 1793 ,

séant au Palais-de-Justice.

AFFAIRE DE CHARLOTTE DE CORDAY.

(Moniteur des 29 et 30 juillet 1793.)

Le greffier fait lecture de l'acte d'accusation.

Le président du tribunal à l'accusée : « Vous allez entendre les charges qui seront portées contre vous. »

On procède à l'audition des témoins.

La citoyenne Évrard dépose que l'accusée s'est présentée, le matin du 13 juillet, chez le citoyen Marat, où elle, déposante, demeurait; que, sur la réponse que ce député était malade, et qu'il ne pouvait recevoir personne, elle se retira en murmurant; qu'elle a écrit une lettre qui l'a fait recevoir le samedi à huit heures du soir; qu'un cri, parti du cabinet où se trouvait le bain de Marat, l'a fait accourir; qu'elle a trouvé l'accusée debout contre un rideau dans l'antichambre; qu'elle l'a prise par la tête, et qu'elle a appelé des voisins; que ces voisins étant venus, elle a couru à Marat; qu'il l'a regardée sans rien dire; qu'elle a aidé à le sortir du bain, et qu'il a expiré sans proférer une seule parole....

L'accusée, interrompant la déposition : « Oui, c'est moi qui l'ai tué. »

Le président : « Qui vous a engagée à commettre cet assassinat ? »

L'accusée : « Ses crimes. »

Le président : « Qu'entendez-vous par ses crimes ? »

L'accusée : « Les malheurs dont il a été la cause depuis la révolution. »

Le président : « Quels sont ceux qui vous ont engagée à commettre cet assassinat ? »

L'accusée : « Personne. C'est moi seule qui en ai conçu l'idée. »

Laurent Basse, commissionnaire, dépose que, se trouvant samedi 13 juillet, chez le citoyen Marat, entre sept et huit heures du soir, occupé à ployer des journaux, il vit venir l'accusée, à qui la citoyenne Évrard et la portière refusèrent l'entrée. Néanmoins le citoyen Marat, qui avait reçu une lettre de cette femme, l'entendit insister, et ordonna de la laisser entrer : ce qui fut exécuté. Quelques minutes après, lui, déposant, entendit crier : « A moi, ma chère amie, à moi ! » A ce bruit, étant entré dans le cabinet où était le citoyen Marat, il vit le sang couler de son sein à gros bouillons. A cette vue, étant lui-même épouvanté, il cria : au secours ! et néanmoins, de crainte que cette femme ne fit des efforts pour s'évader, il barra la porte avec des chaises, et lui en porta même un coup sur la tête.

Le président à l'accusée : « Je vous interpelle de déclarer ce que vous avez à répondre. »

L'accusée : « Je n'ai rien à répondre ; le fait est vrai. »

On procède à l'audition d'un autre témoin.

Jeanne Maréchal, cuisinière, dépose les mêmes faits.

Elle ajoute que , ayant accouru auprès de Marat , elle l'a trouvé les yeux ouverts, remuant la langue et ne proférant aucune parole.

L'accusée : « Le fait est vrai. »

Marie-Barbe Aubin, portière de la maison où demeurait le citoyen Marat , dépose les mêmes faits. Elle ajoute que , ayant accouru , elle vit Marat dont le sang sortait à gros bouillons de son sein. Alors, effrayée, elle cria de toutes ses forces : « A la garde ! au secours ! »

L'accusée : « La déposition est de la plus grande vérité. »

Catherine Évrard dépose les mêmes faits que sa sœur.

Un autre témoin, employé à la mairie , dépose que , vendredi dernier, vers les six heures du soir, il a vu venir l'accusée à la mairie, laquelle a demandé, à lui déposant , qui était sur la porte, si elle pourrait parler à Pache. A quoi il avait répondu, en lui montrant l'escalier : « Montez. »

L'accusée : « Cela est faux ; je ne sais pas où est la mairie. »

Marie-Louise Graulier, tenant l'hôtel de la Providence , rue des Vieux-Augustins, dépose que , jeudi dernier, l'accusée est arrivée chez elle, déposante ; qu'elle s'est fait faire un lit pour se reposer, attendu qu'elle était, disait-elle, très fatiguée. Elle s'est , depuis, fait conduire au Palais-Royal , où un citoyen à elle inconnu est venu la demander.

Le président à l'accusée : « Quel est cet inconnu ? »

L'accusée : « C'est Du Perret. »

Le président : « Ne devait-il pas vous conduire chez le ministre de l'intérieur ? »

L'accusée : « Il m'y a effectivement conduite. J'y avais affaire pour obtenir des papiers nécessaires à une de mes amies, nommée Forbin, ci-devant chanoinesse. »

Le président : « Qui vous a indiqué Du Perret ? »

L'accusée : « C'est Barbaroux. »

Marie-Louise Graulier observe que, ayant appris que l'accusée était de Caen, elle lui avait demandé s'il était vrai qu'il marchait sur Paris une force armée, et qu'elle lui avait répondu en riant : « Je me suis trouvée sur la place de Caen le jour où l'on a battu la générale pour venir à Paris ; il n'y avait pas trente personnes. »

Le président à l'accusée : « Pourquoi disiez-vous cela à votre hôtesse ? »

L'accusée : « Pour lui donner le change et ne pas être suspecte, car il y avait plus de trente mille hommes. »

Le président : « Quel est en ce moment l'état de la ville de Caen ? »

L'accusée : « Il y a un comité central de tous les départemens qui sont dans l'intention de marcher sur Paris. »

Le président : « Que font les députés transfuges ? »

L'accusée : « Ils ne se mêlent de rien. Ils attendent que l'anarchie cesse pour revenir à leur poste. »

Le président : « Quels députés y avez-vous vus ? »

L'accusée : « La Rivière, Kervelegan, Guadet, Lanjuinais, Pétion, Barbaroux, Buzot, Valady et plusieurs autres. »

Le président : « Barbaroux, lors de votre départ, était-il instruit du sujet de votre voyage ? »

L'accusée : « Non. »

Le président : « Qui vous a dit que l'anarchie régnait à Paris? »

L'accusée : « Je le savais par les journaux. »

Le président : « Quels journaux lisiez-vous? »

L'accusée : « Perlet, le Courrier français, et le Courrier universel. »

Le président : « Ne lisiez-vous point aussi le journal de Gorsas et celui connu ci-devant sous le titre de Patriote français? »

L'accusée : « Oui, je lisais quelquefois ces sortes de journaux. »

Le président : « Étiez-vous en liaison d'amitié avec les députés retirés à Caen? »

L'accusée : « Non ; mais je parlais à tous. »

Le président : « Où sont-ils logés? »

L'accusée : « A l'Intendance. »

Le président : « De quoi s'occupent-ils? »

L'accusée : « Ils font des chansons, des proclamations pour rappeler le peuple à l'union. »

Le président : « Qu'ont-ils dit à Caen pour excuser leur fuite? »

L'accusée : « Ils ont dit qu'ils étaient vexés par les tribunes. »

Le président : « Que disent-ils de Robespierre et de Danton? »

L'accusée : « Ils les regardent, avec Marat, comme les provocateurs de la guerre civile. »

Le président : « Ne vous êtes-vous point présentée à la Convention nationale dans le dessein d'y assassiner Marat? »

L'accusée : « Non. »

Le président : « Qui vous a remis son adresse, trouvée dans votre poche, écrite au crayon ? »

L'accusée : « C'est un cocher de fiacre. »

Le président : « Ne serait-ce pas plutôt Du Perret ? »

L'accusée : « Non. »

Le président : « Quelles sont les personnes que vous fréquentez à Caen ? »

L'accusée : « Très peu. Je connais La Rue , officier municipal, et le curé de Saint-Jean. »

Le président : « Comment nommez-vous ce curé ? »

L'accusée : « Du Vivier. »

Le président : « Était-ce à un prêtre assermenté ou insermenté que vous alliez à confesse à Caen ? »

L'accusée : « Je n'allais ni aux uns ni aux autres. »

Le président : « N'êtes-vous point l'amie de quelques uns des députés transfuges ? »

L'accusée : « Non. »

Le président : « Qui vous a donné le passe-port avec lequel vous êtes venue à Paris ? »

L'accusée : « Je l'avais depuis trois mois. »

Le président : « Quelles étaient vos intentions en tuant Marat ? »

L'accusée : « De faire cesser les troubles, et de passer en Angleterre, si je n'eusse point été arrêtée. »

Le président : « Y avait-il longtemps que vous aviez formé ce projet ? »

L'accusée : « Depuis l'affaire du trente et un mai , jour de l'arrestation des députés du peuple. »

Le président : « N'avez-vous point assisté aux concilia-bules des députés transfuges à Caen ? »

L'accusée : « Non, jamais. »

Le président : « C'est donc dans les journaux, que vous lisiez, que vous avez appris que Marat était un anarchiste? »

L'accusée : « Oui, je savais qu'il pervertissait la France. J'ai tué un homme pour en sauver cent mille. C'était d'ailleurs un accapareur d'argent : on a arrêté à Caen un homme qui en achetait pour lui. J'étais républicaine bien avant la révolution, et je n'ai jamais manqué d'énergie. »

Le président : « Qu'entendez-vous par énergie? »

L'accusée : « Ceux qui mettent l'intérêt particulier de côté, et savent se sacrifier pour leur patrie. »

Le président : « Ne vous êtes-vous point essayée d'avance avant de porter le coup à Marat? »

L'accusée : « Non ; je ne suis point un assassin. »

Le président : « Il est cependant prouvé, par le rapport des gens de l'art, que, si vous eussiez porté le coup en long, au lieu de le porter en large, vous ne l'auriez point tué. »

L'accusée : « J'ai frappé comme cela s'est trouvé ; c'est un hasard. »

On entend la déposition de *Pierre-François Feuillade*, garçon de l'hôtel de la Providence. Ce témoin dépose qu'il connaît l'accusée pour être venue loger chez son maître, le 11 de ce mois, et lui avoir fait son lit ; que, pendant ce temps, elle lui a dit que soixante mille hommes marchaient sur Paris ; que l'accusée, lui ayant demandé ce que l'on disait à Paris du petit Marat, lui, déposant, lui avait dit que les patriotes l'estimaient beaucoup, mais que les aristocrates le détestaient. Elle

lui demanda ensuite le chemin du palais de l'Égalité et de la rue Saint-Thomas-du-Louvre. Il ajoute que lui, déposant, lui a acheté du papier, des plumes et de l'encre, mais ne l'a vue écrire aucune lettre.

Le président à l'accusée : « N'étiez-vous jamais venue à Paris ? »

L'accusée : « Non, jamais. »

Le président : « N'avez-vous point reçu, depuis votre arrivée, des lettres de Caen, ou n'y en avez-vous point envoyé ? »

L'accusée : « Non. »

Le président : « Connaissez-vous les dames de Caen qui sont venues, l'année dernière, solliciter à Paris en faveur de leurs parens arrêtés pendant les troubles arrivés en cette ville ? »

L'accusée : « J'en connais deux : madame Aclard et mademoiselle Vaillant. »

Le président : « Est-il à votre connaissance que les députés qui sont à Caen fréquentent ces dames ? »

L'accusée : « Non. »

Cuisinier, limonadier, dépose que, le samedi 13 juillet, étant de service au poste du Théâtre-Français, il entendit crier : « On assassine Marat ; » que de suite il s'est rendu, avec la force armée qu'il commandait, chez ce représentant du peuple, où il a trouvé l'accusée assise sur une chaise. Il a assisté à la rédaction du procès-verbal, après lequel il l'a conduite à l'Abbaye.

Antoine de La Fondée, dentiste, principal locataire de la maison où demeurait Marat, dépose que, le 13 juillet, vers les sept heures et demie du soir, il fut interrompu dans son travail par ces mots : « On assassine

Marat ; » que, étant accouru sur-le-champ , il trouva ce député dans sa baignoire , perdant tout son sang ; qu'il fit sur-le-champ une compresse pour le lui arrêter, et commanda en même temps d'aller aux Écoles de chirurgie chercher du secours. Lui ayant tâté le pouls , il ne lui en trouva plus. Il aida à le retirer de sa baignoire et à le mettre dans son lit , où étant il n'a plus remué , étant déjà mort.

Adrienne-Catherine Le Bourgeois dépose que , jeudi au soir, se trouvant dans une des tribunes de la Convention nationale , numérotée 4 , lors de l'élection du président, elle a vu l'accusée près d'elle, avec deux messieurs qu'elle a reconnus depuis pour être , l'un Du Perret , et l'autre Fauchet.

Le portier de l'hôtel de la Providence atteste que l'accusée a dormi toute la soirée et n'est point sortie.

L'accusée : « Je ne suis point sortie ce soir-là ; je me suis couchée à cinq heures, et me suis levée le lendemain à huit »

La citoyenne *Le Bourgeois* persiste dans sa déposition.

Berger, limonadier, dépose reconnaître l'accusée pour l'avoir arrêtée. Voyant qu'elle désirait être livrée à la fureur du peuple , il la fit remonter chez Marat , où arriva ensuite le commissaire Du Mesnil. Il ajoute qu'il avait vu dans son sein la gaine de son conteau , et une diatribe en forme d'adresse au peuple français , où plusieurs victimes étaient désignées.

Le président à l'accusée : « Que répondez - vous à cela ? »

L'accusée : « Je n'ai rien à dire , sinon que j'ai réussi. »

Claude Fauchet, député à la Convention nationale, est entendu. Il déclare n'avoir jamais connu directement ni indirectement l'accusée, ne l'avoir jamais vue, et par conséquent n'avoir jamais été avec elle dans une des tribunes de la Convention nationale.

L'accusée : « Je ne connais Fauchet que de vue ; je le regarde comme un homme sans mœurs et sans principes, et je le méprise. »

Le président interpelle la citoyenne *Le Bourgeois* de déclarer si elle persiste à soutenir qu'elle reconnaît Fauchet pour être un de ceux qu'elle a vus dans une des tribunes de la Convention, jeudi au soir.

La déposante persiste dans sa déclaration.

Fauchet soutient que le fait est d'autant plus faux qu'il n'a point été ce soir-là à la Convention.

Sur l'interpellation qui lui est faite de déclarer où il a passé la soirée du jeudi, il répond en avoir passé une partie à jouer au trictrac avec l'évêque de Nancy et le citoyen Loiseau, et l'autre chez le citoyen Gomaire, dans le faubourg Saint-Honoré.

La citoyenne *Le Bourgeois* persiste toujours dans sa déposition.

Claude-Romain Lause Du Perret, cultivateur, député à la Convention nationale, déclare ne connaître l'accusée que depuis jeudi. Une de ses filles lui ayant dit qu'une dame qu'elle ne connaissait pas lui avait remis un paquet, il l'ouvrit, et trouva qu'il renfermait des imprimés et une lettre d'avis qui lui faisait part de l'envoi desdits

imprimés, et lui recommandait la personne porteur du paquet, comme ayant besoin de papiers chez le ministre de l'intérieur. Cette dame étant revenue le soir, sa fille l'a reconnue pour être celle qui avait apporté, quelques heures auparavant, ledit paquet. N'ayant pu la conduire ce soir-là chez le ministre, il lui demanda son adresse pour aller la trouver le lendemain et l'y conduire; ce à quoi elle consentit. S'y étant rendu, ils furent ensemble chez le ministre. On leur dit qu'il n'y était pas. S'étant annoncé comme député, on lui dit de venir à huit heures du soir. L'ayant consultée pour savoir si elle pourrait venir à ladite heure, elle y consentit. Dans la journée, les scellés ayant été mis sur les papiers de lui, déclarant, conformément à un décret qui avait été rendu ce même jour, il représenta à l'accusée qu'il pourrait peut-être lui être plus nuisible qu'utile en l'accompagnant chez le ministre; que, d'ailleurs, elle ne lui paraissait point munie de procuration. Du reste, il est absolument faux qu'il se soit trouvé avec l'accusée dans une des tribunes de la Convention, jeudi au soir.

La citoyenne *Le Bourgeois*, interpellée sur ce dernier fait, répond qu'elle le reconnaît très bien pour être celui qui était avec Fauchet et l'accusée; qu'il était vêtu d'un pantalon et d'un habit rayé.

Du Perret au président du tribunal : « Je demande que l'on aille sur-le-champ visiter ma garde-robe, dans laquelle on ne trouvera ni pantalon ni habit rayé; et j'assure n'avoir été que deux fois chez l'accusée. »

Le garçon de l'hôtel observe à *Du Perret* qu'il y est venu trois fois à sa connaissance, savoir : deux fois le vendredi, et une fois le samedi.

Du Perret : « Je soutiens n'y avoir été que le vendredi. »

L'accusée : « Du Perret n'est point venu chez moi le samedi, et je le lui avais même défendu expressément. »

Le président : « Pourquoi lui aviez-vous défendu de venir chez vous le samedi 13 juillet ? »

L'accusée : « Parce que je ne voulais pas qu'il fût compromis ; je l'avais même engagé de partir pour Caen. »

Le président : « Pourquoi l'engagiez-vous à partir pour cette ville ? »

L'accusée : « C'est que je ne croyais pas ses jours en sûreté à Paris. »

Le président : « Mais vous voyez bien que vous y avez été vous-même en sûreté, après y avoir commis un pareil forfait ; et vous n'ignorez point que les députés qui sont à Caen n'ont pas reçu la moindre égratignure. »

L'accusée : « Cela est vrai ; mais aussi ceux qui sont détenus ne sont pas encore jugés. »

(Ici l'accusée s'aperçoit qu'un des auditeurs est occupé à la dessiner ; elle tourne la tête de son côté.)

Le président : « Combien sont-ils de députés à Caen ? »

L'accusée : « Ils sont seize. »

Le président : « N'avez-vous point prêté quelque serment avant de quitter Caen ? »

L'accusée : « Non. »

Le président : « Qu'avez-vous dit en partant ? »

L'accusée : « J'ai dit que j'allais faire un tour à la campagne. »

Le président : « Quel est le nom du domestique qui a porté votre paquet à l'hôtel de la Providence ? »

L'accusée : « Il se nomme Le Brun. »

Le président : « N'étiez-vous point dans l'intention d'assassiner le ministre de l'intérieur, lorsque vous vous êtes rendue chez lui avec Du Perret ? »

L'accusée : « Si j'avais eu dessein de l'assassiner, je me serais bien gardée de mener Du Perret pour en être le témoin. Je n'en voulais qu'à Marat. »

Le président : « Quelles sont les personnes qui vous ont conseillé de commettre cet assassinat ? »

L'accusée : « Je n'aurais jamais commis un pareil attentat par le conseil des autres. C'est moi seule qui en ai conçu le projet et qui l'ai exécuté. »

Le président : « Mais comment pensez-vous faire croire que vous n'avez point été conseillée, lorsque vous dites que vous regardiez Marat comme la cause de tous les maux qui désolent la France, lui qui n'a cessé de démasquer les traîtres et les conspirateurs ? »

L'accusée : « Il n'y a qu'à Paris où l'on a les yeux fascinés sur le compte de Marat ; dans les autres départemens, on le regarde comme un monstre. »

Le président : « Comment avez-vous pu regarder Marat comme un monstre, lui qui ne vous a laissé introduire chez lui que par un acte d'humanité ; parce que vous lui avez écrit que vous étiez persécutée ? »

L'accusée : « Que m'importe qu'il se montre humain envers moi, si c'est un monstre envers les autres ! »

Le président : « Croyez-vous avoir tué tous les Marat ? »

L'accusée : « Non, certainement. »

Le président à Du Perret : « Quelle est l'idée que vous vous êtes formée de la personne de l'accusée, d'après les discours qu'elle vous a tenus ? »

Du Perret : « Je n'ai aperçu dans ses discours que les propos d'une bonne citoyenne. Elle m'a rendu compte du bien que les députés font à Caen , et m'a conseillé d'aller les joindre. »

Le président à Du Perret : « Comment avez-vous pu regarder comme une bonne citoyenne une femme qui vous conseillait d'aller à Caen ? »

Du Perret : « J'ai regardé cela comme une affaire d'opinion. »

La citoyenne *Le Bourgeois* est interpellée de nouveau de déclarer si elle est bien sûre que ce soit *Du Perret* qui était avec l'accusée dans une des tribunes de la Convention.

Elle répond que, si ce n'est pas lui, c'est au moins une personne qui lui ressemble beaucoup.

(On représente à l'accusée un couteau à gaine.)

L'accusée : « C'est le même dont je me suis servie pour assassiner Marat. »

(On fait lecture à l'accusée de deux lettres qu'elle reconnaît pour avoir été écrites par elle depuis sa détention. La première est adressée à Barbaroux , la seconde à son père.)

L'accusée : « Le comité de salut public m'a promis de faire tenir la première de ces lettres à Barbaroux , afin qu'il puisse la communiquer à tous ses amis. Je m'en rapporte au zèle du tribunal pour faire tenir la seconde. »

L'accusateur public résume les débats.

Chauveau , choisi par le tribunal pour défendre l'accusée : « L'accusée avoue avec sang-froid l'horrible attentat qu'elle a commis ; elle en avoue avec sang-froid la longue préméditation ; elle en avoue les circonstances

les plus affreuses : en un mot , elle avoue tout , et ne cherche pas même à se justifier. Voilà , citoyens jurés , sa défense tout entière. Ce calme imperturbable et cette entière abnégation de soi-même, qui n'annoncent aucun remords , et , pour ainsi dire , en présence de la mort même ; ce calme et cette abnégation , sublimes sous un rapport, ne sont pas dans la nature : ils ne peuvent s'expliquer que par l'exaltation du fanatisme politique qui lui a mis le poignard à la main. Et c'est à vous, citoyens jurés, à juger de quel poids doit être cette considération morale dans la balance de la justice. Je m'en rapporte à votre prudence. »

Les jurés vont aux opinions.

D'après la déclaration unanime des jurés , le tribunal prononce la peine de mort contre Marie-Charlotte Corday , et la confiscation de ses biens au profit de la république (1).

Marie-Charlotte Corday se tournant vers Chanveau , son défenseur : « Vous m'avez défendue d'une manière délicate et généreuse ; c'était la seule qui pût me convenir : je vous en remercie. Elle m'a fait avoir pour vous une estime dont je veux vous donner une preuve. Ces

(1) On lit ce qui suit dans *l'Histoire secrète du Tribunal révolutionnaire*, par M. de Proussinalle, tom. I, p. 161. (Paris , 1815, 2 vol. in-8) :

« Le 20 juillet 1793 , le Comité de Salut public fit mettre en arrestation le président du Tribunal révolutionnaire pour avoir , dans le jugement de Charlotte Corday , changé la cinquième question ainsi conçue : « L'a-t-elle fait avec préméditation et dessein criminel et contre-révolutionnaire ? » en celle-ci : « L'a-t-elle fait avec dessein prémédité ? »

L. D. B.

messieurs viennent de m'apprendre que mes biens sont confisqués ; je dois quelque chose à la prison ; je vous charge d'acquitter cette dette. »

Marie-Charlotte Corday est reconduite en prison.

Un confesseur se présente à elle. Marie Corday dit au prêtre : « Remerciez de leur attention pour moi les personnes qui vous ont envoyé ; mais je n'ai pas besoin de votre ministère. »



N° XIV.

PLAIDOYER DE CHAUVÉAU DE LA GARDE,

TEL QU'IL LE RAPPORTE DANS SA NOTE.

L'accusée avoue avec sang-froid l'horrible attentat qu'elle a commis; elle en avoue avec sang-froid la longue préméditation; elle en avoue les circonstances affreuses : en un mot, elle avoue tout, et ne cherche pas même à se justifier.

Voilà , citoyens , sa défense tout entière. Ce calme imperturbable et cette abnégation de soi-même, qui n'annoncent aucun remords en présence de la mort même; ce calme et cette abnégation , sublimes sous un rapport, ne sont pas dans la nature; ils ne peuvent s'expliquer que par l'exaltation du fanatisme politique qui lui a mis le poignard à la main. Et c'est à vous , citoyens jurés, de juger de quel poids cette considération peut être dans la balance de la justice.

(Condamnée et exécutée le soir même.)

N^o XV.

AU CITOYEN BARBAROUX,

DÉPUTÉ A LA CONVENTION NATIONALE,

RÉFUGIÉ A CAEN , RUE DES CARMES, HÔTEL DE L'INTENDANCE.

Aux prisons de l'Abbaye , dans la ci-devant chambre
de Brissot, le second jour de la préparation de la paix .

Citoyen,

Vous avez désiré que je vous fisse connaître le détail de mon voyage, je ne vous ferai point grâce de la moindre anecdote.

Je suis partie avec des voyageurs que j'ai bientôt reconnus pour de francs montagnards. Leurs propos, aussi sots que leurs personnes étaient désagréables, m'ont bien vite ennuyée. Je les ai laissés parler tout leur content, et je me suis endormie. Un de ces messieurs, qui aime probablement les femmes dormantes, a voulu me persuader, à mon réveil, que j'étais la fille d'un homme que je n'ai jamais vu, et que j'avais un nom dont je n'ai jamais entendu parler. Il a fini par m'offrir son cœur et sa main, et voulait partir à l'instant pour me demander à mon père. Ces messieurs ont fait tout ce qu'ils ont pu pour connaître mon nom, et mon adresse à Paris; mais j'ai refusé de le dire, et j'ai été fidèle à cette maxime de mon cher et vertueux Raynal, *qu'on ne doit pas la vérité à ses tyrans.*

Arrivée à Paris, je fus loger rue des Vieux-Augustins, hôtel de la Providence. Je fus ensuite trouver Du Perret, votre ami. Je ne sais comment le Comité de sûreté générale a été instruit de la conférence que j'avais eue avec lui. Vous connaissez l'ame ferme de ce dernier ; il leur a répondu la vérité ; j'ai confirmé sa déposition par la mienne : il n'y a rien contre lui ; mais sa fermeté est un crime. Je l'ai engagé à vous aller trouver : il est trop têtù.

Le croirez-vous ? Fauchet est en prison comme mon complice, lui qui ignorait mon existence.

J'ai été interrogée par Chabot et par Legendre. Chabot avait l'air d'un fou ; Legendre voulait absolument m'avoir vue chez lui le matin, moi qui n'ai jamais songé à cet homme. Je ne lui connais pas d'assez grands talens pour être le tyran de son pays, et je ne voulais pas punir tout le monde.

Au reste, on n'est guère content de n'avoir qu'une femme sans conséquence à offrir aux manes *du grand homme*. Pardon, ô hommes ! ce nom déshonore votre espèce : c'était une bête féroce qui allait dévorer le reste de la France par le feu de la guerre civile. Maintenant, *vive la paix !* Grâce au ciel, il n'était pas né Français.

Je crois qu'on a imprimé les dernières paroles de Marat. Je doute qu'il en ait proféré ; mais voici les dernières qu'il m'a dites, après avoir reçu vos noms à tous, et ceux des administrateurs du Calvados qui sont à Evreux ; il me dit, pour me consoler, que, *dans peu de jours, il vous ferait guillotiner à Paris*. Ces derniers mots décidèrent de son sort. Si le département met sa figure vis à vis celle de Saint-Fargeau, il pourra faire graver ces paroles en lettres d'or.

Je ne vous ferai aucun détail sur ce grand événement, les journaux vous en parleront. J'avoue que ce qui m'a décidée tout à fait, c'est le courage avec lequel nos volontaires se sont enrôlés, dimanche 7 juillet; vous vous souvenez comme j'en étais charmée. Je me promettais bien de faire repentir Pétion du soupçon qu'il manifesta sur mes sentimens. « Est-ce que vous seriez fâchée s'ils » ne partaient pas ? » me dit-il.

Enfin, j'ai considéré que tant de braves gens, venant à Paris pour chercher la tête d'un seul homme, l'auraient peut-être manqué, ou qu'il aurait entraîné dans sa perte beaucoup de bons citoyens. Il ne méritait pas tant d'honneur : cela suffisait de la main d'une femme.

J'avoue que j'ai employé un artifice perfide pour qu'il pût me recevoir. Je comptais, en partant de Caen, le sacrifier sur la cime de la Montagne de la Convention nationale; mais il n'y allait plus.

A Paris, l'on ne conçoit pas comment une femme inutile, dont la plus longue vie ne serait bonne à rien, peut sacrifier sa vie de sang-froid pour sauver son pays. Je m'attendais bien à mourir à l'instant. Des hommes courageux et vraiment au dessus de tout éloge m'ont préservée des fureurs bien excusables des malheureux que j'avais faits. Comme j'étais de sang-froid, j'ai souffert des cris de quelques femmes; mais qui sauve sa patrie ne s'aperçoit point de ce qu'il en coûte.

Puisse la paix s'établir aussitôt que je le désire ! Voilà un grand criminel à bas; sans cela, nous ne l'aurions jamais eue. Je jouis de la paix depuis deux jours. Le bonheur de mon pays fait le mien.

Je ne doute pas que l'on ne tourmente mon père, qui a déjà bien assez de ma perte pour l'affliger. Je lui écrivis dernièrement que, redoutant le feu de la guerre civile, j'irais en Angleterre. Alors mon projet était de garder l'*incognito* sur la mort de Marat, et je voulais laisser les Parisiens chercher inutilement mon nom. Je vous prie, citoyen, et vos collègues, de prendre la défense de mes parens, si on les inquiète.

Je n'ai jamais haï qu'un seul être, et j'ai fait voir mon caractère ; ceux qui me regretteront se réjouiront de me voir dans les Champs-Élysées avec les Brutus et quelques anciens ; car les modernes ne me tentent pas, ils sont si vils ! Il est peu de vrais patriotes qui sachent mourir pour leur pays : ils sont presque tous égoïstes.

On m'a donné deux gendarmes pour me préserver de l'ennui ; j'ai trouvé cela fort bien le jour, mais non la nuit. Je me suis plaint de cette indécence ; le comité n'a pas jugé à propos d'y faire attention. Je crois que c'est de l'invention de Chabot : il n'y a qu'un capucin qui puisse avoir ces idées.

Ici on m'a transférée à la Conciergerie, et ces messieurs du grand jury m'ont promis de vous envoyer ma lettre. Je continue donc.

J'ai subi un long interrogatoire : je vous prie de vous le procurer, s'il est rendu public.

J'avais sur moi, lors de mon arrestation, une adresse aux Amis de la Paix : je ne puis vous l'envoyer ; j'en demanderais la publication, je crois, bien en vain.

J'avais une idée, hier au soir, de faire hommage de mon portrait au département du Calvados ; mais le Co-

mité de Salut public, à qui je l'avais demandé, ne m'a point répondu ; et maintenant il est trop tard.

Je vous prie de faire part de ma lettre au citoyen Bougon, procureur général syndic du département. Je ne la lui adresse pas par plusieurs raisons : d'abord je ne suis pas sûre que, dans ce moment, il soit à Evreux ; je crains de plus que, étant naturellement sensible, il ne soit affligé de ma mort. Je le crois cependant assez bon citoyen pour s'en consoler par l'espoir de la paix : je sais combien il la désire, et j'espère qu'en la facilitant j'ai rempli ses vœux.

Si quelques amis demandaient communication de cette lettre, je vous prie de ne la refuser à personne.

Il me faut un défenseur : c'est la règle. J'ai pris le mien sur la Montagne : c'est Gustave Doulcet-Pontécoulant. J'imagine qu'il refusera cet honneur : cela ne lui donnerait cependant guère d'ouvrage. J'ai pensé demander Robespierre ou Chabot.

Je demanderai à disposer du reste de mon argent ; et alors je l'offre aux femmes et enfans des braves habitans de Caen, partis pour délivrer Paris.

Il est bien étonnant que le peuple m'ait laissé conduire de l'Abbaye à la Conciergerie ; c'est une nouvelle preuve de sa modération. Dites-le à nos bons habitans de Caen ; ils se permettent quelquefois de petites insurrections que l'on ne contient pas si facilement.

C'est demain à 8 heures que l'on me juge. Probablement à midi j'aurai vécu, pour parler le langage romain.

On doit croire à la valeur des habitans du Calvados, puisque les femmes mêmes du Calvados sont capables de fermeté. Au reste, j'ignore comment se passeront les

derniers moments de ma vie ; et c'est la fin qui couronne l'œuvre. Je n'ai pas besoin d'affecter d'insensibilité sur mon sort , car jusqu'ici je n'ai point la moindre crainte de la mort. Je n'estimai jamais la vie que par l'utilité dont elle devait être.

J'espère que demain Du Perret et Fauchet seront mis en liberté. On prétend que ce dernier m'a conduite à la Convention dans une tribune. De quoi se mêle-t-il d'y conduire des femmes ? Comme député, il ne devait point être aux tribunes ; et comme évêque, il ne devait point être avec des femmes. Ainsi, c'est une correction. Mais Du Perret n'a aucun reproche à se faire.

Marat n'ira point au Panthéon ; il le méritait pourtant bien. Je vous charge de recueillir les pièces propres à faire son oraison funèbre.

J'espère que vous n'oublierez point l'affaire de madame Forbin. Voici son adresse, s'il est besoin de lui écrire : « Alexandrine Forbin, à Mendrene , par Zurich, en » Suisse. » Je vous prie de lui dire que je l'aime de tout mon cœur.

Je vais écrire un mot à papa. Je ne dis rien à mes autres amis ; je ne leur demande qu'un prompt oubli : leur affliction déshonorerait ma mémoire. Dites au général Wimpffen que je crois lui avoir aidé à gagner plus d'une bataille, en lui facilitant la paix.

Adieu, citoyen ! je me recommande au souvenir des Amis de la Paix.

Les prisonniers de la Conciergerie, loin de m'injurier comme les personnes des rues, avaient l'air de me plaindre. Le malheur rend toujours compatissant : c'est ma dernière réflexion.

CORDAY.

N° XVI.

A MONSIEUR D'ARMONT (1),

RUE DU BELGE, A ARGENTAN.

Pardonnez-moi, mon cher papa, d'avoir disposé de ma vie sans votre consentement. J'ai vengé bien d'innocentes victimes ; j'ai prévenu bien des désastres. Le peuple, un jour désabusé, se réjouira d'être délivré de son tyran.

Si j'ai cherché à vous persuader que je passais en Angleterre, c'est que j'espérais garder l'*incognito* ; mais j'en ai vu l'impossibilité. J'espère que vous ne serez pas tourmenté. En tout cas, vous trouverez des défenseurs à Caen.

Adieu, mon cher papa ! Je vous prie de m'oublier, ou plutôt de vous réjouir de mon sort. Vous connaissez votre fille : un motif blâmable n'aurait pu la conduire

J'embrasse ma sœur, que j'aime de tout mon cœur, ainsi que tous mes parens.

N'oubliez pas ce vers de Corneille (2) :

Le crime fait la honte et non pas l'échafaud.

(1) Cette lettre est du 13 juillet au soir.

L. D. B.

(2) C'est le comte d'Essex qui (dans la tragédie de Thomas Corneille, acte iv, sc. 3) dit ce vers si connu.

L. D. B.

C'est demain à huit heures que l'on me juge (1).

(1) Le père de mademoiselle de Corday subit à Argentan, le 20 juillet, un interrogatoire dont l'auteur de la *Guerre des Vendéens et des Chouans* (Paris, 1824, in-8, 4 vol.) donne un extrait, t. I, p. 415 et 416. Charlotte y est désignée comme née aux Lignerics (arrondissement d'Argentan), comme n'ayant demeuré avec son père qu'environ un an depuis douze ans qu'il est veuf. Elle demeurait depuis deux ans à Caen, chez une de ses parentes. M. de Corday déclare qu'il a reçu de sa fille une lettre datée de Caen du mardi matin (sans doute le 9 juillet), annonçant, 1° qu'à son départ de cette ville elle met cette lettre à la poste; 2° que, lorsqu'il la recevrait, elle ne serait plus en France; 3° qu'elle ne croyait pas qu'on pût y vivre tranquille de longtemps; et 4° qu'elle le priait de ne faire aucune recherche, parce que personne ne pouvait savoir encore où elle allait. L. D. B.

N^o XVII.

PROCLAMATION (1)

DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC

DU DÉPARTEMENT DE PARIS.

Les prédictions sinistres des assassins de la liberté s'accomplissent.

Le défenseur des droits et de la souveraineté du peuple, le dénonciateur de tous ses ennemis, Marat, dont le nom seul rappelle les services qu'il a rendus à la patrie ; Marat vient de tomber sous les coups parricides des lâches fédéralistes. Une furie, sortie de Caen, département du Calvados, de la maison du ci-devant comte Dorset, a plongé le poignard dans le sein de l'apôtre et du martyr de la révolution.

Citoyens, du calme, de l'énergie, et surtout de la surveillance !.. L'heure de la liberté a sonné, et le sang qui vient de couler est l'arrêt foudroyant de la condamnation de tous les traîtres : il scelle l'union intime des patriotes qui vont, sur la tombe de ce grand homme, jurer de nouveau la liberté ou la mort.

Signé MARCHAND, président ;

HARNI, secrétaire.

(1) Insérée dans la *Chronique de Paris*, du 17 juillet 1793.

N^o XVIII.

A DOULCET-PONTÉCOULANT.

Doulcet-Pontécoulant est un lâche d'avoir refusé de me défendre , lorsque la chose était si facile. Celui qui l'a fait s'en est acquitté avec toute la dignité possible. Je lui en conserverai ma reconnaissance jusqu'au dernier moment.

MARIE CORDAY.

Mademoiselle de Corday avait commencé cette lettre lorsque le bourreau entra dans sa prison pour la conduire au supplice. Elle lui demanda la permission de la finir et de la cacheter.

Une méprise rendit l'héroïne injuste, ainsi que le prouvent , en l'excusant, elle et M. de Pontécoulant, les lettres suivantes.

L. D. B.



N^o XIX.

AU RÉDACTEUR DU RÉPUBLICAIN FRANÇAIS.

Citoyen, je lis dans votre journal, page 1015, que j'ai *refusé* d'être le défenseur officieux de Marie Corday.

Je vous prie de vouloir bien insérer, dans un de vos prochains numéros, les lettres ci-jointes, qui constatent que c'est *quatre jours après son exécution* que le Tribunal Révolutionnaire m'a donné avis du choix qu'avait fait Marie Corday.

GUSTAVE DEULCET.



N° XX.

GUSTAVE DOULCET ,

MEMBRE DE LA CONVENTION NATIONALE ,

AU PRÉSIDENT DU TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE.

Du samedi 20 juillet.

Citoyen président,

Veillez m'apprendre si la lettre ci-jointe , que je reçois seulement aujourd'hui samedi et décachetée, est de Marie Corday ; et s'il est vrai qu'elle m'ait demandé pour défenseur. Je n'en avais jusqu'à ce moment aucune connaissance.

GUSTAVE DOULCET.

N^o XXI.

MONTANÉ,

PRÉSIDENT DU TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE,

A GUSTAVE DOULCET,

MEMBRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

Du dimanche 21 juillet.

Citoyen Représentant,

La lettre que vous m'avez envoyée est véritablement de Marie Corday : elle vous avait demandé pour son défenseur. L'Accusateur Public vous avait écrit. Le gendarme, n'ayant su vous trouver, rapporta la lettre. L'Accusateur Public vient de me la remettre ; je vous l'envoie : voilà l'exacte vérité.

Salut et fraternité.

MONTANÉ.



N^o XXII.

L'ACCUSATEUR PUBLIC

DU TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE

AU CITOYEN DOULCET,

MEMBRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

Du mardi 16 juillet.

Citoyen,

J'ai l'honneur de vous faire part que Marie-Charlotte Corday, prévenue d'assassinat en la personne de Marat, vous a choisi pour son conseil, nonobstant l'observation qui lui a été faite, tant par le Président que par moi, qu'un député ne pouvait être son conseil, attendu qu'il était obligé à son poste; mais nommé, je dois vous en faire part, et que la cause est indiquée à demain, huit heures précises. Je vous observe de plus que, prévoyant qu'il serait possible que vos occupations ne vous permissent pas de vous rendre à cette invitation, j'ai fait nommer un conseil adjoint.

Salut et fraternité.

FOUQUIER-TAINVILLE.

(Républicain français, 24 juillet 1793, p. 1019.)

N^o XXIII.

AUX RÉDACTEURS DE LA CHRONIQUE DE PARIS.

Paris, 20 juillet, l'an II^e de la République.

Citoyen,

Après que le glaive de la loi eut frappé l'assassin de Marat, le nommé Legros, l'un des assistans pour l'exécution, ayant saisi la tête pour la montrer au peuple, se permit d'appliquer plusieurs soufflets sur la face de cette tête inanimée qui n'était plus coupable : cet acte de barbarie fut improuvé par le peuple, et le citoyen Michonis, administrateur de police, ne put s'empêcher de donner une correction à cet homme qui, s'il n'est pas barbare, commit une lâcheté. Le tribunal, instruit de cette indécence, a cru devoir donner une leçon au citoyen Legros en le mettant en prison, et se propose de lui faire une remontrance *coram populo*.

J'ai cru devoir faire connaître cet acte de justice au public qui, toujours grand, toujours juste, approuvera ce que l'Ami du Peuple approuverait lui-même, s'il eût survécu à sa blessure. Il était trop grand pour approuver une pareille bassesse ; il savait, et tout le monde doit savoir que, quand le crime est puni, la loi est satisfaite.

Quelques personnes trompées ont cru que c'était l'exécuteur lui-même qui avait commis cette faute. C'est une erreur : Sanson est un très bon citoyen, et trop instruit

pour donner dans un pareil travers ; il en fut au contraire très affligé.

Salut et fraternité.

ROUSSILLON.

Cette lettre fut adressée aux rédacteurs de la *Chronique de Paris*, parce que, dans leur N^o du 19 juillet, ils avaient inséré les réflexions suivantes, qui n'étaient pas sans courage : « Charlotte » Corday..., douée de tous les dons de la nature, avec un esprit cultivé, un courage que l'on peut comparer à celui dont l'histoire s'est plu à embellir ses héros ; elle a subi le sort des criminels. Son sang-froid, dans ses derniers momens, servira peut-être encore, plus que son crime, à faire passer son nom à la postérité.

» Sans morgue, sans exaltation, elle soutenu son interrogatoire avec un calme qui étonnait ses juges et l'auditoire, et, dans le moment même qui devait lui rappeler l'époque d'une dissolution prochaine, la plaisanterie s'échappait de sa bouche avec tant de facilité, que l'observateur le plus froid se sentait indigné du peu d'intérêt qu'elle prenait à elle-même.

» Elle n'a point voulu de confesseur. Dans la charrette qui la menait à l'échafaud, sur l'échafaud même, ses mouvemens avaient cet abandon voluptueux et décent qui est au dessus de la beauté, et que l'art n'imité jamais sans trouver le ridicule. Elle a placé elle-même sa tête que la hache terrible a séparée. Un profond silence régnait. L'exécuteur, en montrant cette tête, l'a frappée de la main. Un murmure presque universel du peuple a sanctionné cet adage : « La loi punit et ne se venge pas. »

» La tête alors était pâle, mais d'une beauté parfaite. L'exécuteur l'ayant montrée une seconde fois, alors le sang extravasé lui avait rendu ses plus belles couleurs. Des cris de *vive la Nation ! vive la République !* se sont fait entendre, et chacun s'est retiré, emportant le profond sentiment de son horrible forfait, et le souvenir de son courage et de sa beauté. »

N^o XXIV.

NOTE SUR LE PROCÈS

ET LA CONDAMNATION DE CHARLOTTE CORDAY

AU TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE,

PAR CHAUVEAU DE LA GARDE.

Lorsque Charlotte Corday fut amenée au tribunal, et qu'on l'eut fait asseoir sur le banc des accusés, le président, après les premières questions d'usage, lui ayant demandé si elle avait un défenseur, elle répondit qu'elle avait choisi un ami ; mais que, n'en ayant point entendu parler depuis, il n'avait pas apparemment eu le courage d'accepter sa défense.

Alors le président, m'ayant aperçu dans la salle, où je me trouvais par hasard pour d'autres affaires, dit à l'accusée : « Le tribunal vous nomme d'office pour défenseur le citoyen Chauveau de La Garde. »

Je montai près d'elle à ma place.

Ne me connaissant pas, elle jeta sur moi quelques regards d'inquiétude, comme si elle eût craint que je n'entreprisse une justification qu'elle aurait infailliblement désavouée.

Aussitôt les débats commencèrent et furent terminés en moins d'une demi-heure.

Aucun peintre, du moins à ma connaissance, ne nous

a retracé fidèlement la ressemblance de cette femme extraordinaire. On a bien pu rendre sa stature assez forte et pourtant légère, ses longs cheveux négligemment épars sur ses épaules, ses yeux ombragés par de grandes paupières, et la forme ovale de son visage ; mais il n'eût pas été possible à l'art de peindre sa grande ame, respirant tout entière dans sa physionomie.

Il en est de même des débats de son procès. Il eût été facile de copier, comme je vais le faire, ses paroles littérales ; mais les journaux d'alors ne l'auraient pas osé. D'ailleurs, il est une chose qu'il eût fallu renoncer à peindre , et c'est précisément ce qui m'a fait l'impression la plus profonde : je veux dire l'accent de sa voix presque enfantine, qui se trouvait toujours en harmonie avec la simplicité de ses dehors et l'imperturbable sérénité de son visage , mais qui semblait néanmoins s'accorder si peu avec les pensées et les sentimens qu'elle exprimait.

Il ne faut pas non plus essayer de donner une juste idée de l'effet qu'elle me parut produire sur les jurés, les juges et la foule immense du peuple qui remplissait l'enceinte du palais : ils avaient l'air de la prendre elle-même pour un juge qui les aurait tous appelés à son tribunal suprême. En un mot, cette partie morale des débats est à son procès ce que sa physionomie était à sa figure. C'est une chose qu'on peut sentir, mais qu'il est impossible d'exprimer.

Je me borne donc à répéter littéralement, et sans aucune réflexion, les principales questions qui lui ont été faites , ainsi que ses réponses : l'histoire y trouvera peut-être les premiers traits d'un tableau que je n'ai ni la force, ni la volonté d'entreprendre.

Après qu'elle eut rendu compte du projet qu'elle avait conçu, depuis deux mois, de tuer Marat dans le sein même de l'assemblée : « J'aurais voulu , » dit-elle , « l'im-
» moler sur la cime de la Montagne. »

Elle ajouta que, si elle eût cru pouvoir réussir de cette manière , elle l'aurait préférée à toute autre. « J'étais
» bien sûre alors, » dit-elle, « de devenir à l'instant victime
» de la fureur du peuple ; et c'est ce que je dési-
» rais. On me croyait à Londres ; mon nom eût été
» ignoré. »

Ensuite elle expliqua comment elle avait préférés'introduire chez Marat, et par quels moyens elle y était parvenue, en lui écrivant deux lettres où elle disait avoir besoin de lui parler de la part de ses amis ; et, sur l'observation qui lui fut faite que ce moyen tenait de la perfidie, « je
» conviens, » répondit-elle, « que ce moyen n'était pas di-
» gne de moi ; mais ils sont tous bons pour sauver son
» pays. D'ailleurs, j'ai dû paraître l'estimer, pour arriver
» à lui ; un tel homme est soupçonneux. »

Alors s'ouvrit le débat suivant, entre elle, le tribunal et les jurés.

D. Qui vous avait donc inspiré tant de haine pour Marat ?

R. Je n'avais pas besoin de la haine des autres : j'avais assez de la mienne.

D. Mais la pensée de le tuer a dû vous être suggérée par quelqu'un ?

R. On exécute mal ce qu'on n'a pas conçu soi-même.

D. Que haïssiez-vous donc dans sa personne ?

R. Ses crimes.

D. Qu'entendez-vous par ses crimes ?

R. Les ravages de la France que je regarde comme son ouvrage.

D. Ce que vous appelez les ravages de la France ne sont pas l'ouvrage de lui seul.

R. Cela peut être ; mais il a dû tout employer pour parvenir à la destruction totale.

D. En lui donnant la mort, qu'espériez-vous ?

R. Rendre la paix à mon pays.

D. Croyez-vous donc avoir assassiné tous les Marat ?

R. Celui-là mort... , les autres auront peur peut-être.

Un huissier, étant venu lui présenter le poignard dont elle s'était servie, lui demanda si elle le reconnaissait. A ce seul instant, l'émotion parut sur son visage ; elle détourna la vue ; et, repoussant le poignard avec la main, elle dit d'une voix entrecoupée : « Oui, je le reconnais, » je le reconnais. »

Elle avait trouvé Marat dans son bain, et, par conséquent, lui avait plongé le couteau dans la gorge perpendiculairement.

L'Accusateur Public lui fit observer qu'elle ne l'avait sans doute frappé de la sorte que pour ne pas le manquer, dans la crainte de rencontrer une côte si elle l'avait frappé horizontalement, et il ajouta : « Il faut que vous » soyez bien exercée à ce crime ! »

R. Oh ! le monstre ! il me prend pour un assassin !

Cette réponse, telle qu'un coup de foudre, termina la séance.

L'Accusateur Public prit ses conclusions. Après quoi le président dit suivant l'usage : « Les débats sont terminés. Le défenseur a la parole. »

A ces derniers mots, et quand je me fus levé pour par-

ler, on entendit d'abord dans l'assemblée un bruit sourd et confus, comme de stupeur; et puis ensuite, si l'on peut s'exprimer de la sorte, comme un silence de mort qui me glaça jusqu'au fond des entrailles.

Pendant que l'Accusateur Public parlait, les jurés me faisaient dire de garder le silence; et le président, de me borner à soutenir que l'accusée était folle. Ils désiraient tous que je l'humiliasse.

Quant à elle, son visage était toujours le même. Seulement elle me regardait de manière à m'annoncer qu'elle ne voulait pas être justifiée. Je ne pouvais d'ailleurs en douter, d'après les débats; et cela était impossible, puisqu'il y avait, indépendamment de ses aveux, la preuve légale d'un homicide avec préméditation.

Cependant, bien décidé à remplir mon devoir, je ne voulais rien dire que ma conscience et l'accusée pussent désavouer; et tout à coup, l'idée me vint de me borner à une seule observation qui, dans une assemblée du peuple ou de législateurs, aurait pu servir d'élément à une défense complète, et je dis: « L'accusée avoue (c'est le discours que nous avons rapporté et que les journaux du tems avaient fidèlement cité).

A mesure que je parlais ainsi, un air de satisfaction brillait sur son visage.

Les voix du jury ayant été recueillies, elles furent, comme on peut le croire, toutes unanimes pour la condamnation.

Le président lui prononça son arrêt de mort et la confiscation de ses biens. Il lui demanda ensuite si elle avait à parler sur l'application de la loi. Pour toute réponse, elle se fit conduire à moi par les gendarmes, et, m'adres-

sant la parole avec beaucoup de douceur et de grace :
« Monsieur, » me dit-elle, « je vous remercie bien du
» courage avec lequel vous m'avez défendue d'une ma-
» nière digne de vous et de moi. Ces messieurs (en par-
» lant des juges, vers lesquels alors elle se retourna) me
» confisquent mon bien...; mais je veux vous donner un
» plus grand témoignage de ma reconnaissance : je vous
» prie de payer pour moi ce que je dois à la prison, et je
» compte sur votre générosité (1). »

Elle fut, après cela, reconduite à la Conciergerie, d'où elle ne sortit que pour aller à l'échafaud ; et, ne l'ayant pas revue depuis, je ne sais que par ouï-dire qu'elle y était allée avec la même tranquillité qu'elle avait montrée dans les débats.

(Inséré dans l'ouvrage intitulé : *les Femmes*,
par le vicomte J.-A. de Ségur.)

(1) Ses dettes ne se montaient qu'à 36 liv. assignats, que j'ai payées le lendemain au concierge de l'Abbaye.

(Note de Chauveau de La Garde.)



N^o XXV.

SUR LE SUPPLICE

DE MADemoisELLE DE CORDAY.

Le supplice de mademoiselle de Corday et la sorte de rougeur pudique qui fut remarquée généralement sur sa figure, lorsque, après lui avoir tranché la tête, le valet du bourreau eut la lâcheté de lui appliquer un soufflet, furent l'objet d'une discussion intéressante, en 1795, dans le *Magasin encyclopédique* que rédigeait Millin.

Ce savant recueil avait publié (1) une dissertation (2), traduite de l'allemand du célèbre anatomiste Sæmmering, sur le supplice de la guillotine. Dans sa lettre d'envoi à Millin, le traducteur OElsner s'était exprimé ainsi, en annonçant que, comme l'auteur original de la dissertation, il pensait « que la tête séparée du corps » survit au supplice. J'invoquerai un fait connu de tout » le monde : Qui n'a pas vu, au supplice de Charlotte » Corday, la figure de Charlotte rougir d'indignation (3), » lorsque l'exécrable bourreau, qui tenait dans sa main » cette tête si calme et si belle, lui appliqua un soufflet?... »

(1) T. III, p. 463.

(2) Datée de Francfort, le 20 mai 1795.

(3) « Ce mouvement, » dit en note OElsner, « ne pourrait résulter et ne peut s'expliquer que d'un principe moral. »

Le docteur Sue (1) appuya de son importante opinion le sentiment de Sœmmering. Voici ce qu'il dit de notre auguste héroïne : « Longtems même après sa séparation » du corps, la tête de Charlotte Corday exprimait sur son » visage le signe le moins équivoque de l'indignation. » On se rappelle le moment où le bourreau tenait d'une » main cette tête suspendue : son visage alors était pâle; » mais il n'eût pas plutôt reçu le soufflet que l'homme » sanguinaire lui appliqua, que ses deux joues rougirent » sensiblement. Tous les spectateurs furent frappés de » ce changement de couleur, et demandèrent aussitôt, » par de bruyans murmures, vengeance de cette lâche » et atroce barbarie. On ne dira pas que cette rougeur » était l'effet du soufflet, car on a beau frapper de cette » manière les joues des cadavres immédiatement après la » mort, elles ne se coloreront jamais. D'ailleurs ce soufflet » ne fut donné que sur une joue; et on a remarqué que » celle du côté opposé s'est également colorée. » Sue tirait de ces observations la conséquence, peut-être un peu forcée, que « ce fait seul prouve que, après la décol- » lation, il y a indubitablement encore, dans le cerveau, » un reste de jugement, et dans les nerfs un reste de sensibilité. »

Cabanis, très capable d'exprimer, à ce sujet, une opinion juste, répondit aux trois savans (2) que nous venons de nommer. On remarque dans sa Note, qui est une véritable dissertation très instructive et très judicieuse, le passage suivant relatif au supplice de mademoiselle de

(1) Mag. encycl., t. IV, p. 170.

(2) Mag. encycl., t. V, p. 155.

Corday : « Quant au trait de Charlotte Corday, je déclare nettement que je n'en crois rien. Je sais trop avec quelle facilité l'on voit des merveilles dans les tems d'agitation et de malheur. Quand les lumières publiques ne permettent plus de voir des miracles, on veut du moins trouver de nouveaux phénomènes dans la nature. Je n'ai point assisté à l'exécution de Charlotte Corday, ni à aucune autre : mes regards ne peuvent soutenir ce spectacle ; mais plusieurs personnes de ma connaissance ont suivi depuis la Conciergerie jusqu'à l'échafaud la charrette qui conduisait cette femme si intéressante , malgré les maux affreux dont elle a été la cause ou du moins dont elle a donné le signal. Elles ont été témoins de son calme admirable pendant la route et de la majesté de son dernier moment. Un médecin de mes amis ne l'a pas perdue de vue une seule minute. Il m'a dit que sa sérénité grave et simple avait toujours été la même ; que , au pied de l'échafaud, elle avait légèrement pâli, mais que bientôt son beau visage avait repris encore plus d'éclat. Pour cette rougeur nouvelle qu'on prétend avoir couvert ses joues après sa décapitation, il n'en a rien vu, quoiqu'il soit observateur très attentif. Les personnes dont je viens de parler n'en ont pas vu davantage. »

Voici maintenant un passage de la dissertation physiologique (1) du docteur Lèveillé (alors chirurgien à l'Hôtel-Dieu de Paris) qui réfuta aussi Scemmering et ceux qui partageaient son opinion : « La figure de Charlotte Corday a rougi ! je n'en crois rien. Je veux bien ad-

(1) Mag. encycl., t. v, p. 455.

» mettre encore la possibilité de cette rougeur ; si j'en
» cherche la cause , elle se présente d'elle-même , et me
» paraît purement mécanique. En effet, cette tête conser-
» vait, je ne dis pas sa force vitale, mais bien sa chaleur
» vitale; car il faut avoir soin de distinguer l'une et l'au-
» tre manière de s'exprimer. Le sang encore fluide et con-
» tenu dans les plus petits vaisseaux capillaires s'écoule
» librement, lorsque tout à coup son cours est interrompu
» par l'impression violente de la main. Cet atroce pro-
» cédé a rapproché les parois des vaisseaux ; le sang ve-
» nant de la partie supérieure n'a pu passer au dessous
» de l'endroit comprimé ; il s'en est amassé, en dessus, en
» assez grande quantité pour produire une petite rougeur
» que M. Sue attribue faussement, je crois, à un reste de
» jugement et de sensibilité. »

La discussion s'arrêta là , du moins dans le *Magasin encyclopédique*, car le docteur Sédillot jeune publia, peu de tems après , ses réflexions historiques et physiologiques sur le supplice de la guillotine (1).

L. D. B.

(1) Paris, Debray, an iv (1795).

N^o XXVI.

VERS

PROPOSÉS POUR METTRE AU DAS D'UN BUSTE

DE CHARLOTTE DE CORDAY,

PAR M. COURIGUER ,

demeurant rue J.-J. Rousseau , No 11.

Emule des Brutus et des Guillaumes Tells,
Tu purgeas ton pays d'un monstre anthropophage.
La mort devint le prix de ton noble courage :
Rome , au lieu d'échafaud , l'eût dressé des autels.
(*Gaz. gén. de l'Eur.*, 23 ventose an III (13 mars 1795).

N^o XXVII.

A CHARLOTTE CORDAY.

ODE

PAR ANDRÉ CHÉNIER.

Quoi ! tandis que partout , ou sincères ou feintes
Des lâches , des pervers les larmes et les plaintes
Consacrent leur Marat parmi les immortels ,
Et que , prêtre orgueilleux de cette idole vile ,
Des fanges du Parnasse un impudent reptile
Vomit un hymne infame au pied de ses autels ;

La Vérité se tait ! Dans sa bouche glacée ,
Des liens de la peur sa langue embarrassée
Dérobe un juste hommage aux exploits glorieux !
Vivre est-il donc si doux ? De quel prix est la vie
Quand , sous un joug honteux la pensée asservie ,
Tremblante au fond du cœur , se cache à tous les yeux !

Non , non ; je ne veux point t'honorer en silence ,
Toi qui crus par ta mort ressusciter la France ,
Et dévouer tes jours à punir des forfaits.
Le glaive arma ton bras , fille grande et sublime ,
Pour faire honte aux dieux , pour réparer leur crime ,
Quand d'un homme à ce monstre ils donnèrent les traits.

Le noir serpent , sorti de sa caverne impure ,
A donc vu rompre enfin , sous ta main ferme et sûre ,

Le venimeux tissu de ses jours abhorrés !
Aux entrailles du tigre , à ses dents homicides ,
Tu vins redemander et les membres livides
Et le sang des humains qu'il avait dévorés.

Son œil mourant t'a vue , en ta superbe joie ,
Féliciter ton bras et contempler ta proie.
Ton regard lui disait : « Va , tyran furieux ,
» Va , cours frayer la route aux tyrans tes complices.
» Te baigner dans le sang fut tes seules délices :
» Baigne-toi dans le tien , et reconnais les dieux. »

La Grèce , ô fille illustre ! admirant ton courage ,
Épuiserait Paros pour placer ton image
Auprès d'Harmodius , auprès de son ami ;
Et des chœurs sur ta tombe , en une sainte ivresse ,
Chanteraient Némésis , la tardive déesse ,
Qui frappe le méchant sur son trône endormi.

Mais la France à la hache abandonne ta tête.
C'est au monstre égorgé qu'on prépare une fête
Parmi ses compagnons , tous dignes de son sort.
Oh ! quel noble dédain fit sourire ta bouche ,
Quand un brigand , vengeur de ce brigand farouche ,
Crut te faire pâlir aux menaces de mort !

C'est lui qui dut pâlir : et tes juges sinistres
Et notre affreux sénat et ses affreux ministres ,
Quand à leur tribunal , sans crainte et sans appui ,
Ta douceur , ton langage et simple et magnanime ,
Leur apprit qu'en effet , tout puissant qu'est le crime ,
Qui renonce à la vie est plus puissant que lui.

Longtems , sous les dehors d'une allégresse aimable ,
Dans ses détours profonds ton ame impénétrable

Avait tenu cachés les destins des pervers.
Ainsi dans le secret amassant la tempête
Rit un beau ciel d'azur , qui cependant s'apprête
A foudroyer les monts , à soulever les mers.

Belle , jeune , brillante , aux bourreaux amenée ,
Tu semblais t'avancer sur le char d'hyménée ;
Ton front resta paisible , et ton regard serein.
Calme sur l'échafaud , tu méprisas la rage
D'un peuple abject , servile et fécond en outrage ,
Et qui se croit encore et libre et souverain.

La vertu seule est libre. Honneur de notre histoire ,
Notre immortel opprobre y vit avec ta gloire ;
Seule tu fus un homme et vengeas les humains !
Et nous eunuques vils , troupeau lâche et sans ame ,
Nous savons répéter quelques plaintes de femme ;
Mais le fer peserait à nos débiles mains.

Un scélérat de moins rampe dans cette fange.
La Vertu t'applaudit ; de sa mâle louange
Entends , belle héroïne , entends l'auguste voix.
O Vertu ! le poignard seul espoir de la terre ,
Est ton arme sacrée , alors que le tonnerre
Laisse régner le crime et te vend à ses lois.



N^o XXVIII.

EXTRAIT

DE QUELQUES NOTICES SUR L'HISTOIRE,

ET LE RÉCIT DE MES PÉRILS DEPUIS LE 31 MAI,

Par J.-B. Louvet, l'un des Représentans proscrits en 1793 (1).

A l'Intendance, où nous logions tous, s'était présentée, pour parler à Barbaroux, une jeune personne grande, bien faite, de l'air le plus honnête et du maintien le plus décent. Il y avait dans sa figure, à la fois belle et jolie, et dans toute l'habitude de son corps, un mélange de douceur et de fierté qui annonçait bien son ame céleste. Elle vint constamment accompagnée d'un domestique, et attendit toujours Barbaroux dans un salon par où chacun de nous passait à chaque instant.

Depuis que cette fille a fixé sur elle les regards de l'univers, nous nous sommes mutuellement rappelé toutes les circonstances de ses visites, dont il est clair maintenant qu'une grâce sollicitée pour quelques uns de ses parens n'était que le prétexte. Son véritable motif était sans doute de connaître quelques uns des fondateurs de

(1) Ces Mémoires, auquel l'auteur joignit, depuis, quelques notes, sont datés des Grottes de Saint-Émilion, dans la Gironde, aux premiers jours de novembre 1793. L. D. B.

cette république pour laquelle elle allait se dévouer; et peut-être, elle était bien aise aussi qu'un jour ses traits fussent bien présens à leur mémoire. Ils ne s'effaceront pas de la mienne, ô Charlotte Corday! C'est en vain que tous les dessinateurs *Cordeliers* paraîtront conspirer ensemble pour ne donner qu'une copie défigurée de tes charmes; tu seras sans cesse devant mes yeux fière, douce, décente et belle, comme tu nous apparus toujours; ton maintien aura cette dignité pleine d'assurance, et ton regard, ce feu tempéré par la modestie, ce feu dont il brillait lorsque tu vins nous rendre ta dernière visite, la veille du jour où tu partais pour aller frapper un homme dont ils ne feront pas non plus oublier l'horrible difformité, quelques efforts qu'ils tentent pour le représenter moins hideux.

Je déclare, j'affirme que jamais elle n'a dit à aucun de nous un mot de son dessein, et, si de pareilles actions se conseillaient, et qu'elle nous eût consultés, est-ce donc sur Marat que nous eussions voulu diriger ses coups? ne savions-nous pas bien qu'il était alors tellement dévoré d'une maladie cruelle, qu'il lui restait à peine deux jours d'existence?

Humilions-nous devant les décrets de la Providence, c'est elle qui a voulu que Robespierre et ses complices vécussent assez longtems pour s'entre-détruire, assez longtems pour qu'il fût bien prouvé devant la nation française, à qui cette révélation funeste finira par ouvrir les yeux, que les uns étaient de traîtres royalistes, et l'autre le plus ambitieux des tyrans.

Au reste, dans la tourmente des grands évènements qui se passaient à cette époque, peu de personnes ont assez

remarqué ce qu'il y a de sublime dans la fière concision des réponses de cette fille étonnante aux vils coquins qui l'ont jugée; combien elle est magnifique aussi d'expressions et de pensées cette épître immortelle que, peu d'heures avant sa mort, elle adressa à Barbaroux, et que, par un profond sentiment de délicatesse républicaine qui ne pouvait affecter que cette grande ame, elle eut soin de dater *de la chambre de Brissot* ! Ou rien de ce qui fut beau ne demeurera, ou cette épître doit passer à travers les siècles. O mon cher Barbaroux ! dans ta destinée, pourtant si digne d'être désirée tout entière, je n'ai jamais vraiment envié que le bonheur qui a voulu que ton nom fût attaché à cette lettre. Ah ! du moins, dans son interrogatoire, elle a aussi prononcé le mien ! J'ai donc reçu le prix de tous mes travaux, le dédommagement de tous mes sacrifices, de mes peines, des inquiétudes dévorantes que j'endure dans ton absence, ô Lodoïska !.... Oui, quoi qu'il arrive, j'ai reçu du moins ma récompense : Charlotte Corday m'a nommé ; je suis sûr de ne pas mourir !... Charlotte Corday, toi qui seras désormais l'idole des républicains dans l'Élysée où tu reposes avec les Vergniaud, les Sidney, les Brutus, entends mes derniers vœux, demande à l'Éternel qu'il protège mon épouse, qu'il la sauve, qu'il me la rende... Si ma Lodoïska devait tomber sur un échafaud, ah ! du moins que je ne tarde point davantage à l'apprendre, et bientôt j'irai dans les lieux où tu règnes me réunir à ma femme et m'entretenir avec toi !

Je parcours ce dernier paragraphe et ne me dissimule pas que, après l'avoir lu, plusieurs personnes crieront au fanatisme : fanatisme, soit ; ce ne sont pas les hommes

froids qui font les grandes choses. Il était fanatique aussi ce jeune homme dont l'histoire redira l'action. Eh ! que je regrette de ne pas me rappeler son nom ! La belle Corday venait d'entrer en prison, un jeune homme accourt, demande à se constituer prisonnier à la place de Charlotte, et à subir le châtiment qu'on lui prépare. Je n'ai pas besoin d'ajouter que les Cordeliers ne lui accordèrent qu'une partie de sa demande ; ils ne le laissèrent pas longtems survivre à celle pour laquelle il avait voulu mourir (*).

(*) Un autre (il était député extraordinaire de Mayence, et s'appelait Adam Lux), pénétré d'admiration, fit à la hâte un petit discours sur l'action de Charlotte Corday, et poussa le courage jusqu'à imprimer cette apologie, en proposant d'élever à cette héroïne une statue, avec cette inscription : *Plus grande que Brutus*. Aussitôt on le jeta à l'Abbaye. En y entrant, il s'écria, dans un transport de joie : « Je vais donc mourir pour Charlotte Corday. » On lui coupa la tête quelques jours après.

(Note de Louvet.)

N° XXIX.

EXTRAIT DE L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION ,

PAR M. THIERS.

A cette époque, vivait, dans le Calvados, une jeune fille, âgée de vingt-cinq ans, réunissant à une grande beauté un caractère ferme et indépendant ; elle se nommait Charlotte Corday d'Armans. Ses mœurs étaient pures, mais son esprit était actif et inquiet. Elle avait quitté la maison paternelle pour aller vivre avec plus de liberté chez une de ses amies, à Caen. Son père avait autrefois, par quelques écrits, réclamé les privilèges de sa province, à l'époque où la France était réduite encore à réclamer des privilèges de villes et de provinces.

La jeune Corday s'était enflammée pour la cause de la révolution comme beaucoup de femmes de son tems, et de même que madame Roland, elle était enivrée de l'idée d'une république soumise aux lois et féconde en vertus. Les Girondins lui paraissaient vouloir réaliser son rêve ; les montagnards seuls semblaient y apporter des obstacles, et, à la nouvelle du 31 mai, elle résolut de venger ses orateurs chéris.

La guerre du Calvados commençait. Elle crut que la mort du chef des anarchistes, concourant avec l'insurrection des départemens, assurerait la victoire de ces derniers. Elle résolut donc de faire un grand acte de dévouement,

et de consacrer à sa patrie une vie dont un époux , des enfans , une famille ne faisaient ni l'occupation , ni le charme. Elle trompa son père et lui écrivit que, les troubles de la France devenant tous les jours plus effrayans, elle allait chercher le calme et la sécurité en Angleterre. Tout en écrivant cela, elle s'acheminait vers Paris.

Avant son départ, elle voulut voir, à Caen, les députés, objet de son enthousiasme et de son dévouement. Pour parvenir jusqu'à eux, elle imagina un prétexte et demanda à Barbaroux une lettre de recommandation auprès du ministre de l'intérieur.

Arrivée à Paris, Charlotte Corday songea à choisir sa victime.

Le 15, Charlotte Corday subit son jugement avec le calme qui ne l'avait pas quittée. Elle répondit par l'attitude la plus modeste et la plus digne aux outrages de la vile populace. Cependant tous ne l'outrageaient pas ; beaucoup plaignaient cette fille si jeune, si belle, si désintéressée dans son action, et l'accompagnaient à l'échafaud d'un regard de pitié et d'admiration.

N^o XXX.

EXTRAIT DE LA FRANCE

SOUS LE RÈGNE DE LA CONVENTION (1).

C'est lorsque le crime asservissait la France qu'une femme, entraînée par un mouvement héroïque, vint immoler le monstre qui répétait dans tous les instans du jour : « Il faut abattre deux cent mille têtes. » Le 11 juillet, le bruit se répand tout à coup que Marat vient de recevoir la mort. C'est une femme, c'est Charlotte Corday qui a tranché ses jours.

Née dans le département de l'Orne, Charlotte Corday appartenait à une famille distinguée ; elle était âgée de vingt-cinq ans ; ses traits nobles et élevés annonçaient la fierté de son ame ; elle avait conservé dans ses manières une candeur qui la rendait plus belle encore. La révolution s'était offerte à son imagination sous un aspect enchanteur ; le nom magique de liberté avait égaré son esprit ; sa pensée errait sans cesse au milieu des grands hommes de l'ancienne Rome ; ses nuits entières étaient consacrées aux méditations sur les tombeaux et les ou-

(1) 1820, 1 vol. in-8 (par M. le vicomte de Conny, alors sous-préfet à Gannat).

vrages des plus illustres écrivains de l'antiquité. Son ame s'indignait d'entendre les lâches tyrans de la France dégrader le nom de liberté : elle résolut d'immoler le plus abject et le plus féroce d'entre ces hommes : il lui sembla que , frappant Marat , elle renverserait la tyrannie.

Livrée tout entière à cette pensée , Charlotte Corday quitte la maison de son père , et part pour Paris. Elle avait d'abord conçu le dessein de se rendre au champ de la fédération , le 14 juillet , et là , en présence du peuple , de percer le cœur de Marat. Cette résolution ne put point être exécutée : la fête qui devait être célébrée le 14 juillet fut réunie à celle du 10 août , époque plus chère aux conventionnels , puisque ce jour avait éclairé les funérailles de la monarchie.

Charlotte Corday résolut alors de se rendre dans la salle de la Convention , de s'asseoir quelques instans sur ces bancs où siégeait Marat et de le frapper au milieu de ses complices ; mais les sentinelles qui veillaient aux portes de cet antre repoussèrent Charlotte Corday à l'instant où elle se présentait. Elle s'informe alors de la demeure de Marat ; on l'y conduit. Cependant elle ne peut pénétrer jusqu'au repaire du tigre. Le crime , toujours défiant , a conçu des soupçons. Charlotte Corday est repoussée et se détermine alors à tromper Marat , en lui écrivant le billet suivant : « Citoyen , j'arrive de Caen.
» Votre amour pour la patrie me fait présumer que vous
» connaîtrez avec plaisir les malheureux évènements qui
» ont lieu dans cette partie de la république. Je me pré-
» senterai chez vous vers une heure ; ayez la bonté de
» me recevoir et de m'accorder un moment d'entretien.

« Je vous mettrai à même de rendre un grand service à
« la France. »

Le lendemain, Charlotte Corday se présente de nouveau chez Marat. Une femme, que ce monstre appelle son amie, vient encore lui disputer l'entrée. Marat l'a entendue; il ordonne qu'on l'introduise. Il était dans son bain. Sa figure hideuse était couverte d'une lèpre qui enveloppait tout son corps d'horribles plaies. Depuis longtemps, il tombait en dissolution, et les vers avaient déjà rongé la moitié de leur proie.

Marat demande à Charlotte Corday les noms des conspirateurs réfugiés à Caen. « Bientôt, » dit-il, « ils recevront leur châtiment. » — « Reçois le tien, » s'écrie Charlotte Corday; et, d'une main assurée, elle plonge un poignard dans le cœur de Marat. — « Je me meurs, » s'écrie le monstre. Des femmes accourent, insultent l'héroïne. Elle reste immobile, et fixe sur ces femmes des regards de pitié.

L'action de Charlotte Corday porte l'effroi dans l'ame de Robespierre et de ses complices; déjà ils voient dans l'ombre des glaives vengeurs s'agiter sur leurs têtes et sont en proie aux horreurs du supplice.

Charlotte Corday est chargée de fers. Des cannibales demandent sa tête à grands cris. Elle n'est point émue. Un mélange de fierté et de candeur imprime à ses traits l'énergie de son ame. On l'interroge : c'est là que son héroïsme se montre dans toute sa puissance.

Le tribunal de sang condamna Charlotte Corday à la mort. Elle entendit avec intérêt les expressions de Chau-

veau La Garde : c'était le défenseur que , par dérision , les juges bourreaux avaient choisi pour plaider la cause de cette héroïne.....

En entendant prononcer sa condamnation , un mouvement de joie se peignit dans ses traits. Elle écouta la lecture de son arrêt comme si elle recevait sa récompense. Charlotte Corday regarda avec dignité Chauveau La Garde, et lui adressant sa parole : « Vous qui m'avez » si bien défendue, » dit-elle, « je vois que mes biens sont » confisqués , et je ne puis reconnaître ce que vous avez » fait pour moi ; mais je dois quelque chose dans ma prison , et , pleine d'estime prur vous , je vous charge » d'acquitter ma dette. »

Charlotte Corday fut conduite à sept heures sur la place de la Révolution. Des furies et les assassins de septembre couvraient toutes les rues sur son passage. Altérés du sang qui leur était promis , ils fesaient retentir l'air de mille cris féroces. Charlotte Corday conserva un impertubable sang-froid ; la sérénité de ses traits annonçait le calme de son ame. Plusieurs spectateurs saluèrent l'héroïne avec respect ; d'autres lui donnèrent presque à haute voix des applaudissemens.

Elle monta, sans pâlir, les marches de l'échafaud, et reçut la mort avec le même courage qu'elle l'avait donnée. Sa tête fut montrée à cette multitude qui, avide de se repaître du sang des victimes, se pressait aux pieds des échafauds. Des outrages attendaient Charlotte Corday : les bourreaux lui donnèrent plusieurs soufflets. Cependant les êtres cruels qui entouraient l'instrument du supplice éprouvèrent eux-mêmes un sentiment d'indignation ; ils firent cette fois châtier cette abjecte férocité

qui souvent fut répétée sur la place funèbre où le sang de Louis XVI avait coulé (1).

(1) Les autres historiens de cette époque ont aussi cité, avec de justes éloges, le noble attentat et le courage de mademoiselle de Corday. M. de Lacretelle jeune, dans son *Précis de l'Histoire de la Convention nationale*, peint l'héroïne comme entraînée par un zèle ardent pour la liberté. M. de Toulangeon, dans son *Histoire de la Révolution*, dit en propres termes : « Ce ne fut ni » un émissaire gagné, ni une fanatique armée par la vengeance; elle » conçut à froid le projet de finir les malheurs de sa patrie, et se » dévoua. »

L. D. B.



N^o XXXI.

CHARLOTTE CORDAY,

PAR ADAM LUX,

DÉPUTÉ EXTRAORDINAIRE DE MAYENCE.

L'assassinat n'est permis que quand il s'agit d'un homme dangereux pour la liberté , et quand cet homme, s'élevant au dessus des lois , leur ravit la possibilité de le punir pour ses forfaits. L'assassinat est donc permis, par exemple , pour un général traître à la patrie , qui se trouve au milieu de son armée égarée par lui ; d'un magistrat usurpateur, dans telles circonstances, où, avec sa tête tombée, l'usurpation doit finir. L'assassinat n'est pas permis quand ces circonstances ne s'y trouvent pas ; il n'est pas permis quand l'usurpation , se fondant sur l'anarchie par un pareil acte , ne peut que recevoir des forces nouvelles ; car l'anarchie est l'hydre de la fable , une tête coupée en produit trois autres. Voilà pourquoi je désapprouve l'assassinat de Marat. D'ailleurs , même

dans des monstres , le caractère d'un Représentant du Peuple , étant d'une nature particulière , exige aussi des considérations particulières. Voici des motifs qui , joints à ceux que je n'allègue pas ici , me font un devoir de déclarer que j'abhorre tout assassinat , et que je ne prêterai jamais mes mains pour l'exécuter. A cette déclaration solennelle , je resterai toujours fidèle avec la même fermeté avec laquelle je rendrai justice à la vertu sublime , une vertu aussi exaltée qu'elle s'élève au dessus des considérations que je viens de présenter. Commençons par détruire les préjugés du vulgaire , jugeant la valeur des actions selon les évènements , et non selon les intentions des agens. Supposons , par exemple , que les mœurs de Rome fussent déjà aussi dépravées pour donner plus de complices à Manlius , le séducteur du peuple indigent , et soyons sûrs , alors , que son assassin Servilius Ahala , au lieu de la couronne civique , n'aurait trouvé que l'échafaud. N'oublions pas que sous Tiberius deux historiens devaient mourir pour avoir fait l'éloge de Brutus et Cassius , et que presque un siècle devait s'écouler avant qu'on osât faire publiquement et impunément l'éloge de ces tyrannicides. Mettons donc à part les considérations que les craintifs ont toujours pour la domination actuelle : devançons la période de sa durée , probablement très courte , et anticipons les sentimens qu'aura sur l'action de Charlotte Corday la postérité toujours équitable.

Une fille délicate , bien née , bien faite , bien élevée , animée d'un amour ardent de la patrie en danger , se croit obligée de s'immoler pour la sauver , en ôtant la vie à un homme qu'elle pense être la source des malheurs publics. Elle prend cette résolution le 2 juin ; s'y affer-

mit le 7 juillet ; quitte son foyer paisible : elle ne se confie à personne ; malgré la chaleur excessive , elle fait un grand voyage à ce dessein : elle arrive, sans appui, sans conseil, sans consolateur. Elle conçut , elle exécuta un projet qui, selon ses espérances, devait sauver la vie à des milliers d'hommes. Elle prévoyait son sort : elle ne pense pas à la suite, elle garde toujours sa fermeté, sa présence d'esprit , sa douceur , depuis le commencement de son emprisonnement, pendant quatre jours, jusqu'à son dernier soupir. Avant sa mort, elle écrit cette fameuse lettre à Barbaroux , lettre dont je suis trop pénétré pour oser en faire l'éloge ; lettre dont il n'existera jamais de semblable ; lettre qui fera , qui étonnera des héros dans la postérité. Charlotte Corday, ame sublime, fille incomparable ! je ne parlerai point de l'impression que tu feras sur le cœur des autres ; je me bornerai à énoncer les sentimens que tu as fait naître dans mon ame. Le mercredi 17 juillet, jour de son exécution, vers le soir, je fus surpris de ce jugement précipité dont je n'ignorais cependant aucun détail : j'en savais à peu près assez pour conclure que cette personne devait montrer un courage extraordinaire. C'était la seule idée de ce courage qui m'occupait dans la rue Saint-Honoré, en la voyant approcher sur la charrette ; mais quel fut mon étonnement, lorsque, outre une intrépidité que j'attendais, je vis cette douceur inaltérable au milieu des hurlemens barbares !... Ce regard si doux et si pénétrant ! ces étincelles vives et humides , qui éclataient dans ces beaux yeux, et dans lesquels parlait une ame aussi tendre qu'intrépide ; yeux charmans qui auraient dû émouvoir les rochers ! souvenir unique et immortel ! regards d'un ange qui pénétrèrent intimement

mon cœur, qui le remplirent d'émotions violentes, qui me furent inconnues jusqu'alors ; émotions dont la douceur égale l'amertume, et dont le sentiment ne s'effacera qu'avec mon dernier soupir ! Pendant deux heures, depuis son départ jusqu'à l'arrivée à l'échafaud, elle garda la même fermeté, la même douceur inexprimable : sur sa charrette, n'ayant ni appui ni consolateur, elle était exposée aux huées continuelles d'une foule indigne du nom d'hommes. Ses regards, toujours les mêmes, semblaient quelquefois parcourir cette multitude, pour chercher s'il n'y avait point un humain... Elle monta sur l'échafaud... Elle expira..., et sa grande ame s'éleva au sein des Caton, des Brutus et de peu d'autres, dont elle égale ou surpasse les mérites. Elle s'éleva et laissa à tout homme humain des souvenirs, et à moi des douleurs et des regrets intarissables. Charlotte, ame céleste, n'étais-tu qu'une mortelle ? L'histoire a-t-elle ton semblable ? Triomphe, France, triomphe, Caen ! car tu as produit une héroïne dont à Rome ou à Sparte on cherche en vain un semblable exemple. Elle quitta la terre qui n'était plus digne d'elle ; elle passa comme un éclair ; mais, Français, elle nous laissa le souvenir de ses vertus : ce souvenir si aimé et si doux ne sera jamais perdu pour mon cœur, il augmente et soutient mon amour pour cette patrie, pour laquelle elle voulut mourir, pour m'encourager à aimer cette patrie, dont j'ai l'honneur d'être un fils adoptif, je n'aurai plus besoin désormais de me ressouvenir des Spartiates et des Romains ; car il me suffira de penser continuellement à Charlotte Corday, dont l'héroïsme et les vertus sont au dessus d'une plume aussi grossière que la mienne,

mais dont j'honorerai la mémoire par mes mœurs. La seule idée de cet ange allant à la mort me fera mépriser la puissance de ses bourreaux (1) : son souvenir suffira pour élever mon âme au dessus de l'intérêt personnel, pour m'engager à l'obéissance aux lois dont nous attendons le règne ; ton souvenir m'engage et m'excite à toutes les vertus républicaines, et par conséquent à la haine implacable des ennemis de la liberté, des fripons, des anarchistes et des bourreaux... ; usurpateurs du 31 mai, vous qui, pour échapper aux supplices mérités par vos forfaits, avez trompé les Parisiens et les Français ! je cherchais ici le règne de la douce liberté ; mais je trouvais l'oppression du mérite et de la vertu, le triomphe de l'ignorance et du crime. Je suis las de vivre au milieu de tant d'horreurs que vous commettez, et de tant de malheurs que vous préparez à la patrie ! il ne me reste plus que deux espérances : ou, par vos soins, en victime de la liberté, de souffrir, de mourir sur cet échafaud ho-

(1) S'ils veulent aussi me faire l'honneur de leur guillotine, qui désormais à mes yeux n'est qu'un autel sur lequel on immole les victimes, et qui, par le sang pur versé le 17 *juillet*, a perdu toute ignominie ; s'ils le veulent, dis-je, je les prie, ces bourreaux, de faire donner à ma tête abattue autant de soufflets qu'ils en firent donner à celle de Charlotte ; je les prie de faire pareillement applaudir à ce spectacle de tigres par leur populace cannibale. Ah ! Parisiens ! est-ce vous qui restez paisibles, pendant qu'on commet dans vos murs autant d'horreur qu'autrefois on voyait de galanterie ?... Tu me pardonneras, sublime Charlotte, s'il m'est impossible de montrer dans mes derniers moments le même courage et la même douceur qui te distinguaient : je me réjouis de ta supériorité ; car n'est-il pas juste que l'objet adoré soit toujours plus élevé et toujours au dessus de l'adorateur ?

norable, ou de concourir à faire disparaître vos mensonges, qui sont la véritable source du fédéralisme et de la guerre civile, afin que votre tyrannie finisse avec l'erreur, qu'au même lieu de sa mort, l'immortelle Charlotte Corday ait une statue avec cette inscription :

Plus grande que Brutus !

Paris, le 19 juillet 1793, l'an deuxième de la République une et indivisible.

ADAM LUX ,
Citoyen français.



N^o XXXII.

SUR MADEMOISELLE CORDAY,

PAR M. HARMAND DE LA MEUSE.

(Extrait des anecdotes de la révolution.)

La postérité parlera , comme les contemporains , de l'intention et du courage de cette héroïne de la révolution. Elle louera les motifs et blâmera l'action ; car le droit naturel et le droit positif défendent de tuer.

Lorsqu'elle eut porté le coup mortel à Marat, elle fut conduite au Comité de Sûreté générale. A cette époque, je n'en faisais pas partie ; je n'étais pas digne de dénouer les cordons des souliers de ceux qui la composaient ; mais j'y allais par curiosité, comme plusieurs autres députés : je voulais voir de près cette nouvelle Judith.

Son interrogatoire était fini , mais non encore relu ni signé : Chabot, le cynique Chabot ! était près d'elle ; il l'examinait avec une impudence extrême , et lui faisait, en même temps, quelques questions accessoires dont on ne tenait registres ; il voulait seulement la faire parler.

Il aperçut un papier plié dans le sein de mademoiselle Corday , il fit un geste pour l'en arracher : il paraît que mademoiselle Corday avait oublié qu'elle portait ce papier sur elle, parce que le mouvement qu'elle fit pour

se garantir du geste de Chabot , et le regard qu'elle lui lança, avaient une expression qui annonçaient la pudeur alarmée et la crainte d'un outrage; elle se retira vivement et jeta avec tant de fureur ses épaules en arrière, comme pour comprimer son sein par son habillement , que les épingles et les cordons échappèrent ou se rompirent entièrement ; de sorte qu'elle en fut tout à fait découverte, et que , malgré la promptitude avec laquelle elle se courba la poitrine et la tête sur ses genoux , en s'accroupissant, elle n'en fut pas moins vue.

Quelle situation ! il suffit de l'exposer, sans doute, pour que tous les cœurs honnêtes s'y intéressent ; et je dois à la justice de déclarer que , quelque peu délicats que fussent plusieurs de ceux qui étaient présens, aucun d'eux cependant n'en abusa, il ne fut tenu aucun propos, il n'y eut aucuns affectés ni aucuns regards gestes que la décence pût condamner.

Mademoiselle Corday avait les mains attachées ; elle demanda qu'on les lui déliât pour qu'elle pût se rhabiller ; il n'y avait point là de femme , son embarras était extrême ; celui qui remplit ce devoir était si près d'elle ! Cela fait, elle se retourna en face du mur, et elle ne fut pas longue à réparer ce désordre pénible. Pendant ce temps, le papier qui y avait donné lieu était tombé et fut ramassé par celui qui avait voulu l'arracher ; c'était le bulletin du Calvados ou de l'assemblée que les députés proscrits et fugitifs, après les déplorables journées des 31 mai et 2 juin 1793, tenaient à Caen.

On profita du moment qu'elle avait les mains libres pour lui proposer de signer son interrogatoire ; je n'ose assurer qu'elle le signa ; je le crois , cependant , parce

qu'on le lui relut d'un bout à l'autre , et que les observations qu'elle fit semblent l'annoncer ; mais j'étais si préoccupé de sa vue et de ce qu'elle disait que beaucoup de choses m'ont échappé.

Quoi qu'il en soit, elle nous donna un des exemples les plus frappans d'une mémoire extraordinaire et de présence d'esprit.

Après qu'on lui eut lu tout le contenu de son interrogatoire, on lui proposa de lui relire article par article ; elle répondit que cela était inutile ; et, de suite, elle observa qu'au cinquième interrogat, que je cite pour exemple, on lui avait fait telle question, qu'elle y avait répondu de telle manière , mais qu'on avait changé une ou plusieurs expressions dont elle s'était servie, et qu'elle demandait qu'on les rétablît, parce que le sens de sa réponse y était attaché.

Elle observa qu'au douzième interrogat on avait aussi altéré le sens de sa réponse en substituant un à celui dont elle s'était servie.

Enfin elle fit six ou sept observations de ce genre, en parcourant de mémoire tout son interrogatoire sans la moindre déviation, tant les demandes que les réponses , et il y en avait beaucoup.

Certes , un tel effet de mémoire est peu commun , et surtout dans une circonstance comme celle dans laquelle se trouvait mademoiselle Corday, et qui devait la préoccuper violemment. Sa présence d'esprit ne fut pas moins imperturbable et admirable. On lui fournit l'occasion d'en donner une seconde preuve dans le moment même.

Les liens avec lesquels on avait attaché les mains avaient été tellement serrés que ses poignets en por-

taient les empreintes ; quand les formalités de l'interrogatoire furent terminées , on se mit en mesure pour les lui rattacher : ce fut alors qu'elle montra ses poignets à ses bourreaux , et elle leur dit en mots que j'ai retenus et que je rends littéralement : « S'il vous était indifférent, »
» Messieurs, de me faire souffrir avant de mourir, je »
» vous prierais de permettre que je rabatte mes manches, »
» ou que je mette des gants sous les liens que vous me »
» préparez. »

Elle fit l'un et l'autre.

Je suffoquais , et je m'en allai pour ne pas me trahir. Les personnes sensibles qui liront cette anecdote seront plus heureuses que je ne le fus alors ; elles pourront pleurer sans craindre que leurs larmes soient jugées criminelles.

Mademoiselle Corday était d'une taille moyenne, plutôt fortement que faiblement constituée ; le visage ovale, les traits beaux, grands, mais un peu forts, l'œil bleu et pénétrant , et tenant un peu de la sévérité de ses traits, le nez bien fait , la bouche belle et bien garnie, les cheveux châtons, les mains et les bras dignes de servir de modèle, ses mouvemens et son maintien respiraient la décence et les graces, et ce que son malheur a voulu que je visse, digne des ciseaux de Xeuxis ou de Praxitèle.

Le reste est du domaine de l'histoire, ainsi que les causes qui l'ont fait agir, on varie et on variera, je crois, toujours à cet égard. Les médecins ont cru trouver, dans le physique de mademoiselle Corday, une cause particulière de l'exaltation qui lui a été nécessaire , et qui l'a portée à commettre un meurtre. Cette cause physique s'appelle sagesse morale.

N^o XXXIII.

MADemoiselle DE CORDAY.

Désignée sous les noms de Marianne-Charlotte Corday d'Armans (1), née, en 1768, à Saint-Saturnin-les-Vignaux, près de Séez, morte sur l'échafaud, le 16 juillet 1793, à l'âge de vingt-cinq ans.

« Qui de nous dira par quelle éducation première, par quelles études, par quelles méditations Charlotte Corday, issue de la classe nobiliaire, belle, modeste et chaste, était devenue, à vingt-cinq ans, une républicaine résignée à un grand coup qui ne pouvait que la conduire à la mort?..... Elle eut cela de commun avec la vierge de Domremy que jusqu'à l'heure de sa mission elle avait vécu ignorée : il le fallait bien, puisqu'elle avait toutes les qualités de son sexe ; et même après sa condamnation, les plus fougueux panégyristes de Marat ne trouvèrent aucune médisance, aucune calomnie sur les mœurs de Charlotte Corday..... Restif de la Bretonne lui a donné place dans une rapsodie intitulée *l'Année des dames nationales* : il déplore son égarement et vante

(1) Cet article, comme les précédens, contient plusieurs erreurs que nous avons eu occasion de relever dans notre Essai et dans les notes qui l'accompagnent.

sa vertu, sa pudique innocence..... Les passions d'une faible femme pouvaient-elles trouver place dans son cœur tout entier à la patrie? Charlotte Corday ne fut ni fragile, ni coquette, ni dévote; elle était républicaine, et dans ce sentiment étaient toute sa vie, tout son avenir. Versée dans la lecture des anciens, elle se représentait ces fières et vertueuses Spartiates ou Romaines qu'ont dessinées Plutarque et Tite-Live. Elle voyait dans Marat pis encore qu'un Hippias, qu'un Tarquin ou qu'un Appius Claudius. Heureuse si elle eût pu le frapper au milieu d'une fête ou d'un combat, ou l'atteindre sur sa chaise curule!.. La compagne du monstre accourt avec une autre femme et des employés du journal de Marat qui se précipitent sur elle et la terrassent. La garde nationale arrive; un procès-verbal est dressé par les conventionnels Drouet et Chabot. Leur rapport en fait foi : ils furent étonnés de l'élévation et de la modestie des réponses de la jeune fille. A trois heures du matin, un fiacre la conduisit à l'Abbaye. Les commissaires et les gendarmes qui l'escortaient eurent à la protéger contre les fureurs d'une populace forcenée. Dans ce moment terrible, elle s'évanouit. Revenue à elle-même, elle dit : « Quoi! j'existe encore! j'aurais cru que le peuple m'aurait mise en pièces. » Transférée à la Conciergerie, où elle fut traitée avec humanité, elle comparut devant le tribunal dès le 17 juillet..... Elle fut exécutée le soir même..... Pendant le trajet de la Conciergerie au lieu de l'exécution, une sérénité, vraiment céleste, brillait sur le charmant visage de la victime; seulement elle rougit à l'aspect de l'échafaud; le calme de ses traits ne se démentit qu'au moment où l'exécuteur (cet infame avait nom Le Gros)

lui arracha le fichu qui couvrait son sein (1). La pudeur outragée se trahit, chez la jeune fille, par un mouvement de colère bientôt réprimé. Quand la tête de Charlotte Corday fut tombée sous le fatal couteau, l'exécuteur, la montrant au peuple, osa lui appliquer deux soufflets. Les joues se couvrirent d'une rougeur qui frappa tous les regards. Cette profanation indigna cette même foule qui avait suivi la charrette en poussant d'atroces imprécations.... Le bon Gustave Drouineau, dans le livre des *Cent et un*, lui a consacré un article empreint de toute la sensibilité de son âme expansive..... La scène française lui a rendu un tardif hommage, en 1831, dans un drame en cinq actes et en prose dont elle est l'héroïne. L'auteur, feu Régnier Destourbes, n'a fait preuve que de louables intentions en un sujet d'ailleurs bien difficile à traiter. »

(1) C'est à madame Elisabeth qu'il faut rapporter ce trait fort connu. Cette angélique princesse dit au bourreau : « Au nom de votre mère, monsieur, couvrez-moi ! »

L. D. B.

N° XXXIV.

JOURNAL DE LA MONTAGNE.

Séance du 13 juillet 1793 (1).

Un membre annonce que Marat vient d'être assassiné par une femme pendant qu'il était dans son bain. A cette nouvelle, s'élèvent de toutes parts les cris de la plus vive indignation. Réal observe que Destournels, dont le patriotisme n'est pas suspect, vient de lui dire, il n'y a qu'un instant, que, pendant qu'il dînait, on lui a annoncé que Marat était mort dans son lit. Il engage donc le conseil à envoyer à l'instant des commissaires pour s'assurer de la vérité des faits.

Henriot. Marat est mort, et on tient son assassin : une femme d'environ vingt-deux ou vingt-trois ans a commis le crime, elle n'en paraît ni émue ni épouvantée.

Citoyen, soyez fermes plus que jamais, entourez vos magistrats, et méfiez-vous, surtout, des chapeaux verts. Jusque parmi nos frères les canonniers il se trouve des prêtres réfractaires et des ci-devant nobles ; mais cela ne doit pas vous effrayer, la liberté triomphera. Jurons tous de venger la mort de ce grand homme ; aimons tous nos magistrats, et bientôt l'aristocratie sera anéantie.

Hébert. Je regarde cet événement comme un des plus

(1) Cet article est aussi rapporté dans la *Gazette française*, N° 56, du dimanche 14 juillet 1793.

désastreux qui soient arrivés depuis l'établissement de la république. Lorsque Capet fut exécuté , un député patriote fut assassiné. Aujourd'hui que la constitution est proposée à l'acceptation des départemens, Marat meurt victime de l'aristocratie : sans doute le jour de la mort d'un patriote devrait être le dernier de tous les aristocrates ; mais, citoyens, ne servez pas les intentions perfides de nos ennemis. Tenez une contenance ferme, mais prudente. Point de mouvemens irréguliers , et la république sera sauvée encore une fois.

Pleurons sur la tombe de Marat ; que tous les bons patriotes se tiennent sur leurs gardes , car il n'en est pas un qui ne soit exposé. Si je pouvais me compter pour quelque chose , je vous dirais que je reçois presque tous les jours des lettres où l'on me fait les plus grandes menaces.

Je demande que les honneurs de l'apothéose soient demandés pour Marat à la Convention nationale.

Un membre demande que le buste de Marat soit placé dans le sein du conseil général, et qu'un artiste soit désigné pour exécuter cette mesure.

Le réquisitoire d'Hébert et la proposition subséquente sont adoptés à l'unanimité.

Un membre de l'administration de police annonce au conseil que les commissaires de police interrogent actuellement la femme qui a assassiné Marat.

Le conseil autorise Bonvallet, sculpteur, l'un de ses membres, à se transporter à l'instant chez Marat pour mouler sa figure.

Hébert requiert que les scellés soient apposés sur les papiers de Marat, afin qu'ils ne soient pas enlevés par les

aristocrates. Le conseil nomme des commissaires à cet effet. Lorsqu'on allait lever la séance, la section des sans-culottes est venue témoigner au conseil le regret qu'elle ressentait du crime commis sur la personne de Marat.

On lit dans la *Gazette française*, N° 561, dimanche 14 juillet 1793 :

« Aujourd'hui, à huit heures du soir, Marat a été assassiné par une femme qui, depuis plusieurs jours, allait chez lui pour en obtenir, dit-on, la grâce des citoyens d'Orléans. Il était alors au bain, et l'assassin lui a plongé un poignard dans le sein. Il en est expiré sur-le-champ (1). La femme n'a pas cherché à prendre la fuite ; elle est restée paisiblement dans sa voiture en attendant qu'on la capturât. Je m'en f..., s'est-elle écrié ; le coup est fait ; le monstre est mort.. Cet événement a fait ici une vive sensation, et l'on craint qu'il n'ait des suites désastreuses.

P.-S. Charlotte de Corday est traitée de g.... du Calvados en différens endroits dans ce journal.

(1) On lit dans les *Esquisses de Dulaure* le billet suivant, écrit à Gusman, par Marat, dans sa baignoire, après le coup mortel :

« Les barbares, mon ami, ne m'ont pas voulu laisser

la douceur de mourir dans vos bras ; j'emporte avec moi la consolante idée que je resterai éternellement gravé dans votre cœur. Ce petit présent , tout lugubre qu'il est , vous fera souvenir du meilleur de vos amis ; portez-le en mémoire de moi , *et vous* (1) jusques à mon dernier soupir. »

« *Signé* MARAT. »

(1) Ici un mot est oublié ; peut-être a-t-il voulu écrire : *tout à vous*.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
Avant-Propos.	
Charlotte de Corday, étude historique.	1
Acte de Naissance de mademoiselle de Corday.	59
Généalogie de Charlotte de Corday.	61
Noël patriotique.	63
Marat.	69
Aux hommes du Nord.	71
Hymne des Bretons.	75
Insurrection départementale.	77
Lettre de Barbaroux à Duperret.	81
Lettre de Charlotte Corday à Marat.	83
<i>Idem.</i>	85
Arrestation et premier interrogatoire de Charlotte de Corday.	87
Commune de Paris.	97
Passe-port de mademoiselle de Corday.	99
Affaire de Charlotte de Corday devant le Tribunal révolutionnaire.	101
Plaidoyer de Chauveau de La Garde.	117
Lettre de Charlotte de Corday à Barbaroux.	119
Lettre de M. d'Armont, du 13 juillet au soir.	125
Proclamation du Comité de Salut Public.	127
Lettre de Charlotte de Corday à Doulcet de Pon- técoulant.	129
Lettre de Doulcet.	131
<i>Idem.</i>	133

	Pages.
Montané à Doulcet de Pontécoulant.	135
L'Accusateur Public au même.	137
Roussillon aux rédacteurs de la Chronique de Paris.	139
Note sur le procès et la condamnation de Char-	
lotte, par Chauveau de La Garde.	141
Sur le Supplice de mademoiselle de Corday, par	
Millin. (Extrait du Magasin encyclopédique.).	147
Vers pour mettre au bas d'un buste de Charlotte de	
Corday, par Courigues.	151
Charlotte Corday, par André Chenier. (Ode.)	153
<i>Idem</i> , par J.-B. Louvet.	157
<i>Idem</i> , par M. Thiers.	161
<i>Idem</i> , par le vicomte de Conny.	163
<i>Idem</i> , par Adam Lux.	169
<i>Idem</i> , par Armand (de la Meuse).	175
<i>Idem</i> , par D***.	179
Séance du Journal de la Montagne.	183

FIN DE LA TABLE.

LIBRAIRIE

HISTORIQUE ET SPÉCIALE,

relative à la révolution de 1789.

PLACE DE L'ORATOIRE DU LOUVRE, 4.

S'adresser *franco* à M. FRANCE. On se charge des recherches
et des commissions.

Spécialité pour les publications, la réunion de tous genres et écrits particuliers sur les cinquante dernières années de notre histoire, époque si controversée, et sur laquelle on a tant écrit. On y remarque, parmi les livres : *Le Tableau de la Révolution*, 3 vol. in-fol., bel exempl., pap. vél., 160 fr. — *Le Journal de Marat*, plusieurs brochures. — *L'Ambigu*, variétés atroces et amusantes, journal publié à Londres (très rare ici), du 31 janvier 1804 au 20 mars 1812. 26 vol. in-8 et in-fol., 180. — *Lettres b**** patriotiques du Père Duchesne; 400 lettres, 60 fr. — *Les Crimes de la Révolution*, par Prudhomme, 6 vol., 36 fr. — *Le Journal général de la Cour et de la Ville*, par Brune et le petit Gauthier, complet de 1789 au 10 août 1792. 15 vol., et 2 vol. de complément, très rare, 130 fr. — *Le Courrier de l'Égypte*. 116 nos in-4, très rare. — Un beau *Moniteur* complet. — Une collection complète formée par M. Sieyes, des journaux des débats et décrets de l'Assemblée et Convention nationale, formant 432 vol., in-8, rel., 500 fr. — *L'Histoire de la Révolution*, Thiers, 10 vol. in-8, rel., 75 fr. — *L'Histoire de Napoléon*, Norvins, 6 vol. in-8 (ex. pap. de couleur), jolie d.-rel. à l'aigle, 40 fr. — Parmi les autographes ou manuscrits, une correspondance *inédite* du P. Lenfant, formant 80 lettres fort curieuses pour l'Histoire de l'époque; des lettres de Tallien, Fouquier-Tainville, et d'un grand nombre de membres de la Convention, de 50 cent. à 50 fr. — De piquantes cari-

catures ; et enfin, un recueil de 470 cartons, contenant une quantité de pièces rares, curieuses , intéressantes ou facétieuses , relatives à des évènements et à des personnages en particulier. Toutes ces pièces brochées se vendent séparément.

PUBLICATION NOUVELLE.

Charlotte de Corday, étude historique, offrant enfin des détails authentiques sur la personne et l'attentat de cette héroïne , avec des Notes et Pièces justificatives , orné de son portrait et d'un facsimilé de son écriture , par M. Louis Du Bois, de plusieurs sociétés savantes, in-8, br. Prix. 4—50

Cet ouvrage, d'un grand intérêt, devient indispensable aux bibliothèques historiques.

hommage
De l'auteur reconnu
Ch. l'at

PROCÈS CRIMINEL
DE
CHARLOTTE DE CORDAY,
DEVANT
LE TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE.

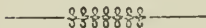
DOSSIERS
DU
PROCÈS CRIMINEL
DE
CHARLOTTE DE CORDAY,
DEVANT
LE TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE,

Extraits des Archives impériales

ET PUBLIÉS

Par C. VATEL, avocat.

AVEC PORTRAIT ET FAC-SIMILE.



SE TROUVE :

Paris, chez POULET-MALASSIS, libraire, rue de Richelieu, 97;
— — CHARAVAY, libr.-édit., rue des Saints-Pères, 18;
Versailles, — Ch. DUFAURE, libr.-édit., rue de la Paroisse, 21;
Caen, — LEGOST-CLERISSE, libr.-édit., rue Ecuyère, 36.

—
1861.

VERSAILLES. — IMPRIMERIE DE DUFURE,

Rue de la Paroisse, 21.

Le nombre des ouvrages qui ont été écrits sur Charlotte de Corday est considérable; les documents authentiques que l'on possède sur cette femme célèbre sont au contraire fort rares; cependant, tandis que les pièces originales qui se rattachent à sa biographie sont recherchées avec un extrême empressement, les dossiers de son procès devant le Tribunal Révolutionnaire sont restés inexplorés jusqu'à ce jour. Ces dossiers existent aux Archives Impériales, Section Judiciaire, Série W, n.º 277, et ils renferment incontestablement la source la plus abondante et la plus sûre d'informations pour ceux qui veulent étudier, au point de vue de l'art ou de l'histoire, un des épisodes les plus tragiques de la Révolution. Nous croyons donc faire chose utile aux hommes d'étude en mettant à leur disposition des documents où ils pourront puiser des notions précises et authentiques sur l'intérieur de Marat, sur la personne de mademoiselle de Corday, sur la scène sanglante du 13 juillet 1793.

Nous imprimons ces documents dans leur entier, avec leur teneur textuelle, et sous leur forme technique de *Dossiers Judiciaires*. Nous avons voulu leur conserver ainsi le caractère d'authenticité et le genre d'intérêt qui appartiennent aux pièces d'un procès criminel. Lorsqu'on parcourt cette procédure exhumée du greffe du Tribunal Révolutionnaire, on y retrouve toute la réalité

saissante d'une affaire de justice. On se rappelle que ces feuilles que l'on touche ont été classées et annotées par Fouquier-Tinville; que ces dossiers étaient ouverts devant les juges du terrible Tribunal au moment de la condamnation, et que la dernière page, celle qui contient le procès-verbal d'exécution, a été écrite au pied de l'échafaud. Si de telles impressions peuvent se transmettre, c'est par une reproduction littérale des documents devenus historiques, et c'est là le but que nous nous sommes proposé en publiant, sans y rien changer : *Les Dossiers de Charlotte de Corday devant le Tribunal Révolutionnaire*.

A cette première publication, nous en ajouterons prochainement une seconde sur le même sujet. Des recherches dirigées depuis plusieurs années dans les collections publiques et privées, les greffes, les papiers de famille, etc., nous ont fait retrouver une série de pièces qui se reliait à celles des Archives, les complètent, les expliquent et peuvent servir d'éléments à la biographie, encore à faire, de Charlotte de Corday. — Quoique ces documents soient authentiques, nous avons tenu à ne pas les confondre avec les pièces du Procès, afin de laisser à celles-ci leur individualité propre et leur autorité officielle. — Nous avons préféré réserver pour une publication ultérieure et distincte : *Le Dossier de Charlotte de Corday devant l'histoire* (1).

(1) M. Léon de la Sicotière, mon parent et excellent ami, a bien voulu annoncer ce travail dans un article remarquable, publié cette année même par le journal *le Droit* (n.º du 13 juin). J'aurai dans la suite à citer bien souvent le nom de M. de la Sicotière, qui a mis à ma disposition sa riche collection sur la Révolution et le secours de ses vastes connaissances.

Les Etudes que je me propose de publier se divisent ainsi :

1.º Recherches sur l'ancienneté de la famille de Corday et son alliance avec le grand Corneille. — Je publierai notamment en fac-simile tous les actes établissant la filiation directe de Charlotte de Corday à Pierre Cor-

Quelques parties des dossiers des Archives sont déjà connues : le procès-verbal de flagrant délit, l'acte d'accusation et un extrait du jugement ont été imprimés plusieurs fois, ainsi que le passeport de Charlotte, sa lettre à Barbaroux et celle à son père (1). Les débats publics furent reproduits par les comptes-rendus des journaux contemporains. Mais nous donnons comme entièrement inédites les *Pièces de l'Instruction* avant l'audience. Les dépositions des témoins reçues au cours de cette instruction et l'interrogatoire subi par l'accusée n'ont pas encore été livrés à la publicité.

On sera peut-être surpris d'entendre parler d'une *Instruction* devant le Tribunal Révolutionnaire, mais il faut considérer que lors de la mort de Marat, le Tribunal ne procédait pas avec la célérité meurtrière qu'il appert plus tard dans ses jugements. Il y avait encore une information préalable : une instruction judiciaire ; des débats sérieux à l'audience ; d'ailleurs, l'espoir de découvrir les complices supposés de Charlotte de Corday devait donner plus de développement aux recherches

neille, depuis l'extrait de baptême de celle-ci jusqu'au contrat de mariage de Marie de Corneille, fille du grand tragique, contrat qui est revêtu des signatures de Pierre et de Thomas Corneille et de leurs femmes.

2.° Examen des événements politiques de la Révolution et particulièrement de ceux qui s'étant accomplis à Caen, ont pu influer sur la détermination de Charlotte de Corday.

3.° Notes et additions aux pièces du procès.

4.° Procès nombreux qui se rattachent à celui de Charlotte, Duperret, Fauchet, Adam Lux, etc.

5.° Enfin, recherches sur Marat, dont la physionomie complète, par son contraste même, la biographie de Charlotte de Corday.

(1) C'est au savant Directeur de la Bibliothèque Impériale que revient l'honneur d'avoir fait paraître avant tous autres les documents les plus importants pour la Biographie de Charlotte de Corday. Dans son *Histoire de P. Corneille*, il a, dès 1828, établi le premier la généalogie qui prouve que Charlotte de Corday descendait en ligne directe du grand Corneille. Dans la *Revue rétrospective*, M. Taschereau a publié, le premier aussi, les pièces de l'information préliminaire.

dirigées par les magistrats instructeurs. Il y eut donc audition de témoins en assez grand nombre, l'accusée fut interrogée longuement, les formalités légales furent observées avec soin et exactitude. Il est résulté de là une série d'actes dont la réunion compose les deux dossiers conservés aux Archives (1).

Le premier est le dossier du PARQUET ; il porte ce titre tracé de la main même de Fouquier-Tinville :

AFFAIRE DE L'ASSASSINAT DU CITOYEN MARAT
CONTRE MARIE-ANNE-CHARLOTTE CORDEY.

Le second est le dossier dit du TRIBUNAL : en tête de la première feuille, on lit ces mots inscrits par le commis-greffier Wolff :

FILLE CORDAY..... MORT.

Régulièrement ces deux dossiers partiels auraient dû être réunis en un seul après le jugement : ils restèrent divisés par l'ordre de Fouquier-Tinville, qui retint toutes les pièces pouvant servir au procès des complices présumés de Charlotte : Duperret et Fauchet. Nous avons conservé cette division, qui sert à distinguer nettement les *Pièces d'Instruction* des *Pièces d'Audience*. Les premières peuvent se classer elles-mêmes en trois catégories :

I. Les Actes d'information préliminaire qui commencent au Procès-verbal de flagrant-délit et se terminent au Décret par lequel la Convention renvoya Charlotte de Corday devant le Tribunal Révolutionnaire.

(1) Les pièces composant le premier dossier sont indiquées comme étant au nombre de 32 ; mais il y a des doubles. Certaines pièces, au contraire, sont divisées en plusieurs cotes ; d'autres ont dû être réunies en une seule, comme la liste trouvée en morceaux chez Charlotte. On ne sera donc pas étonné si l'on ne trouve ici que 28 pièces. En réalité, toutes celles du dossier ont été reproduites ; il n'y a de changement que dans le classement et le numérotage. — L'ordre du second dossier a pu être conservé intact, et nous n'y avons pas manqué ; il comprend 21 pièces.

II. L'Instruction proprement dite, comprenant les dépositions des témoins et l'interrogatoire de l'accusée. — Cette instruction fut dirigée simultanément par deux des juges du Tribunal Révolutionnaire, Foucault et Roussillon, et par le président Montané.

III. Les Pièces à conviction saisies sur Charlotte Corday, chez Duperret, etc.

Parmi les pièces de cette catégorie, nous signalerons comme particulièrement intéressante :

La déclaration faite par Laurent Bas, devant la Société des Jacobins. Laurent Bas, commissionnaire et porteur des journaux de l'*Ami du Peuple*, avait vu Charlotte de Corday descendre de voiture pour entrer chez Marat ; c'est lui qui avait, suivant son langage, arrêté *le monstre* et l'avait terrassé par deux fois. Il dût, à cette circonstance, l'honneur d'être présenté le lendemain aux Jacobins, et de recevoir l'accolade fraternelle du Président de la Société. Les détails qu'il donna sur le costume de Charlotte de Corday, sur son admission auprès de Marat, sur l'ensemble de la scène qui suivit, furent recueillis avec le plus grand soin par des commissaires spéciaux et transmis au Tribunal Révolutionnaire. La déclaration de Laurent Bas, déjà si curieuse par elle-même, se complète par sa déposition dans l'instruction (v. p. 38).

Nous citerons encore la déposition de Simonne Evrard, la femme chez laquelle Marat vivait, — celle qui repoussa d'abord, et introduisit ensuite Charlotte. Le récit d'un pareil témoin, si bien placé pour tout voir, si intéressé à tout raconter, a une valeur facile à comprendre.

Il faut grouper autour de cette déposition celle de Catherine Evrard, la sœur de Simonne, celle de Jeanette Maréchal, la cuisinière, celle de la portière, la ci-

toiyenne Oblain, qui devint, à la suite de cette affaire, un personnage politique, celle du dentiste Lafondé, qui donna les premiers soins à Marat expirant (1).

Enfin la pièce capitale est le grand interrogatoire subi par Charlotte le 16 juillet, — en combinant ses réponses à Montané avec sa lettre à Barbaroux, on peut dresser, heure par heure, le journal de son séjour à Paris, du jeudi matin, époque de son arrivée, au samedi soir, moment où elle porta le coup mortel à Marat. Cet interrogatoire, moins dramatique que celui de l'audience, est plus riche en révélations sur les antécédents de Charlotte, la naissance, le développement de sa résolution et les moyens employés pour l'accomplir. Il forme incontestablement l'une des sources les plus précieuses d'une biographie dont les matériaux sont restés si rares jusqu'à ce jour.

Le second Dossier contient trois parties.

I. — L'Acte d'accusation, écrit (2) et probablement rédigé par l'un des secrétaires de Fouquier-Tinville, — cette pièce assez pâle a été insérée dans la collection de MM. Buchez et Roux (T. XXVIII, p. 344).—Elle est sui-

(1) C'est avec ces matériaux sous les yeux que M. Paul Baudry a composé la toile qui a si profondément ému tous ceux qui ont pu l'admirer au Salon de cette année.

Ceci répond aux critiques qui, s'en rapportant aux traditions vulgaires, ont accusé M. Baudry d'inexactitude dans les détails de son tableau. Ces détails ont été calqués sur les dépositions mêmes que nous rapportons ici. Ajoutons que depuis la fermeture de l'Exposition, nous avons retrouvé le tableau original de la *Mort de Marat*, par Hauer, peint en 1794. Il y a identité complète entre cette composition et celle de M. Baudry, quant à la vérité des accessoires.

(2) Nous devons cette indication, ainsi que beaucoup d'autres renseignements, à M. Campardon, employé des Archives, qui possède une connaissance approfondie des papiers du Tribunal Révolutionnaire, et va publier, dans quelques jours, un Recueil des causes célèbres portées devant ce Tribunal.

vie de l'Ordonnance de prise de corps, en vertu de laquelle Charlotte fut transférée de l'Abbaye à la Conciergerie.

II. — Les Pièces de formes, — citation des témoins, — notifications des jurés, — procès-verbaux divers, etc., ces documents, qui semblent en apparence sans intérêt, sont en réalité fort utiles à consulter pour éclaircir certains points restés obscurs et pour se rendre compte de la marche générale de la procédure suivie.

III. — Le Plumitif d'audience, le verdict des jurés, le jugement de condamnation — et le procès-verbal d'exécution, dressé par l'huissier Tirraz.

Nous avons transporté du premier dossier dans le second, pour la placer à sa date, une dépêche du Comité de Sûreté Générale adressée à Fouquier-Tinville, plusieurs jours après l'exécution (1); on y lit un mot remarquable qui peint tout à la fois et l'effet produit sur l'opinion par l'action de Charlotte de Corday et l'idée qu'avaient conçue de son caractère les hommes les plus avancés de la Montagne. Sans doute, la mort de Marat n'égale pas en importance politique les grands faits de la Révolution; mais elle est assurément une des scènes les plus dramatiques d'une époque si féconde en drames de tous genres, et l'on peut affirmer que nul événement n'émût plus profondément les esprits. D'une part, la figure redoutable de l'Ami du Peuple; de l'autre la beauté de mademoiselle de Corday, l'élévation de son langage devant le tribunal, son intrépidité devant la mort, et jusqu'au mystère qui enveloppait une action rapide et isolée : tout

(1) Cette transposition est, avec celle de la lettre de Charlotte de Corday à son père, la seule que nous nous soyons permise.

avait concouru à exciter au plus haut degré la curiosité publique. « On dévore avec avidité tout ce qui tient à la personne de Charlotte Corday, disait le journal de *Perlet*... Les grands crimes comme les grandes vertus commandent pour ainsi dire en même temps l'admiration et l'horreur... (n.º 303, 27 juillet 1793). » Cette avidité ressemblait plus à l'élan de l'admiration qu'à un sentiment d'horreur. La Commune et les Comités ne s'y trompèrent pas et cherchèrent à combattre des *impressions aussi fâcheuses* (Rapport à la Commune).

Dans ce but, le Conseil général ordonna l'affiche et l'envoi à toutes les Communes de la république d'un article de la *Gazette nationale*, dans lequel Fabre d'Eglantine s'était « élevé contre « le vernis d'héroïsme que l'Aristocratie « et le Feuillantisme, l'inexpérience et la badauderie « avaient donné à l'action de Charlotte Corday (séance du Conseil général de la Commune du 21 juillet 1791). » Le Comité de Surveillance prit une mesure qui, pour être différente, n'en atteste pas moins la même préoccupation : il s'opposa à la publication des lettres originales de Charlotte, déclarant confidentiellement à Fouquier-Tinville que la publicité serait peut-être dangereuse, attendu que « *cette femme extraordinaire* n'avait déjà inspiré que trop d'intérêt aux malveillants. » — (V. plus bas la dépêche du Comité à Fouquier-Tinville.) *Cette femme extraordinaire!* — Une telle expression signée Basire, Guffroy Lavicomterie, est peut-être l'hommage le plus significatif qu'ait reçu la mémoire de Charlotte de Corday!

Nous l'avons dit, quelques-unes des pièces du premier ou du second dossier ont déjà paru; toutefois il nous a semblé indispensable de les reproduire ici, non-seule-

ment parce qu'elles auraient manqué à l'ensemble du Recueil, mais parce qu'elles ont été jusqu'à présent mal connues.

Par un étrange concours de circonstances, le procès-verbal d'arrestation n'a jamais été déposé en minute au greffe du Tribunal Révolutionnaire : on en trouve bien une double expédition au dossier des archives, mais ces deux copies, fort défectueuses par elles-mêmes, sont dissemblables entre elles. Heureusement la pièce originale fait partie de la célèbre collection d'autographes de M. le baron Feuillet de Conches : et grâce à la communication obligeante qu'il a bien voulu nous en faire, nous avons pu rectifier les fautes graves qui s'étaient glissées dans les expéditions et qui, reproduites dans l'acte d'accusation, ont induit en erreur la plupart des historiens.

Le passeport appartient à la même collection : nous avons aussi rectifié les éditions qui en ont été précédemment données, et nous avons ajouté le *visa*, qui nous a paru avoir un véritable intérêt, puisqu'il indique l'instant précis où la détermination de se rendre à Paris fut arrêtée dans l'esprit de Charlotte.

Quant à la lettre à Barbaroux, nous avons cru devoir en donner un fac simile complet (1), quelle que soit l'étendue de ce morceau. L'écriture s'accorde avec le style pour montrer avec quelle fermeté M^{lle} de Corday attendit l'heure du supplice. On chercherait vainement une ra-

(1) Ce fac-simile a été exécuté, avec l'autorisation et sur la désignation de M. le comte de la Borde, directeur général des Archives, par M. Pilinsky, artiste connu par ses merveilleuses reproductions de manuscrits, missels anciens, gravures, etc. L'application de ce procédé à l'écriture donne des résultats d'une exactitude absolue. C'est ce qui nous a encouragé à faire suivre la lettre à Barbaroux d'un grand nombre de fac-simile qui accompagneront les autres parties de notre publication.

ture, une hésitation dans ces huit pages écrites au courant de la plume. La main ne tremblait pas plus que le cœur. Ici l'écriture matérielle devient un trait du caractère et de la physionomie morale. C'est pour faciliter à chacun cette étude que nous avons reproduit intégralement l'écrit qui fut, en quelque sorte, le testament de Charlotte de Corday.

Nous avons considéré comme une pièce du dossier le portrait de Charlotte, peint par Hauer, et conservé au Musée de Versailles. En effet, commencé à l'audience, ce portrait a été terminé à la Conciergerie, entre la condamnation et l'exécution. — Le peintre a retracé les dernières impressions et reçu les dernières paroles de la condamnée, — *novissima verba*. Son œuvre appartenait donc au procès et à l'histoire (1).

La rédaction et l'orthographe des pièces ont été respectées avec le plus grand scrupule. Selon nous, en cette matière, corriger c'est altérer. La Révolution avait appelé des hommes nouveaux à la place des gens de la vieille justice parlementaire; on peut juger de leur degré de culture par leurs œuvres. C'est encore là une nuance de la couleur historique et un élément d'appréciation qu'il nous a semblé utile de conserver.

Maintenant nous laissons la parole aux documents eux-mêmes.

Un écrivain d'autant de goût que d'érudition a dit avec justesse : « Il faut lire Jeanne d'Arc et Charlotte de

(1) Nous n'avions d'abord consacré au *fac-simile* et à la gravure que nous publions, qu'une note de quelques lignes que nous avons placée ici. Au cours de l'impression, nous avons pu nous convaincre que des explications plus développées étaient nécessaires pour l'intelligence de ces pièces; nous en avons formé deux *notes explicatives* spéciales qui se trouveront avec la livraison renfermant la Lettre et le Portrait.

Corday dans leur procès (1). C'est cette lecture que nous offrons aux véritables amateurs d'histoire en publiant *les Dossiers* de Charlotte de Corday, — à ce premier essai de l'éditeur, viendra se joindre prochainement l'humble travail du compilateur et du légiste.

Ch. VATEL.

(1) M. Philippe de Chennevière, dont nous nous honorons d'être l'ami.
(*Revue du Calvaire*, 1842, p. 212.)

AVIS.

Puisque nous nous adressons aux amateurs de recherches historiques, nous ferons appel à leur concours, et nous solliciterons ceux qui seraient possesseurs de documents relatifs à Charlotte de Corday, et voudraient les publier, de vouloir bien nous en donner communication. Le travail, dont nous commençons aujourd'hui la publication, n'est, à vrai dire, qu'un Recueil où peuvent trouver place tous les renseignements qu'on voudra bien y insérer et qui paraîtront avec l'indication religieusement conservée de leur origine et de leur propriétaire.

Nous signalerons comme documents à rechercher, et qu'il nous a été impossible de découvrir, jusqu'à présent :

1.° L'interrogatoire subi par Charlotte de Corday, entre celui du 13 juillet, qui est constaté par le procès-verbal de flagrant délit,— et celui du 16, qui eut lieu devant Montané.

L'existence de cet interrogatoire est prouvé par la lettre de Charlotte à Barbaroux, les œuvres de Lanjuinais, par les anecdotes d'Harmand de la Meuse.

La Convention ordonna que l'interrogatoire de Charlotte Corday fut imprimé avec le rapport de Drouet.

Nous avons bien trouvé le rapport de Drouet imprimé, — mais non l'interrogatoire, qui aurait dû y être joint.

2.^o L'interrogatoire de M. de Corday d'Armont, père de Charlotte de Corday.

L'auteur de l'ouvrage intitulé : *La Guerre des Vendéens et des Chouans* (Paris, 1824, in-8, 4 vol.), donne un extrait de cet interrogatoire. (T. I, p. 415 et 416.)

Nous nous sommes assuré qu'en effet l'interrogatoire avait été subi à Argentan, le 20 juillet, par M. Corday d'Armont. Les registres des délibérations de la municipalité d'Argentan constatent que M. d'Armont fut interrogé, et que l'on fit une perquisition qui amena la saisie de deux manuscrits. Une copie de l'interrogatoire et les pièces saisies furent envoyés à la Convention. — Nous avons fait de vaines recherches aux archives pour trouver ces documents qui seraient si curieux. — La minute du procès-verbal n'est pas à Argentan. Voici les seules traces que nous ayons trouvées de ces documents dans les registres des délibérations de la municipalité :

« Aujourd'hui 20 juillet 1793, l'an 2.^e de la république française.

« Le Conseil permanent de la commune d'Argentan, instruit par les bulletins de la Convention nationale des séances de lundi et mardi derniers que le citoyen Marat, membre de la Convention, avait été assassiné par la nommée Marie-Anne-Charlotte Corday, ci-devant d'Armont, et que le père de cette fille demeurait en cette commune ; considérant qu'il étoit possible que dans les

papers du citoyen Corday père, il se trouvât quelques correspondances criminelles ou indications des complices de ce crime, a nommé le citoyen Féval pour se transporter avec le citoyen Raux, membre du Conseil général, chez le citoyen Corday père, pour faire un interrogatoire sur les faits relatifs audit assassinat et qui pourraient être à sa connaissance, vérifier exactement ses papiers et y apposer des scellés s'il le juge convenable.

« MAHEUT, — FÉVAL, — DUBOIS, — PRODHOMME, —
LECOINTE.

« Et ledit jour vingt juillet audit an,

« Le Conseil général s'étant fait donner lecture du procès-verbal dressé par le citoyen Féval, officier municipal, des déclarations faites par le citoyen Corday d'Armont, et de la perquisition par lui faite dans les papiers de ce dernier, a arrêté qu'expédition dudit procès-verbal, les deux exemplaires et le *manuscrit* qui luy ont été remis par ledit citoyen Corday, seront renvoyés par le prochain courrier à la Convention nationale pour y avoir tel égard que de raison.»

Mêmes signatures que ci-dessus.

Il est hors de doute que l'interrogatoire de M. d'Armont existait encore en 1824, puisque l'auteur de l'ouvrage précité, Savary, en a publié un extrait.

Nous aimons à croire qu'il n'a pas été détruit, et qu'il pourra être retrouvé. — L'analyse qui en a été donnée ne supplée évidemment pas au texte qui doit renfermer les détails les plus certains sur les premières années de Charlotte de Corday.

3 ° Les lettres adressées par Charlotte de Corday à son père avant qu'elle ne partit pour Paris. Elle dit elle-même dans sa lettre à Barbaroux :

« Si l'on trouve *mes lettres* chez mon père, la plupart sont *vos portraits*. »

Il est fort à craindre que ces lettres n'aient pas été conservées, ou qu'elles ne soient perdues sans retour. Cependant les caprices du hasard sont tels qu'on ne doit jamais désespérer de retrouver des pièces dont le sort est inconnu.

Rien ne serait plus intéressant, à coup sûr, que les portraits des députés réfugiés à Caën, tracés par Charlotte de Corday, et formant la contre partie de ceux qu'on lit dans les mémoires de madame Rolland.

4. ° Les lettres adressées par Charlotte de Corday à Bougon Longrais, et dont parle M. Vaultier, dans son *Essai sur le Fédéralisme*, p.54, il dit : « M. Mesnil, administrateur du Calvados, consulté en mon nom à ce sujet, a répondu nettement « qu'à Lisieux, au retour de la campagne de Brécourt, Bougon lui avait communiqué une « vingtaine de lettres par lui reçues de Charlotte, et toutes « relatives à des sujets de littérature et de politique... »

5. ° Des mémoires judiciaires publiés par M. de Corday d'Armont en 1787, à l'occasion d'un procès qu'il soutint contre MM. de Gautier, frères de sa femme. — L'un de ces mémoires a pour titre : *Idée du procès*. — Un exemplaire existait encore à Argentan il y a quelques années.

Tels sont les documents principaux qui peuvent exister et qui nous manquent encore : nous n'avons pas besoin

de dire que nous recevrons avec une égale reconnaissance les autres communications qui pourraient nous être faites. Nous ajouterons que considérant comme collaborateurs ceux qui voudraient bien nous honorer de leur concours, nous remettrons un exemplaire de notre publication en échange de toute pièce nouvelle ou document pouvant compléter l'œuvre que nous avons entreprise.

S'adresser à l'auteur, rue Neuve, 27, à Versailles.

PREMIER DOSSIER

DÉPARTEMENT DE LA POLICE DE PARIS.

AFFAIRE DE L'ASSASSINAT DU CITOYEN MARAT

CONTRE

MARIE ANNE CHARLOTTE CORDEY.

Apporté le 15 juillet 1793.

ASSASSINAT.

CONCIERGERIE.

Hotel de Suède,
rue de l'Université,
chez le citoyen Martin,
en face de l'Hostel Villeroy (*).

32 *Pièces.*

(*) Les titres et les annotations ci-dessus sont de la main de Fouquier-Tinville.

PREMIER DOSSIER

(n.º 82, 7.º carton).

DÉPARTEMENT DE LA POLICE.

INFORMATION PRÉLIMINAIRE.

N.º 1.

PROCÈS-VERBAL DE FLAGRANT DÉLIT.

Constatation du décès de Marat. — 1.º Interrogatoire de Charlotte de Corday. — Perquisition sur sa personne. — Mise en arrestation.

L'AN DEUXIÈME de la République Française, le samedi treize Juillet, sept heures trois quarts de relevée.

Nous Jacques-Philibert Guellard, Commissaire de Police de la Section du Théâtre-François, dite de Marseille, instruit par la clameur publique qu'il y avoit un grand rassemblement dans la rue des Cordeliers, et que ce qui donnoit lieu à ce rassemblement étoit le Bruit de l'assassinat commis en la personne du Citoyen Marat, Député à la Convention nationale ; nous sommes sur-le-champ transporté à la maison du dit Citoyen Marat, susditte rue des Cordeliers, n.º 30, où étant monté au premier étage et entré dans une pièce servant d'antichambre éclairée d'une croisée ayant vue sur la cour, nous y avons trouvé différens citoyens armés et une citoyenne dont on tenoit les deux mains, et accusée d'avoir porté un coup de Couteau au Citoyen Marat dans

l'instant qu'il étoit au bain , dont on nous a dit que le Citoyen Marat étoit expiré.

Et à l'instant nous étant transporté dans une petite pièce à gauche ayant vue sur la cour , nous avons aperçu dans une pièce adjacente et où étoit une Baignoire, une grande quantité de sang sur le carreau , et que l'eau de la Baignoire étoit toute teinte de sang , qu'avoit perdu ledit Citoyen Marat.

Etant ensuite entré dans une autre pièce servant de chambre à coucher et ayant vue sur la rue par deux croisées à grands verres de Boème , à gauche de la porte où est un lit, nous y avons trouvé étendu le cadavre du dit Citoyen Marat, assassiné par un coup de couteau, et auprès du dit cadavre avons aussy trouvé et par devant nous est comparu le citoyen Philippe Jean Pelletan , Chirurgien consultant des armées de la République et membre du Conseil de Santé, demeurant rue de Tourraine , faubourg Saint-Germain.

Lequel nous a dit et fait remarquer que le coup de Couteau porté au dit Marat a pénétré sous la clavicule du côté droit , entre la première et la seconde vraie côte et cela si profondément que l'index a facilement pu pénétrer de toute sa longueur à travers le poulmon blessé , et que d'après la position des organes, il est probable que le tronc des carotides a été ouvert , ce qu'indique encore la perte du sang qui a causé la mort, et qui sortoit à flots de la playe au rapport des assistants , et a le dit citoyen Pelletan signé au présent, à l'effet de constater la véracité de son rapport.

PELLETAN.

Et de suite , nous Commissaire , après avoir donné acte au dit Pelletan de ses comparuion , dire , rapport et déclaration , avons examiné le cadavre et avons reconnu autant qu'il étoit en nous , la vérité du dit rapport, qui nous

avoit été fait , et ayant jetté les yeux à côté du cadavre, nous avons trouvé un couteau à manche en Bois d'Ébène dont la lame toute fraîche émoulue nous a paru être teinte de sang, et avoir été l'instrument avec lequel ledit Marat avoit été assassiné dans son Bain.

Etant de suite repassé dans la première pièce servant d'antichambre, où nous avons d'abord trouvé la femme prévenue d'avoir commis cet assassinat, l'ayant fait passer dans une pièce servant de salon, et percée de deux croisées ayant jour sur la ditte rue des Cordeliers, nous l'avons interrogée de la manière et ainsy qu'il suit, en présence des citoyens Marino et Louvet, Administrateurs au Département de Police à la Mairie, survenus à l'instant au bruit de cet assassinat.

Avant de procéder à cet interrogatoire, de l'avis des dits Citoyens Administrateurs, avons pensé qu'il étoit à propos de faire part de cet horrible attentat aux Comités de Salut Public et de Sûreté Générale de la Convention, ainsy qu'au Conseil de la Commune, ce que nous avons fait à l'instant.

PREMIÈREMENT à elle demandé ses noms, surnoms, âge, qualité, pays et demeure ?

A répondu se nommer MARIE-ANNE-CHARLOTTE CORDAY, cy-devant D'ARMANT, native de la paroisse Saint-Saturnin-des-Lignerits, Diocèse de Sées, âgée de vingt-cinq ans moins quinze jours, vivant de ses revenus et demeurant ordinairement à Caën, lieu de sa résidence, et présentement logée à Paris, rue des Vieux-Augustins, Hôtel de la Providence.

A elle demandé depuis quel temps elle est à Paris, et quel a été l'objet de son voyage dans cette ville ?

A répondu y être arrivée jeudy dernier avec un passeport quelle avoit obtenu à Caën, dont elle est partie le mardy d'avant et être venue dans cette ville sans aucun dessein.

A elle demandé s'il n'est pas vrai que, heure présente,

elle s'est introduite chez le Citoyen Marat, qui était alors au Bain, et s'il n'est pas également vrai qu'elle a assassiné Marat avec le couteau que nous lui représentons à l'instant ?

A répondu que *oui*, et qu'elle reconnoit le couteau.

Interpellée de nous déclarer ce qui l'avoit déterminée à commettre cet assassinat ?

A répondu qu'ayant vû la guerre civile sur le point de s'allumer dans toute la France et persuadée que Marat étoit le principal auteur de ce désastre, elle avoit préféré à faire le sacrifice de sa vie pour sauver son pays.

A elle observé qu'il ne paroît pas naturel qu'elle ait conçu ce dessein exécrationnable de son propre mouvement, et interpellée de nous déclarer les personnes qu'elle fréquente le plus ordinairement dans la ville de Caën ?

A répondu qu'elle n'a communiqué son projet à âme qui vive, qu'il y a quelque temps qu'elle avoit le passe-port qui lui avoit servi pour venir à Paris, qu'en partant mardy dernier de Caën et en quittant une vieille parente chez laquelle elle demeure (la citoyenne Coutelier de Bretteville, veuve, âgée de soixante et quelques années), elle Répondante a seulement dit qu'elle alloit voir son père, que très peu de personnes fréquentoient la maison de cette parente, et qu'aucune n'a jamais rien su de son dessein.

A Elle observé que suivant la réponse antécédante il y a tout lieu de croire qu'elle n'a quitté la ville de Caën que pour venir commettre cet assassinat dans la personne du Citoyen Marat ?

A répondu *qu'il est vray qu'elle avoit ce dessein*, et qu'elle n'aurait pas quitté Caën si elle n'eût envie de l'effectuer.

Sommée de nous déclarer où elle s'est procurée le couteau dont elle s'est servie pour commettre ce meurtre, de nous dire qu'elles sont les personnes qu'elle a vûes à Paris, et

enfin de nous rendre compte de ce qu'elle a fait à Paris, depuis le jeudy qu'elle y est arrivée?

A répondu : avoir acheté le couteau dont elle s'est servie pour assassiner Marat, le matin à huit heures *au Palais-Royal, et l'avoir payé quarante sols*; qu'elle ne connoit personne à Paris, où elle n'est jamais venue, qu'arrivée jeudy vers le midy, elle s'est couchée, n'est sortie de son appartement que le vendredy matin, pour se promener vers la Place des Victoires et dans le Palais-Royal; que l'après-midy elle n'est point sortie, qu'elle s'est mise à écrire différents papiers que nous trouverons sur elle; qu'elle est sortie ce matin, a été au Palais-Royal vers les sept heures et demie huit heures, y a acheté le couteau dont nous avons parlé cy-dessus, a pris une voiture Place des Victoires, pour se faire conduire chez le Citoyen Marat, auquel elle n'a pu parvenir; qu'alors retournée chez elle, elle a pris le parti de lui écrire par la petite poste, et sous un faux prétexte de lui demander une audience. — Qu'elle *Répondante*, sur les sept heures et demie du soir avoit pris une voiture pour se présenter chez le Citoyen Marat y recevoir la réponse à sa lettre, que dans la crainte d'éprouver un refus, elle s'étoit précautionnée d'une autre lettre, qui est dans son portefeuille, et qu'elle se proposoit de faire tenir au Citoyen Marat, mais qu'elle n'en a point fait usage, ayant été reçue à cette heure, et enfin que son **PROJET N'ÉTOIT POINT UN PROJET ORDINAIRE.**

A Elle demandé comment elle est parvenue cette seconde fois auprès du Citoyen Marat, et dans quel temps elle a commis le crime envers sa personne?

A répondu que des femmes lui avoient ouvert la porte, qu'on avoit refusé de la faire pénétrer auprès de Marat, mais que ce dernier ayant entendu la Répondante insister, il avoit lui-même demandé qu'on l'introduisit auprès de son Bain, qu'il avoit fait plusieurs questions à la Répondante sur les

Députés de présent à Caën, sur leurs noms et ceux des Officiers Municipaux ; que la répondante les luy avoit nommés, et que *Marat ayant dit* qu'ils ne tarderoient pas à être guillotins, *c'est alors qu'elle Répondante a tiré le couteau qu'elle portoit dans son sein, dont elle a aussitôt frappé le dit Marat dans son Bain.*

A Elle observé, après avoir consommé le crime, si elle n'a pas cherché à s'évader par la fenêtre ?

A répondu, que non, qu'elle n'a eu aucun dessein de s'évader par la fenêtre, mais qu'elle se fût en alée par la porte si on ne s'y fut opposé.

Nous avons fait fouiller la Répondante, et dans ses poches se sont trouvés les objets cy-après, savoir :

1.° En vingt-cinq écus de six livres, cinquante écus ;

2.° Un dez d'argent ;

3.° Cent quarante livres en un assignat de cent livres, et quatre autres assignats de dix livres chacun ;

4.° Une lettre à l'adresse de Marat, ainsy qu'elle nous l'avoit déclarée plus haut ;

5.° Un passe-port au signalement de la Répondante, délivré par la municipalité de Caën, le 8 avril et visé le 23 dudit mois ;

6.° Une montre d'or faite par Dubosq, de Caën ;

7.° Une clef de malle et un peloton de fil blanc, tous objets non suspects, *mais dans la gorge de la Répondante s'est trouvée une gaine en façon de chagrin et servant au couteau avec lequel la Répondante a' assassiné Marat,* et en sa présence nous avons présenté le couteau qui nous a paru y aller, de plus dans la gorge s'est aussy trouvés deux papiers attachés ensemble, avec une Epingle, dont ayant fait lecture, nous avons reconnu que l'un étoit son Extrait Baptistaire, et l'autre une diatribe, en forme d'Adresse aux François, dont il a été fait lecture en présence des Citoyens Maure, Legendre, Chabot et Drouet, membres du Comité de Sûreté

générale de la Convention, alors intervenus par un arrêté dudit Comité.

Demandé à la Répondante qu'il y a lieu de croire qu'elle nous en impose en disant que personne n'étoit instruit de son dessein, vû la quantité de numéraire dont elle est mûnie, et qu'il est difficile de se procurer, surtout pour une fille de son âge ?

A répondu que ce numéraire est une partie de celui qu'elle possédoit, et qu'elle a pris ces cinquante écus à fin de suppléer au peu d'assignats qu'elle avoit, ne voulant rien demander à ses parents.

Interrogée si la répondante est fille ?

A répondu que oui.

Interrogée si, ce matin, elle ne s'est point présentée à Sainte-Pélagie ou autre prison de cette ville ?

A répondu que non, qu'elle ignore même où sont les Prisons.

Lecture faite à la répondante dudit interrogatoire, et de ses réponses a dit ses réponses contenir vérité, y persister, et a signé.

CORDAY.

MAURE *ainé*, LEGENDRE, *François* CHABOT, DROUET,
MARINO, LOUVET.

Ce fait, nous Commissaire sur la demande à nous faite par les Citoyens Administrateurs de Police dénommés cy-dessus, de la personne de la ditte Marie-Anne-Charlotte Corday, avons ordonné qu'elle seroit remise à leur garde pour être par eux ordonné ce qu'il appartiendra.

A l'égard des objets cy-dessus énoncés, nous nous en sommes chargés pour les faire remettre à qui il sera ordonné.

GUELLARD.

N.º 2.

PROCÈS-VERBAL DE PERQUISITION

dans le domicile de Charlotte de Corday.

SECTION DU MAIL.

Le samedi treize juillet mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deuxième de la République, une et indivisible, dix heures et demie du soir, à la réquisition des citoyens Cavanaghi et Fiot, tous deux officiers de paix, en exécution d'une ordonnance de l'Administration de Police, en date de ce jour, signée Le Chenard et Baudrais, tous deux Administrateurs au même département, notre dite Ordonnance demeurée ci-jointe :

Nous Esprit-Louis Rousset, commissaire de la Section du Mail, assisté de notre secrétaire-greffier, nous sommes transportés rue des Vieux-Augustins, numéro dix-neuf, hôtel de la Providence, tenu en garnie par la *citoyenne Grollier*, où étant nous avons trouvé le citoyen Louis Bruneau, tailleur de laditte maison, et représentant la citoyenne Grollier, en son absence, auquel nous avons demandé de nous conduire dans la chambre de la nommée, Marie-Anne-Charlotte Corday, ce qu'il a fait à l'instant, en nous conduisant au premier étage, au devant d'une porte n.º 7, dont il nous a fait l'ouverture avec la clef qu'il a pris au clou de l'anti-chambre ; de suite sommes tous entrés dans laditte chambre, ayant vue sur la rue, dans laquelle nous avons trouvé une commode et un secrétaire, dont tous les tiroirs étaient ouverts et perquisition la plus exacte ayant été par nous été faite, tant dans lesdits commode, secrétaire, armoire pratiquée à

gauche de la cheminée, dans le lit, et enfin dans tous les lieux dépendants dudit logement, nous n'avons trouvé aucun papiers, si ce n'est trois morceaux de petits papiers, deux desquels nous avons signés et paraphés, et le troisième étant trop petit, en avons fait la description ainsi qu'il suit :

Citoyen Duperret, rue St.-Thomas-du-Louvre, n.º 45.

Lesquels trois morceaux nous avons retenu pour avec expédition des présentes, être transmis au Département de Police.

Nous avons pareillement trouvé dans laditte commode un déshabillé de bazin rayé, sans marque, un jupon de soye rose, un autre de coton blanc, tous deux sans marques. Deux chemises de femme marquées des lettres C. D ; deux paires de bas de coton, dont une blanche et l'autre grise, non marquée ; un petit peignoir sans manche, de toile blanche, marqué de deux G. en sens contraire ; quatre mouchoirs blancs dont un marqué C. D ; *deux bonnets de linon* ; deux fichus de linon ; un fichu de gaze verd, un fichu de soye à bande rouge, et un paquet de rubans de différentes couleurs, et quelques morceaux de chiffons ne méritant pas description.

Et attendu que lesdits effets sont les seuls étant dans la laditte chambre, les avons plié dans une serviette ouvrée, marquée de la lettre B. que nous avons aussi trouvé dans laditte chambre, et sur lequel paquet nous avons apposé notre cachet de Commissaire en deux endroits, pour être aussy transmis au Département de Police.

De suite le citoyen Bruneau nous a dit que laditte Corday est entrée audit hôtel le douze du courant, ainsi qu'il en a justifié par la présentation du registre sur lequel elle a dit être native et arriver de Caën ; *que depuis son arrivée audit hôtel, un particulier de la taille d'environ cinq pieds quatre pouces, vêtu d'un habit jeaunâtre, paraissant âgé d'environ quarante ans passé, est venu la voir deux fois.*

De tout quoy avons fait et dressé le présent procès-verbal, duquel expédition a été à l'instant remise audit citoyen Cavanagh, et Fiot, ensemble lesdits papiers et paquets mentionnés au présent, ainsi qu'ils le reconnoissent et nous en déchargent, le tout pour être par eux transmis au Département de la Police.

Et avons clos le présent, qui a été signé de tous les sus-nommés, après lecture faite.

Ainsi signé en cet endroit de la minute des présentes.

Signé CAVANAGH, FIOT, BRUNEAU, avec ROUSSET, commissaire de police de laditte section, et AUFAUVRE, secrétaire-greffier.

Pour copie conforme être transmis à l'Administration de Police à la Mairie.

AUFAUVRE, secrétaire-greffier.

N.º 3.

LISTE D'ADRESSES

Trouvée dans la chambre occupée par Charlotte de Corday et écrite de sa main (1).

Citoïen Duperret, rue Saint-Thomas-du-Louvre, n.º 45.

M. Odille, rue du Gaillon, n.º 30; le citoïen Guillot, portier.

M. Darnouville, rue Saint-Antoine, n.º 2.

Mme Grollier, hôtel de la Providence, rue des Vieux-Augustins, n.º 19, près la rue de la Victoire.

(1) Cette pièce est en deux fragments.

N.° 4.

PROCÈS-VERBAL DE RECHERCHES.

L'an mil sept cent quatre-vingt-treize, deuxième de la République Française, le quatorze juillet, quatre heures de relevée.

Nous, Jean-Antoine Delorme, Commissaire de police de la Section de 1792.

Vu l'ordre des citoyens Figuet et Michel, administrateurs du Département de Police, en date du quatorze juillet, à nous transmis par les citoyens Cavanagh et Mercerot, officiers de paix, avons fait comparoître le citoyen Guillot, portier du sieur Odille, rue Gaillon, numéro trente (1).

Interpellé de nous déclarer ce qui pouvoit être à sa connoissance directe ou indirecte relatif à la conspiration et assassinat commis par Marie-Anne-Charlotte Corday, sur le citoyen Marat ; a dit qu'il n'avoit aucune connoissance, directe ou indirecte, de correspondance, affiliation ni projet qui puissent y avoir aucun rapport.

A lui demandé quelles sont les personnes logées dans ladite maison.

A dit la citoyenne veuve Derothe, vivant de ses revenus ; la citoyenne veuve Musselier, vivant également de son bien, le surplus de ladite maison étant occupé par des bureaux pour l'habillement des troupes.

A lui demandé par qui sont tenus ces bureaux, et qui en sont les chefs.

A dit ne connoître qu'un seul des chefs, nommé Piquet, qui vient quelquefois dans lesdits bureaux, mais ne loge

(2) C'est le nom de la première personne inscrite après Du Perret sur la liste trouvée chez Charlotte.

point dans ladite maison, et qu'il demeure rue Neuve-des-Petits-Champs, près la rue Saint-Roch, qu'aucuns des employés ne lui est connu de nom, et ne loge dans ladite maison.

A lui demandé de se rappeler si personne autre n'y loge?

A dit qu'il y avoit encore un nommé Dieuzede, garçon de bureau, et sa femme qui sont également logé depuis environ deux ans; et un nommé Frangeole, vivant de ses revenus, et sur son attestation, que personne autre n'y étoit logé à l'exception d'un particulier garçon en ménage depuis trois ou quatre jours seulement, et dont il ne se rappelle pas le nom.

A lui demandé s'il s'appelle Odille?

A dit que non, et qu'il n'y avoit personne de ce nom dans ladite maison.

Lecture à lui faite de son interrogatoire et de ses réponses, a dit icelles contenir vérité, y a persisté, et a signé avec les citoyens Cavanagh, Mercerot, officiers de paix.

Le citoyen Raffi, Commissaire civil de notre Section, et nous ainsi signé :

Pour expédition : CAVANAGH , MERCEROT , RAFFI
et DELORME .

Pour expédition certifiée conforme à la minute :

DELORME .

N.^o 3.

SÉANCE DE LA SECTION.....

(Le nom de la Section n'est pas mentionné.)

Ce jour, treize juillet mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deuxième de la République Française une et indivisible, neuf heures un quart du soir, un citoyen est entré dans le vestibule de l'Assemblée générale, et là il a dit à haute voix que le Citoyen Marat venoit d'être assassiné dans son bain par une femme. Il a été arrêté et conduit au Comité ; ce particulier interrogé a dit se nommer Toussaint Collet, âgé de quarante-cinq ans, né à Vassy en Champagne, compagnon corroïeur, demeurant rue Montmartre, numéro 121, Section de 1792.

Interrogé d'où il a su le fâcheux assassinat du Citoyen Marat ?

A répondu, en passant devant sa maison près Saint-Cosme où il a vu beaucoup de citoyens amassés et où on distribuoit cette nouvelle.

Interrogé s'il avoit été chargé par quelqu'un de distribuer cette nouvelle ?

A répondu : personne.

Lecture faite du présent a signé avec nous.

Toussaint COLLET.

A cet instant l'Assemblée générale nous aiant demandé un rapport sur le dénommé cy-dessus, nous avons supercédé l'interrogatoire et l'avons repris.

Interrogé ledit Collet s'il connoît quelqu'un de la maison du Citoyen Marat ?

A dit que non, qu'il ne savoit pas même où il demeuroit,

s'il n'avoit pas vu l'attroupement dont il nous a parlé, a réitéré qu'on lui a dit que c'étoit une femme qui étoit entré chez lui pendant qu'il étoit dans son bain.

A lui demandé quel a été le motif qui l'a décidé à venir apprendre cette nouvelle à l'Assemblée générale ?

A répondu que c'étoit la peine que la mort de Marat lui occasionnoit.

A lui demandé si il n'y a été engagé par personne ?

A dit que non.

Ce fait avons arrêté que ledit citoyen Toussaint Collet sera mené sous la conduite des citoyens Guiot et Creusette, volontaires de la Force armée à la Mairie de cette Section, au Comité de l'Administration de Police, non-seulement pour que les membres prennent dans leur sagesse les renseignements qu'ils jugeront convenable, mais particulièrement parce que plusieurs membres, et le Président de l'Assemblée générale a dit à ladite Assemblée qu'il croïoit que c'étoit un piège que l'on lui tendoit ou à la Section, et que le particulier pouvoit être un émissaire.

Dont et de quoy avons dressé le présent procès-verbal, les jour et an que dessus.

Lecture faite audit Collet de l'interrogatoire des autres parts, a dit icelles contenir vérité et a signé.

COLLET, REGNAUDET, ROUZIÈRE, président,

MACQUET, Denis, commissaire.

Nous Administrateurs de Police, considérant que ce n'est point un délit que d'avoir annoncé la mort trop vrayt d'un Représentant du Peuple.

Disons que le citoyen Collet n'étant pas muni de carte de sûreté, sera conduit à sa Section pour être reconnu.

Signé BAUDRAIS.

N.º 6.

LETTRE DE FOUQUIER-TINVILLE.

Paris, ce quatorzième juillet 1793, l'an II.^e de la République.

Citoyens,

L'horrible attentat commis hier dans la personne du Brave et courageux républicain Marat , en même temps qu'il doit porter l'indignation dans le cœur de tous les vrais républicains , Exige un exemple aussy sévère que prompt ; le Glaive de la Loy doit Frapper sans aucun retard l'auteur et complices d'un pareil attentat.

Aussi, si vous pouviez me faire passer le procès-verbal et les pièces relatives à cette malheureuse affaire dans la matinée : dès demain l'accusée sera jugée.

Je ne vous fais aucune observation sur la compétence du tribunal, car s'agissant de l'assassinat d'un membre de la Convention, la connaissance en appartient exclusivement au tribunal révolutionnaire.

Salut et fraternité ,

FOUQUIER-TINVILLE.

*Les citoyens administrateurs du département de police
de Paris.*

N.º 7.

LETTRE DU MINISTRE DE LA JUSTICE.

Paris, 14 juillet 1793, l'an II.^e de la République.

Citoyen Maire ,

Le citoyen Fouquier-Tinville , accusateur public près le tribunal criminel extraordinaire, va venir conférer avec moi .

sur les moyens les plus propres à donner toute l'activité et la solennité nécessaires aux poursuites de l'assassinat commis hier sur la personne d'un Représentant du Peuple.

Je vous prie, citoyen Maire, de vouloir bien m'envoyer par le porteur la procédure déjà commencée, j'en aurois besoin pour cette conférence, à laquelle il ne seroit pas indifférent que vous puissiez assister.

Le Ministre de la Justice ,

GOHIER.

N.º 8.

LETTRE DE CHABOT A FOUQUER-TINVILLE.

Citoyen ,

Je n'ai pas l'adresse que la citoyenne Corday avoit écrite dans la vue de pervertir l'esprit public, je n'ai qu'une des lettres qu'elle avoit écrites à Marat, mais j'ai son extrait baptistaire, le couteau et la guène (*sic*) ainsi que l'extrait du procès-verbal ; mais le tout est dans le bureau de la Convention, et je vous l'enverrai par un huissier, sitôt qu'on ouvrira.

Je suis tout à vous ,

François CHABOT.

*Pour le citoyen Fouquier-Tinville , Accusateur public
à Paris.*

N.° 9.

DÉCRET DE LA CONVENTION NATIONALE

(Du 14 juillet 1793, l'an second de la République française).

LA CONVENTION NATIONALE DÉCRÈTE que le Tribunal Révolutionnaire instruira tout de suite contre l'assassin de Marat et ses Complices.

Visé par l'Inspecteur :

Signé J.-E. MONNEL.

Collationné à l'original par nous Président et secrétaires de la Convention Nationale à Paris les jours et au que dessus.

JEANBON SAINT-ANDRÉ, Président.

BILLAUD-VARENNES, LEVASSEUR et R.-T. LINDET,
Secrétaires.

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE, le Conseil Exécutif provisoire Mande et Ordonne à tous les Corps administratifs et Tribunaux que la présente Loi ils fassent consigner dans leurs Registres, lire, publier et afficher et exécuter dans leurs Départemens et ressorts respectifs.

En foi de quoi nous y avons apposé notre signature et le sceau de la République.

A Paris, le quatorzième jour du mois de juillet mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deuxième de la République française.

Signé DESFORGES.

Contresigné GOHIER.

Et scellée du sceau de la République, certifié conforme à l'original.

Signé GOHIER.

La présente loi a été lue et promulguée en l'audience publique du tribunal, le . . . juillet 1793 et consignée dans le registre dudit tribunal le même jour.

Pour copie conforme :

Signé WOLFF, Commis-Greffier.

N.º 40.

DÉCLARATION FAITE AUX JACOBINS (1).

A Paris, 15 juillet 1793 (l'an deuxième de la République une et indivisible).

*Société des Amis de la liberté et de l'égalité séante aux ci-devant
Jacobins Saint-Honoré à Paris.*

COMITÉ DE CORRESPONDANCE.

Le citoyen Laurent Bas, commissionnaire, demeurant au coin du pont Saint-Michel et de la rue Saint-Louis, chez le citoyen Berthoud, horloger, travailloit chez le citoyen Marat, représentant du peuple, à plier les numéros des journaux de l'*Ami du Peuple*.

A sept heures et demie du soir, le samedi treize juillet mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deuxième de la République une et indivisible, une personne du sexe descendant d'une voiture de place en déshabillé moucheté, chapeau à haute forme avec cocarde noire et trois cordons noirs et portant un éventail est venue demander à parler au citoyen Marat; la portière lui a répondu qu'il n'étoit pas visible pour le moment, la personne a répliqué qu'elle venoit pour la troisième fois de la journée, qu'il étoit désagréable

(1) Cette déclaration fut reçue par la Société des Jacobins, envoyée par elle à Fouquier-Tinville et jointe par celui-ci au dossier criminel. Voici ce qu'on lit à ce sujet dans le *Journal des Débats* de la Société des Jacobins, n.º 449, séance du 14 juillet 1793 :

« Le Président présente à la Société le citoyen qui a fait arrêter l'assassin de Marat. — L'Assemblée lui donne des marques de sa gratitude et de sa bienveillance et le Président lui donne le baiser fraternel. — La Société nomme Gaillard et Desfieux pour entendre ce citoyen qui est trop fatigué pour pouvoir faire lui-même le récit de la conduite qu'il a tenue dans cette affaire, et en rendre compte à la Société séance tenante. »

Le compte-rendu de la séance du 15 juillet nous apprend que le Président lut à la Société « les dépositions qu'avait faites la veille aux commissaires chargés de l'entendre, le citoyen qui avait fait arrêter l'assassin de Marat. » Telle est l'origine de la pièce intéressante qui se trouve au dossier et que nous reproduisons ici.

et abominable de ne pouvoir être introduite. Elle a demandé si la lettre qu'elle lui avoit écrite le matin par la petite poste lui avoit été remise, la citoyenne Marat, sœur, a répondu que si la lettre avoit été écrite, elle étoit vraisemblablement parvenue au citoyen son frère; la sœur est allé demandé à son frère s'il falloit laisser entrer la personne; le citoyen Marat a répondu que oui.

Il étoit dans le bain travaillant et écrivant; la personne introduite s'est assise sur une chaise près la baignoire placée dans une pièce très-petite et n'ayant de place que pour deux personnes; elle a fermé la porte. Il n'y avoit personne dans la pièce attenante ni dans l'autre pièce voisine de l'antichambre où le citoyen Bas travailloit avec trois citoyennes plieuses.

Sept à huit minutes après l'entrée de la personne dans la pièce du Bain, le citoyen Bas et les trois citoyennes ont entendu le citoyen Marat crier à voix sourde et âcre : A moi, ma chère amie! à moi ! (Il appeloit sa sœur.)

Le citoyen Bas et les trois citoyennes se sont levées; les portes des deux chambres intermédiaires étoient ouvertes, la personne étoit dans la chambre attenante au cabinet du Bain, le citoyen Bas a aperçu du sang jaillir de ce cabinet dans cette chambre. Les trois citoyennes sont sorties pour crier à la garde. La citoyenne Marat a couru à son frère, lui a appliqué une de ses mains sur la blessure, mais l'infortuné ne respiroit plus; un grand couteau neuf de table étoit sur la tablette de la baignoire, c'est l'arme avec laquelle l'assassin a privé la Nation d'un de ses Représentants.

Le citoyen Bas voyant venir l'assassin s'est emparé d'une chaise pour l'arrêter. Ce monstre faisant les plus grands efforts est parvenu dans l'antichambre. Le Bas lui a donné, de cette chaise, un coup qui a étendu le monstre par terre. L'assassin s'est relevé aussitôt; il a jeté un coup d'œil prononcé sur la croisée de l'antichambre donnant sur la cour.

Bas se défiant de ses propres forces, a saisi le Monstre par les mamelles, l'a terrassé et l'a frappé. — Bas tenant l'assassin par terre, a vu entrer dans l'antichambre un citoyen à lui inconnu et qu'il a appris depuis être le principal locataire de la maison; ensuite le citoyen Cuisinier, limonadier, place du pont Saint-Michel, qui étoit de garde au poste de la Section du Théâtre-Français dite de Marseille, rue des Cordeliers. Le Bas a crié : A moi, citoyen Cuisinier ! au secours ! Le citoyen Cuisinier et les autres citoyens du même poste, arrivant successivement, se sont emparés de l'assassin.

Le citoyen Hébert, Substitut du Procureur de la Commune, est survenu, et successivement plusieurs autres citoyens, ayant diverses décorations civiques et que Bas croit être des Commissaires de la Section du Théâtre-Français et de la Municipalité, et encore d'autres citoyens qu'on a dit au citoyen Bas être des membres de la Convention Nationale.

Le procès-verbal de description de l'état des lieux, le procès-verbal de l'état du corps du Représentant du Peuple assassiné a été rédigé et l'assassin conduit vers minuit aux prisons de l'Abbaye.

Signé : Laurent Bas.

Pour copie conforme à l'original :

Signé FERRIÈRE, GAILLARD, secrétaires.

Au bas est écrit :

Au citoyen Accusateur Public du Tribunal Révolutionnaire, séant au Palais de Justice de Paris.

N.^o 44.

DÉCLARATION DE LA CITOYENNE D'AUBANTON.

*Comité de Sûreté générale et de Surveillance de la
Convention Nationale.*

(Seize juillet mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deuxième de la République).

S'est présentée au Comité, en vertu d'une invitation, la citoyenne D'Aubanton, demeurant rue des Mathurins ou de Beaurepaire, numéro (44), laquelle a volontairement déclaré que passant vers sept heures ou sept heures un quart dans la rue Hautefeuille, près les Prémontrés, elle a apperçu deux hommes qui se parloient ensemble ; l'un d'eux appercevant la déclarante qui portoit une cocarde dit assez haut pour être entendu : On assassine Marat ; un facteur qui passoit par là dit qu'il venoit à l'instant de remettre une lettre chez lui.

Cet homme qui a tenu ce propos à l'instant même où on assassinait effectivement Marat, portoit un habit de soie de couleur mêlée tirant sur la canelle ; il portoit des bas de soie blanc, il étoit d'une taille assez grande.

Signé D'AUBANTON.

Il seroit essentiel que la déclarante fût confrontée avec les prévenus de complicité, et qu'on pût découvrir quel étoit le facteur qui porta une lettre chez Marat, à sept heures du soir, afin de le confronter également avec les prévenus.

Signé DROUET, membre du Comité.

N.º 12.

DÉCLARATION DU CITOYEN KESSEL.

Je soussigné Michel Kessel, citoyen à Riquevyc, département du Haut-Rhin ;

Certifie que le citoyen Le Duc, traiteur aubergiste à Montmorency, m'a déclaré, en présence de la citoyenne Steim, marchande de vin, rue Jean Pain-Mollet, numéro huit,

Que jedy dernier, vers huit heures du matin, un carrosse a arreté chez lui qui portait cinq particuliers, savoir trois hommes et deux femmes ;

Qu'entre les hommes il connaissait parfaitement l'abbé Fauchet et l'Evêque de Nancy, qu'une des femmes pouvait avoir vingt-quatre à vingt-six ans, que ledit Fauchet lui a expressement deffendu de ne rien dire à personne de leur arrivée, et de la cacher surtout à un Député de la Montagne, logé quelques fois chez lui, que ces gens ont logés chez le-dit Leduc, dans une chambre à part jusqu'après midy.

Or comme cette affaire peut donner quelques éclaircissements à la complicité de l'assassin de Marat, j'ai pensé qu'il est de mon devoir de faire et signer la présente déclaration.

A Paris, le 16 juillet, l'an deuxième de la République.

KESSEL,

Logé rue Jean-Pain-Mollet, numéro huit.

Certifié conforme à l'original remis au Comité de sûreté générale.

François CHABOT.

Ce 18 juillet, l'an II.

N.º 15.

LETTRE DE LA CITOYENNE GROLLIER.

La nommée Corday ditte Marie-Anne-Charlotte a logé à l'hôtel de la Providence, rue des Vieux-Augustins, depuis le onze juillet, il fréquentoit chez elle un homme de la taille de cinq pieds quatre pouces, cheveux, sourcils, barbe châtains, le front haut, vêtu d'un habit couleur mêlé jaune, visage bourjonné, gros de corps, portant un chapeau à corne, on croit qu'il ne loge pas loin du Louvre et même que c'est rue Saint-Thomas-du-Louvre.

Ce particulier est venu la voir quatre à cinq fois à l'Hôtel-de-la-Providence.

La citoyenne Louise Grollier, maîtresse de l'hôtel a des connaissances d'une conversation qu'elle a eu avec cette femme.

Signé Louise GROLLIER.

Ce particulier a écrit trois lettres pour cette femme qui ont été envoiées à Caën par la poste, le domestique de l'hôtel les a vu sur le lit et les a mis sur une table.

N.º 14.

LETTRE DU CITOYEN MERGER.

Citoyen,

Accusateur public, je vous prévien que je connois particulièrement le nommé Obere, sois disant courrier de Marseille, grand amie et confident de Barbaroux.

Je croÿet très urgent que demain l'on fase apeler an confrontation devant la dite Cordier.

Je remis hie une dénontiation contre le dit Obere entre les mains du commitez de surete jénéralle au citoyen Leglat manbre du commitez, pour sere vire de pïeses au procest.

Merger, rue Saint-André-des-Arts, au coint de la rue des Augustins, numéro soixante-dix-neuf, ou chez le citoyen Marat.

Demain je serée avec les témoins dans la salle.

Vérifié l'adresse dudit Obere, rue du Petit-Lion-Saint-Sauveur, numéro vingt-cinq, courrier de Marseille.

De plus il y a un témoint qui dépose contre lui, pour un complos vous pourrés le fere demandés, c'est le citoyen Simon, rue des Cordellier numéro vingt-huit.

Errata.

Ce témoin déposera sure ce complaut méditez par Barbaroux, et tous ses complice méditez depuis longtamps.

INSTRUCTION

DEVANT LE TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE,

DIRIGÉE CONCURREMMENT PAR :

1.^o E. FOUCAULT, *Juge*;

2.^o A. ROUSSILLON, *Juge*;

3.^o J.-B.-M. MONTANÉ, *Président*.

N.^o 45.

AUDITION DE TÉMOINS DEVANT FOUCAULT.

Nous Etienne Foucault, juge au tribunal extraordinaire et révolutionnaire établi par la loi du 10 mars 1791 et en vertu des pouvoirs délégués au tribunal par la loi du 5 avril de la même année, vu la cedulle délivrée par le Président qui ordonne assignation à la requête de l'accusateur public en date du

Aux témoins indiqués par ledit accusateur public à l'effet de faire leur déclaration sur les faits contenus contre la nommée Corday, prévenue, et l'assignation donnée en conséquence le

A comparaître a ce jour, lieu et heure

En présence de l'accusateur public et assisté de Anne Ducray, commis greffier dudit tribunal,

Avons reçu les déclarations desdits témoins ainsi qu'il suit :

Est comparue la citoyenne Evrard Simonne (1), âgée de

(1) Simonne Evrard, née à Tournus - Saint-André, le 6 février 1764, vivait maritalement avec Marat depuis le commencement de l'année 1792. Elle se faisait passer pour la sœur de Marat, mais elle était en réalité sa concubine, et après la mort de l'Ami du Peuple, elle prit le titre de *veuve Marat*.

On a très souvent et très mal à propos confondu Simonne Evrard avec Albertine Marat. Albertine était une sœur de Marat. Elle demeurait à Genève au moment où son frère fut frappé par Charlotte de Corday. Elle ne vint à Paris qu'après le 13 juillet 1793. Nous établirons ces divers points par des actes authentiques dans l'édition annotée que nous préparons.

vingt-sept ans, demeurant rue des Cordeliers, numéro trente,

Laquelle déclare que le samedi treize du courant sur les midy, une jeune personne qu'elle a sçu depuis se nommer Marie-Anne-Charlotte Corday se présenta à l'antichambre de l'appartement du citoyen Marat, que cette jeune personne déclara avoir des choses très intéressantes et très pressées à communiquer au citoyen Marat, et qu'il falloit absolument qu'elle lui parlât, que la Déclarante lui refusa l'entrée de la chambre où étoit le citoyen Marat, en lui disant qu'il étoit très malade et que sa position ne lui permettoit de voir personne, que cette jeune demoiselle insista encore toujours sur le fondement des secrets importants qu'elle avoit à révéler au citoyen Marat, que malgré ses instances la déclarante refusa toujours l'entrée à cette personne qui s'en alla en lui demandant quand il faudroit qu'elle revînt, si c'étoit dans trois ou quatre jours, ou dans quinze jours.

A quoi la Déposante lui répondit qu'elle ne pouvoit lui dire l'époque ni le jour auquel elle pourroit revenir, que même elle lui ajouta qu'il étoit inutile qu'elle revint parce qu'elle ne lui parleroit pas, attendu qu'on ne sçavoit pas quand ledit Marat seroit rétabli.

Que cette même personne, malgré la réponse de la déposante, revint une seconde fois le même jour, mais que la déposante ne la vit pas cette seconde fois; qu'enfin, laditte Charlotte Corday écrivit une lettre au citoyen Marat, qui lui fut remise le même jour; qu'une demie heure environ après que le citoyen Marat eut lu cette lettre, cette jeune personne se présenta pour la troisième fois environ sur les huit heures, qu'elle s'adressa d'abord à la citoyenne Pain, qui lui réitéra l'impossibilité où elle étoit d'être introduite chez le citoyen Marat, que ce dernier ordonna alors qu'on la fit entrer; que la Déclarante qui étoit alors dans la chambre du citoyen Marat fit entrer laditte Corday et se retira un peu à l'écart dans

laditte chambre , de manière à ne pas entendre la conversation avec le citoyen Marat.

Que laditte Corday causa environ un grand quart d'heure avec le citoyen Marat qui dans le moment étoit dans son bain vêtu simplement d'un peignoir et occupé à écrire ce que lui disoit Charlotte Corday, sur une tablette arrangée à cet effet sur la baignoire.

Que dans le moment la sœur d'elle déclarante étoit occupée à écraser des morceaux de terre anglaise pour l'usage du citoyen Marat ; que la déclarante lui a dit qu'elle en écrasait trop, et passa auprès du citoyen Marat pour lui montrer cette terre ; que le citoyen Marat lui dit qu'il n'y en avoit pas trop, mais qu'au surplus elle pouvoit en ôter un petit morceau, qu'ensuite elle emporta cette terre qu'elle remit à sa sœur, et aperçut en même temps deux plats sur lesquels il y avoit des ris de veaux et de la cervelle qu'elle emporta, et pendant que ladite Déclarante s'étoit absentée un instant et étoit passée dans le salon, emportant les deux plats, la fille Corday profita de cet instant pour enfoncer un couteau dans le sein du citoyen Marat, qu'alors la Déclarante entendit des cris confus et s'écria : Ah ! mon Dieu, il est assassiné ! que de suite elle se transporta dans l'antichambre où elle trouva Charlotte Corday aux prises avec la citoyenne Pain, portière, et le commissionnaire qui porte ordinairement les feuilles chez le *Ministre de la Guerre*, qu'elle sauta sur elle, la prit par la tête, et tous trois ensemble la jetèrent par terre, qu'après l'avoir attérée, elle déclarante courut auprès de son frère qu'elle trouva baigné dans son sang, porta la main sur la playe pour arrêter le sang qui couloit à gros bouillons, que pendant ce temps il arriva des voisins à l'aide desquels on le retira du bain, on le plaça sur un lit où il étoit déjà expiré ; que la déclarante n'a point quitté son frère, mais qu'elle a toujours recommandé qu'on ne laissât pas échapper l'assassin.

Et est tout ce qu'elle a dit sçavoir.

Lecture faite à la Déclarante de sa déclaration a persisté et signé avec nous, et notre commis greffier.

ÉVRARD, FOUCAULT.

Est aussy comparu la citoyenne Jeannette Maréchal, âgée de trente-deux ans, cuisinière chez la citoyenne Evrard, chez laquelle le citoyen Marat demuroit.

Laquelle déclare que le samedi matin treize du présent, entre neuf et dix heures du matin, une jeune personne, que la déclarante a sçu depuis s'appeler Marie-Anne-Charlotte Corday, s'est présenté à la portière chez laquelle elle déclarante étoit, demanda l'adresse du citoyen Marat, qu'on lui dit que c'étoit au premier sur le devant, que cette personne a monté l'escalier très lestement, que la déclarante resta chez la portière, où elle a vu redescendre avec la même promptitude la fille Corday.

Que le même jour entre sept et huit heures du soir, la déclarante étant dans l'antichambre à côté de l'appartement du citoyen Marat, elle a vu revenir la fille Corday qui a demandé à parler au citoyen Marat, avec beaucoup de vivacité, que sur la réponse qu'on lui fit qu'elle ne pouvoit lui parler, elle demanda si il avoit reçu la lettre qu'elle lui avoit écrite, que la portière qui étoit occupée dans l'antichambre à ployer des feuilles, lui répondit que le citoyen Marat recevoit beaucoup de lettres et qu'on ne pouvoit lui dire si la sienne lui étoit parvenue, qu'alors la citoyenne Evrard, qui sortoit de l'appartement du citoyen Marat, a paru et a dit de faire entrer la fille Corday. Après l'ordre qu'en avoit donné lui-même le citoyen Marat, qu'elle Déclarante s'est occupée à donner une cuillère pour écraser des petits morceaux de terre carrés dans une caraffe d'eau d'amande, qu'il s'est trouvé deux plats de cervelle et de ris de veau, que la ci-

toiyenne Evrard a emporté dans sa chambre dans la crainte qu'on ne jetta sur ces plats quelque chose qui put empoisonner Marat ; que dans ces entrefaites et pendant que la citoyenne Evrard passoit dans le sallon pour entrer dans la chambre du citoyen Marat, la Déclarante a entendu la portière et le commissionnaire crier à l'assassin et à la garde, et la citoyenne Evrard s'écria : Ah ! mon Dieu, on l'a assassiné ! Quelle Déclarante conjointement avec la citoyenne Evrard s'est jetté sur la fille Corday, l'ont terrassé et l'ont empêché de se jeter par la fenêtre, qu'ensuite la citoyenne Evrard s'est porté auprès du citoyen Marat pour lui porter du secours et arrêter le sang qui couloit de sa playe, que l'infortuné Marat étoit dans sa baignoire, les yeux fixés sur la citoyenne Evrard, qu'on l'a retiré du bain, qu'on l'a placé sur un lit, où il a fait deux ou trois soupirs et est expiré ; que laditte déclarante a ramassé le couteau dont s'étoit servi la fille Corday.

Et est tout ce qu'elle a dit savoir.

Lecture faite de sa déclaration a persisté et avons signé avec notre commis-greffier,

La déposante nous ayant déclaré ne savoir signer.

FOUCAULT. DUCRAY.

Est aussi comparu la citoyenne Marie-Barbe Aublain, femme du citoyen Pierre-Dominique Pain, âgé de trente deux ans, portière et ouvrière chez le citoyen Marat, rue des Cordeliers, n.º 30.

Laquelle déclare que le treize du courant une jeune femme, que la déposante a seu se nommer Charlotte Corday, se présenta à deux fois différentes dans la matinée chez le citoyen Marat.

Que la première fois on lui a refusé la porte, que la seconde fois elle est montée et est descendue tout de suite,

qu'elle s'est présenté une troisième fois le même jour entre sept et huit heures du soir, qu'alors la Déclarante étoit dans l'antichambre du citoyen Marat, avec le commissionnaire qui attendoit les paquets, que la fille Corday demanda à parler au citoyen Marat, que la Déclarante lui répondit que cela étoit impossible, attendu que depuis sa maladie, il ne parloit à personne, que d'ailleurs il étoit dans son bain pour le moment ; qu'alors la citoyenne Evrard s'est présenté et a ordonné de faire entrer la fille Corday, qui a été introduite dans la chambre du citoyen Marat, qui étoit alors dans son bain ; que la citoyenne Evrard, avec sa sœur et sa cuisinière étoient sur le devant, que la citoyenne Evrard appella la déclarante pour lui faire voir un journal qu'on lisoit en face, que la Déclarante étant revenu dans la chambre, elle a entendu un cri perçant : *A moi, à moi, ma chère amie !* qu'alors la déclarante est accourue et a aperçu la fille Corday ouvrir la porte du cabinet et a vu le citoyen Marat baignant dans son sang, qu'elle s'est écrié : Malheureuse ! qu'as-tu fait ! Qu'elle a couru sur elle avec une chaise pour l'empêcher de sortir, et a crié : A l'assassin ! à la garde ! qu'alors les deux sœurs et la cuisinière sont accourus, se sont emparé de la fille Corday, qu'ensuite la déclarante a couru chercher un chirurgien. Et est tout ce qu'elle a dit sçavoir.

Lecture faite de sa déclaration a persisté et a signée avec nous commis-greffier.

Fame PAIX. FOUCAULT. DUCRAY.

N.º 46.

AUDITION DE TÉMOINS PAR ROUSSILLON.

L'AN mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deuxième de la République française, le mardy seize juillet.

Nous Antoine Roussillon, juge du tribunal extraordinaire et révolutionnaire établi par la loi du 10 mars 1793, et en vertu des pouvoirs délégués au tribunal par la loi du 5 avril de la même année, vu la cédulle délivrée par le Président qui ordonne assignation à la requête de l'accusateur public en date du jourd'hui seize juillet.

Aux témoins indiqués par ledit accusateur public à l'effet de faire leur déclaration sur les faits contre Marie-Anne-Charlotte Corday, prévenue et l'assignation donnée en conséquence cejourd'huy par Boucher huissier :

A comparaître à ce jour lieu et heure,

En présence de l'accusateur public et assisté de Etienne Masson commis-greffier dudit tribunal.

Avons reçu les déclarations desdits témoins ainsi qu'il suit :

Est comparu Antoine-Clair Michon Lafondée, chirurgien-dentiste, âgé de vingt-neuf ans, natif de Conflans-Sainte-Honorine, demeurant rue des Cordeliers, n.º 30.

Lequel nous a déclaré qu'étant a travaillé chez lui le samedi treize du présent mois, environ sept ou huit heures du soir, il entendit du bruit chez le citoyen Marat, et se mit à sa fenêtre pour voir quel était la cause du bruit ; il a vu un homme dans la pièce servant d'antichambre de l'appartement du citoyen Marat, dans l'encoignure de la fenêtre de ladite pièce, qui tenait une chaise dans ses deux mains, levée comme pour frapper une femme, et que sur les mots de co-

quine et de scélérate, le Déposant sortit de chez lui et vit une personne par laquelle il fut appelé de venir au secours du citoyen Marat qu'on venoit d'assassiner ; le Déposant courut au plus vite, et vit une femme à lui inconnue étendue par terre, et pour aller jusqu'au citoyen Marat, le Déposant fut obligé de passer par dessus cette femme ; étant entré dans la petite pièce où étoit le citoyen Marat, il le vit baignant dans son sang sorti d'une blessure qui lui parut être à la poitrine, sur laquelle playe la citoyenne Evrard avoit la main droite appuyée ; qu'ensuite le déposant demanda du linge pour faire une compresse pour appliquer sur la playe. Laquelle faite, il leva la main de la citoyenne Evrard pour voir la playe et pour appliquer la compresse ; c'est à ce moment que le Déposant vit la playe et qu'il vit le sang sortir gros comme le pouce, il lui appliqua néanmoins la compresse et prit le bras droit du citoyen Marat pour lui tater le poulx, n'en n'ayant pas trouvé, il porta la main sous l'aisselle et ne sentit aucun mouvement, alors il fit retirer le citoyen Marat du bain, et le fit porter sur son lit ; le déposant sur le seul mot de blessure avait crié que l'on aille chercher le citoyen Pelletan, et à l'instant que le citoyen Marat fut déposé sur son lit le citoyen Pelletan entra ; le déposant lui fit voir la playe et il jugea comme lui qu'il étoit expiré, et convinrent ensemble que probablement il fallait que l'artère axillaire fut coupée pour que le citoyen Marat ait expiré si promptement ; qui est tout ce qu'il a dit sçavoir.

Lecture faite de sa déclaration a dit icelle contenir vérité y persisté et a signé avec nous commis-greffier.

Signé MICHON DELAFONDÉE. ROUSSILLON.

FOUQUIER-TINVILLE. E. MASSON.

L'an mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deuxième de la République française, le mardi seize juillet.

Nous Antoine Roussillon, juge du tribunal extraordinaire

et révolutionnaire établi par la loi du 10 mars 1793 et en vertu des pouvoirs délégués au tribunal par la loi du 5 avril de la même année ; vu la cédulle délivrée par le Président qui ordonne assignation à la requête de l'accusateur public en date du seize du présent :

Aux témoins indiqués par ledit accusateur public à l'effet de faire leur déclaration sur les faits contenus contre Corday prévenu en l'assignation donnée en conséquence cejourd'hui par Boucher, huissier :

A comparaître à ce jour lieu et heure,

En présence de l'accusateur public et assisté de Etienne Masson, commis-greffier dudit tribunal,

Avons reçu les déclarations desdits témoins ainsi qu'il suit :

Est comparu Martin Cuisinier, âgé de quarante-sept ans, natif de Quentin, limonadier, demeurant au bas du pont Saint-Michel.

Lequel a dit que le samedi treize du présent mois, étant de garde au poste de la rue des Cordeliers, entre sept et huit heures du soir, comme il était sur la porte du corps de garde à prendre le frais, il entendit crier : A la garde ! A l'assassin ! on assassine Marat ! qu'aussitôt le déposant commandant le poste se porta avec sa garde au domicile du Citoyen Marat, qu'entré par la boutique qui donne sur la porte cochère, il s'est introduit avec la garde chez le Citoyen Marat, où il demanda qui avait assassiné Marat, qu'alors on lui montra une femme assise sur une chaise, qu'on lui dit être la coupable et de laquelle il s'empara jusqu'au moment où elle fut conduite à l'Abbaye ; qui est tout ce qu'il a dit savoir.

Lecture à lui faite de sa déposition, a dit icelle contenir vérité y a persisté et a signé avec nous et le commis-greffier.

Signé CUISINIER, ROUSSILLON, FOUQUIER-TINVILLE,

E. MASSON.

Et les dits jour et an que dessus, est comparu devant nous assisté comme dessus, le citoyen Louis Brunot, portier de la maison appelée l'hôtel de la Providence, rue des Vieux-Augustins, natif de Chatellerot, âgé de trente ans.

Lequel nous a dit que depuis l'arrivée de la nommée Corday à l'hôtel de la Providence, il a vu venir deux ou trois fois chez elle un quidam qui une seule fois lui a demandé si la citoyenne Corday était chez elle, que sur sa réponse il y est monté ; que le déposant ne connoit point ce quidam, mais qu'il se rappelle être de la taille de cinq pieds environ trois ou quatre pouces, d'une assez forte corpulence, vêtu d'un habit qu'il croit être de soye d'un jaune verdâtre et âgé d'environ quarante ans passés ; qui est tout ce qu'il a dit savoir.

Lecture a lui faite de sa déposition, a dit icelle contenir vérité y a persisté et a signé avec nous et le commis-greffier.

Signé BRUNEAU, ROUSSILLON, FOUQUIER-TINVILLE,
E. MASSON.

Et les dits jours et an que dessus, est comparu devant nous juge assisté comme dessus : la citoyenne Marie-Louise Grolier, âgé de vingt-six ans, native de Chatellerot, tenant l'hôtel garni dite la Providence, rue des Vieux-Augustins.

Laquelle nous a dit que le onze juillet présent mois, sur les dix heures du matin, la nommée Corday est arrivée chez elle conduite par un commissionnaire ; qu'en arrivant elle demanda à faire arranger son lit, comme pour se coucher ; qu'après un moment elle dit au garçon de la déposante, toutes réflexions faites, je ne me coucherai pas, je vais sortir pour aller au Palais-Royal, et une rue dont elle ne se rappelle pas bien, mais qu'elle croit être aux environs du Louvre ; déclare la Déposante avoir vu venir chez elle, pour parler à ladite Corday, un homme qu'elle ne connoit pas,

mais qu'elle se rappelle être vêtu d'un habit pistache, de la taille d'environ cinq pieds quatre pouces, figure ronde et bourgeonnée, âgé d'environ quarante à quarante-six ans, qui est tout ce qu'elle a dit savoir.

Lecture faite a elle de sa déposition, a dit icelle contenir vérité y a persisté et a signé avec nous et le commis-greffier.

Signé GROLIER, ROUSSILLON, FOUQUIER-TINVILLE,

E. MASSON.

N.º 17.

AUDITION DE TÉMOINS ET INTERROGATOIRE
DE CHARLOTTE DE CORDAY PAR MONTANÉ.

L'AN mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deuxième de la République française, le seize juillet.

Nous Jacques-Bernard-Marie-Montané, président du tribunal extraordinaire et révolutionnaire établi par la loi du dix mars mil sept cent quatre-vingt-treize, et en vertu des pouvoirs délégués au tribunal par la Loi du cinq avril de la même année, vu la cédulle délivrée par le Président qui ordonne assignation à la requête de l'accusateur public, en date *du jourd'huy* :

Aux témoins indiqués par ledit accusateur public, à l'effet de faire leur déclaration sur les faits contenus en les procès-verbaux contre Marie-Anne-Charlotte Corday, prévenue, et l'assignation donnée en conséquence ce jourd'huy par Auvray, huissier,

A comparoître à ce jour, lieu et heure,

En présence de l'accusateur public et assisté de Etienne Masson, commis greffier dudit tribunal.

Avons reçu les déclarations desdits témoins ainsi qu'il suit.

Est comparue Catherine Evrard, âgée de vingt et un ans (1), sans profession, demeurant à Paris, rue des Cordeliers, numéro trente, maison du Citoyen Marat, laquelle nous a dit que samedy treize de ce mois, entre huit et neuf heures

(1) Catherine Evrard, née le 6 septembre 1769 à Tournus-Saint-André, sœur de Simonne Evrard, laquelle était la concubine de Marat; on a souvent considéré Catherine Evrard comme la maîtresse de Marat. C'est une erreur. Catherine épousa un imprimeur qui travaillait au journal de Marat. C'est sa sœur Simonne qui vivait maritalement avec l'*Ami du Peuple*.

du matin, une jeune femme vêtue de brun, portant un chapeau noir, est venue demander le Citoyen Marat, que la Comparante lui a répondu qu'il n'étoit pas possible de lui parler, qu'elle s'est en allée; elle est revenue le soir, sur les sept heures, et a demandé si le Citoyen Marat avoit reçu la lettre qu'elle lui avoit écrit, que la sœur de la Comparante a averti le Citoyen Marat que cette jeune femme qui lui avoit écrit demandoit à lui parler, qu'il a alors permis qu'on la fit entrer; qu'elle est entrée, que la Comparante étant entrée aussi pour donner à boire au Citoyen Marat, a vu ladite jeune femme pleurer, et être consolée par ledit Citoyen Marat; que la Comparante étant passée dans une autre chambre a entendu crier les personnes de la maison, est entrée et a vu qu'on relevoit la dite femme qu'on avoit couchée par terre, et Marat expirant dans la baignoire; qui est ce qu'elle a dit savoir :

Lecture faite, a signé avec nous l'accusateur public et le greffier :

Signé EVRARD , MONTANÉ , LESCOT-FLEURIOT ,
E. MASSON.

Pierre-François Feuillard, âgé de trente-cinq ans, garçon de l'hotel de la Providence, rue des Vieux-Augustins.

Lequel nous a dit que le onze de ce mois, sur les midy, une jeune femme sortant de la diligence de Caen, est venue demander un logement, que son paquet étoit porté par un commissionnaire, qu'elle vouloit d'abord se coucher, mais est sortie pendant environ trois quart d'heure après avoir demandé audit Comparant la rue Saint-Thomas-du-Louvre; que dans l'après-midy elle a dormi; que le lendemain elle est sortie à pied est rentrée en fiacre, et a été visitée environ trois ou quatre fois par un citoyen qu'il reconnoitroit; qu'elle a envoyée le Comparant chercher du papier et des plumes, que le Comparant lui ayant demandé des nouvelles, elle lui a dit que beaucoup de troupes alloient de Paris à Caen. mais que trois ou quatre cent seulement venoient de

Caen à Paris, qu'elle a demandé au Comparant ce qu'on disoit de Marat, qu'il a dit qu'on le regardoit comme un bon citoyen, que cela a fait sourire cette jeune femme qui est tout ce qu'il a dit savoir.

Lecture faite, a signé avec nous et ledit accusateur public et le greffier.

Signé FEUILLARD, MONTANÉ, LESCOT-FLEURIOT,
E. MASSON.

Laurent Bas, âgé de vingt-neuf ans, commissionnaire, demeurant rue de la Sonnerie à Paris, maison du citoyen Baille, lequel a dit qu'il est porteur des journaux de Marat, qu'il étoit occupé à ployer les papiers avec la portière de la maison, que sur les sept heures et demie du soir du treize de ce mois, une jeune femme est venue demander si la lettre qu'elle avoit envoyé à Marat lui étoit parvenue, qu'elle désiroit fort le voir, que la citoyenne Evrard a été avertir Marat, que Marat a permis qu'on fit entrer la jeune femme, que sept à huit minutes après qu'elle a été entrée, la citoyenne Evrad, étant dans une autre chambre et sa sœur sortant de donner à boire à Marat, le Comparant a entendu Marat dire d'une voix étouffée : *A moi, mon amie ! je me meurs !* qu'il a vu la jeune femme ouvrir la porte, et le sang rejaillir dans l'antichambre, que se trouvant seul avec elle, il la terrassée avec une chaise, qu'elle s'est relevée, qu'il la terrassée de nouveau, en la prenant par les mamelles, que la portière est entrée, ensuite le principal locataire, et quelques autres citoyens, que ladite femme a été arrêtée et que bientôt après la garde s'en est emparée, qui est tout ce qu'il a dit savoir.

Lecture faite, a signé avec nous l'accusateur public et le greffier.

Signé : Laurent BAS, MONTANÉ, LESCOT-FLEURIOT,
E. MASSON.

N.º 18.

INTERROGATOIRE DE CHARLOTTE DE CORDAY.

Cejourd'hui, seize juillet de l'an mil sept cent quatre-vingt treize, second de la République, onze heures du matin.

Nous Jacques-Bernard-Marie Montané, président du tribunal criminel révolutionnaire, établi par la loi du dix mars mil sept cent quatre-vingt-treize, sans recours au tribunal de Cassation, et encore en vertu des pouvoirs délégués au tribunal par la loi du cinq avril de la même année, assisté de Robert Wolff, commis greffier du tribunal, en l'une des salles de l'auditoire au palais, et en présence de l'accusateur public, avons fait amener de la maison d'arrêt le nommée Corday auquel avons demandé ses noms, âge, profession, pays et demeure?

A répondu se nommer Marie-Anne-Charlotte Corday, âgée de vingt-cinq ans, fille de Jacques-François Corday, ci-devant noble, demeurante à Caen, chez la veuve Le Coutellier de Bretteville, née aux Lignerics, district d'Argentan, département de l'Orne; le citoyen son père demeurant à Argentan.

D. A Elle demandé à quelle époque Elle a quitté Caen?

R. A répondu mardi dernier.

D. Où Elle est allée en sortant de Caen?

R. A Paris.

D. De quelle manière Elle est arrivée à Paris?

R. Dans une voiture qui part trois fois par semaine pour Paris.

D. Sy Elle était seule?

R. Qu'elle était seule de sa connaissance, mais qu'il y avait sept à huit personnes dans la voiture.

D. Si Elle connaissait quelques une de ces personnes?

R. Que non.

D. Quel jour Elle est arrivée à Paris?

R. Jeudi dernier vers midi.

D. Où Elle est descendue en arrivant à Paris?

R. Qu'elle a descendu où la voiture s'est arrêtée et que de là Elle a été logé rue des Vieux-Augustins, hôtel de la Providence.

D. Qui lui avait indiqué l'hôtel où Elle a logé?

R. Par un des hommes qui sont au Bureau, qu'elle ne connaît pas.

D. Quel est le sujet de son voyage à Paris?

R. Qu'elle n'avait d'autre intention, et qu'elle n'est venue que pour tuer Marat.

D. Quels sont les motifs qui ont pu la déterminer à une action aussi horrible?

R. Que c'est tous ses Crimes.

D. Quels sont les Crimes qu'elle lui reproche?

R. La désolation de la France, la guerre civile qu'il a allumée dans tout le royaume.

D. Sur quoi Elle se fonde pour avancer la réponse ci-dessus?

R. Que ses Crimes passés sont un indice de ses Crimes présents, que c'est lui qui a fait massacrer au mois de Septembre, que c'est lui qui entretient le feu de la guerre civile, pour se faire nommer Dictateur, ou autre chose, et que c'est encore lui qui a attenté à la souveraineté du Peuple en faisant arrêter et enfermer des Députés à la Convention le 31 may dernier.

D. Quelle preuve Elle a que Marat fut l'auteur des maux dont Elle parle?

R. Qu'elle ne peut pas en faire la preuve ; mais que c'est l'opinion de la France, que l'avenir l'apprendra, et que Marat avait un masque sur la figure.

D. Ce qu'elle a fait en arrivant à Paris?

R. Qu'elle a été à l'instant de son arrivé chez le citoyen Duperret, député de la Convention.

D. Ce qu'elle y allait faire?

R. Qu'elle était allé lui porter un paquet de la part de Barbaroux.

D. Si Elle a trouvé ce Député?

R. Que non, qu'il n'était pas chez lui.

D. Si Elle a laissé le paquet?

R. Qu'elle l'a laissé à ses filles.

D. Par qui Elle a été conduite chez lui?

R. Elle y est allée seule et a pied.

D. Si Elle y est allée plusieurs fois dans le même jour?

R. Qu'elle y est retournée quatre heures après, parce que là on lui avait dit d'y retourner à cette heure là, qu'elle a trouvé alors le citoyen Duperret qui dînait.

D. Quel fut le sujet de leur entretien?

R. Qu'elle y était allée relativement au paquet dont Elle vient de parler, et pour l'engager à l'accompagner chez le Ministre de l'intérieur pour y retirer des papiers qu'elle avait envoyé depuis six mois et qu'elle demandait depuis huit jours.

D. S'il y a eu entre Elle et ledit Duperret quelque autre entretien?

R. Que non.

D. Ce qu'elle a fait à Paris le deuxième jour de son arrivée?

R. Qu'elle alla chez le Ministre avec Duperret le matin.

D. Pourquoi faire?

R. Pour lui redemander ses papiers.

D. Quels étaient ces papiers?

R. Qu'ils appartenait à mademoiselle de Forbins, Chanoinesse de Troies, qui est en Suisse, et qu'elle était d'Avignon, parce que le district de Caen refusait de lui payer son traitement de Chanoinesse comme émigrée.

D. Ce qu'elle a fait dans la même journée ?

R. Une Adresse qu'on a trouvé sur Elle , et qu'ensuite Elle s'est reposée.

D. Ce qu'elle a fait le troisième jour ?

R. Qu'elle s'est promenée au Palais-Royal dans la matinée et seule.

D. Ce qu'elle a fait au Palais-Royal et si Elle y a acheté quelque chose ?

R. Que oui.

D. Ce qu'elle a acheté ?

R. Un jugement rendu contre les assassins de Léonard Bourdon et un couteau de table à gaine, à manche noir, de grandeur ordinaire, pour quarante sols.

D. Quel est le motif qui la déterminé a acheter ce couteau ?

R. Pour tuer Marat.

D. Ce qu'elle a fait le restant de la journée ?

R. Qu'elle a été vers les onze heures ou onze heures et demie chez Marat avec un fiacre.

D. Ce qu'elle a fait en y arrivant ?

R. Qu'elle a demandé à lui parler.

D. Si Elle lui a parlé ?

R. Que l'ayant fait demander dans son antichambre , il s'est présenté deux ou trois femmes qui lui dirent qu'elle n'entrerait pas ; qu'elle insista , qu'une des femmes alla dire à Marat qu'une citoyenne voulait lui parler , qu'il lui fut répondu qu'elle n'entrerait pas , qu'alors Elle s'en retourna chez elle, où elle rentra vers midy.

D. Ce qu'elle a fait le restant de la journée ?

R. Qu'elle écrivit à l'instant à Marat.

D. Ce qu'elle lui disait dans sa lettre ?

R. Elle cherchait à lui faire croire qu'elle avait des choses intéressantes à lui communiquer sur le Calvados.

D. Ce qu'elle a fait le reste de la journée et si Elle n'est pas allée à la Convention Nationale ?

R. Qu'elle n'est pas sortie , ny n'est allée à la Convention Nationale , qu'elle ignore même ou elle est située : puis se reprenant , dit qu'elle est sortie à sept heures du soir pour venir chez Marat.

D. Si Elle l'y a trouvé ?

R. Que oui.

D. Qui est ce qui la introduite ?

R. Les mêmes femmes qui l'avaient refusé le matin.

D. Quelle a été sa conversation en entrant ?

R. Qu'il lui a demandé quels étaient les troubles de Caen ; qu'elle lui a répondu que dix-huit Députés de la Convention d'accord avec le Département y régnaient , que tout le monde s'enrôlait pour délivrer Paris des anarchistes , que quatre membres du département avaient conduits une partie des armées à Evreux , qu'il écrivit les noms des Députés qui sont à Caen , et quatre administrateurs du Département du Calvados.

D. Quels sont les noms des Députés et des Administrateurs dont elle parla à Marat ?

R. Ces députés sont : GORSAS , LARIVIÈRE , BUZOT , BARBAROUX , LOUVET , BERGOÏNG , PETION , CUSSI , SALLE , LESAGE , VALADY , KERVELLEGANT , GUADET , et cinq autres dont elle ne se rappelle pas les noms ; que les Administrateurs du Calvados sont : Lévêque , Président , Bongon , Procureur-Général , Ménil et Le Normand , Administrateurs.

D. Que répondit Marat ?

R. Qu'il les ferait bientôt tous guillotiner à Paris.

D. Quelle fut la suite de la conversation ?

R. Que ce fut le dernier môt , qu'à l'instant elle le tua.

D. De quelle manière elle le tua ?

R. Avec le couteau qu'elle avait achetté au Palais-Royal qu'elle lui plongea dans le sein.

D. Si en lui portant le coup elle croyait le tuer ?

R. Qu'elle en avait bien l'intention.

D. Si Elle savait qu'en dirigeant le coup où elle l'a porté elle le tuerait ?

R. Que c'était son intention.

D. A elle observé qu'une action aussi atroce n'a pû être commise par une femme de son âge, sans y avoir été excitée par quelqu'un ?

R. Qu'elle n'avait dit ses projets à personne , qu'elle n'a pas crû tuer un homme, mais une bête féroce qui dévorait tous les Français.

D. D'où Elle induit que Marat était une bête féroce ?

R. Par tous les troubles qu'il a excité et par les massacres dont il est l'auteur ; que dernièrement à Caen, il faisait accaparer le numéraire à tout prix.

D. Comment elle sait que Marat accaparait le numéraire ?

R. A répondu qu'elle ne peut en donner la preuve, mais qu'un particulier a été arrêté muni d'argent qu'il apportait à Paris, et qu'on fait actuellement son procès.

D. Ce qu'elle devint lorsqu'elle eut consommé l'assassinat ?

R. Qu'elle fut arrêtée en sortant de la chambre où elle l'avait commis, qu'elle fut interrogée dans le sallon à côté de la chambre, qu'elle en sortit vers les minuit pour être conduite à l'Abbaye.

D. A Elle demandé si en allant chez le Ministre de l'intérieur ce n'était pas pour l'assassiner ?

R. Que non, qu'elle ne le regardait pas assez dangereux pour cela.

D. Quel était l'état du mari de la citoyenne chez laquelle elle demeurait à Caen ?

R. Qu'il était Trésorier de France.

D. Si Elle a des enfans ?

R. Aucun.

D. Si c'est elle qui a élevée, Elle Déposante ?

R. Non, qu'il n'y a que deux ans qu'elle est chez elle.

D. A elle observé qu'une citoyenne bien née n'a pas l'ha-

bitude de voyager seule surtout à l'âge où elle est ; que fille d'un ci-devant , et en ayant tous les principes, elle devait tenir à cette étiquette , que sa parente n'a pas pu la laisser partir pour un voyage de Paris , sans savoir le motif ?

R. Qu'avec un projet comme le sien on ne tient point aux Etiquettes, qu'elle avait fait croire à sa parente qu'elle allait passer quelques jours chez son père à Argentan avec une de ses amies, et que c'est de cette manière qu'elle est partie de Caen mardi dernier à deux heures après dîner.

D. Si Elle a indiqué le nom de son amie à sa parente ?

R. Que non, qu'elle ne lui a même pas donné le temps de la réflexion.

D. Si Elle a été seule prendre la voiture ?

R. Oui.

D. A Elle observé que cela paroît étonnant et a du paroître tel aux personnes chargées de ces voitures, notamment au Directeur, que tout cela conduit à croire qu'elle a été introduite à la voiture par quelqu'un, qu'elle est sommée de s'expliquer sur cela ?

R. Qu'elle n'a été conduite à la voiture par personne et qu'elle s'est peu occupée de ce qu'on penserait d'elle.

D. Si Elle avait retenu sa place avant d'aller la prendre ?

R. Qu'elle l'avait retenue la veille sous son vrai nom.

D. Qui lui a donné l'argent dont elle s'est trouvée nantie lors de son arrestation ?

R. Qu'elle l'avait, — que son père lui fournissait de l'argent quand elle en voulait, qu'elle avait cent écus en espèces sur lesquels elle avait pris les cinquante écus dont elle s'est trouvée nantie.

D. Quel moyen Elle a employé pour se procurer le passeport par Elle annoncé ?

R. Qu'elle l'avait pris dans le mois d'avril dernier, d'abord pour aller voir ses parens à Argentan ; qu'ensuite se trouvant à la municipalité avec une de ses amies qui en pre-

naît un, que la municipalité se trouvant en train d'en donner, elle fit viser le sien pour Paris, étant toujours bien aise d'être en état de s'en servir dans un tems de révolution, observant qu'elle n'avait aucun projet à cette époque.

D. A quelle époque Elle la fait viser ?

R. Qu'elle croit que c'est dans le même mois ou dans le commencement de may.

D. Quel est le nom de l'amie qui se trouvait avec elle à la Municipalité ?

R. Qu'elle s'appelle Beaumont, qu'elle demeure à Caen, qu'elle croit qu'elle y était encore au moment de son départ.

D. A Elle représenté qu'il n'est pas presumable qu'une Demoiselle reste seule, qu'elle devait demeurer chez ses parens, et interpellé de nous dire dans qu'elle maison elle demeurerait à Caen ?

R. Qu'elle demeurerait à cette époque aux Bains-Nationaux de Caen.

D. A quelle époque elle a fait connaissance de Barbaroux et des autres collègues Députés qu'elle a désigné plus haut.

R. Que voulant faire finir l'affaire de madame Forbin, elle est allée trouver Barbaroux qu'elle connaissait pour être ami de la famille de ladite dame Forbin et l'inviter à s'intéresser près du district de Caen, et qu'il lui a dit qu'il fallait qu'elle fit revenir les papiers qu'elle avait envoyé au Ministre de l'intérieur.

D. Comment et où Elle a connu les autres Députés dont Elle a dit ci-devant le nombre ?

R. Qu'étant tous logés à l'Intendance, Elle a été trois fois voir Barbaroux, et a vû les autres en même temps.

D. Si Elle leur a parlé ou à quelques-uns d'entre eux ?

R. Qu'elle a parlé à beaucoup d'eux la dernière fois qu'elle a été à l'intendance ?

D. Sur quoi roulait la conversation ?

R. Que la conversation a roulé sur l'ardeur des habitants

de Caen, à s'enrôler pour venir contre les anarchistes de Paris.

D. Ce qu'elle entend par le mot anarchistes?

R. Ceux qui cherchent à détruire toutes les loix pour établir leur autorité.

D. Si ces Députés ne tiennent point de séance publique à l'Intendance et s'ils ne font point de proclamations, et courir des papiers dont Gorsas et Louvet sont les auteurs!

R. Qu'elle ignorait s'ils tenaient des séances publiques et qu'elle n'y a point assisté, que plusieurs d'entre eux font circuler des addresses, des proclamations et même des chansons, dont le but est de rappeler le peuple à l'unité de la République.

D. Si Elle a lu quelques-unes de ces addresses, proclamations et chansons?

R. Que oui, mais qu'elle les a brûlées avant son départ pour Paris dans la crainte qu'on en trouvât sur elle dans son voyage.

D. A Elle observé que puisqu'elle craignait qu'on en trouvât sur elle, Elle savait donc que ces papiers contenaient des mauvais principes et contraires à l'ordre public?

R. A répondu qu'elle savait très bien que si Elle était trouvée nantie de ces papiers, ils déplairaient aux anarchistes.

D. Si par ces papiers les auteurs n'encourageoient pas les bons citoyens (selon eux) à assassiner Marat, Robespierre, Danton et autres Députés de la Montagne défenseurs des droits du Peuple, et que ces Députés traitres et rebelles qualifient d'anarchistes?

R. Que ces papiers n'ont jamais répandu de pareils principes.

D. A Elle observé que si ces papiers ne renferment point de pareils principes, ils ont du lui être suggéré particulièrement soit par ces Députés, soit par leurs créatures, car une personne de son sexe et de son âge ne peut pas être déter-

terminée à faire un voyage de Paris pour y assassiner un homme qu'elle ne connaissait pas ?

R. Qu'il suffisait bien de quatre ans de crime pour le lui faire connaître, et qu'elle n'avait pas besoin de savoir ce que les autres en pensaient.

D. Quels sont les papiers-nouvelles qu'elle a lû depuis la révolution , et si , notamment , Elle n'a pas lû *Gorsas* , le *Patriote Français* et différens autres ouvrages contraires à la révolution ?

R. Qu'elle était abonnée seulement au journal de Perlet ; mais qu'elle a lu quelques fois *Gorsas*, le *Courrier Français*, le *Courrier Universel* et de plus de cinq cents autres brochures pour et contre la révolution, dans tous les genres.

D. Si Elle connaît l'Evêque du département du Calvados ?

R. Qu'elle l'a vu passer de sa croisée , mais qu'il n'était jamais venu chez sa parente , qu'elle ne lui a jamais parlé , et qu'elle n'avait pas assez d'estime pour lui pour cela.

D. Si Elle a eu connaissance du contenu du paquet par elle remis de la part de Barbaroux à Duperret ?

R. A répondu que le paquet lui a été remis tout cacheté , qu'elle ignorait ce qu'il contenait , sinon qu'il y avait une lettre relative à l'affaire de madame Forbin.

D. Si le jedy à la seconde fois qu'elle est retournée chez Duperret, combien Elle y est restée de tems ?

R. Qu'elle n'y resta que deux ou trois minutes , le tems de lire la lettre, qu'ils ne s'assirent même pas.

D. Si Elle n'a point été à la Convention le même soir ?

R. Que non ; qu'elle n'en a même jamais eu la pensée.

D. A Elle observé qu'il paraît qu'elle ne nous dit point la vérité, car plusieurs indices portent (à croire) qu'elle a été ce même soir dans une tribune de la Convention dans laquelle sont venus la trouver successivement deux particuliers et une femme , et que leur conversation a roulé sur le compte de Marat, contre lequel, Elle accusée, a déclamé beaucoup, que

même en sortant des tribunes, il fut question d'aller chez le Ministre de l'intérieur ?

R. Que le fait est faux, qu'on peut s'en informer à son hôtel, et qu'au surplus elle aurait été fort maladroite.

D. Si depuis son arrivée à Paris; Elle n'a point écrit et fait écrire différentes lettres à Caen ?

R. Pas une.

D. A Elle observé qu'il paraît cependant que quelqu'un qui est venu la voir plusieurs fois, a écrit trois lettres pour elle, lesquelles même ont été vu sur le lit ?

R. Qu'elle n'a jamais fait écrire de lettres par personne, qu'on n'en a pas vu sur son lit ; qu'il n'y avait que l'Adresse qui a été trouvée sur elle.

D. Quelles sont les personnes qui sont venues la voir, depuis qu'elle est logée à l'hôtel de la Providence ?

R. Personne que le citoyen Duperret qui était venu deux fois chez elle, l'une pour aller chez le Ministre de l'intérieur, et une seconde pour la dissuader d'aller chez le Ministre, attendu qu'elle n'avait pas de procuration pour retirer ces papiers, ajoutant que Duperret la pria de remettre une lettre à Barbaroux, lorsqu'elle retournerait à Caen ; qu'elle lui répondit qu'elle ne savait pas si elle y retournerait, et quand elle y retournerait ; que d'ailleurs, avant de partir elle irait elle-même lui dire, ou lui ferait dire, que le lendemain elle serait sortie toute la journée, qu'elle ne voulait pas qu'il vint la voir, qu'au surplus elle l'avait engagé à aller lui-même à Caen parce qu'elle le croyait plus en danger à Paris.

D. A Elle observé qu'il paraît que Duperret est allé chez elle cinq fois, et une autre personne deux fois.

R. Que Duperret n'est venu que deux fois et que nulle autre personne n'y était venue.

D. A quelle boutique elle a acheté le couteau avec lequel elle a commis l'assassinat, et si c'est un homme ou une femme qui le lui ont vendu ?

R. Que c'est un homme qui lui a vendu ce couteau, mais qu'elle ignore dans quelle boutique ni de quel côté, ne l'ayant acheté qu'après avoir fait dix fois le tour du Palais-Royal.

D. Qui lui a donné l'Adresse de Marat ?

R. Qu'elle a dit a un fiacre de l'y conduire, que ledit fiacre lui dit qu'il ignorait sa demeure ; qu'elle lui a dit de s'en informer, qu'il s'en informa et l'y conduisit.

D. A Elle observé qu'il semble que dans ses précédentes réponses, elle a dit qu'elle y avait été à pied ?

R. Qu'elle n'avait point été à pied chez Marat, mais bien chez Duperret.

D. A Elle demandé qui a écrit une Adresse au crayon, trouvée sur elle lors de son arrestation, qui est l'Adresse de Marat ?

R. Que c'est elle qui l'avait écrite après l'avoir appris par le premier cocher de fiacre qui l'avait conduit chez Marat.

D. Comment Elle s'est déterminée à aller la première fois chez Marat à onze heures et demie du matin, lorsque le connaissant Député elle devait le supposer à son poste ?

R. Qu'elle s'est informée à son hôtel si Marat allait toujours à la Convention, et que sur la réponse qui lui fut faite, qu'on ne le croyait pas, elle est allée chez lui, déclarant que son intention était, si elle ne l'avait pas trouvé chez lui, d'aller le tuer à la Convention même.

D. Si ce n'est pas au contraire Duperret qui lui a appris que Marat était malade et ne pouvait aller à la Convention ?

R. Qu'elle ne le croit pas, qu'elle croit que ce sont les gens de l'Hôtel, et qu'elle ne croit pas avoir parlé de Marat avec Duperret.

D. A Elle représenté de nouveau qu'elle ne persuadera à qui que ce soit, qu'une personne de son âge et de son sexe, ait conçu un pareil attentat pour l'exécuter même dans la Convention, si elle n'y avait pas été excitée et sollicitée par

quelques personnes qu'elle ne veut pas nous indiquer, et notamment par Barbaroux, Duperret et autres connus publiquement pour les ennemis de Marat.

R. Que c'est bien mal connaître le cœur humain, qu'il est plus facile d'exécuter un tel projet d'après sa propre haine que d'après celle des autres.

D. Si Elle n'a point été chanoinesse ou dans quelques couvents ?

R. Qu'elle n'a jamais été chanoinesse, ni religieuse, mais qu'elle a été plusieurs années pensionnaire à l'Abbaye de Sainte-Trinité de Caen.

D. Si Elle ne connaît pas la citoyenne de Précorbin et si elle ne la pas été voir à Paris ?

R. Qu'elle connaît le nom de la famille de Précorbin, mais qu'elle ignorait qu'il y en eut à Paris.

D. Si Elle a des frères et sœurs et où ils sont ?

R. Qu'elle a deux frères et une sœur, que sa sœur est à Argentan avec son père, qu'elle ignore où sont ses frères, qu'elle ne les pas vu depuis environ un an.

D. Quel était leur état ?

R. L'un était officier au régiment ci-devant Normandie, et l'autre un enfant qui n'a pas encore d'état.

D. Si Elle n'a pas été mariée ?

R. Jamais.

D. S'il n'est pas vrai qu'elle nous a dit qu'on voulait à Caen, l'unité et l'indivisibilité de la République ?

R. Que le Peuple et les Administrateurs ont juré la République une et indivisible, et que c'est écrit sur toutes les bannières, qu'ils n'en veulent qu'aux anarchistes, et veulent délivrer les Parisiens.

D. Si Elle n'a point écrit une lettre aujourd'hui ?

R. Qu'elle en a commencée une qui n'est point encore achevée, qu'elle a dans sa poche, laquelle elle a à l'instant tirée en demandant la permission de l'achever et de l'en-

voyer ou du moins de l'envoyer nous mêmes après l'avoir lûe.

D. A qui s'adresse cette lettre ?

R. Que c'est à Barbaroux.

D. Si Elle avait eu quelques conversations avec Barbaroux ?

R. Qu'elle n'en avait eue aucune autre que relatif à l'affaire de la dame Forbin.

D. Si Barbaroux lui a demandé le détail de son voyage, et s'il en connaissait le motif.

R. Qu'effectivement Barbaroux lui a demandé le détail de son voyage, par une lettre qu'il lui écrivit, mais qu'il n'en connaissait pas le motif, qu'elle est fâchée d'avoir brûlé la lettre de Barbaroux, parce que nous y verrions que tout le monde ignorait son voyage.

D. A Elle représenté que si Barbaroux n'eut pas été informé du motif de son voyage pour Paris, il ne lui aurait pas promis le secret, et que d'ailleurs elle ne serait point étendue d'une manière si complaisante dans la lettre en question, par elle commencée aujourd'hui sur l'assassinat par elle commis en la personne de Marat ?

R. Que comme cette lettre est pour plusieurs personnes, elle est entrée dans plus de détails.

D. Si on ne l'avait pas persuadée qu'aussitôt qu'elle aurait assassiné Marat, elle serait elle même massacrée ?

R. Que personne n'avait cherché à l'en persuader, mais qu'elle le croyait elle-même, que c'est par la raison qu'elle en avait écrit le motif dans l'Adresse qu'on a retrouvée sur elle et qu'elle voulait qu'on connut après sa mort.

D. A Elle demandée si elle a un Conseil ?

R. Déclare qu'elle nomme pour son Conseil ou Défenseur officieux, le citoyen Doulcet, Député de Caen à la Convention, et que dans le cas, où il ne pourrait pas, attendu la déclaration de l'accusée qu'elle n'en connaît point d'autre ;

nous lui avons nommé d'office le citoyen Guyot, homme de loy (1).

Avons à l'instant avec laditte Corday, ledit Accusateur Public, et notre commis greffier, cotté et paraphé ladite lettre, dont est question commencée par ladite Corday, contenant six pages et trois lignes d'une septième, et a laditte Corday signé avec nous, ledit Accusateur Public et le commis greffier :

Après avoir fait lecture du présent interrogatoire à laditte Corday, et qu'elle a déclarée y persisté et n'avoir rien à changer, augmenter ou diminuer.

Signé CORDAY, MONTANÉ, FOUQUIER-TINVILLE,
WOLFF, commis greffier.

(1) Fouquier-Tinville adressa à M. Doulcet de Pontécoulant, le jour même, 16 juillet, une lettre qui lui annonçait le choix de Charlotte de Corday — et l'adjonction d'un défenseur d'office. Cette lettre a été publiée par M. Renard, de Caen, possesseur d'une curieuse collection de livres et d'autographes sur la Révolution, dans une brochure intéressante qu'il a fait paraître en 1860, sous le titre de *Charlotte de Corday et M. de Pontécoulant*, chez Charavay, à Paris, et Legost-Clérisse, à Caen.

M. Renard a eu la pièce autographe et d'autres qui s'y rattachent entre les mains, et en véritable amateur il les a reproduites dans leur pureté et avec leur orthographe primitives. Nous suivons ce texte très-préférable à celui donné précédemment par M. Louis Dubois dans son *Essai historique* sur Charlotte de Corday.

Paris, ce 16 juillet 1793 de la République.

Citoyen,

J'ai l'honneur de vous faire part que Marie-Anne-Charlotte Cordey, prévenue d'assassinat en la personne de Marat, vous a choisi pour son conseil, nonobstant l'observation qui lui a été faite, tant par le Président que par moy, qu'un Député ne pouvait pas être son conseil, attendu qu'il était obligé.... à son poste! mais nommé, je dois vous en faire part, et que la cause est indiquée à demain huit heures précises; je vous observe de plus que prévoyant qu'il serait possible que vos affaires ne vous permissent pas de vous rendre à cette invitation, j'ai fait nommer un conseil adjoint.

Salut et fraternité.

L'accusateur public du tribunal extraordinaire
révolutionnaire.

FOUQUIER-TINVILLE.

Le citoyen Doulcet de Pontécoulant à l'Assemblée conventionnelle.

PIÈCES A CONVICTION.

N.° 49.

EXTRAIT DE BATÊME DE M.^{lle} DE CORDAY.

*EXTRAIT du registre des baptêmes , mariages et sépultures
de l'Eglise Paroissiale de Saint-Saturnin des Lignerits,
Diocèse de Sées.*

Ce vingt-huit de juillet mil sept cent soixante-huit par nous soussigné Curé, a été baptisée Marie-Anne-Charlotte, née d'hier du légitime mariage de Messire Jacques-François de Corday, Ecuyer Seigneur d'Armont et de noble Dame Marie-Jacqueline de Gautier, son épouse, le parain Messire Jean-Baptiste Alexis de Gautier, Ecuyer Seigneur de Mesnival, la maraine noble Dame Françoise-Marie-Anne Levaiillant de Corday, le père présent.

Ont signés : LEVAILLANT DE CORDAY.

GAUTIER DE MESNIVAL.

CORDAY D'ARMONT.

J.-L. POLLARD, *curé* de
cette paroisse des Li-
gnerits.

Nous soussigné certifions le présent conforme à l'original.
En foy de quoy nous avons signé :

J.-POLLARD,
curé des Lignerits.

Ce 8 mai mil sept cent quatre-vingt-deux.

N.º 20.

PASSEPORT DE M.^{lle} DE CORDAY.

PATRIE. — LIBERTÉ. — ÉGALITÉ.

DÉPARTEMENT DU CALVADOS.

(District de Caën).

Laissez passer la citoyenne *Marie Corday*, natif du *Mesnil-Imbert*, domicilié à *Caën*, municipalité de *Caën*, district de *Caën*, département du *Calvados*, âgé de 24 ans, taille de cinq pieds un pouce, cheveux et sourcils *châtains*, yeux *gris*, front *élevé*, nez *longe*, bouche *moyenne*, menton *rond*, *fourchu*, — visage *oval*.

Prêtez lui aide et assistance en cas de besoin, dans la route qu'il va faire pour aller à *Argentan*.

Delivré en la Maison Commune de Caën, le 8 avril 1793, l'an II de la République Française, par nous *Fossey l'aîné*, Officier Municipal.

Expedié par nous, Greffier soussigné, et a le dit citoyenne Corday, signé :

Marie CORDAY.

HENI, greffier.

On lit au dos. — *Vu en la Maison Commune de Caën pour aller à Paris.*

Le 23 avril 1793, l'an II de la République.

ENGUELLARD, officier-municipal.

OBSERVATION. — Les prénoms de Mademoiselle de Corday étaient au nombre de trois : Marie, Anne, Charlotte ; c'est ce dernier que l'histoire a adopté comme étant le nom de baptême

usuel de cette femme célèbre ; mais il ne paraît pas que ce fut celui qu'elle portait habituellement. Le plus souvent elle ne signait que de son nom de famille : *Corday* ou *Corday d'Armont* ; et lorsqu'elle prenait un de ses prénoms , c'était toujours celui de *Marie*.

Le passeport en offre ici une double preuve ; la formule : « Laissez passer la citoyenne *Marie* Cordey » indique qu'à l'interpellation d'usage, quels sont vos noms et prénoms ? la réponse a dû être : *Marie* Corday. La faute commise dans l'orthographe du nom propre prouve que c'est sur la déclaration verbale de mademoiselle de Corday que le passeport a été rédigé. C'est donc elle-même qui a répondu : Je me nomme *Marie* Corday, sans parler de ses autres prénoms, notamment de celui de Charlotte ; et les paroles sorties de sa bouche ont été confirmées deux fois de sa main , l'une sur le registre à souche des passeports, conservé à la mairie de Caen, l'autre sur la feuille volante qui fut délivrée à la voyageuse.

A ces énonciations d'une authenticité incontestable il faut joindre :

1.° La demande adressée au Comité de Sûreté générale par Mademoiselle de Corday (V. *infra*, pièce 26). Cette demande est signée *Marie*.

2.° La dernière lettre écrite dans la prison , au moment de partir pour l'échafaud. Cette lettre adressée à Doulcet de Pontécoulant, Député du Calvados à la Convention, est revêtue de la signature, Marie de Corday. Doulcet de Pontécoulant, allié à la famille de Corday , ayant pu connaître Mademoiselle de Corday au couvent de l'Abbaye-aux-Dames , dont sa tante, Madame de Pontécoulant, était abbesse, écrivit deux lettres au sujet du reproche qui lui était fait de ne pas avoir accepté la défense de l'accusée devant le Tribunal révolutionnaire : il donna invariablement à Mademoiselle de Corday le prénom de *Marie* (V. *Essai historique* de Louis Dubois, 131 et 132).

Enfin , le *Moniteur*, rapportant le refus d'un confesseur, reproduit la réponse de *Marie* Corday au prêtre (n.° 211, année 1793), et c'est aussi le prénom qu'adopta le premier biographe qu'ait eu Mademoiselle de Corday (V. *infra*. Récit de l'exécution).

Après avoir indiqué cette rectification, pour rendre hommage à l'exactitude absolue qu'on doit rechercher, surtout lorsqu'on publie des documents historiques et judiciaires, nous serons les premiers à respecter l'appellation consacrée par un long usage et sous laquelle Charlotte de Corday est inscrite dans les fastes de l'histoire.

N.° 24.

LETTRE DE BARBAROUX A DU PERRET.

Caen, le 7 juillet 1793, l'an de la République,
une et indivisible.

Je t'adresse, mon cher et bon ami, quelques ouvrages intéressants qu'il faut répandre.

L'ouvrage de Salles, sur la Constitution, est celui qui, dans ce moment, produira le plus grand effet ; je t'en enverrai par la 1.^{re} occasion bon nombre d'exemplaires.

Je t'ai écrit par la voye de Rouen, pour t'intéresser à une affaire qui regarde une de nos concitoyennes ; il s'agit seulement de retirer du Ministère de l'intérieur des pièces que tu me renverras à Caen. La citoyenne qui porte ma lettre s'intéresse à cette même affaire, qui m'a paru tellement juste, que je n'ai pas hésité d'y prendre la plus vive part. Adieu, je t'embrasse et salue tes filles, Marion et les amis. Donne moi des nouvelles de ton fils. Ici tout va bien, nous ne tarderons pas à être sous les murs de Paris.

(La Lettre ne porte pas de signature.)

En tête, on lit écrit de la main de Du Perret :

Je certifie que c'est la lettre de Barbaroux.

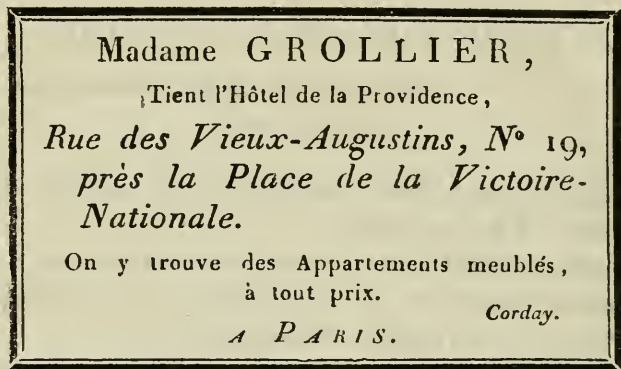
LAUZE DE PERRET.

Au pied de la lettre :

Ne varietur : — François CHABOT.

N.° 22.

ADRESSE DE L'HOTEL DE LA PROVIDENCE.



Cette carte fut remise par Charlotte de Corday, à Du Perret, pour lui faire savoir où elle demeurerait. — Elle est signée au crayon du nom de *Corday*.

Au dos on lit la signature : *Lauze de Perret*, signature qui fut apposée par ce dernier lorsqu'il déposa la pièce sur le bureau de la Convention.

N.° 23.

ADRESSE DE MARAT.

Cette adresse avait été écrite par Charlotte de Corday, au crayon, et laissée par elle dans sa chambre; elle fut trouvée lors de la perquisition faite à l'hôtel de la Providence. (V. ci-dessus, n.° 2, p. 8.) Elle ne contient que ces mots :

Faubourg Saint-Germain, rue des Cordeliers,
à l'entrée.

Au dos on lit les signature de :

ROUSSET, CAVANAGH, FIOT, BRUNOT,
et AUFAUVRE, secretaire-greffier.

N.° 24.

LETTRE DE CHARLOTTE DE CORDAY A
MARAT (1).

Je vous ai écrit ce matin, Marat, avés vous reçu ma lettre, puis je espérer un moment d'audience, si vous l'avés reçue, j'espère que vous ne me refuserez pas, voyant combien la chose est intéressante, suffit que je sois bien malheureuse pour avoir droit à votre protection.

(Cette lettre ne porte pas de signature).

On lit au dos :

Au Citoyen Marat,
Faubourg Saint-Germain, rue des Cordeliers,
A Paris.

Au bas est écrit :

La présente n'a point été remise à son adresse, devenue inutile par l'admission de l'assassin, à sa deuxième présentation, vers les sept heures et demie de relevée, à laquelle elle a commencé son forfait.

Signé GUELLARD.

(1) L'original de la première lettre que Charlotte adressa par la poste à Marat, n'existe pas au dossier : voici cette lettre, telle qu'elle fut lue par Chabot à la Convention et insérée dans la *Gazette Nationale* (*Moniteur* alors non officiel), n.° 197, du mardi 16 juillet 1793.

« Je viens de Caën. Votre amour pour la Patrie doit vous faire désirer de connoître les complots qu'on y médite. J'attends votre réponse. »

Chabot n'énonce aucune signature ; il semble cependant, par la teneur même de la lettre, que mademoiselle de Corday avait dû indiquer son adresse, puisqu'elle écrivait par la poste et demandait une réponse.

N.º 25.

ADRESSE AUX FRANÇAIS AMIS DES LOIX
ET DE LA PAIX.

« Jusqu'à quand, ô malheureux Français, vous plairés vous dans le trouble et les divisions, assés et trop long temps des factieux et des scélérats ont mis l'intérêt de leur ambition à la place de l'intérêt générale, pourquoi, ô infortunés (1) victime de leur fureur, pourquoi vous égorger, vous anéantir vous même pour établir l'édifice de leur tyrannie (2) sur les ruines de la France désolée (3).

« Les factions éclatent de toutes parts; la Montagne triomphe par le crime et par l'oppression; quelques monstres, abreuvés de notre sang conduisent ses détestables complots (4) et nous mènent au précipice par mille chemins divers.

« Nous travaillons à notre propre perte avec plus d'énergie que l'on n'en mit jamais à conquérir la Liberté! O Français, encore un peu de temps, et il ne restera de vous que le souvenir de votre existence!

« Déjà les départements indignés marchent sur Paris; déjà le feu de la *Discorde* et de la guerre civile embrâse la moitié de ce vaste Empire, il est encore un moyen de l'é-

(1) M. de Lamartine a retranché ces mots, qui, il faut le reconnaître, ne sont rien moins qu'euphoniques.

(2) Au lieu de l'*édifice de la tyrannie*, on lit dans l'édition des *Girondins* (Furne, 1847, in-8.º) : *le désir de leur tyrannie*. — Peut-être n'y a-t-il là qu'une erreur typographique.

(3) Le mot *désolée* est retranché dans l'*Histoire des Girondins*.

(4) Ce passage est supprimé depuis — *et nous mènent*.

teindre, mais ce moyen doit être prompt. Déjà le plus vil des scélérats, Marat, dont le nom seul présente l'image de tous les crimes, en tombant sous le fer vengeur, ébranle la Montagne et fait pâlir Danton et Robespierre, les autres brigands assis sur ce trône sanglant, environnés de la foudre, que les Dieux vengeurs de l'humanité ne suspendent sans doute que pour rendre leur chute plus éclatante, et pour effrayer tous ceux qui seraient tentés d'établir leur fortune sur les ruines des peuples abusés !

« Français ! vous connaissez vos ennemis, levés vous ! marchés ! que la Montagne anéantie ne laisse plus que des frères et des amis ! J'ignore si le ciel nous réserve un Gouvernement républicain, mais il ne peut nous donner un Montagnard pour maître que dans l'excès de ses vengeances.....

« O France, ton repos dépend de l'exécution de la loi, je n'y porte point atteinte en tuant Marat, condamné par l'univers, il est hors la loi.... quel tribunal me jugera ? Si je suis coupable, Alcide l'était donc lorsqu'il détruisait les monstres (1); mais en rencontra-t-il de si odieux ? O amis de l'humanité, vous ne regretterez point une bête féroce engraissée de votre sang, et vous tristes Aristocrates que la Révolution n'a pas assés ménagés, vous ne le regretterez pas non plus, vous n'avez rien de commun avec lui.

« O ma patrie ! tes infortunes déchirent mon cœur, je ne puis t'offrir que ma vie, et je rends grâce au ciel de la liberté que j'ai d'en disposer ; personne ne perdra par ma mort, je n'imiterai point Pâris en me tuant, je veux que mon dernier

(1) M. de Lamartine supprime le surplus de l'alinéa. Ce passage nous paraît cependant d'une grande importance pour l'appréciation des opinions politiques de Charlotte de Corday et, de plus, André Chenier l'a traduit presque littéralement dans ces vers de son *Ode à Charlotte* :

Tu voulais, enflammant les courages timides,
Réveiller les poignards sur tous ces parricides,
De rapines, de sang, d'infamie engraissés.

soupir soit utile à mes concitoyens, que ma tête, portée dans Paris, soit un signe de ralliement pour tous les amis des loix, que la Montagne chancelante voye sa perte écrite avec mon sang, que je sois leur dernière victime, et que l'univers vengé déclare que j'ai bien mérité de l'humanité, au reste, si l'on voyait ma conduite d'un autre œil, je m'en inquiète peu.

« Qu'à l'univers surpris, cette grande action
 « Soit un objet d'horreur ou d'admiration,
 « Mon esprit, peu jaloux de vivre en la mémoire,
 « Ne considère point le reproche ou la gloire:
 « Toujours indépendant et toujours citoyen,
 « Mon devoir me suffit, tout le reste n'est rien.
 « Allés, ne songés plus qu'à sortir d'esclavage !.. (1).

Mes parents et amis ne doivent point être inquiétés, personne ne savait mes projets. Je joins mon extrait de Baptême à cette Adresse pour montrer ce que peut la plus foible main conduite par un entier dévouement. Si je ne réussis pas dans mon entreprise, Français, je vous ai montré le chemin, vous connaissez vos ennemis, levés vous, marchés et frappés. »

OBSERVATION — Voici l'historique de cette pièce importante qui ne se trouve pas au dossier des Archives :

D'après M. Quérard, *l'Adresse aux Français, Amis des Lios et de la Paix*, fut publiée, sous ce titre, 1793, in-8°. (V. *Archives d'Histoire Littéraire*, par M. Quérard, 2.^e année 1856, p. 440.)

Depuis cette époque, la proclamation trouvée sur Charlotte s'était dérobée aux recherches curieuses de l'histoire, dit M. de Lamartine (*Les Girondins*, vol. VI, p. 242, édition de Furne, in-8°). Au cours de la publication des *Girondins* une copie de la pièce fut envoyée à l'auteur, par M. Paillet, qui possédait l'original. L'illustre historien ayant désiré prendre connaissance de la pièce elle-même (2), put en donner la description suivante : « Elle (l'Adresse)

(1) Ces vers sont de Voltaire. — *Mort de César*. Acte III, sc. 2.

(2) Lettre de M. de Lamartine à M. Paillet, du 8 avril 1846.

• M. de Lamartine désirerait savoir si M. Paillet.... pourrait lui laisser voir la proclamation de la main de Charlotte, dont il a bien voulu lui envoyer copie. » Catalogue de M. Laverdet. (*Vide infra*.)

est écrite de la main de Charlotte Corday, d'une écriture à grands traits, mâle, ferme, fortement tracée, et comme destinée à frapper de loin les regards. La feuille de papier est pliée en huit....; elle est percée de huit piqûres encore visibles par l'épingle qui l'attachait sur le sein de Charlotte. »

M. de Lamartine ne donna que les *principaux passages* de cette Adresse, ainsi qu'il le dit lui-même, et quoique ces passages fussent indiqués comme cités textuellement, on a vu que par la faute du copiste ou par la volonté de l'historien, le texte ne fut pas reproduit avec une entière exactitude.

En 1855, la pièce originale comprise dans une vente d'autographes qui eût lieu à l'hôtel Sylvestre, fut mise sur table à 300 francs et poussée jusqu'à 770. (Quérard, *Archives*, vol. I, p. 199.) Elle fait aujourd'hui partie de la précieuse collection de M. le comte de H....

Dans le catalogue qui avait précédé la vente, M. Laverdet (1) avait publié, à titre de *spécimen*, la première partie et la fin de l'Adresse de Charlotte. Dans ces deux fragments, le texte et même l'orthographe ont été respectés avec une fidélité scrupuleuse et intelligente. Nous les avons reproduits en les complétant à l'aide d'un passage emprunté à *l'Histoire des Girondins*.

Nous avons noté les retrachements qui avaient été opérés par M. de Lamartine.

(1) Catalogue d'une belle collection de lettres autographes, à Paris, chez Laverdet, expert en autographes, 1855.

N.º 26.

LETTRE DE CHARLOTTE DE CORDAY AU
COMITÉ DE SURETÉ GÉNÉRALE.

Du 15 juillet 1793, 2.º de la République.

Citoyens composant le Comité de sûreté générale,

Puisque j'ai encore quelques instants à vivre, pourrais-je, espérer, Citoyens, que vous me permettrés de me faire peindre, je voudrais laisser cette marque de mon souvenir à mes amis, d'ailleurs comme on chérit l'image des Bons Citoyens, la curiosité fait quelquefois rechercher ceux des grands criminels, ce qui sert à perpétuer l'horreur de leurs crimes, si vous daignés faire attention à ma demande, je vous prie de m'envoyer demain un peintre en miniature, je vous renouvelle celle de me laisser dormir seule, croyés je prie à toute ma Reconnoissance.

Marie CORDAY.

J'entends sans cesse crier dans la rue l'arrestation de Fauchet, mon complice, je ne l'ai jamais vu que par la fenêtre, et il y a plus de deux ans, je ne l'aime ny ne l'estime, je lui ai toujours cru une imagination exaltée et nulle fermeté de caractère; c'est l'homme au monde à qui j'aurais le moins volontiers confié un projet, si cette déclaration peut lui servir, jen certifie la vérité.

CORDAY.

Lettre tirée de la collection de M. Chambry, et publiée par madame Louise Collet, à la suite de son beau drame sur Charlotte Corday (*Charlotte Corday et madame Rolland*, par madame Collet. — Paris, 1842.)

Ici se placerait la Lettre, ou pour mieux dire, les lettres de Charlotte à Barbaroux. Nous reproduisons ces pièces en fac-simile.

2^e DOSSIER

FILLE CORDAY

JUGEMENT DU 17 JUILLET 1793.

MORT

NOTA. — Le surplus des Pièces est chez l'Accusateur Public
pour servir de pièces aux Complices.

21 *Pièces.*

2° DOSSIER

(N° 82, carton n° 27).

FILLE CORDAY.

JUGEMENT DU 17 JUILLET 1793.

Mort.

NOTA. — Le surplus des Pièces est chez l'Accusateur Public pour servir au procès des Complices. — 21 Pièces.

(W, 277.)

N° I.

ACTE D'ACCUSATION ET ORDONNANCE DE PRISE DE CORPS.

ANTOINE QUENTIN, FOUQUIER-TINVILLE, Accusateur Public du Tribunal Criminel extraordinaire et révolutionnaire établi à Paris par *Décret de la Convention Nationale du 10 mars 1793, l'an deuxième de la République, sans aucun recours au Tribunal de Cassation*, en vertu du pouvoir à lui donné par l'*Article deux d'un autre Décret de la Convention, du cinq avril suivant*, portant que l'Accusateur Public dudit Tribunal est

autorisé à faire arrêter, poursuivre et juger sur la dénonciation des autorités constituées ou des Citoyens ;

EXPOSE (1), que le treize juillet, présent mois sept heures trois quarts du soir, le Commissaire de Police de la Section du Théâtre français, instruit par la Clameur publique qu'il existait dans la rue des Cordeliers, un grand rassemblement de citoyens, causé par le Bruit de l'assassinat qui venait d'être Commis en la personne du citoyen Marat, l'un des représentants du peuple à la Convention s'est transporté au domicile dudit Marat, où il y a trouvé une femme prévenue d'avoir commis ledit assassinat, et après avoir fait constater par un Chirurgien les Causes de la mort de ce Député ledit Commissaire de Police, a fait subir Interrogatoire à ladite femme, laquelle a déclaré se nommer, *Anne-Marie-Charlotte Corday*, cy-devant D'armans, native de la paroisse Saint Saturnin des Lignerits, âgée de vingt-cinq ans, moins quinze jours, vivant de ses revenus et demeurant Ordinairement à Caen, et présentement à Paris, logée rue des Vieux-Augustins, hôtel de la Providence ; — Que Cet Interrogatoire terminé, le Commissaire de Police, a remis ladite Corday aux Administrateurs du département de police avec expédition, de son procès-verbal, sur le Vu duquel lesdits Administrateurs ont Ordonné que ladite Corday serait Conduite à la Prison de L'abbaye, et gardée à vue par un Gendarme, et que le procès-verbal, et toutes les pièces seraient envoyées au Tribunal ; — Qu'en exécution de cette ordonnance, et du décret de la Convention en date du quatorze Juillet, présent mois portant que le tribunal révolutionnaire instruira tout de suite contre l'assassinat de Marat, et ses complices, toutes lesdites

(1) Cette Pièce est écrite de la main de Grébeuval, secrétaire de Fouquier-Tinville.

pièces ont été remises à l'accusateur public le jourd'hier neuf heures du soir ;

Qu'en conséquence, *ladite Marie-Anne-Charlotte Corday*, à cejourd'hui subi interrogatoire par-devant le Président du tribunal. — Qu'il a aussi été reçu par différens juges plusieurs déclarations de témoins ;

L'Examen fait par l'Accusateur Public de toutes lesdites pièces, il en résulte que le mardi neuf Juillet, présent mois, — Marie-Anne-Charlotte Corday est partie de Caen pour se rendre à Paris, où elle est arrivée le jeudi suivant, environ à midi, et s'est logée rue des Vieux-Augustins, Maison dite hôtel de la Providence ; qu'elle dit s'être couchée et n'être sortie de son appartement, que le Vendredi matin pour se promener, que l'après midi, elle n'est point sortie, qu'elle s'est mise à écrire, que le lendemain samedi, le matin vers les sept heures et demie huit heures, elle est sortie, a été au palais de l'Égalité, où elle a achetée le Couteau dont il sera Ci-après parlé, a pris une voiture place des Victoires, pour se faire Conduire chez le Citoyen Marat, chez lequel elle n'a pu se faire Introduire ; qu'alors retournée Chez elle, elle a pris le parti de lui écrire par la petite poste, et sous un faux nom pour lui demander une audience, que vers les sept heures et demie du soir du même jour, elle a pris une voiture et s'est fait conduire au domicile de Marat, pour y recevoir, à Ce qu'elle dit la réponse à sa lettre que dans la crainte d'essuyer encore un refus, elle s'était précautionnée d'une autre lettre, qu'elle se proposait de faire tenir au Citoyen Marat, mais qu'elle n'en a pas fait usage, que des femmes lui ont ouvert la porte, mais ont refusé de la laisser pénétrer auprès du citoyen Marat ; Que ce dernier ayant entendu *ladite Corday*, insister, Il a lui-même demandé qu'elle fut introduite auprès de son bain, où il était alors ; Qu'il fit plusieurs questions à Cette femme sur les députés de

present à Caen, sur leurs noms, et ceux des officiers municipaux, que ladite Corday, les lui a nommés, sur quoi Marat, lui dit qu'ils ne tarderaient pas à être punis de leur rébellion : C'est alors que ladite Corday a tiré de son sein le couteau qu'elle avait achetée, le matin, au Palais royal, et aussitôt en a porté un coup à Marat, lequel a pénétré sous *la clavicule du col droite* entre les Première et secondes vraies Côtes et Cela si profondément que l'Index a facilement pu pénétrer de toute sa longueur à travers le Poulmon Blessé, duquel coup Ce représentant du peuple est mort presque à l'Instant, que dans les interrogatoires subis par ladite Corday, elle est convenue de tous les faits, ajoutant même que son intention, était de tuer Marat, partout où elle le trouverait, même au sein de la Convention ; que lorsqu'elle a été fouillée, il a été trouvé dans son sein une gueine de couteau laquelle elle a reconnu pour celle qui servait au Couteau avec lequel elle avait Commis l'assassinat.

D'après l'Exposé ci-dessus l'Accusateur Public a dressé la présente accusation contre *Marie-Anne-Charlotte Corday*, pour avoir méchamment et de dessein prémédité étant à Caen, formé le projet d'attenter à la représentation nationale, en assassinant Marat député à la Convention, et pour l'exécution de cet infâme projet de s'être transportée à Paris, et le surlendemain de son arrivée en cette ville de s'être fait conduire à deux fois différentes au domicile dudit citoyen Marat pour chercher à s'introduire auprès de lui ; qu'ayant réussi à la seconde fois de l'avoir frappé d'un couteau qu'elle avait acheté à Paris, à cet effet duquel coup, ce représentant du peuple est mort presque à l'Instant, ce qui est contraire à *l'article quatre section trois du Titre premier et à l'article onze, section première du titre second du code pénal.*

En conséquence l'Accusateur Public requiert qu'il lui soit

donné acte de la Présente accusation, qu'il soit ordonné qu'à sa diligence et par un huissier du tribunal, porteur de l'ordonnance à intervenir ladite Marie-Anne-Charlotte Corday, actuellement détenue en la maison d'arrêt dite L'abbaye, sera prise au corps arrêtée et transférée sous bonne et sûre garde de ladite maison en celle de justice de la conciergerie du Palais à Paris, où elle sera écarouée sur les registres d'Icelle, comme aussi que ladite ordonnance à intervenir sera notifiée à la municipalité de Paris.

Fait au cabinet de l'accusateur public ce seize juillet mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la république.

Signé : FOUQUIER-TINVILLE.

Le Tribunal faisant droit sur le réquisitoire de l'accusateur public, lui donne acte de l'accusation par lui portée contre *Marie-Anne-Charlotte Corday* ;

En conséquence ordonne qu'à la diligence du requérant, et par un huissier du tribunal porteur de la présente ordonnance, ladite Corday sera prise au Corps, arrêtée et transférée sous bonne et sûre garde de la maison d'arrêt dite L'abbaye où elle est actuellement détenue en celle de Justice de la Conciergerie du Palais à Paris, où elle sera écarouée sur les registres d'Icelle, comme aussi que la présente ordonnance sera notifiée à la municipalité de Paris.

Fait et jugé au Tribunal le seize juillet Mil sept cent quatre-vingt-treize, l'An second de la République, par les citoyens Jacques-Bernard-Marie Montané, Président ; Étienne Foucault et Antoine Roussillon, Juges du Tribunal, qui ont signé : Montané, Foucault, Roussillon.

ACTES DE PROCÉDURE.

N° 2.

NOTIFICATIONS DU MANDAT D'ARRÊT.

L'AN 1793, 2^e de la République, le 16 juillet..... Notification du mandat d'Arrêt décerné par l'Accusateur Public etc..., contre la nommée Marie-Anne-Charlotte Corday, prévenue d'Assassinat de la personne de Marat.

Cette notification est faite à la personne du Procureur-Syndic de la Commune, en son parquet, parlant à un commis — par Tavernier, huissier-audiencier au Tribunal Criminel Extraordinaire et Révolutionnaire.

N° 3.

16 juillet. — Notification du même mandat au Concierge de la maison d'Arrêt de l'Abbaye à l'effet d'extraire la prévenue de ladite maison de l'Abbaye et de la transférer à la Conciergerie — par Tavernier, huissier, etc...

N° 4.

16 juillet. — Même notification par le même huissier au citoyen Richard, Concierge de la maison de la Conciergerie du Palais, etc...

N° 5.

EXTRACTION DE C. DE CORDAY DE L'ABBAYE.

L'AN mil sept cent quatre-vingt-treize le seize juillet deuxième de la République,

A la requête du citoyen Accusateur Public près le Tribunal Criminel Extraordinaire et Révolutionnaire, établi à Paris par la Loi du 16 Mars 1793 — sans recours au Tribunal de Cassation, lequel fait élection de domicile en son Parquet, sis audit Tribunal au Palais de Justice où siégeaient ci-devant le Tribunal de Cassation;

Nous, Huissier Audiencier audit Tribunal, demeurant à Paris soussigné,

Somme transporté pour l'exécution de l'Ordonnance du Président dudit Tribunal Révolutionnaire, en date de ce jour, en la Maison de Justice de l'Abbaye où étant et parlant au citoyen Lavaquerie, Concierge d'icelle, l'avons requis de nous représenter la nommée Marianne-Charlotte Corday à l'effet de l'extraire de ladite maison pour la conduire en celle de la Conciergerie du Palais, lequel nous l'a représentée et de faites nous nous en sommes chargés pour la conduire en ladite Maison accompagné de la Force Armée et après interrogatoire par elle subi devant le dit président, l'avons réintégré en la ditte Maison de l'Abbaye et de tout ce que dessus avons faites et rédigé le Présent Procès-Verbal pour servir et valloir ce que raison lesdits jour et an que dessus.

AUVRAY.

Enregistré à Paris le 18 juillet 1793, 2^e de la République.
Gratis. — Signature illisible.

N° 6.

**ASSIGNATION AUX TÉMOINS POUR FAIRE
LEURS DÉCLARATIONS.**

L'AN 1793..... le 16 juillet..... en vertu de l'ordonnance rendue le dit jour, etc.....

Citation donnée aux témoins dont les noms suivent pour Comparaitre le même jour, 16 juillet, heure de *midy* pardevant le citoyen Président du Tribunal Extraordinaire et Révolutionnaire, séant au Palais de Justice... ou autre Juge, — par le ministère de Boucher, huissier audiencier près le Tribunal Révolutionnaire,

Citoyennes Marrat, — Jeannette, — Pain, — citoyen Laurent Bas, — citoyenne Grollier, — citoyens Feuillard, — Bruneau, — Lafondé, — Cuisinier, — citoyenne Marrat.

N° 7.

**SIGNIFICATION DE L'ACTE D'ACCUSATION ET DE
L'ORDONNANCE DE PRISE DE CORPS.**

L'AN 1793..... le 16 juillet... Signification à la citoyenne Marie-Anne-Charlotte Corday, détenue en la Maison d'Arrêt de la Conciergerie du Palais, en parlant à sa Personne entre les deux guichets de la dite Maison, comme lieu de Liberté, pour ce mandée, de l'Acte d'Accusation dressé par le citoyen Accusateur Public et du jugement rendu par le Tribunal, en date du 16 juillet présent mois, duement en forme exécutoire, lequel ordonne que la citoyenne Corday sera prise au corps,

transférée, écrouée et recommandée sur le Registre de la Maison de Justice de la Conciergerie du Palais à Paris.

Signé : TAVERNIER.

N° 8.

L'AN 1793..... le 16 juillet..... Notification à la Municipalité de Paris..... du jugement portant décret de prise de corps et ordonnant le transfèrement de M.-A.-C. Corday à la Conciergerie du Palais — par Auvray, huissier-audencier.

N° 9.

CONVOCATION DU JURÉ DE JUGEMENT.

L'AN 1793..... le 16 juillet..... Signification de l'ordonnance du Président du Tribunal Extraordinaire et Révolutionnaire, portant qu'ils aient à se rendre le lendemain 17 juillet, huit heures du matin, dans le lieu destiné au Tribunal séant au Palais.

Cet acte est signifié par le ministère d'Auvray, huissier audencier, aux jurés dont les noms suivent :

1. C. Fallot, rue Saint-Thomas-du-Louvre, 28 ;
2. C. Ganay, rue Geoffroy-Lasnier ;
3. C. Le Roy, rue d'Orléans, hôtel de Nevers ;
4. C. Brochet, rue Saint-André-des-Arts, 43 ;
5. C. Duplain, rue et cour du Commerce ;
6. C. Chrétien, rue Neuve-Saint-Marc ;
7. C. Godin, rue de la Harpe, 109 ;

8. C. Thoumin, rue Saint-Thomas-du-Louvre ;
9. C. Bricbet, passage du Commerce ;
10. C. Fualdès (1), rue Saint-Honoré ;
11. C. Sion, rue de Chartre, hôtel Bourdon ;
12. C. Guillier, rue des Bons-Enfants, hôtel d'Orléans ;
13. C. Lacrampe, Marché d'Aguesseau, faubourg Saint-Honoré ;
14. C. Paget, rue des Moineaux, chez Lemoine , traiteur ;
15. C. Derbez, rue Saint-Eloy, chez Liédet, traiteur.

N° 10.

**NOTIFICATION A L'ACCUSÉE DE LA LISTE
PRÉCÉDENTE.**

L'AN 1793..... le 16 juillet.....

Nous, huissier audiencier au Tribunal Révolutionnaire, avons signifié et laissé copie à la citoyenne Marianne (*sic*)

(1) Fualdès (Antoine-Bernardin), magistrat dont le nom serait resté dans l'oubli sans l'horrible catastrophe qui termina sa vie, était né le 10 juin 1761 au Mur de Barrez, petite ville de Rouergue. Il était avocat au Parlement de Toulouse, au moment où éclata la Révolution ; il en adopta les principes et fut élu Procureur Syndic du District du Mur de Barrez, puis membre de l'Administration. Dans la fatale année 1793, il fut désigné comme l'un des Jurés du tribunal révolutionnaire. Mais dans le procès de Custine, ayant voté pour l'acquittement, il fut, à sa sortie, poursuivi par la populace et contraint de quitter Paris. — Après avoir été successivement Juge, puis Accusateur Public, tant au Tribunal de Rhodéz que près de la Cour criminelle de l'Aveyron, il périt le 18 mai 1817, victime du crime qui eut une si triste et si grande notoriété. (Suppl. de la Biographie Michaud, art. de M. Weiss.)

Voyez dans le *Droit*, n° du 23 juin 1861, un article intéressant de M. Léon de la Siciotière sur Fualdès et Charlotte Corday.

Charlotte Corday, de présent détenue à la Maison de Justice du dit Tribunal, en parlant à sa personne, entre les deux guichets comme lieu de liberté.

De la Liste des Jurés de Jugement qui doivent donner leur déclaration sur l'acte d'Accusation porté contre lui (*sic*), à ce qu'elle n'en ignore sommant la ditte susnommée — en parlant comme dessus, de déclarer dans ce jour et par écrit, au greffe du dit Tribunal séant au Palais suivant la faculté qui lui est donnée par l'Article II du Titre 1^{er} de la Loi rendue par la Convention nationale le 10 mars dernier, si elle a cause de Récusation contre un ou plusieurs des Jurés dénommés dans la Liste qui lui est dénoncée par ces présentes et au dit cas de les faire notifier par un seul et même acte... pour le Tribunal statuer sur la validité ou l'invalidité des dites causes (1) et pour qu'elle n'en ignore..... lui avons, parlant comme dessus laissé copie tant de la ditte liste des Jurés que du Présent.

Signé : AUVRAY.

Enregistré le, etc.....

N° 11.

ASSIGNATION DES TÉMOINS AUX DÉBATS.

L'AN 1793..... le 16 juillet..... assignation est donnée par le ministère d'Auvray aux 10 témoins déjà entendus dans l'instruction (n° 6 ci-dessus) et en outre :

(1) L'article 2 de la Loi du 10 mars 1793 porte :

« Les Accusés qui voudront récuser un ou plusieurs Jurés seront tenus de proposer les causes de récusation par un seul et même acte, et le Tribunal en jugera la validité dans les 24 heures. »

L'Examen des Registres de plume du Tribunal Révolutionnaire prouve que Charlotte de Corday ne fit point de récusation.

11. — Au citoyen du Perret, député, détenu à l'Abbaye, à sa personne, entre les deux guichets comme lieu de Liberté, pour ce mandé ;

12. — Au citoyen Fauchet, aussi député détenu à l'Abbaye, parlant à sa personne, entre les deux guichets comme lieu de Liberté, pour ce mandé ,

A comparaître demain mercredi dix-sept du présent — huit heures du matin à l'audience du Tribunal Extraordinaire et Révolutionnaire, etc.

Signé : AUVRAY.

Enregistré gratis le 17 juillet 1793.

N° 12.

NOTIFICATION A L'ACCUSÉE.

L'AN 1793..... le 16 juillet..... notification par le ministère d'Auvray, Huissier Audiencier près le Tribunal Révolutionnaire, à Marianne-Charlotte Corday de la Liste des témoins — devant comparaître aux débats :

C ^{ne} Marat ;	C. Lafondé ;
C ^{ne} Jeannette ;	C. Cuisinier ;
C. Feuillard ;	C ^{ne} Catherine Hévrard (Ma-
C. Laurent Bas ;	rat la jeune ;
C ^{ne} Grollier ;	C. Duperet ;
C ^{ne} Pain ;	L'Abbé Fauchet ;
C. Bureau (pour Bruneau) ;	

et pour que du contenu en icelle n'ignore, lui avons laissé copie de la dite Liste ainsi que du Présent.

Signé : AUVRAY.

N° 13.

ASSIGNATION DES TÉMOINS AUX DÉBATS.

(Liste supplémentaire.)

L'AN 1793.... Deuxième de la République française, le 16 juillet, à la requête du citoyen Accusateur Public près le Tribunal Criminel Extraordinaire et Révolutionnaire, etc.....

Et en vertu de la cédule délivrée par le citoyen Président dudit Tribunal, le seize du présent mois.

Nous..... huissier audencier du Tribunal, demeurant à Paris, soussigné,

Avons donné Assignation aux :

1° Citoyenne Mornan, demeurant à Paris, grande hôtel de Suède, rue du Bacq, faubourg Saint-Germain,

En son domicile parlant à sa Personne ;

2° A la citoyenne Fricot, demeurant à Paris, rue des Boucheries-Saint-Honoré,

En son domicile parlant à sa Personne ;

3° Au citoyen Berger, demeurant à Paris, rue Saint-André-des-Ars,

En son domicile parlant à sa Personne ;

4° Au citoyen Aubert, détenu en la Maison de l'Abbaye, parlant à sa personne entre les deux guichets comme lieu de liberté (1),

A comparaître demain mercredy, huit heures du matin, — à l'audience du Tribunal Criminel Extraordinaire et Révolu-

(1) Ces quatre Témoins ne furent pas notifiés à l'Accusée.

tionnaire, etc., pour prêter serment, dire et déposer vérité sur les faits mentionnés en l'ordonnance ci-dessus relatée, etc.....

Signé : DEGUAIGNÉ.

N° 14.

PROCÈS-VERBAL D'EXTRACTION DE FAUCHET.

L'AN 1793..... II^e de la République, sept heures du matin, à la requête du citoyen Accusateur Public près le Tribunal Criminel Extraordinaire et Révolutionnaire, Nous, huissier audiencier au dit Tribunal, nous sommes transporté, accompagné de la Force armée, en la Maison d'Arrêt de l'Abbaye pour, en vertu de l'ordonnance du Président du dit Tribunal, extraire le citoyen Fauchet, détenu en la dite Maison, témoin assigné à comparaître ce jourd'huy aux débats qui doivent avoir lieu relativement à l'Assassinat commis sur la personne du Citoyen Marat, extraire le sus-nommé et le transférer au Tribunal Révolutionnaire à l'effet de ce que dessus.

Où étant et parlant au citoyen *Delavacrie*, Concierge de la susdite Maison, lui avons notifié la dite ordonnance et requis de nous remettre le dit Fauchet, prisonnier céans, lequel sans aucune difficulté nous a remis le sus nommé, lequel l'avons accompagné, comme dit est, au Tribunal pour être entendu au désir des Assignations à lui données le jourd'hier où étant arrivé l'avons laissé à la charge et garde de deux gendarmes pour après avoir été entendu être par nous reconduit en la dite Maison de l'Abbaye pour y rester jusqu'à ce qu'il en ait été

autrement ordonné, de ce que dessus avons fait et rédigé le présent Procès-Verbal pour valoir ce que de raison, dont acte.

TAVERNIER.

Et le dit jour, deux heures et demie de relevée, à l'issue de l'audience, nous, huissier soussigné, à pareille requête que cy-dessus et en vertu de l'Ordonnance du dit Président, avons, assisté de la Force armée, transféré le dit Fauchet en la Maison de l'Abbaye où, étant arrivé en la susdite Maison, l'avons remis au citoyen de la Vairie, Concierge, qui s'en est chargé pour le représenter quand il en sera requis sous les peines portées par la Loy, et de tout ce que dessus avons fait et rédigé le présent Procès-Verbal pour valoir ce que de raison.

TAVERNIER.

Enregistré gratis, le 10 juillet 1793.

N° 15.

Même procès-verbal pour Du Perret.

N° 16.

ASSIGNATION DES TÉMOINS AUX DÉBATS.

(Seconde liste supplémentaire.)

L'AN 1793..... le 17 juillet avant midy (1), à la requête

(1) Les noms de ces témoins, cités le matin même de l'audience, ne furent pas notifiés à l'Accusée.

du citoyen Accusateur Public près le Tribunal Extraordinaire Révolutionnaire,

En vertu de la cédule délivrée par le citoyen Président du dit Tribunal le jour d'hier, duement en forme,

Nous, huissier audiencier, avons donné assignation :

1° A la citoyenne Adrienne-Catherine Le Bourgeois, demeurant à Paris, rue Basse-des-Ursins, 1,

En son domicile parlant à sa Personne ;

2° Au citoyen Aubert, courrier, demeurant à Paris, rue du Petit-Lyon-Saint-Sauveur, 25,

Parlant à sa Personne ;

3° A la citoyenne Daubanton, demeurant à Paris, rue des Mathurins, section de Beaurepaire, 44,

Parlant à sa Personne ;

4° Au citoyen Merger, demeurant à Paris, rue Saint-André des Arts,

En son domicile parlant à sa Personne ;

5° Au citoyen Joseph Hénocq, employé à la Mairie, demeurant à Paris, rue Hautefeuille,

A comparoître ce jourd'hy mercredi dix-sept du Présent mois — heure présente — à l'audience du Tribunal Criminel Révolutionnaire.

Signé : TIRRAZ.

N° 17.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU TRIBUNAL
CRIMINEL RÉVOLUTIONNAIRE

*Établi à Paris par la loi du 10 Mars 1793, et en vertu, des
pouvoirs à lui délégués par la loi du 5 Avril de la même
année.*

Du 17 juillet 1793, l'an de la république française (*sic*),
L'AUDITOIRE OUVERTE (*sic*) AU PUBLIC, LE TRIBUNAL *composé des*
citoyens :

Jacques-Bernard-Marie Montané, président ; Etienne Fou-
cault, Antoine Roussillon et Jean Ardouin, juges ;

ET DE Antoine-Quentin Fouquier-Tinville, ACCUSATEUR
PUBLIC ;

ET de Robert Volff, commis GREFFIER.

Marie-Anne-Charlotte Corday, âgée de vingt-cinq ans, née
de....., demeurant ordinairement à Caen, et à Paris lors de
son arrestation à Paris, rue des Vieux-Augustins, hôtel de
la Providence, accusée, introduite à la barre, libre et sans
fers, et placée de manière qu'elle étoit visiblement aperçue
de tous.

Les témoins produits par l'accusateur public étant entrés
ainsi que les citoyens :

Chauveau et Grenier, défenseurs, etc., conseils de l'ac-
cusée.

Sont entrés les citoyens Jourdeuil, Fallot, Gannev, Le
Roy, Brochet, Chrétien, Godin, Thoumin, Bricbet, Sion,
Fualdès, et Duplain, Jurés de Jugement.

Le Président, en présence de tout l'auditoire, composé

comme dessus a fait prêter aux dits jurés, à chacun individuellement, le serment suivant :

« Citoyen, vous jurez et promettez d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les charges portées contre
« MARIE-ANNE-CHARLOTTE CORDAY, accusée; de ne communiquer avec personne jusqu'après votre délibération; de
« n'écouter ni la haine, ni la méchanceté, ni la crainte ou
« l'affection; de vous décider d'après les charges et moyens
« de défenses et suivant votre conscience et votre intime
« conviction, avec l'impartialité et la fermeté qui conviennent
« à un homme libre. »

Les dits Jurés se sont placés sur leurs sièges dans l'intérieur de l'auditoire, en face de l'accusée.

Le Président, ayant dit à l'accusé qu'il (*sic*) pouvoit s'asseoir, lui a demandé ses nom, âge, profession et demeure.

A quoi il a répondu se nommer *comme ci-dessus*.

Le Président a averti l'accusé d'être attentif à ce qu'il alloit entendre, et il a ordonné au greffier de lire l'acte d'accusation. Le greffier a fait ladite lecture à haute et intelligible voix; le président a dit à l'accusé : Voilà de quoi vous êtes accusé, vous allez entendre les charges qui vont être produites contre vous.

Les témoins présentés par l'Accusateur Public, et assignés à sa requête par acte de....., huissier du tribunal, en date *du jour d'hier*, s'étant retirés, le président les a fait appeler l'un après l'autre pour faire leur déposition, et dans l'ordre suivant, et avant de faire leur déposition, il leur a fait prêter le serment suivant, à chacun individuellement :

« Vous jurez et promettez de parler sans haine et sans
« crainte, et de dire la vérité, toute la vérité, et rien que la
« vérité. »

Ensuite, il a demandé aux témoins qui ont été présentés,

leurs noms, demeures, professions, s'ils sont parents, amis, alliés, serviteurs ou domestiques d'aucune des parties; si c'est de l'accusé présent devant lui, qu'il leur a fait examiner, qu'ils entendent parler, et s'ils le connaissent avant le fait qui a donné lieu à l'accusation.

A quoi les dits témoins ont répondu comme dit est ci-dessous.

1. — Est comparu comme premier témoin de l'Accusateur Public la citoyenne SIMONNE EVRARD, âgée de vingt-sept ans, demeurant à Paris, rue des Cordeliers, numéro trente.

Laquelle a déclaré ne connaître l'accusée que du jour de l'assassinat de Marat, n'être sa parente, son alliée, servante, ni domestique, non plus que de l'Accusateur Public, après quoi elle a fait sa déclaration.

2. — MICHEL AUBERT, courrier de Marseille, âgé de quarante ans, demeurant à Paris, rue de la Sonnerie, maison du citoyen Bail;

Lequel a déclaré ne connaître l'accusée que du jour de l'assassinat de Marat, n'être son parent, son allié, serviteur, ni domestique, non plus que de l'Accusateur Public, après quoi il a fait sa déclaration.

3. — LAURENT BAS, âgé de vingt-neuf ans, commissionnaire, demeurant à Paris, rue de la Sonnerie;

Lequel a déclaré ne connaître l'accusée que depuis le jour de l'assassinat de Marat, et déclare n'être son parent, son allié, serviteur, ni domestique, non plus que de l'Accusateur Public, après quoi il a fait sa déclaration.

4. — JEANNETTE MARÉCHAL, âgée de trente-deux ans, cuisinière chez la citoyenne Evrard, chez laquelle elle demeure, rue des Cordeliers, numéro trente;

Laquelle a déclarée ne connaître l'accusée que du jour de l'assassinat de Marat, n'être sa parente, son alliée, servante

ou domestique, non plus que de l'Accusateur Public, après quoi elle a fait sa déclaration.

5. — MARIE-BARBE OBLIN, femme de Dominique Pain, âgée de trente-deux ans, portière, demeurant à Paris, rue des Cordeliers, numéro trente;

Laquelle a déclarée ne connaître l'accusée que du jour de l'assassinat de Marat, n'être sa parente, alliée, servante ou domestique, amie, non plus que de l'Accusateur Public, après quoi elle a fait sa déclaration.

6. — CATHERINE EVRARD, âgée de vingt et un ans, demeurant à Paris, rue des Cordeliers, numéro trente, chez sa sœur;

Laquelle a déclarée ne connaître l'accusée que du jour de l'assassinat de Marat, n'être sa parente, alliée, amie, servante, ni domestique, pas plus que de l'Accusateur Public, après quoi elle a fait sa déclaration.

7. — JOSEPH HÉNOQUE, âgé de vingt-sept ans, cocher de l'Administration de Police, et garçon de bureau, demeurant à Paris, rue aux Fers, numéro deux;

Lequel a déclaré ne connaître l'accusée que depuis vendredi dernier, n'être son parent, allié, ami, serviteur, ni domestique, pas plus que de l'Accusateur Public, après quoi il a fait sa déclaration.

8. — MARIE-LOUISE GROSLIER, âgée de vingt-six ans, tenant l'Hôtel de la Providence, rue des Vieux-Augustins, où elle demeure;

Laquelle déclare qu'elle connaît l'accusée depuis il y a eu mardi dernier huit jours, qu'elle est arrivée chez elle, qu'elle n'est point sa parente, alliée, amie, servante ni domestique, non plus que de l'Accusateur Public, après quoi elle a faite sa déclaration.

9. — LOUIS BRUNOT, âgé de trente ans, tailleur et portier dudit Hôtel de la Providence, rue des Vieux-Augustins;

Lequel déclare ne connaître l'accusée que du même jour, il y a mardi huit jours, où elle est arrivée audit hôtel; qu'il n'est pas parent, allié, ami, serviteur ni domestique, non plus que de l'Accusateur Public, après quoi il a fait sa déclaration.

10. — PIERRE-FRANÇOIS FEUILLARD, âgé de trente-cinq ans, garçon d'hôtel, rue des Vieux-Augustins, hôtel de la Providence;

Lequel a déclaré aussi ne connaître l'accusée que depuis il y a eu mardi dernier huit jours, où elle est arrivée à l'hôtel, n'être son parent, allié, ami, serviteur ni domestique, non plus que de l'Accusateur Public, après quoi il a fait sa déclaration.

11. — JEANNE-MARIE RAVIER, femme Daubenton, marchande de vins, âgé de cinquante-sept ans, demeurant à Paris, rue des Mathurins, n° 54;

Laquelle déclare ne connaître l'accusée, n'être sa parente, alliée, amie, servante ni domestique, non plus que de l'Accusateur public, après quoi elle a fait sa déclaration.

12. — MARTIN CUISINIER, âgé de quarante-neuf ans, limonadier, demeurant à Paris, place du pont Saint-Michel, au coin de la rue Saint-André-des-Arts;

Lequel a déclaré ne connaître l'accusée, n'être son parent, allié, ami, serviteur ni domestique, non plus que de l'Accusateur Public, après quoi a fait sa déclaration.

13. — ANTOINE-CLERE-MICHON LAFONDÉE, âgé de vingt-neuf ans, chirurgien, demeurant à Paris, rue des Cordeliers, numéro trente;

Lequel a déclaré ne connaître l'accusée que du jour de l'assassinat de Marat, et qu'il n'est son parent, allié, ami, serviteur ni domestique, non plus que de l'accusateur public, après quoi il a fait sa déclaration.

14. — ADRIENNE-CATHERINE LE BOURGEOIS, âgée de cinquante ans, demeurant à Paris, rue Basse-des-Ursins;

Laquelle a déclarée ne connaître l'accusée que depuis jeudi dernier, qu'elle n'est parente, alliée, amie, servante ni domestique, non plus que de l'Accusateur Public, après quoi elle a fait sa déclaration.

15. — MARIE-LOUISE DUMAS, femme *Fricot*, âgée de vingt-cinq ans et demi, ouvrière en linge, demeurant à Paris, rue des Boucheries-Saint-Honoré ;

Laquelle a déclarée ne connaître l'accusée, n'être sa parente, alliée, amie, servante ni domestique, non plus que de l'Accusateur Public, après quoi elle a fait sa déclaration.

16. — JOSEPH BERGER, âgé de quarante-neuf ans, limonadier, demeurant à Paris, rue Saint-André-des-Arts, numéro cent deux ;

Lequel a déclaré ne connaître l'accusée que du jour de l'assassinat de Marat, n'être son parent, allié, ami, serviteur ni domestique, non plus que de l'Accusateur Public, après quoi il a fait sa déclaration.

17. — NICOLAS-ETIENNE MERGER, âgé de vingt-sept ans, sculpteur, demeurant à Paris, rue Saint-André-des-Arts, n° 12 ;

Lequel a déclaré ne connaître l'accusée que du jour de l'assassinat de Marat, n'être son parent, allié, ami, serviteur ni domestique, non plus que de l'Accusateur Public, après quoi il a fait sa déclaration.

18. — CLAUDE FAUCHET, âgé de quarante-huit ans, Évêque du Calvados, demeurant à Paris, rue de Chabannais, et à présent détenu à l'Abbaye Saint-Germain-des-Prez ;

Lequel a déclaré ne pas connaître l'accusée, n'être son parent, allié, ami, serviteur ni domestique, non plus que de l'Accusateur Public, après quoi il a fait sa déclaration.

19. — CLAUDE-ROMAIN LOZE DE PERRET, âgé de quarante-six ans, cultivateur et Député à la Convention, demeurant à

Paris, rue Saint-Thomas-du-Louvre, numéro quarante et un,

Lequel a déclaré ne connaître l'accusée que depuis jeudi dernier, n'être son parent, allié, ami, serviteur, ni domestique, non plus que de l'Accusateur Public, après quoi il a fait sa déclaration.

Le Président, à la fin de chaque déposition des témoins susdits, a demandé à l'accusé s'il avoit à y répondre.

L'Accusateur Public, les Juges et Jurés, l'accusée et son conseil, ont fait telles observations et interpellations qu'ils ont jugés convenables.

Tous lesdits témoins, tant à charge qu'à décharge, présentés par l'Accusateur Public et par l'accusé, ayant été entendu et fini leurs dépositions,

A été représenté un couteau de table avec sa gaine, dont la lame a environ cinq pouces, le manche de bois brun avec virole d'argent, à la dite Corday, qu'elle a reconnu pour être celui dont elle s'est servi pour commettre l'assassinat dudit Marat; plus luy a été représenté un commencement de lettre, contenant six pages, et le commencement d'une septième, par elle écrite et paraphée au désir de son interrogatoire d'hier, qu'elle a reconnue pour être la même que celle qu'elle avait remise audit Accusateur Public aussi le jour d'hier. Ensuite la dite Corday a remis à l'Accusateur Public la suite de la dite lettre d'elle signée, contenant trois pages paraphées du greffier et d'elle signée à chaque page pour paraphe, adressée « au citoyen Barbaroux, député à la Convention nationale, « réfugié à Rouen, rue des Carmes, Hôtel de l'Intendance; » plus une lettre d'une page adressée à son père, datée du 16 du présent mois, les quels commencement de lettres, et la suite, sont restées à l'accusateur public pour servir au procès des complices de la dite Corday, et le couteau est resté au greffe.

L'accusateur public a été entendu, et après lui ledit Chauveau, conseil de l'accusée.

Le président ayant fait un résumé de l'affaire, et l'ayant réduite à ses points les plus simples, et fait remarquer aux jurés tous les faits en preuves propres à fixer son attention, tant pour que contre l'accusé.

Il a rédigé, sur l'avis du Tribunal, la série des questions de fait, sur lesquelles les jurés ont eu à prononcer, et les a remises aux Jurés, arrangées dans l'ordre qu'ils doivent en délibérer, ainsi que l'acte d'accusation et autres pièces et procès-verbaux, excepté les déclarations écrites des témoins. Ce fait, les dits Jurés se sont retirés dans leur chambre, et le président a fait retirer l'accusée.

Le tribunal, composé comme dessus, est resté à l'audience pendant la délibération du Juré.

Les Jurés ayant fait avertir le Président qu'ils étaient prêts à donner leur déclaration, ils sont entrés, et chacun ayant repris sa place, le Président a appelé chacun des Jurés ci-dessus nommés l'un après l'autre par son nom, et sur les questions qui leur avait été faite et remises dans l'ordre qui *est énoncé au jugement.*

La déclaration du dit Juré étant faite, l'accusée a été introduite, et le Président lui a donné connaissance de la déclaration du Juré, après quoi il lui a dit :

Vous allez entendre les conclusions de l'Accusateur Public.

Ce fait, ledit Accusateur Public ayant été entendu dans ses conclusions, le Président a demandé à l'Accusée si elle n'avait rien à dire sur l'application de la Loi.

Après qu'elle a répondu que non,

Le Tribunal a opiné à haute voix, à commencer par le plus jeune des Juges jusqu'au Président, et le Président, ayant recueilli les opinions, a prononcé à ladite accusée, à haute et

intelligible voix, son jugement de condamnation ; le greffier a écrit le jugement et y a inséré le texte de la Loi, lu par le Président.

Et a le Président signé le présent procès-verbal avec le greffier.

Signé : MONTANÉ, WOLFF, commis greffier.

N° 18.

QUESTIONS SOUMISES AU JURY.

PREMIÈREMENT :

Est-il constant que le treize du présent mois, de juillet, entre sept et huit heures du soir, Jean-Paul Marat, Député à la Convention nationale a été assassiné chez lui dans un bain, d'un coup de couteau dans le sein duquel coup il est décédé à l'instant ?

DEUXIÈMEMENT :

Marie-Anne-Charlotte Corday, ci-devant Dormant (*sic*), âgée de vingt-cinq ans, fille de Jacques-François Corday,

(1) La première rédaction, émanée de Fouquier-Tinville, portait :

« L'a-t-elle fait avec préméditation et avec des intentions criminelles et contre-révolutionnaires ? »

Le Président du Tribunal, Montané, supprima les mots *avec préméditation*, et la qualification de *contre-révolutionnaire*, et il leur substitua la formule donnée plus haut.

Dénoncé par Fouquier-Tinville, comme coupable de faux, Montané fut arrêté, poursuivi lui-même devant le Tribunal Révolutionnaire et déclaré coupable. — Toutefois, comme ce Jugement n'intervint qu'après le 9 thermidor, le Jury déclara que Montané n'avait point agi dans des intentions contre-révolutionnaires, et il ne fut prononcé aucune peine contre lui.

ci-devant Dormant ex-noble, elle habitante de Caen, département du Calvados, est-elle l'auteur de cet assassinat.

TROISIÈMEMENT :

L'a-t-elle fait avec des intentions criminelles et préméditées?

Signé : J.-B.-M. MONTANÉ, président.

La déclaration du Juré est affirmative sur les trois questions.

Signé : MONTANÉ, président; WOLFF, commis greffier.

N° 19.

JUGEMENT DU TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE.

Vû par le tribunal criminel révolutionnaire établi par la loi du 10 mai 1793, sans recours au tribunal de Cassation, et encore en vertu des pouvoirs délégués au tribunal par la loi du cinq avril de la même année séant au Palais de justice à Paris :

L'acte d'accusation dressé par l'accusateur public dudit tribunal, contre Marie-Anne-Charlotte Corday, ci-devant Dormant, dont la teneur suit (1).....

Vu l'ordonnance de prise de corps rendue par le tribunal contre ladite Corday, le procès-verbal, de la remise de sa personne en la maison de justice de la conciergerie, la déclara-

(1) Voy. ci-dessus, N° 1.

tion du juré de jugement portant qu'il est constant que, 1° le treize juillet du présent mois entre sept et huit heures du soir, Jean-Paul Marat, député à la Convention nationale, a été assassiné chez lui, dans son bain d'un coup de couteau dans le sein, duquel coup il est décédé à l'instant; 2° que Marie-Anne-Charlotte Corday, ci-devant Darmant, âgée de vingt-cinq ans, fille de Jacques-François Corday, ci-devant Darmant, ex-noble, elle habitante de Caen, département du Calvados, est l'auteur de cet assassinat; 3° quelle l'a fait avec des intentions criminelles et préméditées.

Le Tribunal, après avoir entendu l'Accusateur Public sur l'application de la Loi, condamne Marie-Anne-Charlotte Corday, ci-devant Darmant, à la peine de MORT;

Conformément aux articles quatre de la troisième section du titre premier de la deuxième partie du code pénal, et onze de la première section du titre deux de la même partie dudit code, dont il a été fait lecture, lesquels sont ainsi conçus :

L'article quatre de la troisième section du titre premier.

« Toute conspiration ou attentat, pour empêcher la réunion, ou opérer la dissolution du corps législatif, ou pour empêcher par force et violence la liberté de ses délibérations, tout attentat contre la liberté individuelle d'un de ses membres, seront punis de mort. Tous ceux qui auront participés auxdites conspirations ou attentats par les ordres qui les auront donné ou exécuté, subiront la peine portée au présent article. »

L'article deux de la première section, titre deuxième.

« L'homicide commis avec préméditation sera qualifié d'assassinat et puni de mort. »

Ordonne que ladite Marie-Anne-Charlotte Corday sera conduite au lieu de l'exécution, revêtue d'une chemise rouge, conformément à l'article quatre du titre premier de la pre-

mière partie du code pénal, dont il a été aussi fait lecture, lequel est ainsi conçu :

« Quiconque aura été condamné à mort pour crime d'assassinat, d'incendie ou de poison, sera conduit au lieu de l'exécution, revêtu d'une chemise rouge. »

Et Ordonne en outre que les biens de ladite Corday sont acquis à la République conformément à l'article deux du titre deux de la Loi du dix mars dernier, dont il a également été fait lecture, laquelle est ainsi conçu :

« Les biens de ceux qui seront condamnés à la peine de mort seront acquis au profit de la République, et il sera pourvu à la subsistance des veuves et des enfants, s'ils n'ont pas de biens d'ailleurs. »

Ordonne en outre que le présent jugement sera, à la diligence de l'Accusateur Public, exécuté sur la place de la Révolution de cette ville, imprimé et affiché partout où besoin sera dans toute l'étendue de la république.

Fait et jugé à Paris, en l'audience du Tribunal, par Jacques-Bernard-Marie Montané, président; Étienne Foucault, Antoine Roussillon et Jean Audouin, juges, qui ont signé la présente minute avec le greffier.

Le samedi dix-sept juillet mil sept cent quatre-vingt-treize, deuxième de la république française.

MONTANÉ, FOUCAULT, ROUSSILLON, ARDOÛIN,
WOLFF, commis greffier.

N° 20.

SIGNIFICATION AU CONCIERGE DU JUGEMENT
QUI CONDAMNE A MORT.

L'AN mil sept cent quatre-vingt-treize , deuxième de la république française, le *dix-sept juillet, six heures et demie de relevée*,

A la requête du citoyen Accusateur Public près le Tribunal Criminel Extraordinaire et Révolutionnaire établi à Paris par la loi du 10 mars 1793, séant au palais qui fait élection de domicile au Greffe du dit Tribunal.

Nous, Huissiers Audienciers au dit tribunal, demeurant à Paris, soussigné, avons signifié et laissé copie au citoyen Richard, concierge de la Maison de Justice du dit Tribunal, y demeurant, et parlant à sa personne, trouvé en son greffe.....
DU JUGEMENT RENDU PAR LE DIT tribunal ce jourd'huy duement EN FORME, le quel condamne la nommée MARIE-ANNE-CHARLOTTE ÇORDAY, CIDEVANT DORMANT, à la peine de mort; à ce que le dit citoyen Concierge n'en ignore, nous lui avons, pour lui servir de décharge, laissé copie du dit jugement et du present.

TIRRAZ.

MONET.

Enregistré Gratis à Paris, le 20 juillet 1793. — Breuve.

N° 21.

PROCES-VERBAL D'EXÉCUTION DE MORT.

L'AN mil sept cent quatre-vingt-treize deuxième de la République Française,

Le dix-sept juillet six heures et demie du soir,

A la requête du citoyen Accusateur Public près le Tribunal criminel extraordinaire et révolutionnaire, établi à Paris par la Loi du 10 mars 1793, sans aucun recours au Tribunal de Cassation, lequel fait élection de domicile au Greffe du dit Tribunal séant au Palais,

Nous, huissiers audienciers au dit Tribunal, demeurant à Paris, soussignés,

Nous sommes transportés en la Maison de Justice du dit Tribunal, pour l'exécution du jugement rendu par le Tribunal

Ce jourd'huy contre la nommée Marie-Anne-Charlotte CORDAY ci devant DORMANT,

Qui la condamne à la peine *de mort* pour les causes énoncées au dit jugement et de suite l'avons remis à l'Exécuteur des Jugements criminels et à la gendarmerie, qui l'ont conduite *sur la place de la Révolution de cette ville*, où sur un Echaffaud dressé sur la dite place, la ditte *Marie-Anne-Charlotte CORDAY*

A en notre présence, subi la peine de mort, et de tout ce que dessus avons fait et rédigé le présent Procès-Verbal, pour servir et valoir ce que de raison, dont acte.

MONET.

TIRRAZ.

Enregistré gratis à Paris, le 20 juillet 1793. — Breuve.

Lettre de Charlotte de Corday à son Père.

Pardonnés moi mon cher papa d'avoir disposé de mon existence sans votre permission. J'ai vengé bien d'innocentes victimes, j'ai prevenu bien d'autres désastres, Le peuple un jour désabusé se rejouira d'être delivré d'un tyrran. Si j'ai cherché à vous persuadé que je passais en Angleterre c'esque j'esperais garder l'incognito ; mais j'en ai reconnu l'impossibilité. J'espere que vous ne serés point tourmenté. En tout cas je crois que vous aurés des defenseurs à Caën, J'ai pris pour defenseur Gustave Doulcet un tel attentat ne permet nulle défense, c'est pour la forme. Adieu mon cher papa je vous prie de m'oublier ou plutôt de vous réjouir de mon sort. La cause en est belle. J'embrasse ma sœur, que j'aime de tout mon cœur ainsi que tous mes parens.

N'oubliez pas ce vers de Corneille

Le crime fait la honte, et non pas l'échafaud.

C'est demain à huit heures qu'on me juge, ce 16 juillet.

CORDAY.

Au dos est écrit :

A M. de Corday d'Armont, rue du Bègle à Argentan.

**Lettre du Comité de Sûreté Générale et de Surveillance
de la Convention Nationale à l'Accusateur Public près
du Tribunal Extraordinaire et Révolutionnaire (1).**

Du 22 juillet 1793, l'an second de la République française, une et indivisible.

CITOYEN,

Nous avons reçu l'Interrogatoire et l'Extrait des Pièces du Procès de Charlotte Corday. Le Comité pense qu'il est inutile et qu'il seroit peut être dangereux de donner trop de publicité

(1) Pour comprendre cette lettre, il faut savoir que le rédacteur du Bulletin du Tribunal Révolutionnaire avait demandé à Fouquier-Tinville communication des Lettres de Charlotte de Corday pour les insérer dans cette publication. (V. les n^{os} LXXI et LXXIII.) Fouquier-Tinville lui répondit « qu'il pouvait prévenir le Public que celles qui paraissaient étaient de toute fausseté », et il promit d'en délivrer une copie pour la mettre sous les yeux du Peuple dès qu'il aurait extrait du dossier les renseignements sur cette affaire. » Toutefois, avant de communiquer les originaux au rédacteur du Bulletin, Fouquier-Tinville consulta les membres du Comité de Sûreté Générale en leur adressant la lettre suivante :

« Citoyens, je vous fais passer ci-inclus l'interrogatoire subi par la fille Charlotte Corday, et les deux Lettres par elle écrites dans la Maison d'Arrêt, dont l'une est destinée à Barbaroux. Ces Lettres courent les rues d'une manière tellement tronquée qu'il seroit peut-être nécessaire de les faire imprimer telles qu'elles sont. Au surplus, Citoyens, quand vous en aurez pris lecture, si vous jugez qu'il n'y ait pas d'inconvénient à les publier, vous m'obligerez de m'en donner avis. (V. *Histoire des Girondins*, par M. de Larmatine, vol VI, p. 243. — Furne, 1847, in-8°.)

C'est à cette lettre que le Comité de Sûreté Générale répondit, comme on le voit, par sa Lettre conservée au dossier.

aux Lettres de cette femme extraordinaire, qui n'a déjà inspiré que trop d'intérêt aux malveillans.

Les Représentans du Peuple composant le Comité de Sureté générale de la Convention Nationale.

(A. B.) Guffroy. Ingrand. Lavicomterie. C. Basire Dumont (de la Somme).

Au bas est écrit — Le citoyen Fouquier-Tinville.

FIN DES DOSSIERS DU PROCÈS CRIMINEL
DE CHARLOTTE DE CORDAY.

EXÉCUTION DE CHARLOTTE DE CORDAY.

Nous empruntons à un ouvrage allemand qui fut écrit en 1793, peu de jours après la mort de Charlotte de Corday, le récit de l'exécution, fait, dit l'auteur, d'après la relation de témoins oculaires. Il peut sembler étrange, au premier abord, de chercher à l'étranger des détails sur un événement appartenant à notre histoire. Mais il faut songer qu'en 1793 il y aurait eu impossibilité de publier en France ce qui au contraire pouvait s'imprimer en Allemagne. Nous montrerons d'ailleurs ultérieurement que le biographe allemand, le premier qu'ait eu Charlotte, était généralement très-bien informé et très-exact.

« Une foule innombrable de peuple attendait dans la Cour du Palais de Justice, où se pressaient des troupes de femmes, disons mieûx, de Furies populaires, qui à la vue de la condamnée, éclatèrent en applaudissements sauvages et en ignobles imprécations. La jeune fille resta impassible sous les outrages : l'immortalité rayonnait de ses yeux, sur son visage régnaient la plus noble sérénité, le calme de la vertu, la conscience d'une grande action accomplie, et la compassion pour le peuple même qui la maudissait. Avant de monter dans la charrette, elle remercia celui qui avait été chargé de couper sa longue chevelure ; elle portait sur sa tête un bonnet blanc, sur ses habits la chemise rouge des Assassins.

aux Lettres de cette femme extraordinaire, qui n'a déjà inspiré que trop d'intérêt aux malveillans.

Les Représentans du Peuple composant le Comité de Sureté générale de la Convention Nationale.

(A. B.) Guffroy. Ingrand. Lavicomterie. C. Basire Dumont (de la Somme).

Au bas est écrit — Le citoyen Fouquier-Tinville.

FIN DES DOSSIERS DU PROCÈS CRIMINEL
DE CHARLOTTE DE CORDAY.

EXÉCUTION DE CHARLOTTE DE CORDAY.

Nous empruntons à un ouvrage allemand qui fut écrit en 1793, peu de jours après la mort de Charlotte de Corday, le récit de l'exécution, fait, dit l'auteur, d'après la relation de témoins oculaires. Il peut sembler étrange, au premier abord, de chercher à l'étranger des détails sur un événement appartenant à notre histoire. Mais il faut songer qu'en 1793 il y aurait eu impossibilité de publier en France ce qui au contraire pouvait s'imprimer en Allemagne. Nous montrerons d'ailleurs ultérieurement que le biographe allemand, le premier qu'ait eu Charlotte, était généralement très-bien informé et très-exact.

« Une foule innombrable de peuple attendait dans la Cour du Palais de Justice, où se pressaient des troupes de femmes, disons mieux, de Furies populaires, qui à la vue de la condamnée, éclatèrent en applaudissements sauvages et en ignobles imprécations. La jeune fille resta impassible sous les outrages : l'immortalité rayonnait de ses yeux, sur son visage régnaient la plus noble sérénité, le calme de la vertu, la conscience d'une grande action accomplie, et la compassion pour le peuple même qui la maudissait. Avant de monter dans la charrette, elle remercia celui qui avait été chargé de couper sa longue chevelure ; elle portait sur sa tête un bonnet blanc, sur ses habits la chemise rouge des Assassins.

M. de Pontécoulant fit plus : il réclama du président du Tribunal révolutionnaire la remise de la lettre de M^{lle} de Corday, ainsi que l'atteste la réponse même de Montané.

*Tribunal criminel révolutionnaire établi à Paris , au Palais ,
par la loi du 10 mars 1793, l'an II^e de la République.*

PRÉSIDENT DU TRIBUNAL.

« CITOYEN REPRÉSENTANT,

« Je vous renvoye suivant vos désirs, la lettre de Marie-Anne-Charlotte Corday : je croyais vous l'avoir renvoyée avec celle de l'Accusateur public qui ne vous était pas parvenue vu la brièveté du temps et l'ignorance de votre véritable logement.

« Salut et fraternité,

« J.-B.-M. MONTANÉ.

« Paris, ce 22 juillet, 2^e de la République. »

OBSERVATION. — Loin d'être un lâche, Doucet de Pontécoulant avait fait ses preuves de valeur militaire au siège de Lille, etc., et montré le plus grand courage civil à la Convention, notamment lors du procès de Louis XVI. Nous ne parlerons point du duel à dix pas raconté dans les mémoires de M. de Girardin (*Mém. de Brissot*, vol. III, p. 172, à la note), mais de sa conduite dans le duel à mort engagé entre la Gironde et la Montagne. Buzot, dont on connaît le noble et austère esprit, a payé à Doucet et Pontécoulant l'hommage

le plus honorable dans sa relation des événements des 31 mai et 2 juin.

« Doulcet est inconsolable, dit-il, d'avoir été effacé du registre des proscriptions : aussi manifeste-t-il chaque jour un *courage* qui doit lui mériter l'honneur d'une réinscription. »

(*Mémoires de Buzot*, chez Béchet. — Paris, 1823, in-8°, p. 311.)

Une personne qui a beaucoup connu M. de Pontécoulant nous a affirmé lui avoir entendu dire plusieurs fois : « Si j'avais su que mademoiselle de Corday m'avait chargé de la défendre devant le Tribunal révolutionnaire, j'y serais allé. » Il ajoutait : « J'ai toujours regretté d'avoir ignoré le choix dont j'avais été l'objet, et je le regrette encore aujourd'hui. »

Les écrits de Doulcet et Pontécoulant, ses lettres, ce que l'on sait de son caractère, autorisent à croire que son regret était sincère, et qu'il n'aurait pas décliné le périlleux honneur de défendre mademoiselle de Corday (1).

(1) V. Charlotte de Corday et Doulcet de Pontécoulant, par M. Renard, p. 10 à 12. — *Mémoires de M. Doulcet de Pontécoulant*, p. 217.

M. de Pontécoulant fit plus : il réclama du président du Tribunal révolutionnaire la remise de la lettre de M^{lle} de Corday, ainsi que l'atteste la réponse même de Montané.

*Tribunal criminel révolutionnaire établi à Paris , au Palais ,
par la loi du 10 mars 1793, l'an II^e de la République.*

PRÉSIDENT DU TRIBUNAL.

« CITOYEN REPRÉSENTANT,

« Je vous renvoie suivant vos désirs, la lettre de Marie-Anne-Charlotte Corday : je croyais vous l'avoir renvoyée avec celle de l'Accusateur public qui ne vous était pas parvenue vu la brièveté du temps et l'ignorance de votre véritable logement.

« Salut et fraternité,

« J.-B.-M. MONTANÉ.

« Paris, ce 22 juillet, 2^e de la République. »

OBSERVATION. — Loin d'être un lâche, Doucet de Pontécoulant avait fait ses preuves de valeur militaire au siège de Lille, etc., et montré le plus grand courage civil à la Convention, notamment lors du procès de Louis XVI. Nous ne parlerons point du duel à dix pas raconté dans les mémoires de M. de Girardin (*Mém. de Brissot*, vol. III, p. 172, à la note), mais de sa conduite dans le duel à mort engagé entre la Gironde et la Montagne. Buzot, dont on connaît le noble et austère esprit, a payé à Doucet et Pontécoulant l'hommage

le plus honorable dans sa relation des événements des 31 mai et 2 juin.

« Doulcet est inconsolable, dit-il, d'avoir été effacé du registre des proscriptions : aussi manifeste-t-il chaque jour un *courage* qui doit lui mériter l'honneur d'une réinscription. »

(*Mémoires de Buzot*, chez Béchet. — Paris, 1823, in-8°, p. 311.)

Une personne qui a beaucoup connu M. de Pontécoulant nous a affirmé lui avoir entendu dire plusieurs fois : « Si j'avais su que mademoiselle de Corday m'avait chargé de la défendre devant le Tribunal révolutionnaire, j'y serais allé. » Il ajoutait : « J'ai toujours regretté d'avoir ignoré le choix dont j'avais été l'objet, et je le regrette encore aujourd'hui. »

Les écrits de Doulcet et Pontécoulant, ses lettres, ce que l'on sait de son caractère, autorisent à croire que son regret était sincère, et qu'il n'aurait pas décliné le périlleux honneur de défendre mademoiselle de Corday (1).

(1) V. Charlotte de Corday et Doulcet de Pontécoulant, par M. Renard, p. 10 à 12. — *Mémoires de M. Doulcet de Pontécoulant*, p. 217.

TABLE.

PREMIER DOSSIER.

INFORMATION PRÉLIMINAIRE.

	Pages.
N° 1. Procès-verbal de flagrant délit	1
Constatation du décès de Marat, par le chirurgien Pelletan . .	2
Premier interrogatoire de Charlotte de Corday	3
Perquisition sur la personne de Charlotte.	6
Mise en arrestation de Charlotte	7
N° 2. Procès-verbal de perquisition dans le domicile de Charlotte . .	8
N° 3. Liste d'adresses trouvées chez Charlotte	10
N° 4. Procès-verbal de recherches.	11
N° 5. Séance de Section. — Arrestation de Collet.	13
N° 6. Lettre de Fouquier-Tinville aux administrateurs de police. . .	15
N° 7. Lettre du ministre de la justice au maire de Paris.	15
N° 8. Lettre de Chabot à Fouquier-Tinville	16
N° 9. Décret de la Convention ordonnant le renvoi de Charlotte de Corday devant le Tribunal révolutionnaire.	17
N° 10. Déposition de Laurent Bas aux Jacobins	18
N° 11. Déposition de la citoyenne Daubanton.	21
N° 12. Déposition du citoyen Kessel.	22
N° 13. Lettre de la citoyenne Grollier.	23
N° 14. Dénonciation du citoyen Merger.	24

INSTRUCTION DEVANT LE TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE.

	Pages.
N° 15. Audition de témoins, par le C. Foucaut, juge.	25
Déposition de Simonne Evrard.	25
— de Jeannette Maréchal.	28
— de femme Pain.	29
N° 16. Audition de témoins par le C. Roussillon, juge.	31
Déposition de Lafondée	31
— de Cuisinier	33
— de Louise Grolier.	34
N° 17. Audition de témoins et interrogatoire de Charlotte de Corday par le C. Montané, président.	36
Déposition de Catherine Evrard.	36
— de Feuillard	37
— de Laurent Bas.	38
N° 18. Interrogatoire de Charlotte de Corday.	39
Lettre de Fouquier-Tinville à Doulcet de Pontécoulant (à la note).	53

PIÈCES A CONVICTION.

N° 19. Extrait de baptême de M ^{lle} de Corday.	54
N° 20. Passeport de M ^{lle} de Corday.	55
Observation sur le prénom usuel de M ^{lle} de Corday. — Elle signe toujours <i>Marie</i>	56
N° 21. Lettre de Barbaroux à Duperret.	57
M° 22. Adresse de l'Hôtel de la Providence.	58
N° 23. Adresse de Marat.	58
N° 24. Lettre de Charlotte de Corday à Marat.	59
N° 25. Adresse aux Français amis des lois et de la paix.	60
Historique de la pièce précédente.	62
N° 26. Lettre de Charlotte au Comité de sûreté générale.	64

2^e DOSSIER.

	Pages.
N ^o 1. ACTE D'ACCUSATION	65
Ordonnance de prise de corps	69
PIÈCES DE FORME.	70
Notification du mandat d'arrêt :	70
N ^o 2. — au procureur de la commune.	70
N ^o 3. — au concierge de l'Abbaye.	70
N ^o 4. — au concierge de la Conciergerie.	70
N ^o 5. Extraction de Charlotte Corday de l'Abbaye.	71
N ^o 6. Assignation aux témoins pour faire leurs déclarations.	72
N ^o 7. Signification à la citoyenne Corday de l'Acte d'accusation et de l'ordonnance de prise de corps.	72
N ^o 8. Notification du même acte à la municipalité de Paris	73
N ^o 9. Convocation du juré de jugement.	73
N ^o 10. Notification de la liste des jurés à l'accusée.	74
Note sur Fualdès	74
N ^o 11. Assignation des témoins aux débats.	75
N ^o 12. Notification à l'accusée de la liste des témoins.	76
N ^o 13. Assignation des témoins aux débats. (Liste supplémentaire.)	77
N ^o 14. Procès-verbal d'extraction de Fauchet.	78
N ^o 15. Même procès-verbal pour Duperret	79
N ^o 16. Assignation des témoins aux débats. (Seconde liste supplé- mentaire).	79

PIÈCES D'AUDIENCE.

N ^o 17. Procès-verbal de la séance du Tribunal révolutionnaire	81
N ^o 18. Questions soumises au jury.	89
N ^o 19. Jugement du Tribunal révolutionnaire.	90
N ^o 20. Signification du jugement au concierge de la maison de justice. . . .	93
N ^o 21. Procès-verbal d'exécution de mort.	94
Lettre de Charlotte à son père.	95
Lettre du comité de sûreté générale à l'accusateur public.	96

	Pages.
Relation de l'exécution de Charlotte de Corday.	98
Lettre de Charlotte de Corday à M. Doulcet de Pontécoulant. .	101
Lettre de M. Doulcet de Pontécoulant au président du tribunal révolutionnaire Montané	101
Réponse de Montané à M. de Pontécoulant.	102
Circulaire de M. de Pontécoulant aux journaux.	102
Renvoi de la lettre de Charlotte de Corday à M. de Pontécoulant par Montané	103
Note sur M. de Pontécoulant.	103

NOTE ET RENSEIGNEMENTS

SUR LE FAC-SIMILE

DE LA

LETTRE DE CHARLOTTE DE CORDAY

A BARBAROUX.

NOTE ET RENSEIGNEMENTS

SUR LE FAC-SIMILE

DE LA

LETTRE DE CHARLOTTE DE CORDAY

A BARBAROUX.

Le fac-simile que nous publions ici reproduit la Lettre à Barbaroux telle qu'elle existe aux Archives Impériales, avec ses feuillets d'inégale grandeur, avec les signatures multiples qui couvrent ses marges, et les écritures du greffe qui viennent se mêler aux caractères tracés de la main de Charlotte de Corday.

Nous n'avons pas effacé ces empreintes de la procédure criminelle : elles montrent qu'avant d'être acquises à l'histoire, ces pages ont été considérées comme de simples pièces à conviction, saisies suivant les formes de justice, et jointes au dossier du tribunal révolutionnaire ; mais en conservant ces mentions techniques, il nous a paru indispensable de faire connaître quelle est leur signification, et d'indiquer les ressources qu'elles offrent pour l'intelligence de la Lettre en elle

même, la classification de ses diverses parties et l'appréciation de son caractère moral.

Tel est l'objet de cette note, que, fidèle à notre plan (V. la préface, p. II), nous n'avons pas voulu confondre avec le texte des pièces officielles. Nous l'avons fait précéder d'un exposé, dans lequel nous avons retracé les circonstances qui mirent Charlotte de Corday en rapport avec Barbaroux, l'un des députés réfugiés à Caen, et qui l'amènèrent à lui adresser du fond de sa prison l'expression de ses dernières pensées.

I

Avant de se dévouer pour son pays, Charlotte de Corday s'était fait remarquer à Caen par son dévouement pour les malheureux, pour ses amis, et surtout pour les victimes des événements politiques. On la voyait fréquemment se rendre, accompagnée d'Augustin Leclerc, serviteur de madame de Bretteville, auprès des administrations, et solliciter avec zèle en faveur des proscrits, des prêtres emprisonnés, des religieuses privées de leur pension ou de leur asile (1). Au premier rang parmi ces personnes était madame Alexandrine de Forbin, qu'elle avait connue, dit-on, au couvent de l'abbaye de Sainte-Trinité, à Caen, et qui était devenue plus tard cha-

(1) « She seldom gave any opinion on the Revolution, but frequently attended the municipalities to solicit the pensions of the expelled religious or on any other occasion where she could be useful to her friends. » — Lettre écrite de Caen au moment de l'événement et publiée à Londres en anglais. Nous avons recueilli d'autres documents qui prouvent la parfaite exactitude de cette correspondance, que nous reproduirons elle-même dans toute son étendue.

noiesse d'un chapitre de Troyes (1). Madame de Forbin s'étant retirée en Suisse après la suppression des ordres monastiques, le district de Caen la considéra comme émigrée, et suspendit le service de la pension qu'elle avait touchée jusque-là comme ci-devant religieuse.

Déjà des réclamations avaient été essayées, et les papiers de madame de Forbin avaient été transmis au ministre de l'intérieur. Ces démarches, commencées depuis six mois, étaient restées sans résultat.

A cette époque, Barbaroux, proscrit par suite de l'attentat des 31 mai et 2 juin, était venu chercher un refuge à Caen, où s'organisait la résistance des départements de l'Ouest contre l'usurpation de la Montagne. Le député des Bouches-du-Rhône, né à Marseille, pouvait être considéré comme le compatriote des Forbin d'Avignon, l'une des grandes familles de la Provence.

(1) V. l'Interrogatoire de Charlotte, p. 41. — Charlotte ne fait pas savoir où elle avait connu Alexandrine de Forbin. Suivant la tradition, les deux jeunes filles auraient été élevées ensemble au couvent de l'Abbaye-aux-Dames, de Caen. Le fonds de cette Abbaye, mis à notre disposition avec une inépuisable complaisance par le savant directeur des Archives du Calvados, M. E. Chatel, n'a pu nous fournir aucune indication sur ce point. Il n'y existe pas de liste de pensionnaires.

Comment madame de Forbin, chanoinesse de Troyes (c'est probablement à raison de ce titre que Charlotte, dans son interrogatoire, l'appelle toujours *Madame*), comment, disons-nous, était-elle obligée de s'adresser au district de Caen? Ne faudrait-il pas supposer que lors de la fermeture des maisons religieuses, Alexandrine de Forbin serait revenue demeurer à Caen auprès de son amie, et qu'elle aurait été portée sur la liste des émigrés du Calvados après son départ pour la Suisse? Mais cette liste, que M. Chatel a bien voulu rechercher pour nous, ne porte pas le nom de madame de Forbin.

Charlotte de Corday songea à mettre cette circonstance à profit; elle dit elle-même que, « voulant faire finir l'affaire de madame de Forbin, elle alla trouver Barbaroux, qu'elle connaissait pour être l'ami de la famille de cette dame, et qu'elle l'invita à s'intéresser en sa faveur près du district de Caen » (Interrogatoire, p. 46). On a prétendu que le motif allégué par Charlotte n'était qu'un prétexte, et que son but était en réalité d'obtenir de Barbaroux un moyen d'entrer à la Convention ou de s'introduire chez Marat. On voit qu'au contraire elle lui demandait d'agir auprès du district de Caen, ce qu'elle n'aurait pas fait si elle avait eu la pensée secrète de se procurer des intelligences à Paris.

Barbaroux examina l'affaire qui lui était soumise, et il trouva la réclamation de madame de Forbin tellement juste, qu'il n'hésita pas, c'est lui-même qui parle, à y prendre le plus vif intérêt. Il pensa sans doute que le voyage fait hors de France par cette dame ne présentait pas les caractères d'un fait d'émigration. Mais il déclara, d'un autre côté, que les papiers avaient été mal à propos envoyés au ministre de l'Intérieur, et qu'il fallait avant tout les faire revenir de Paris. Il écrivit en ce sens à Du Perret, membre de la Convention et député des Bouches-du-Rhône, son collègue à double titre et son ami particulier. Du Perret servait déjà d'intermédiaire entre Barbaroux et madame Roland, alors détenue à l'Abbaye. Il était connu par son caractère ferme et courageux, et c'est ainsi qu'il se trouva mis en rapport avec les deux femmes les plus célèbres de la révolution. Barbaroux pria Du Perret, qui avait échappé à la proscription du 2 juin, de retirer les pièces en question du ministère de l'intérieur et de les lui envoyer à Caen. Cette lettre, dirigée par la voie de Rouen, ne parvint pas à son adresse. Du Perret déclara plus tard qu'il

ne l'avait jamais reçue. (Voir la lettre de Barbaroux à Du-Perret, p. 57, et la réponse de ce dernier à Chabot. Séance de la Convention. *Moniteur*, 1793, n° 197.)

Barbaroux était à Caen depuis le 15 juin (1). Sa première entrevue avec mademoiselle de Corday peut se placer vers le 20 du même mois. Huit ou dix jours après, elle se présenta de nouveau à l'Intendance, où étaient logés les députés réfugiés. Les papiers de madame de Forbin n'étaient pas arrivés à Caen. Charlotte apprit alors à Barbaroux qu'elle s'apprêtait à se rendre en personne à Paris. Elle offrit de se charger des dépêches qu'il pourrait avoir à transmettre aux députés de son parti, et en même temps elle demanda pour elle-même une lettre de recommandation qui lui facilitât l'entrée du ministère.

Ces détails nous ont été transmis par Louvet et Meillan, qui se trouvaient alors à Caen, et par M. Vaultier, qui avait connu Barbaroux au moment de son séjour dans le chef-lieu du Calvados (2).

A l'Intendance, où nous logions tous, dit Louvet, s'était présentée, pour

(1) L'acte d'accusation dressé contre madame Roland cite : 1° une lettre datée d'Evreux, le 13 juin 1793, écrite par Barbaroux à Lauze-Du Perret, dans laquelle on lit : « N'oubliez pas l'estimable citoyenne Roland, et tâchez de lui donner quelques consolations dans sa prison; » 2° une autre lettre datée de Caen, le 15 dudit mois de juin, du même au même, dans laquelle on lit : « Tu auras sans doute rempli ma commission à l'égard de madame Roland, etc... » Barbaroux est donc arrivé à Caen entre le 13 et le 15 juin.

(2) V. les *Souvenirs de l'insurrection normande dite du fédéralisme*, en 1793, par M. F. Vaultier, ancien doyen de la faculté des Lettres de Caen, publiés par M. George Mancel. Caen, Legost Clérisse, 1858. — Cet ouvrage renferme sur Charlotte de Corday des détails qui nous paraissent beaucoup plus véridiques que ceux donnés par Louis Dubois. Nous en ferons fréquemment usage dans le cours de notre publication.

parler à Barbaroux, une jeune personne grande et bien faite, de l'air le plus honnête et du maintien le plus décent. Il y avait dans sa figure, à la fois belle et jolie, et dans toute l'habitude de son corps, un mélange de douceur et de fierté qui annonçait bien son âme céleste. Elle vint constamment, accompagnée d'un domestique, et attendit toujours Barbaroux dans un salon par où chacun de nous passait à chaque instant. (*Mémoires de Louvet*, p. 114, édition Baudouin.)

Je me rendis à Caen vers la fin de juin, écrit Meillan, député des Basses-Pyrénées, et j'eus occasion d'y voir Charlotte de Corday, qui, peu de jours ensuite, délivra la France de Marat. J'étais un jour avec Guadet dans la grande salle de la maison que nous occupions : une jeune et belle personne se présente accompagnée d'un vieux domestique; elle demande à parler à Barbaroux; on le fait demander, nous les laissons ensemble. Elle lui demande une lettre de recommandation pour retirer de chez le ministre des papiers appartenant à une de ses amies, ci-devant religieuse; elle a cru devoir s'adresser à lui parce que son amie est, comme lui, du département des Bouches-du-Rhône. Barbaroux observe que la recommandation d'un proscrit est plus nuisible qu'utile, mais il offre d'écrire à son ami Duperret, dont il promet les bons offices. Elle accepte et se retire. (*Mémoires de Meillan*, p. 75, édition Baudouin.)

Meillan n'était arrivé à Caen que dans les derniers jours de juin. Son récit contient donc implicitement une date qui va être confirmée par M. Vaultier.

Un jour, dit-il, l'un des derniers du mois de juin, mademoiselle de Corday se présente à l'Intendance, accompagnée d'un domestique, et demande le député Barbaroux. Elle prétend avoir une affaire qui l'appelle à Paris : elle est chargée d'y réclamer au ministère de l'intérieur des papiers appartenant à son amie, mademoiselle de Forbin; elle désirerait, en conséquence, être recommandée à quelque député actuellement siégeant qui pût lui fournir le moyen d'être admise sans trop de difficulté dans les bureaux.

Elle offre d'autre part à messieurs les députés réfugiés de se charger pour eux de toutes les lettres qu'ils pourraient avoir à expédier à leurs collègues de Paris. Barbaroux, comme on le pense, promet et accepte avec empressement service pour service; seulement il est convenu que mademoiselle de Corday ne partira qu'un peu plus tard, et qu'elle reviendra à la huitaine chercher les dépêches qui seront mises alors à sa disposition. (*Souvenirs du fédéralisme*, p. 109.)

Les écrivains que nous citons croyaient que Charlotte de Corday n'avait eu que deux entretiens avec Barbaroux ; nous savons aujourd'hui par elle-même qu'elle était allée le voir *trois fois* (V. interrogatoire p. 46). Il y a donc eu une première entrevue : c'est celle que nous avons placée vers le 20 juin, et qui coïncide avec la lettre de ~~Du Perret~~ à Barbaroux adressée par la voie de Rouen ; — la seconde, qui vient d'être racontée par Meillan et Vaultier, est du 28 au 30 juin ; — la troisième eut lieu le 7 juillet 1793 ; la date en est écrite de la main même de Charlotte dans sa lettre à Barbaroux.

Ce jour, qui était un dimanche, une grande revue de la garde nationale de Caen était passée sur le cours, dit de la Reine, par le général Wimpfen, et à la suite, un bataillon de volontaires devait être formé pour rejoindre à Evreux l'armée fédéraliste. Charlotte de Corday assistait à cette revue. La pensée de frapper Marat était conçue depuis le 2 juin, mais le moment de l'exécution n'était pas encore arrêté dans son esprit ; elle déclare elle-même « que ce qui la décida tout à fait, ce fut le courage avec lequel les volontaires s'enrôlèrent après la revue du 7 juillet. » Elle vit tous ces braves gens prêts à risquer leur vie pour avoir la tête d'un seul homme qui leur échapperait probablement ; elle se dit que Marat ne méritait pas tant d'honneur, et qu'il suffirait du bras d'une femme pour faire justice de ses crimes. Ce sont ses propres paroles (V. lettre à Barbaroux, p. 1, verso). Il semble qu'elle ait été enflammée en ce moment d'une sorte d'émulation patriotique, et qu'elle ait juré intérieurement de prévenir l'arrivée des volontaires sous les murs de Paris. Ainsi, sous le coup de cette impression, elle arrêta l'heure de son départ, jusque-là restée incertaine ; — elle se rend directement à l'Intendance, et va réclamer à Barbaroux la lettre qu'il lui avait promise. Là, c'est encore elle-même qui nous l'apprend

à Du Perret

dans son interrogatoire, elle parle à un grand nombre de députés, contrairement à ce qu'elle avait fait lors de ses précédentes visites (1) : elle s'entretient avec eux de l'ardeur des habitants de Caen à marcher contre les anarchistes de Paris, et elle s'affermir, par l'échange de sentiments communs, dans la résolution qu'elle a prise. On raconte que, dans cet instant, Petion, étant survenu, adressa quelques compliments à la belle aristocrate qui venait voir des républicains. « Citoyen Petion, répondit Charlotte, vous me jugez aujourd'hui sans me connaître ; un jour vous saurez qui je suis. » J'ai entendu, dit M. Vaultier, ces paroles répétées mot pour mot, de la bouche de Barbaroux. — (*Souvenirs du fédéralisme*, p. 104.)

C'est probablement à ce propos que Charlotte de Corday fait allusion elle-même dans sa lettre, lorsqu'elle écrit à Barbaroux : « Vous vous souvenez comme j'étais charmée du courage de nos volontaires et je me promettais bien de faire repentir Petion des soupçons qu'il manifesta sur mes sentiments.

— Est-ce que vous seriez fâchée s'ils ne partaient pas ? me dit-il. »

Petion supposait, suivant M. Michelet, qu'elle avait là

(1) D. Comment et où elle a connu les autres députés dont elle a dit ci-devant le nombre ?

R. Qu'étant tous logés à l'Intendance, elle a été trois fois voir Barbaroux et a vu les autres en même temps.

D. Si elle leur a parlé ou à quelques-uns d'entre eux ?

R. Qu'elle a parlé à beaucoup d'eux la dernière fois qu'elle a été à l'Intendance.

D. Sur quoi roulaient les conversations ?

R. Sur l'ardeur des habitants de Caen à s'enrôler contre les anarchistes de Paris. (*Interrogatoire*, p. 47.)

sans doute quelque amant dont le départ l'attristait. M. Michelet ne connaissait peut-être pas le propos rapporté par M. Vaultier d'après Barbaroux (1). Ce mot, adressé par Petion à la belle aristocrate, prouve que les soupçons qu'il manifesta, et qui blessaient Charlotte, étaient purement politiques. Mais nous admettons pleinement les lignes suivantes de l'éloquent historien, qui peignent très-bien Charlotte et Petion. — « Le Girondin, blasé après tant d'événements, ne comprenait pas le sentiment neuf et vierge, la flamme ardente qui possédait ce jeune cœur; il ne savait pas que ses discours et ceux de ses amis, qui dans la bouche d'hommes finis n'étaient que des discours, dans le cœur de mademoiselle de Corday étaient la destinée, la vie, la mort. »

Charlotte de Corday venait donc demander à Barbaroux la lettre qu'il s'était engagé à lui remettre huit jours auparavant. Barbaroux avait oublié sa promesse (2), il s'excusa, et le jour même il écrivit à Du Perret; sa lettre est datée du dimanche 7 juillet (V. 1^{er} dossier, p. 57). Le lendemain, il envoya à Charlotte de Corday un paquet cacheté contenant diverses brochures politiques et la lettre pour Du Perret; à cet envoi était jointe une lettre adressée à Charlotte elle-même, et dans laquelle il lui demandait le *détail* de son voyage (interrogatoire p. 53). Meillan rapporte qu'elle le remercia par écrit et lui promit de l'informer, non du détail, mais du succès

(1) Cette parole avait bien été publiée par Louis Dubois, mais ce n'est que par les *Souvenirs du fédéralisme* qu'on a su que M. Vaultier la tenait de Barbaroux lui-même, et ce dernier ouvrage est postérieur à l'histoire de la Révolution de M. Michelet.

(2) « Barbaroux oublie sa promesse. Elle revient, il s'excuse et lui envoie la lettre le lendemain; elle l'en remercie par écrit, lui apprend qu'elle va partir, et lui promet de l'informer du succès de son voyage. Quand je n'aurais pas vu sa lettre, je ne m'en rapporterais pas moins au récit de Barbaroux. » (Meillan, p. 76.)

de son voyage, mot à double sens qui paraissait se rapporter à l'affaire de madame de Forbin et qui se référait sans doute au grand projet que méditait Charlotte. Elle ne parle pas dans son interrogatoire de cette réponse écrite qu'elle aurait adressée à Barbaroux ; mais le fait n'a rien que de vraisemblable, et celui qui le raconte avait eu sous les yeux la lettre même de Charlotte. (V. p. ix, note 2.)

Cette correspondance était échangée, le lundi 8 juillet. Huit jours après — jour pour jour — Charlotte de Corday adressait à Barbaroux la lettre datée de la prison de l'Abbaye. — C'était l'accomplissement de sa promesse : elle lui apprenait tout à la fois le détail et le succès de son voyage.

La question de savoir si Charlotte de Corday aimait Barbaroux n'a jamais été agitée sérieusement, et, en tout cas, elle est depuis longtemps résolue. Cependant, puisqu'une opinion, si condamnée qu'elle soit, trouve toujours des partisans, et que cette vieille erreur s'est encore reproduite récemment (1), nous saisissons l'occasion qui se présente de la combattre une dernière fois et d'en démontrer la fausseté.

(1) Nous ne pouvons rapporter en quels termes. Nous dirons seulement qu'on a invoqué l'autorité de M. de Pontécoulant et de Thibaudeau.

Or, M. de Pontécoulant, en juin et juillet 1793, siégeait à la Convention, il ne pouvait donc rien savoir par lui-même, et ses mémoires, comme ses paroles, prouvent que jamais il n'a tenu le langage qu'on lui prête. (V. *Souvenirs historiques* de Doucet de Pontécoulant, t. I, p. 198 à 222 ; et notre ouvrage, p. 104.)

Thibaudeau, à la même époque de juin 1793, était en mission dans la Vienne ; en juillet, il était revenu siéger à la Convention. Il lui était donc impossible de connaître ce qui avait pu se passer à Caen entre Charlotte de Corday et Barbaroux, et ce qu'il a dit de Charlotte dément le langage qu'on lui a attribué. « Marat n'eût pas échappé lui-même à l'échafaud si le bras d'une femme courageuse ne l'eût conduit au Panthéon. » (*Mémoires sur la Convention*, t. I, p. 45.)

Il est d'abord de toute évidence que si Barbaroux eût inspiré une passion à mademoiselle de Corday, celle-ci ne se serait pas immolée avec un dévouement qui était un véritable suicide. — Barbaroux était en sûreté à Caen. — Il n'avait aucune raison de redouter Marat. — Il n'avait eu rien de personnel avec lui. — Il a dit hautement après l'événement que s'il avait eu à diriger le coup, ce n'est pas sur Marat qu'il l'aurait fait tomber.

Un prétendu amour pour Barbaroux ne peut avoir poussé le bras de Charlotte de Corday ; il l'aurait plutôt retenu s'il avait existé.

Mais les faits que nous venons de retracer détruisent jusqu'à la possibilité d'un sentiment de cette nature.

Les entrevues de Charlotte de Corday avec Barbaroux sont comptées. — Elles ont eu lieu devant témoins, sous l'œil d'un homme de confiance de madame de Bretteville, sous la surveillance du public, qui affluait dans le salon de réception de l'Intendance.

Ces entrevues avaient un objet déterminé, connu, expliqué : l'affaire de madame de Forbin.

Elles ont été racontées d'une manière uniforme par trois témoins oculaires,

Louvet,

Meillan,

Vaultier.

Ces témoignages sont confirmés par l'interrogatoire que nous publions et par les autres pièces du procès (lettre de Barbaroux à Duperret, déclaration de Duperret lui-même, etc.). Que faut-il de plus ? Ferons-nous remarquer que Barbaroux songeait si peu à mademoiselle de Corday qu'il avait oublié de préparer la lettre qu'il lui avait promise ? Ajouterons-nous que, suivant M. Vaultier, il était alors assez vivement préoc-

cupé d'une autre personne? (*Souvenirs du fédéralisme*, p. 102.) En l'absence des mémoires de Barbaroux, qui malheureusement sont perdus en cette partie, nous rapporterons ces lignes de M. Vaultier, qui nous semblent décisives :

« A mon retour à Caen, je ne revis Barbaroux que deux ou trois fois; il était triste et découragé. On parla de Charlotte de Corday, de son action, alors si récente, et de sa lettre, qui venait de paraître dans les journaux. « Je ne la connaissais
« que par-là, disait Barbaroux, on ne me l'a pas laissé par-
« venir. » Il exprimait une admiration sans bornes pour le caractère de cette femme, et le regret de ne pas l'avoir autrement connue. Il raconta comment elle était venue deux fois lui offrir ses services et lui demander des recommandations pour Paris; quelle réponse piquante elle avait faite à une plaisanterie de Petion, qui la qualifiait du nom de jolie aristocrate, etc., etc.

« Ils disent, ajouta-t-il en finissant, que c'est nous qui l'avons chargée du fait. — Comme si de pareilles actions
« s'entreprenaient par complaisance! En tout cas, si elle
« eût pris notre avis, ce n'est pas Marat qu'elle aurait
« frappé! »

Le roman tombe en présence de ces détails si positifs rapportés par un témoin digne de foi. Barbaroux, s'expliquant sur ses rapports avec mademoiselle de Corday, regrettait de l'avoir trop peu connue. Quoi de plus exclusif de l'hypothèse d'une liaison que l'expression d'un tel regret?

Après cette digression, et l'origine de la lettre à Barbaroux étant expliquée, il nous reste à en examiner la composition intérieure.

II

La lettre à Barbaroux a toujours été présentée comme ne formant qu'un écrit unique, conçu d'un seul jet, et composé au même instant, et nous avons dû nous-mêmes par abréviation donner un nom collectif aux parties dont elle se compose; mais elle présente en réalité deux lettres distinctes, dont l'une est datée en toutes lettres des prisons de l'Abbaye, et implicitement du lundi 15 juillet 1793, tandis que l'autre est adressée de la Conciergerie, à la date du 16 juillet, huit heures du soir.

Ces deux lettres ne diffèrent pas seulement par le moment et le lieu où elles sont écrites et par la dimension matérielle de leur format; elles se distinguent surtout par une nuance très-saisissable dans le sentiment qui les a inspirées. Pour se rendre compte de cette différence, il faut déterminer exactement les diverses situations de l'accusée par les phases correspondantes de la procédure, et dater en quelque sorte heure par heure chacun des feuillets écrits soit dans la *maison d'arrêt* de l'Abbaye, soit dans la *maison de justice* de la Conciergerie.

On demandera peut-être quelle est pour l'histoire l'utilité de ces minutieuses distinctions? Nous répondrons en citant textuellement les historiens les plus considérables de la Révolution, qui tous ont parlé avec détail de la lettre à Barbaroux. Il sera facile de reconnaître que l'absence de dates

précises les a jetés dans des embarras d'autant plus regrettables, que les pages consacrées par eux à l'épisode de Charlotte de Corday sont plus belles et plus dignes d'admiration. C'est justement parce que les hommes supérieurs qui écrivent l'histoire générale ne peuvent descendre à ces infiniment petits, qu'il appartient aux collecteurs et aux éditeurs de documents historiques de préparer les matériaux que d'autres mains plus habiles mettront en œuvre. Telle est la tâche que nous nous sommes imposée, espérant que notre travail permettra aux historiens antérieurs de rectifier les légères imperfections que nous allons signaler, et évitera de nouvelles erreurs aux historiens futurs.

M. Thiers — *Révolution française*, Convention nationale, ch. IV, p. 273, édition Furne de 1843 :

« Charlotte de Corday est condamnée à la peine de mort.
« Son beau visage n'en paraît pas ému ; elle rentre dans sa
« prison avec le sourire sur les lèvres, elle écrit à son père...
« Elle écrit à Barbaroux, auquel elle raconte son voyage et
« son action, dans une lettre charmante, pleine de grâce,
« d'esprit et d'élévation ; elle lui dit... » (Suit une analyse de la lettre.)

M. Thiers suppose que les lettres à Barbaroux et à M. d'Armont furent écrites après la condamnation et avant l'exécution. N'est-ce pas oublier les paroles que renferment ces deux lettres : C'est demain à huit heures que l'on me juge. Charlotte ne pouvait écrire « c'est demain que l'on me juge, » alors qu'elle était déjà condamnée. L'anachronisme est évident. Non, après le jugement, Charlotte ne songe pas à faire briller son esprit et à raconter avec grâce des anecdotes de voyage ; elle est grave, recueillie. Si elle parle dans sa prison, c'est pour s'applaudir d'avoir délivré la France ; si elle sourit encore sur la charrette, c'est le sourire

du dédain pour ceux qui l'injurient, de la pitié pour ceux qui ne peuvent la comprendre. (V. la notice sur le tableau d'Hauer, p. vi, et le récit de l'exécution, p. 98.)

M. de Lamartine — *Histoire des Girondins*, t. VI, § XXIX et XXX :

« Le président du tribunal révolutionnaire, Montané, vint
« le lendemain interroger l'accusée à l'Abbaye. » (Cet interrogatoire n'eut lieu ni à l'Abbaye ni à la Conciergerie, mais bien au Palais-de-Justice, dans une salle d'auditoire. V. 1^{er} dossier, p. 39.) M. de Lamartine rapporte ensuite que Montané tenta de généreux efforts pour sauver l'accusée, mais en vain; elle trompa obstinément sa miséricordieuse intention, et revendiqua son acte comme sa gloire. Alors,
« on la transporta à la Conciergerie. Madame Richard, femme
« du concierge de cette prison, l'y reçut avec la compassion
« qu'inspirait ce rapprochement de la jeunesse et de l'é-
« chafaud. »

« Grâce à cette indulgence de ses geôliers, Charlotte ob-
« tint de l'encre, du papier, de la solitude. Elle en profita
« pour écrire à Barbaroux une lettre tronquée : cette lettre
« racontait toutes les circonstances de son séjour à Paris,
« dans un style où le patriotisme, la mort et l'enjouement
« se mêlaient comme l'amertume et la douceur dans la der-
« nière coupe d'un banquet d'adieu. »

Ici la lettre est citée textuellement, puis M. de Lamartine ajoute : « Cette lettre fut interrompue par la translation de la captive à la Conciergerie...; elle la continua dans sa nouvelle prison. » Ainsi, Charlotte de Corday n'est plus à l'Abbaye; elle commence sa lettre grâce à l'indulgence de ses nouveaux geôliers, et tout spécialement à la bonté de madame Richard, qui lui fournit du papier et des plumes, comme elle

offrira plus tard des fleurs à la Reine dans son cachot. Nous sommes donc bien en pleine Conciergerie : mais voici que la lettre est interrompue par la translation de l'accusée... Où ? à la Conciergerie, dans laquelle elle se trouve déjà ! La prison même dans laquelle elle est devient pour elle une *nouvelle prison*, on ne sait comment ; la lettre qu'elle a écrite, sans changer de place, est *tronquée* on ne sait pourquoi ! Ce ne serait là qu'une inadvertance sans portée, si la confusion des lieux ne conduisait directement à la confusion des idées, et à cet amalgame poétique mais imaginaire de la mort et de l'enjouement qui se mêlent dans la coupe du dernier adieu.

M. Michelet — *Histoire de la Révolution française*, t. VI, ch. IV, p. 166 :

« Transférée le 14 au matin à la Conciergerie, elle écrivit « le soir une longue lettre à Barbaroux, lettre évidemment « calculée pour montrer par un enjouement (qui attriste et fait « mal) une parfaite tranquillité d'âme. »

Nous avons vu M. de Lamartine embarrassé pour placer l'interruption qui sépare les deux lettres. M. Michelet supprime cette interruption. Suivant lui, Charlotte de Corday n'aurait écrit qu'une seule et longue lettre, le soir du 16 juillet, à la Conciergerie.

Mais alors que devient l'épigraphe de cette lettre : « Aux prisons de l'Abbaye ? » et ces mots : « De la ci-devant chambre de *Brissot* ? » lequel était lui-même détenu en ce moment à l'Abbaye — et enfin ce début de la seconde lettre : « Ici on m'a transférée à la Conciergerie... je continue... ? »

La lettre avait donc été commencée à l'Abbaye ; elle a été écrite en deux fois, en deux prisons différentes.

Cette rectification, nous le montrerons bientôt, détruit

l'hypothèse d'affectation et de calcul que l'éminent historien présente avec bienveillance, mais qui devient un blâme sous la plume d'un autre écrivain (1).

M. Louis Blanc — *Histoire de la Révolution*, t. IX, ch. III, p. 93 : « Rien de plus mêlé que le style de ce document. « On y trouve certainement de la force, des élans de sensibilité, de l'élévation, une âme maîtresse d'elle-même, « mais à côté de cela, une affectation manifeste d'enjouement, « un ton de plaisanterie qui ressemble trop à un calcul, une « préoccupation de gloire toute païenne... » (P. 94.)

Suivent des extraits pris au hasard et des phrases citées sans suite.

Rien, en effet, n'est plus mêlé que le style de ce document quand on en mélange les diverses parties; mais qu'on remplace chacune d'elles à sa date, dans sa situation, à son point de vue véritable, et on arrivera à une appréciation directement contraire. C'est ce que nous allons essayer de démontrer en mettant l'analyse des deux lettres en regard de la procédure.

La première lettre est composée de deux feuillets format petit in-quarto : six de ces feuillets sont entièrement remplis,

(1) M. de Barante, *Histoire de la Convention*, t. III, l. V, p. 198, présente les faits de la même manière, mais il ajoute : que la lettre adressée à Barbaux était datée de la chambre de Brissot, ce qui revient à dire que Charlotte aurait écrit de la Conciergerie une lettre datée de l'Abbaye. — « Brissot ne fut transféré à la Conciergerie que le 6 octobre, pour être jugé le 24 avec les Girondins. Il était à l'Abbaye depuis le 26 juin, lorsque Charlotte de Corday y fut incarcérée, et elle lui succéda dans cette chambre, qui était la prison des nouveaux arrivants, comme Brissot avait lui-même succédé à madame Roland. » (*Mémoires de madame Roland*, vol. II, p. 95.)

et le septième est inachevé. On lit ces mots en tête de la lettre : AUX PRISONS DE L'ABBAYE, DANS LA CI-DEVANT CHAMBRE DE BRISSOT, LE SECOND JOUR DE LA PRÉPARATION DE LA PAIX.

Ces dernières expressions sont tout à la fois une date et un symbole choisi par Charlotte de Corday pour désigner indirectement la mort de Marat, et montrer qu'elle n'avait frappé dans l'Ami du Peuple que l'ennemi de la Paix publique. L'intention de présenter la mort de Marat comme la préparation de la Paix, se retrouve traduite et développée plus bas, dans les lignes qui suivent le récit de l'événement : « Puisse la Paix s'établir aussi promptement que je la désire ! Voilà un grand préliminaire ! sans cela nous ne l'aurions jamais eue... » Et ailleurs : « Il faut du moins fonder la Paix, le gouvernement viendra quand il pourra. » (*Lettre à Barbaroux*, p. 5, verso.)

Ce sont les mots inscrits en tête de l'Adresse aux Français « amis des Lois et de la Paix ; » et c'est encore par un appel aux *vrais amis* de la Paix que se termine la dernière lettre de Charlotte. Sa préoccupation constante est de faire apparaître l'acte sanglant qu'elle s'est imposé sous l'aspect de la Paix rendue à la patrie, de la Pacification de la France ! C'est là pour elle une devise, presque un mot d'ordre (1).

(1) Tel était celui de l'Assemblée de Résistance, nettement indiqué dans ses proclamations. « La force départementale qui s'achemine vers Paris ne va pas chercher des ennemis pour les combattre ; elle va fraterniser avec les Parisiens, elle va raffermir la statue chancelante de la Liberté ! » L'armée fédéraliste espérait qu'arrivée sous les murs de Paris, elle serait accueillie par la population honnête, et que tout se terminerait comme au 29 mai entre le bataillon de la Butte-des-Moulins et le faubourg Saint-Antoine. Il est probable qu'en se préparant à la guerre, les chefs du mouvement départe-

La date n'est pas exprimée par des chiffres ou par des nombres en toutes lettres, mais elle contient une indication qui en est l'équivalent.

La mort de Marat avait eu lieu dans la soirée du samedi 13 juillet ; la lettre datée du second jour de la préparation de la Paix, ce qui n'est autre chose que la mort de Marat, est donc du lundi 15 juillet, vers le soir.

Ce même jour, et aussi vers le soir (1), Charlotte adressait au comité de sûreté générale une demande que nous avons insérée dans le premier dossier, p. 64, n° 26, et qui commence en ces termes :

« *Puisque j'ai encore quelques instants à vivre, pourrais-je espérer, citoyens, que vous me permettez de me faire peindre, etc...* »

Comment Charlotte de Corday pouvait-elle savoir qu'elle avait encore quelques instants à vivre ? Comment pouvait-elle s'énoncer à cet égard avec une sorte de certitude, en face du comité de sûreté générale ? A quelle circonstance sous-entendue faisait-elle allusion par cette phrase qui commence sa lettre, et semble se référer à un fait connu du comité lui-

mental et les députés réfugiés se défendaient de la pensée d'être les auteurs de la guerre. Ils ne voulaient que *résister à l'oppression* ; ils prenaient pour devise de leurs bannières : *Les Lois ou la mort !* Ils étaient donc amenés à professer une sorte de culte pour *la paix*. C'est à cette espèce de dogme politique que pouvait faire allusion Charlotte de Corday par cette répétition si remarquable de la même idée, et Bougon-Longrais, qu'elle désigne spécialement comme « un homme sensible et aimant la paix », devait être un de ces vrais amis de la paix auxquels elle fait appel dans son adresse aux Français et sa lettre à Barbaïroux.

(1) C'est Charlotte elle-même qui le dit dans sa lettre du mardi : « J'avais eu une idée hier soir de faire hommage de mon portrait au département du Calvados, mais le Comité de salut public, auquel je l'avais demandé, ne m'a pas répondu. »

même ? C'est dans les actes de la procédure que ces questions trouvent leurs réponses.

Au moment où Charlotte de Corday fut jugée, le tribunal révolutionnaire procédait non-seulement avec régularité, mais même avec une certaine lenteur ; les accusés ne comparaissaient pas directement à l'audience : ils étaient interrogés, il y avait une instruction préliminaire, un jugement de renvoi et de prise de corps était rendu contre eux ; ils n'étaient transférés de la maison d'arrêt dans la maison de justice qu'après la notification de ce jugement. On leur notifiait, en outre, la liste des jurés, celle des témoins ; ils étaient donc avertis du jour du jugement par les actes que nous venons d'indiquer, par le fait de leur translation à la Conciergerie du Palais, et enfin par la citation à comparaître qui leur était donnée la veille, au plus tard, par les huissiers du tribunal (1).

Or, le lundi soir, Charlotte de Corday était encore à l'Abbaye.

L'acte d'accusation, le jugement de prise de corps, les notifications, n'avaient pas eu lieu, comme on peut s'en con-

(1) La citation directe devant le Tribunal Révolutionnaire ne fut introduite que par la loi du 22 prairial an II : « L'accusé sera interrogé à l'audience et en public. La formalité de l'interrogatoire secret qui précède est supprimée comme superflue. » (Art. 12.) Ce que nous avons dit de la lenteur relative du Tribunal Révolutionnaire, pendant les premiers mois de son existence, est établi par le dépouillement d'un grand nombre de dossiers que M. Campardon a bien voulu faire pour nous. La notification de l'acte d'accusation précède constamment la comparution à l'audience de plusieurs jours, et celle des jurés et des témoins est toujours donnée au moins 24 heures à l'avance. Plus tard, les citations furent remises la veille de l'audience à une heure assez avancée : c'est ce qu'on appela, dans le langage des prisons, *le journal du soir*.

vaincre en examinant la date de ces différents actes, qui sont tous du mardi 16. — (V. deuxième dossier, p. 70, pièces n^{os} 2 à 15.)

Dès lors, le lundi 15, la nuit étant arrivée, et ces formalités préalables ne pouvant plus être remplies, il était certain que l'accusée ne serait pas jugée le lendemain. Sans doute elle ne pouvait pas faire elle-même un tel calcul, mais elle était environnée, dans la prison, de personnes qui pouvaient le faire pour elle : huissiers venant pour leur service, défenseurs officieux, visiteurs, concierges. On sait qu'elle se louait de ceux-ci, déclarant qu'ils avaient été pour elle les meilleures gens possible.

Elle était d'ailleurs en contact avec les membres du Comité de surveillance. Le Comité, malgré le décret de renvoi de l'accusée devant le tribunal, était resté saisi de l'affaire ; il avait gardé le dossier, il poursuivait une information active, qui lui avait fait découvrir cette *voyageuse* dont parle Charlotte (1), les voyageurs avec lesquels elle était venue de Caen, des témoins compromettants pour Fauchet.

L'accusée elle-même avait été interrogée par les membres du Comité, et ils avaient pu lui faire savoir que probablement elle ne serait pas jugée le lendemain. (Voir sa déclaration à l'audience : « *le Comité de salut public m'a promis,* » *infra*, p. xxxii.)

Cette probabilité étant devenue une certitude, le lundi soir on remarque que son attitude se modifie. Jusque-là

(1) C'est par la voyageuse qui était avec moi qu'ils ont su que j'avais parlé à Duperret (page 1 verso, ligne 6). Les éditeurs précédents avaient tous lu et imprimé *Les voyageurs*, ce qui est incompatible avec le mot *était* qui suit. Nous verrons cette voyageuse citée comme témoin aux débats.

elle était restée immobile, s'attendant à être jugée sans forme de procès, et à comparaître d'un instant à l'autre devant le tribunal. Aussi, n'avait-elle rien entrepris qui pût comporter une certaine durée. Elle passait son temps, dit-elle, à écrire des chants patriotiques et à donner aux Parisiens le dernier couplet de l'Hymne aux Hommes du Nord de Girey Dupré (1). Mais la perspective d'un sursis se présente. Ce n'est pas assurément l'espoir de la vie, c'est seulement l'ajournement de la mort immédiate, attendue jusqu'alors. L'accusée peut compter sur une journée entière : aussitôt,

(1) Cet hymne, ayant d'abord paru sans nom d'auteur, fut attribué à Valady, mais il est de Girey Dupé. (V. Vaultier, *Souvenirs du Fédéralisme*, p. 70 et 71. — Et la note de M. Mancel, p. 275.) Voici les deux derniers couplets de ce chant, qu'on appela alors la *Marseillaise des Normands*.

Saintes lois, liberté, patrie,
Guidez nos bataillons vengeurs ;
Nous marchons contre l'anarchie,
Certains de revenir vainqueurs.
De Septembre tristes victimes,
Vos bourreaux vont être punis,
FRANCE, tes lâches ennemis
Vont enfin expier leurs crimes.

Aux armes, Citoyens ! etc.

POUR LA VILLE DE CAEN.

Cité républicaine et fière,
Caen, sois la Marseille du Nord,
Porte toujours sur ta bannière :
Le règne des lois ou la mort !
Dans ton enceinte hospitalière
Tu reçus nos représentants.
Ah ! qu'aux Français reconnaissants
Ta gloire à jamais sera chère !

Aux armes, Citoyens ; terrassez les brigands !

La loi, c'est le seul cri (*bis*), c'est le vœu des Normands.

elle va mettre le temps à profit : elle demande pour le lendemain un peintre en *miniature*.

Elle prévoit qu'elle aura encore à subir pendant plusieurs nuits la présence des gendarmes, et elle insiste pour qu'on la laisse dormir seule.

Enfin, elle songe à ses amis, à la promesse qu'elle a faite de rendre compte de son voyage, et elle se met à l'œuvre avec la liberté d'esprit d'une personne qui ne craint pas d'être interrompue, et qui commence un long récit : « Vous avez désiré le *détail* de mon voyage, je ne vous ferai pas grâce de la *moindre anecdote*... »

Alors sa plume court sur le papier, et elle se livre à ce qu'elle appelle elle-même la légèreté de son caractère, et ce que nous appellerons, nous, un penchant visible à l'ironie. Lorsqu'elle écrivait à son père, sur les députés réfugiés à Caen, elle traçait leurs portraits, et malgré la gravité de la situation et du dessein qu'elle avait déjà conçu, elle se permettait sur leurs personnes des plaisanteries dont elle s'accuse (page 5, ligne 2, de sa première lettre). Ici elle va être la même : à mesure qu'un nom ou qu'un souvenir se présente à son imagination, il provoque une mordante épigramme.

Elle raille d'abord les Montagnards de la diligence, dont les propos sont aussi sots que les personnes désagréables, et elle immole particulièrement celui qui lui offre à première vue sa fortune et sa main. La tournure railleuse de son esprit se peint bien dans cette scène qu'elle rapporte : « Nous jouons parfaitement la comédie ; il est malheureux avec autant de talent de n'avoir point de spectateurs ; je vais chercher nos compagnons de voyage, pour qu'ils prennent leur part du divertissement.... » Puis elle arrive à l'exécution de son projet ; mais l'idée de Marat se présente, et en

passant, elle lance un trait mordant *aux Mânes de ce grand Homme !* trait aussitôt relevé par un mouvement où respire un sentiment si national. « Pardon, humains ! ce mot déshonore votre espèce.... grâce au ciel il n'était pas Français (1) ! »

De Marat, Charlotte passe à Chabot, qui a l'air d'un fou, et à Legendre, dont elle châtie la suffisance. Camille Desmoulins, si bon juge en fait d'esprit et de style, a relevé ce passage de la lettre à Barbaroux, comme un modèle de fine plaisanterie.

« Au fond, dit-il dans un de ses pamphlets, en parlant de Legendre, c'est un excellent patriote, qui ne manque pas de bonhomie et qui n'a que le défaut de se croire, après dîner, le plus grand personnage de la république.... Il paraît par la lettre de Charlotte Corday, qu'au premier abord elle avait deviné cette maladie de notre homme.

« J'étais présent chez ce pauvre Marat, lorsque Legendre lui demanda : « N'est-ce pas vous qui êtes venue chez moi ce matin, et qui vous êtes dite « religieuse ? Sûrement vous vouliez me tuer. » Ni la gravité de la situation, ni le trouble du meurtre qu'elle venait de commettre, ne lui déroba dans cette question le côté comique que Molière n'aurait pas mieux observé. Elle saisit finement au fond de l'interrogation l'étonnement de l'amour-propre de Legendre, de ce qu'une femme qui venait de tuer le premier homme de la Montagne ne lui eût pas donné la priorité; et dans sa lettre à Barbaroux, en parlant de cette question de Legendre, elle se moque de ses prétentions au martyre. » (V. Paul Delasalle, Ch. Corday, p. 297). Camille Desmoulins rappelait ici ces mots de la lettre de Charlotte : « Legendre voulait m'avoir vue le matin, moi qui n'ai jamais songé à cet homme. Je ne lui crois pas d'assez grands moyens pour être le tyran de son pays, et je ne prétendais pas punir tant de monde. » (Page 3^e, ligne 4^e.)

Les dernières paroles attribuées à Marat ramènent une

(1) Il est assez difficile, a dit M. Bovet dans son intéressante notice sur Marat Quérard, 2^e année, p. 463, d'assigner une patrie à Marat; né à Boudry, canton de Neuchâtel, au moment où la Prusse en avait la suzeraineté, il est parfois appelé *l'Araignée prussienne* dans les pamphlets du temps.

nouvelle raillerie à son adresse : « Il me dit, *pour me consoler*, que dans peu de jours il vous ferait tous guillotiner à Paris..... Si le Département met sa figure vis-à-vis celle de Saint-Fargeau, il pourra faire graver ses paroles en lettres d'or. » — Il faut se rappeler qu'on avait attribué à Lepelletier mourant les paroles suivantes : « Je suis satisfait de verser mon sang pour la patrie, j'espère qu'il servira à consolider la liberté et l'égalité, et à faire reconnaître ses ennemis. » Ces mots avaient été gravés sur la tombe de Lepelletier, en vertu d'un décret de la Convention, et reproduits sur les bustes, portraits, médailles, qui lui furent consacrés. C'est à cette circonstance que faisait allusion Charlotte de Corday : on sait que sa prévision était juste, et que Marat devint le pendant obligé de la victime de Paris.

Là s'arrête la première partie de la lettre de l'Abbaye, commencée le lundi soir, et tracée à la lueur d'un flambeau, si l'on s'en rapporte aux traces de cire encore remarquables sur le papier. La teinte de l'écriture change complètement, et nous dirions celle du style, à compter de ces mots : « je ne vous ferai aucun détail de ce grand événement » (feuillet troisième, *in fine*). Charlotte paraît avoir renvoyé au lendemain les détails du fait en lui-même, qu'elle n'avait pas abordés dans la première partie de son récit. La seconde partie aurait été écrite le mardi matin, comme l'indiquent ces mots de la cinquième page : « Je jouis délicieusement de la paix depuis deux jours » (le dimanche et le lundi). Ces pages n'ont déjà plus l'enjouement des précédentes ; elles sont d'un style simple, rapide, et touchent successivement à divers sujets sérieux.

La revue des volontaires le 7 juillet, le mot de Pétion, l'émulation patriotique qui s'empare de Charlotte à la vue

de tant de braves gens ligués contre un seul homme qu'ils vont manquer et qu'elle veut sacrifier avant eux sur la cime de la Montagne ; son projet de mourir d'abord inconnu, et le bonheur qu'elle éprouve d'avoir fondé *la Paix* : tout cela est dit sans recherche, dans le style d'un compte rendu tracé au courant de la plume, et rehaussé de quelques idées élevées ou gracieuses, mais généralement graves.

Charlotte place ensuite son père sous la sauvegarde de Barbaroux et de ses collègues. Elle ajoute un mot de souvenir pour ses chers amis aristocrates, et pour elle-même une allusion classique au repos dont elle compte jouir dans les Champs-Élysées auprès de Brutus (1).

Elle va finir — lorsqu'un hasard fait jaillir de l'esprit

(1) Ce souvenir de l'antiquité a valu à Charlotte de Corday le reproche d'avoir montré une préoccupation de gloire toute païenne (Louis Blanc); d'avoir songé aux Champs-Élysées et non à Dieu (Paul Delasalle). Ce n'est pas ici le lieu de discuter le caractère même de Charlotte de Corday : nous le ferons ailleurs. Nous ne pouvons toutefois nous empêcher de dire que selon nous il y a là tout simplement une citation conforme au goût du temps. Charlotte de Corday a invoqué le nom de Brutus, comme elle a parlé d'*Alcèste* dans son adresse aux Français. Brutus était d'ailleurs le type à l'ordre du jour. Nous aurons tout un chapitre à consacrer au rôle que cette figure joue dans la révolution, et spécialement dans l'épisode de Charlotte de Corday, dans les derniers moments de Marat, etc.

Quant à l'absence de l'idée de Dieu, du Dieu de l'Évangile et du christianisme, on ne parlait dans la chaire que du *législateur* des chrétiens, dans le monde que de l'Être suprême de J. J. Rousseau, témoin ce passage de madame Rolland prête à se donner la mort :

« Divinité, Être suprême, âme du monde, principe de ce que je sens de grand, de bon, et d'heureux, toi dont je crois l'existence parce qu'il faut que j'émane de quelque chose de meilleur que ce que je vois, je vais me réunir à ton essence ! » Nous dirons du langage de madame Rolland ce que nous avons dit de celui de Charlotte de Corday :

C'est le langage du temps !

moqueur de la jeune fille un mot piquant sur les gendarmes et sur Chabot (1), le seul de ce genre qu'on rencontre dans cette partie de la lettre, et qui est plutôt de la raillerie que de la gaité.

C'est ici que Charlotte de Corday est interrompue, et que la scène va changer.

La veille, à neuf heures du soir, le dossier est enfin parvenu à l'accusateur public (V. p. 67). — Impatient de saisir sa proie, Fouquier-Tinville presse l'instruction de l'affaire. Sur sa requête, une première ordonnance est rendue par le Président du Tribunal Révolutionnaire, portant que l'accusée sera transférée à la Conciergerie pour subir par-devant lui un interrogatoire.

Vers dix heures, Charlotte de Corday est amenée à la Conciergerie et déposée provisoirement dans cette prison.

A onze heures, elle est conduite dans une des Salles de l'auditoire du Palais de Justice, et là elle comparait devant le président du tribunal, Montané, faisant les fonctions de magistrat instructeur.

On peut lire dans le premier dossier ce long et curieux interrogatoire (p. 39-63).

Dans toute la première partie, il n'est pas question de la lettre commencée par Charlotte. Montané la connaît cependant, car la prisonnière était gardée à vue. Elle a été observée, et le magistrat a été prévenu de ce qu'elle a fait, mais sans doute il a voulu obtenir des révélations volontaires; il l'a pressée de questions pour l'engager à avouer qu'elle a eu

(1) Chabot, le cynique Chabot! était près d'elle; il l'examinait avec une impudence extrême. (*Anecdotes par Harmand de la Meuse.*)

des complices et qu'elle n'a agi que sous leur influence (1). Ce n'est que vaincu par sa résistance, qu'il lui adresse cette demande :

D. Si Elle n'a point écrit une lettre *aujourd'hui* ? (1)

R. Qu'elle en a commencé une qui n'est point encore achevée, qu'elle a dans sa poche, laquelle elle a à l'instant tirée en demandant la permission de l'achever et l'envoyer, ou du moins de l'envoyer nous-même après l'avoir lue.

D. A qui s'adresse cette lettre ?

R. Que c'est à Barbaroux.

D. Si Elle avait eu quelques conversations avec Barbaroux ?

R. Qu'elle n'en avait eu aucune autre que relative à l'affaire de la dame Forbin.

D. Si Barbaroux lui a demandé le détail de son voyage et s'il en connaissait le motif ?

R. Qu'effectivement Barbaroux lui a demandé le détail de son voyage par une lettre qu'il lui écrivait, mais qu'il n'en connaissait pas le motif, et qu'elle est fâchée d'avoir brûlé la lettre de Barbaroux, parce que nous y verrions que tout le monde ignorait son voyage.

D. A Elle représenté que si Barbaroux n'eût pas été informé du motif de son voyage, il ne lui aurait pas promis le secret, et que, d'ailleurs, elle ne

(1) Je suis convaincu et je démontrerai, en publiant le procès de Montané, qu'il a voulu sauver Charlotte de Corday.

(2) Il semblerait résulter de ces mots que la lettre de l'Abbaye n'avait été commencée que le mardi matin. Mais Montané avait pu ignorer que le commencement avait été écrit le lundi soir (peut-être en contravention aux règlements de la prison). On ne comprendrait pas que Charlotte eût mis en tête de sa lettre « Du second jour de la préparation à la paix », si elle n'avait pris la plume que le mardi ; elle aurait dit en ce cas : du *troisième jour*, parce que le mardi était en réalité le troisième jour écoulé depuis la mort de Marat. Au reste, peu importerait qu'elle n'eût écrit que le mardi matin. Ce serait toujours avant sa translation à la Conciergerie, et conséquemment dans la même situation d'esprit que la veille, c'est-à-dire avec la perspective d'un certain délai devant elle.

se serait point étendue d'une manière si complaisante, dans la lettre en question par elle commencée aujourd'hui, sur l'assassinat par elle commis en la personne de Marat?

R. Que comme cette lettre est pour plusieurs personnes, elle est entrée dans plus de détails.

L'interrogatoire se termine ainsi :

« Avons à l'instant, avec ladite Corday, ledit Accusateur Public et notre commis-greffier, cotté et paraphé ladite lettre dont est question, commencée par ladite Corday, contenant six pages et trois lignes d'une septième, et a ladite Corday signé avec nous, ledit Accusateur Public et le commis-greffier. »

La découverte d'une correspondance avec Barbaroux était chose importante. Au point de vue politique, c'était une arme contre les Girondins ; au point de vue judiciaire, c'était une charge contre les prévenus de complicité. En conséquence, la lettre fut considérée comme pièce à conviction, et saisie suivant les formes légales. Les feuillets furent cotés, c'est-à-dire numérotés avec paraphe, signés par l'accusée et le président, et la dernière page fut revêtue, à l'endroit où l'écriture était interrompue, de la formule sacramentelle *ne varietur*, avec le contre-seing du greffier.

Voilà l'explication des sept signatures CORDAY, accompagnées d'autant de signatures MONTANE, que l'on remarque sur la lettre fac-similisée.

Le but de ces formalités était de constater l'état et l'identité de la pièce saisie pour l'annexer à la procédure. Cette première lettre ne fut donc pas rendue à l'accusée ; — elle demanda qu'on l'envoyât à son adresse : on le lui promit, peut-être pour l'engager à continuer les confidences par elle commencées. — Nous la verrons, se fiant en cette promesse, écrire de nouveau à Barbaroux lorsqu'elle fut transfé-

rée à la Conciergerie ; mais la lettre ne parvint jamais à sa destination.

Cependant, l'interrogatoire avait occupé une partie de la journée. Après l'avoir subi, l'accusée fut reconduite à l'Abbaye. Immédiatement, Fouquier-Tinville dressa l'acte d'accusation et requit le tribunal de rendre, contre Charlotte de Corday, un jugement de prise de corps, afin qu'elle fût transférée de la maison d'Arrêt de l'Abbaye à la maison de *Justice* du Palais (p. 68, *infra*).

Le jugement rendu fut aussitôt notifié à la Municipalité, aux concierges des deux prisons, à l'accusée elle-même ; celle-ci fut conduite une seconde fois à la Conciergerie et définitivement écrouée dans cette maison. Il était donc tard lorsque Charlotte put reprendre sa lettre ou plutôt en commencer une nouvelle.

Cette lettre, sur papier grand in-quarto, remplit un feuillet et demi ; elle commence par ces mots : « Ici l'on m'a transférée, » et elle porte cette date finale : « Mardi 16, à huit heures du soir. »

La lettre de la Conciergerie forme le contraste le plus complet avec celle de l'Abbaye, surtout avec les pages écrites le lundi soir. A une narration enjouée, écrite en toute liberté d'esprit et sans préoccupation de l'heure qui va suivre, succèdent de graves pensées, des recommandations suprêmes, et l'image du supplice qui s'approche. Chacune de ces lignes renferme une disposition de dernière volonté, et l'ensemble est, à nos yeux, un véritable testament.

Après avoir fait part à Barbaroux du long interrogatoire qu'elle vient de subir, Charlotte de Corday exprime le désir qu'il connaisse cet interrogatoire, s'il est rendu public, la

Crainte que son Adresse aux Amis de la Paix ne soit pas publiée, l'abandon du projet conçu par elle de faire exécuter son portrait.—«Il est trop tard», dit-elle, et il semble que ce mot lui rappelle que le moment des adieux est venu. Le premier auquel elle songe est le procureur-général du Calvados, Bougon-Longrais : elle sait qu'il est sensible, elle a peur qu'il ne soit affligé de sa mort, paroles bien remarquables quand on les rapproche de la lettre écrite par Bougon-Longrais au pied de l'échafaud, et dans laquelle il s'inspire admirablement du souvenir de Charlotte de Corday ! Elle charge Barbaroux de lui communiquer spécialement cette lettre, comme à un *Ami de la Paix*, dont elle connaît, dont elle croit avoir rempli les vœux !

Vient ensuite, après un mot sur le choix d'un défenseur — pour la forme, — la volonté exprimée de disposer de l'argent qui lui reste. C'est une offrande qu'elle destine aux femmes et enfants des braves habitants de Caen qui se seront sacrifiés pour délivrer Paris.

Après ce legs, dicté par le patriotisme local, la lettre semble terminée par ces mots : « C'est demain que l'on me juge à huit heures... » Mais la pensée du jugement provoque celle de l'exécution, telle qu'elle était alors, rapide, inexorable, sans pitié ni merci, et une allusion aux usages antiques vient se placer sous la plume de Charlotte : « A midi, j'aurai vécu, pour parler le langage romain. » On a reproché à ces lignes de manquer de simplicité et d'affecter une tournure héroïque, comme si Charlotte avait dit ou fait entendre qu'elle mourrait en femme romaine. Il nous semble que la citation ne porte que sur une locution latine, qui, par elle-même, indiquait plutôt l'habitude de voiler l'idée de la mort que l'affectation de la braver. Ce qui suit n'a rien de romain, rien d'un stoïcisme forcé, loin de là : « J'ignore comment se passeront

les derniers moments; — c'est la fin qui couronne l'œuvre... Jusqu'à cet instant je n'ai pas la moindre crainte... » *Jusqu'à cet instant!* Il n'y a assurément dans cet aveu aucun faux héroïsme. Au contraire, lorsque la fin a été couronnée si dignement, on aime à entendre la jeune fille douter d'elle-même à la veille de l'épreuve décisive, et dire avec la réserve du vrai courage : « Je ne tremble pas aujourd'hui.... mais demain je ne puis répondre de moi..., les derniers instants seuls décideront. »

La fin de la lettre n'est plus en réalité qu'un long post-scriptum, dans lequel se pressent les vœux de l'amitié : Pour Du Perret, c'est la liberté; pour mademoiselle de Forbin, le succès de son affaire; à ses amis particuliers elle ne demande qu'un prompt oubli; à Wimpfen, un peu de reconnaissance; aux *vrais amis* de la paix, le soin de sa mémoire!

Le style de cette lettre est élevé, sérieux, allant droit au but, et se détournant à peine pour infliger une petite leçon à Fauchet, et un dernier sarcasme aux mânes du grand homme qui a manqué le Panthéon. — Mais l'ironie n'est pas de l'enjouement, et ce trait unique ne peut changer le caractère testamentaire qui forme le cachet de la seconde lettre et la distingue si nettement de la première.

Charlotte écrivit ensuite à son père : ces deux lettres eurent le sort de la précédente; elles furent saisies et lues à l'audience du tribunal révolutionnaire, comme le constate le compte rendu des débats (*Moniteur*, année 1793, n° 211).

« On fait lecture à l'accusée de deux lettres qu'elle reconnaît pour avoir été écrites par elle depuis sa détention. La première est adressée par elle à Barbaroux, la seconde à son père.

« *L'accusée.* — Le comité de salut public m'a promis de faire tenir la première de ces lettres à Barbaroux, afin qu'il

puisse la communiquer à tous ses amis ; je m'en rapporte au zèle du tribunal pour faire tenir la seconde. »

Cet appel à la générosité du tribunal ne fut pas entendu, et la promesse du Comité ou du Président resta inexécutée. Les deux lettres ne parvinrent jamais à leur adresse ; elles furent jointes au dossier , comme pièces saisies , après avoir été revêtues des formalités de justice. C'est ce qui explique les deux signatures *Corday* que l'on voit superposées au bas de la dernière page : l'une est la signature primitive de la lettre , l'autre est la signature de forme que l'accusée fut requise d'apposer sur la pièce pendant le cours des débats , ainsi que l'atteste la constatation faite par le greffier séance tenante : « Troisième et dernière page cottée et paraphée A L'AUDIENCE DU TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE du 17 juillet 1793, 2^e de la République, par nous président et le greffier.—Signé Wolff (1). »

On remarque l'absence du nom de Montané. Au contraire, c'est celui de Charlotte qui manque sur la lettre à son père.

On comprend maintenant tout à la fois le rôle que la lettre à Barbaroux joua dans le procès, et le jour que, de son côté, le procès jette sur ce document.

Il en résulte que Charlotte de Corday a écrit, dans deux

(1) Suivant une annotation manuscrite qui se trouve sur un précieux recueil de pièces intéressant Charlotte de Corday, que possède la Bibliothèque impériale, le président du tribunal révolutionnaire lui ayant demandé si elle avait fini la lettre qu'elle avait commencée, elle aurait répondu : « Il n'y a plus qu'une phrase à mettre, que voici : « Le chef de l'anarchie n'est plus, vous » aurez la paix ! » Ce mot, recueilli par une personne qui ne connaissait ni l'adresse aux Français, ni probablement les lettres à Barbaroux, est curieux, en ce qu'il démontre à quel point était portée chez Charlotte l'idée fixe presque religieuse de la paix.

situations différentes, une lettre saisie à deux reprises et terminée sans que la première partie fût sous ses yeux au moment où elle achevait la seconde. Lorsqu'elle commence à écrire, elle a devant elle une trêve de quelques instants. Elle ignore quand elle sera jugée : ce sera peut-être le surlendemain, peut-être dans quelques jours, mais certainement pas avant vingt-quatre heures : c'en est assez pour elle. Avec l'insouciance de la mort qui est le sentiment général de l'époque, avec le mépris de la vie qui est un des traits saillants de son caractère, ce délai suffit pour lui rendre toute sa liberté d'esprit. Elle sait bien qu'elle n'a pas de grâce à espérer, car, avant de frapper le premier homme de la Montagne, elle a acheté et lu le matin même le jugement prononçant la peine capitale contre les neuf citoyens d'Orléans coupables de quelques voies de fait légères envers Léonard Bourdon, un montagnard de second ordre (Voir l'interrogatoire du 16 juillet, 1^{er} dossier, p. 42); mais elle a devant elle quelques heures assurées, et elle les emploie à raconter son voyage à Paris, comme madame Roland écrivait ses mémoires (1).

Y a-t-il là calcul, affectation? a-t-elle forcé son style à sourire pour déguiser l'état de son âme? Nullement. Elle débute par une sorte d'invocation solennelle au nom de

(1) « Qu'a-t-on de mieux à faire en prison, que de transporter ailleurs son existence par une heureuse fiction ou par des souvenirs intéressants? » — Edition Ravenel, t. I, p. 2. — Et ailleurs (t. II, p. 120) : « Je ferme les trois premiers cahiers de mes mémoires.... et je suis fort étonnée d'avoir écrit environ 300 pages en 22 jours, dans mes instants de liberté d'esprit, lorsque je consacrais encore tant de moments au repos, à la rêverie, au clavecin et à la société, à cause du séjour de madame Petion... » Qui pourrait croire que ces lignes ont été écrites sous le tranchant de la guillotine, qui frappa quelques jours après madame Roland et la mère de madame Petion? — Pour nous, madame Roland sera bien souvent l'interprète de Charlotte de Corday.

Brissot, par ce grand mot : la préparation à la Paix, qui est pour elle une sorte de culte, le symbole de sa foi. Il semble qu'elle s'apprête à écrire un manifeste politique. Point du tout : le manifeste annoncé se transforme et devient malgré elle le récit plaisant, familier, d'un voyage. Ce n'est pas la volonté qui impose à la plume des plaisanteries factices que le cœur dément..., c'est au contraire le naturel qui reprend ses droits et qui substitue aux phrases à effet déjà commencées les saillies d'un esprit ironique. Jeune fille enjouée et railleuse d'habitude, Charlotte de Corday sera dans les prisons de l'Abbaye ce qu'elle était chez madame de Breteville. Elle oublie l'échafaud, elle oublie même le sujet qu'elle a entrepris, et elle se laisse aller au caprice de son imagination, aux épigrammes que provoquent les premiers noms qui s'offrent à son souvenir.

Il est d'ailleurs une faculté de l'intelligence qui ne se contrefait pas comme le sourire, c'est la mémoire, dont le plein exercice atteste incontestablement la sécurité de l'âme et le véritable sang-froid. Dans l'Adresse aux Français Charlotte de Corday cite plusieurs vers de Voltaire, et, vérification faite, ils sont exactement cités (V. 1^{er} dossier, p. 62). Dans sa lettre à Barbaroux, elle rapporte un passage de Raynal, et ce passage se retrouve textuellement dans le volumineux ouvrage de l'historien des deux Indes (1). Elle est donc bien

(1) Après avoir dit qu'elle n'a pas voulu compromettre Du Perret et les voyageurs, Charlotte ajoute : « Je soutins ne pas les connaître... Je suivais en cela mon oracle Raynal, qui dit qu'on ne doit pas la vérité à ses tyrans. »

Voici ce qu'on trouve dans l'*Histoire philosophique des deux Indes*, édition de Genève de 1770, tome III^e, livre XI, p. 197 :

« Les nègres (ce sont les partisans de l'esclavage qui parlent) sont bornés, fourbes, méchants...

« Les nègres, répond Raynal, sont bornés parce que l'esclavage brise

maîtresse d'elle-même, elle ne simule rien, et nous allons en avoir une dernière preuve dans la seconde lettre, qui forme contraste avec la première.

Le sursis entrevu la veille s'est évanoui brusquement. La marche du procès s'accélère — l'heure du jugement est tout à coup fixée au lendemain. Aussitôt le ton de la correspondance se modifie avec la situation. Ce n'est plus la causerie d'une personne qui écrit avec abandon et loisir : c'est une accusée citée à comparaître, qui fait ses dernières dispositions en toute hâte, qui se prépare à mourir, et parle de la mort en termes simples, touchants. A côté de la seconde lettre de Charlotte à Barbaroux, il faut placer la lettre à son père, écrite dans le même moment et sous la même inspiration. Le 15, Charlotte ne s'adresse pas à son père, tant il est vrai que pour elle le moment des derniers adieux n'est pas encore venu. Mais le 16, l'instant fatal approche, et en même temps qu'elle écrit cette seconde lettre à Barbaroux, que nous avons appelée testamentaire, elle demande pardon à son père d'avoir disposé de son existence; elle l'encourage à se réjouir de son sort; et elle montre, en l'ennoblissant par un vers de Corneille (2), l'échafaud déjà dressé pour elle. — Le

tous les ressorts de l'âme. — Ils sont méchants, — pas assez avec vous. — Ils sont fourbes, PARCE QU'ON NE DOIT PAS LA VÉRITÉ À SES TYRANS. »

La lecture de Raynal, si fastidieuse par elle-même, devient du plus haut intérêt pour l'explication du caractère de Charlotte de Corday.

(1) « Le crime fait la honte, et non pas l'échafaud. »

Nous prouverons que M. de Corday d'Armont, le père de Charlotte de Corday, était petit-fils, au quatrième degré, de Pierre Corneille, et qu'il se montrait justement fier de cette illustre descendance. Nul doute pour nous que Charlotte n'ait fait allusion par cette citation à une origine qu'elle n'ignorait pas elle-même, et qu'elle n'ait voulu placer son action sous la protection

rapprochement des deux lettres en détermine le caractère et fixe bien la nuance que nous avons signalée dans la lettre de la Conciergerie.

Deux mots résument cet historique et formulent notre pensée :

Sans l'observation des moments, sans la distinction des situations successives, la lettre à Barbaroux devait paraître confuse et donner lieu aux appréciations contradictoires que nous avons combattues.

Eclairée par l'examen des dates et par les actes du procès, elle s'explique et se classe d'elle-même d'une manière aussi naturelle que logique.

Une exacte chronologie était donc le meilleur commentaire de cette lettre publiée tant de fois et cependant si mal connue.

En reproduisant par un *fac-simile* la pièce originale et en l'environnant de tous les détails, qui permettent d'assister, en quelque sorte, à sa composition, nous espérons avoir mis dans une lumière nouvelle ces pages célèbres qui ont fait dire à Louvet : « Ou rien de ce qui fut beau dans la révolution ne restera, ou cette épître doit passer à travers les siècles. » (Mémoires de Louvet, p. 116.)

d'un nom qu'elle savait être tout particulièrement révéé par son père. Peut-être est-ce pour cela qu'elle a dit d'une manière vague : N'oubliez pas ce vers de *Corneille*, encore bien que le vers soit de Thomas Corneille et non du grand tragique.

NOTE

SUR L'AUTHENTICITÉ

DU

PORTRAIT DE CHARLOTTE DE CORDAY

PAR HAUER.

NOTE

SUR L'AUTHENTICITÉ

DU

PORTRAIT DE CHARLOTTE DE CORDAY

PAR HAUER.

Jean-Jacques Hauer, né à Gau-Algesheim (Electorat de Mayence) le 10 mars 1751, mourut à Blois en 1829 (1).

Il y aurait une notice intéressante à écrire sur Hauer, que nous ne craignons pas d'appeler l'Adam Lux de la peinture, et qui s'exposa au sort funeste de son compatriote en professant le même culte pour Charlotte de Corday. Nous avons retrouvé de curieux renseignements sur le rôle politique d'Hauer pendant la Révolution, — nous les donnerons en temps et lieu ; — nous ne voulons établir, quant à présent, que la parfaite authenticité du portrait existant au Musée de

(1) Voici l'acte de naissance de Hauer, dont nous devons la communication à M. le conseiller Schmitt, membre de la cour d'appel de Mayence :

Anno 1757, die 10 Martii baptizatus est in Ecclesiâ Gau-Algeshemensi Joannes Jacobus, fil. leg. Georgii Philippi Hauer, sartoris et concivis, ac Suzanne conj. — Patrinus Joannes Jacobus Hennefetter concivis.

Versailles, et prouver qu'il a été réellement exécuté d'après nature. La mention banale et si souvent mensongère qui se trouve au-dessous de tous les portraits est ici une vérité.

Hauer, qui avait probablement servi avant d'être peintre, était commandant en second du bataillon de garde nationale de la section du Théâtre-Français. Grâce à cette position et à sa notoriété dans la Section, il fut admis à l'audience d'abord, puis à la Conciergerie, entre le jugement et l'exécution de Charlotte de Corday, et là il put terminer l'esquisse qu'il avait ébauchée pendant les débats.

Ce fait est attesté par les journaux du temps, qui nomment le peintre allemand et constatent son admission dans la prison auprès de la condamnée.

Nous citerons seulement trois de ces journaux :

Le Courrier français.

« Le citoyen *Haver*, peintre, a dessiné d'après nature le portrait de Marie-Anne-Charlotte Corday. — Il a été admis auprès d'elle dans l'intervalle qui sépara son jugement de son exécution. — Les traits de son visage, comme les traits de son âme, présentoient un mélange étonnant de tous les contrastes. » (*Courrier français*, n° 202, 21 juillet 1793.)

Le Thermomètre du Jour.

« Pendant qu'on interrogeoit l'accusée, un peintre qu'on dit être le citoyen *Havre* (c'est le nom allemand défiguré par la prononciation française), élève de David, dessinoit sa figure. Elle s'en est aperçue : Continuez, lui a-t-elle dit ; ne craignez pas que je change de position. » (*Thermomètre du Jour*, journal rédigé par DULAURE. — N° du 24 juillet 1793.)

Enfin, le *Journal de Perlet*.

Cette feuille, à laquelle Charlotte était abonnée (V. 1^{er} Dossier, p. 48), publia l'article suivant à la date du 11 juillet, le même jour et presque dans les mêmes termes que le *Courrier français* :

« Le citoyen Hauer, peintre, a dessiné d'après nature le portrait de Marie-Charlotte Corday. Il a été admis dans l'intervalle qui sépara son jugement de l'exécution. C'est là qu'il a perfectionné le dessin qu'il avait fait à l'audience. Aussi le portrait est-il de la plus exacte ressemblance, et rend-il parfaitement le calme si extraordinaire que cette femme n'a cessé de montrer dans le plus terrible des moments. — La réputation de cet artiste est établie, et ce portrait y ajoutera beaucoup..... » (*Journal de Perlet*, du 21 juillet 1793, n° 202, p. 400.)

Dans un second article (n° 309), Perlet revint sur l'admission de Hauer auprès de Charlotte, et ajouta :

« Le peintre Hauer nous a chargé d'annoncer qu'on est occupé maintenant de la gravure de ce portrait; il sera fait à la manière anglaise, par Tassaert, sous la direction d'Anselin, graveur, etc.... Cette ennemie du peuple est représentée à mi-corps, en chapeau, tenant d'une main un couteau et de l'autre un éventail. » — Suivent les conditions de la souscription.

En 1839, Hauer était mort depuis dix ans : ses héritiers cédèrent à la direction des musées, moyennant une somme de 600 fr., l'original du portrait esquissé à l'audience et terminé à la Conciergerie. Ils remirent en même temps une notice qui paraît avoir été écrite sous la dictée du peintre, et qui a été insérée *in extenso* dans le catalogue du Musée de Versailles, publié par M. Soulié, conservateur adjoint des musées im-

périaux (1), Versailles, 1855, chez Montalant Bougleux.

« Lorsque Charlotte Corday fut mise en jugement, dit cette notice, M. Hauer, peintre et officier dans la Section du Théâtre-Français, dont il a été assez longtemps commandant en second, se rendit au Tribunal, dans le dessein de faire son portrait. Pendant les débats, Charlotte Corday ayant remarqué que Hauer était occupé à la peindre et semblait prendre un vif intérêt à son sort, elle eut soin, malgré les terribles pensées qui devaient l'agiter, de se tourner vers lui de manière à ce qu'il pût reproduire facilement ses traits.

« Lorsque les débats furent terminés et que la peine de mort eut été prononcée, elle fit appeler M. Hauer dans la petite pièce où on l'avait fait retirer en attendant l'exécution. M. Hauer s'y rendit; elle le remercia de l'intérêt qu'il prenait à son sort, et lui offrit de lui donner une séance pendant les courts instants qui lui restaient à vivre. — M. Hauer accepta. »

La notice rapporte ensuite tous les détails de cette séance; elle représente Charlotte parlant de choses indifférentes avec une liberté d'esprit qui faisait oublier sa situation, ou s'applaudissant avec fermeté « d'avoir délivré son pays d'un monstre tel que Marat ». Elle nous apprend aussi que Charlotte manifesta un dernier désir : c'était qu'une réduction de son portrait fût envoyée à sa famille; ce que le peintre s'em-

(1) L'insertion de cette pièce dans un livre rédigé avec la plus sévère et la plus judicieuse critique par un des collaborateurs de ces belles publications historiques : *Le Journal de DANGEAU*, *Les Mémoires du duc DE LUYNES*, etc., serait à elle seule une garantie d'authenticité; mais M. Soulié a bien voulu nous communiquer les rapports qui ont précédé l'acquisition du portrait de Charlotte de Corday, et qui forment certificats d'origine, tant pour le portrait que pour la Notice. — Nous publierons dans notre travail définitif sur Hauer un extrait de ces documents.

pressa de lui promettre. Peu d'instants après, le bourreau étant entré avec les ciseaux et le manteau rouge, « Monsieur, « dit-elle en s'adressant à M. Hauer, je ne sais comment « vous remercier du vif intérêt que vous me témoignez et du « soin que vous avez pris. Je n'ai que cela à vous offrir, « veuillez le conserver comme souvenir. » En même temps elle prit les ciseaux des mains du bourreau, coupa une grosse mèche de cheveux d'un blond cendré qui s'échappaient de son bonnet, et la remit à M. Hauer. Les gendarmes et le bourreau lui-même semblaient émus de cette scène (1).....

Il y a dans cette relation, faite sans apprêt, un tel cachet de sincérité, qu'on n'hésiterait pas à y croire alors même qu'elle serait isolée. Mais ici nous ne sommes pas obligé de nous en rapporter à la parole seule d'Hauer. Sa déclaration est confirmée, comme nous l'avons démontré, par les té-

(1) Georges Duval, dans ses *Souvenirs de la Terreur*, publiés en 1840, affirme avoir connu Hauer et avoir vu chez lui, non-seulement le portrait, mais encore la boucle de cheveux de Charlotte de Corday. « Ce portrait, dit-il, que j'ai vu et que la Liste civile a récemment acheté pour le Musée de Versailles, ne ressemble aucunement aux autres portraits de Charlotte, qui la représentent avec des cheveux noirs tandis qu'ils étaient blond cendré : la mèche de ses cheveux, aujourd'hui encore en possession de sa famille, en fait foi. La forme du bonnet n'est pas non plus la même... » (Vol. III, c. 38, p. 357.)

J'ai connu très-particulièrement Georges Duval, et je suis le premier à reconnaître que le spirituel et incisif conteur ne doit être consulté qu'avec réserve dans les matières où domine l'esprit de parti. Mais, quand il s'agit de particularités étrangères à la politique, on peut, en général, ajouter foi aux informations qu'il donne comme étant à sa connaissance personnelle. Ce qui prouve qu'il a réellement connu la famille du peintre, c'est qu'il a inséré presque mot pour mot dans son livre la Notice qui n'était pas encore publiée en 1840 et qui ne pouvait lui avoir été communiquée que par les enfants d'Hauer. Puisée à cette source, sa déclaration devient un témoignage curieux et important, que nous avons dû rapporter ici.

moignages nombreux, publics, des contemporains. L'admission d'Hauer à la Conciergerie est donc un fait à l'abri de toute discussion, et le portrait existant au musée de Versailles a bien été exécuté d'après nature.

Quelle est après cela la mesure de la ressemblance obtenue? quel est le degré de confiance que mérite, non plus le narrateur, mais le peintre? Pour en juger, il faudrait avoir sous les yeux l'œuvre complète qui a été consacrée par Hauer au même sujet;

Cette œuvre se compose :

1° Du portrait fait à la Conciergerie ;

2° Du portrait annoncé par le *Journal de PERLET*, gravé effectivement par Tassaert et mis en vente en 1793 (V. la collection des Portraits et celle de l'Histoire de France à la Bibliothèque impériale, département des Estampes);

3° Du tableau de la *Mort de Marat*, exposé au Salon de peinture de 1793 (V. le livret du *Salon du Louvre* pour cette année, n° 447). Nous possédons l'original de ce tableau (1).

Nous publions aujourd'hui la première pièce de cette trilogie. Nous y réunirons ultérieurement les deux autres, et alors chacun pourra établir son opinion sur la foi due au peintre de Charlotte de Corday. Nous dirons seulement, quant à présent, que son genre est éminemment sérieux et consciencieux. Dans la *Mort de Marat*, les figures principales sont traitées avec un sentiment élevé et dramatique, tandis que les détails sont rendus avec une exactitude qui fait de

(1) Signé HAUER en français et en allemand. — Hauer a donné à cette toile la date de 1794, sans doute parce que l'Exposition s'étant ouverte le 10 août, 23 jours après l'exécution de Charlotte, il n'avait pu exposer d'abord qu'une esquisse qu'il aura terminée au cours de l'année 1794. — Ce tableau a 60 centimètres de hauteur sur 48 de largeur.

cette composition un procès-verbal transporté sur toile. On croirait que Hauer a travaillé d'après les pièces de l'instruction, si celles-ci n'étaient restées secrètes ; et pour se rencontrer aussi minutieusement avec elles, il a dû faire le portrait des objets matériels qu'il a représentés, de même qu'il a voulu voir Charlotte pour la peindre, et qu'il a certainement copié Marat d'après nature. Cet amour du vrai est la qualité la plus précieuse chez un peintre , au point de vue historique auquel nous nous plaçons.

C'est par cette considération que nous avons attaché au portrait du musée de Versailles toute l'importance d'une pièce authentique inséparable du procès.

Hauer a représenté Charlotte de Corday ayant les cheveux blond cendré, les yeux bleus, la peau d'une grande blancheur. Il se rencontre sur tous ces points avec divers portraits que j'ai réunis et avec la gravure aux trois couleurs exécutée par Roy d'après Brard, et publiée par Quenedey en 1793. Un exemplaire de cette gravure existe au cabinet des Estampes, collection des Portraits (1).

Quant au costume, il y a une distinction à faire suivant les moments auxquels on s'attache.

Lorsque Charlotte de Corday arriva de Caen, elle portait le chapeau à forme haute et conique alors à la mode : c'est ainsi qu'elle se présenta chez Marat et qu'elle fut remarquée par Laurent Bas (V. sa déclaration, p. 18) et par Catherine Évrard (V. sa déposition, p. 36).

(1) Ce portrait est annoncé dans le *Journal des affiches et avis divers* du 29 août 1793. « Portrait de M^{lle} A.-C. Corday, condamnée, etc....., peint d'après nature par Brard, et gravé en taille-douce par Roy ; ovale de 5 pouces, avec un petit gravé en couleur. — Se vend chez Quenedey, etc. »

Dans la prison, elle fit faire un bonnet avec lequel elle parut devant le Tribunal révolutionnaire et qu'elle portait encore lorsqu'elle monta sur l'échafaud. (V. 2^e Dossier, p. 98.)

Hauer a fidèlement observé ces variations, qui sont confirmées par toutes les gravures du temps sans exception.

Dans le portrait gravé, Charlotte est représentée le cou-teau vengeur à la main, et le chapeau noir à haute forme sur la tête; il en est de même du médaillon placé au-dessous de ce portrait et du tableau de la *Mort de Marat*. Dans la prison, au contraire, elle est peinte coiffée du bonnet blanc. On a donc pu dire avec vérité « que Hauer avait reproduit fidèlement le « costume qu'avait alors Charlotte de Corday, et en particulier « le petit bonnet qu'elle avait fait faire exprès pour son juge-« ment. » (V. la notice précédemment citée.) On voit que c'est une étrange erreur d'attribuer à Mademoiselle de Corday le bonnet de paysanne normande. Sa coiffure, faite à Paris, est celle que portaient toutes les femmes du temps. Elle est identique à celle de la Reine dans le dessin de David qui la représente trainée à l'échafaud (1). Si nous insistons sur ce détail, c'est que la méprise que nous relevons a exercé une influence réelle sur l'opinion, et fait prendre à bien des gens pour une fille du village la descendante du grand Corneille, la noble fille d'une des plus anciennes maisons de Normandie.

C'est en ce sens que M. Michelet a parlé de la Charlotte de Corday d'Hauer. Nous ne pouvons mieux faire que de rapporter ici quelques lignes extraites de ces pages d'une

(1) Croquis à la plume représentant la Reine sur la charrette du bourreau, publié dans l'ouvrage de M. de Viel Castel, *Marie Antoinette et la Révolution*.

extrême délicatesse de touche, où l'historien s'est montré peintre aussi saisissant qu'Hauer lui-même.

« ... Dans l'unique portrait qui reste d'elle, et qu'on a fait au moment de sa mort, on sent son extrême douceur. Rien qui soit moins en rapport avec le sanglant souvenir que rappelle son nom ; c'est la figure d'une jeune demoiselle normande, figure vierge, s'il en fut, l'éclat doux du pommier en fleur... »

Dans ce tragique portrait, elle paraît infiniment sensée, raisonnable, sérieuse, comme sont les femmes de son pays. Prend-elle légèrement son sort ? Point du tout : il n'y a rien là du faux héroïsme. Il faut songer qu'elle était à une demi-heure de la terrible épreuve.....

Elle a les cheveux cendrés du plus doux reflet, bonnet blanc et robe blanche. Est-ce en signe de son innocence et comme justification visible ?.....

Le peintre a créé pour les hommes un désespoir, un regret éternel ; nul qui puisse la voir sans dire en son cœur : « Oh ! que je sois né si tard ! Oh ! combien je l'aurais aimée !... » (*Histoire de la Révolution française*, tome VI, p. 151.)

La hauteur du portrait de Versailles est de soixante centimètres, sa largeur de quarante-sept.

Sur une des assises de pierre formant le fond du tableau, on lit l'inscription suivante, que nous avons dû abrégé dans la gravure et que nous transcrivons ici littéralement.

MARIE-ANNE-CHARLOTTE CORDAY DE ARMANS,
NATIVE DE LA PAROISSE DE SAINT-SATURNIN-DES-LIGUERETS.
AGÉE DE 25 ANS, DÉCAPITÉE A PARIS LE 17 JUILLET 1793
POUR AVOIR POIGNARDÉ MARAT.
FAYE D'APRÈS NATURE PAR HAUER.

La gravure que nous offrons au public n'est autre chose

qu'une photographie, prise sur le portrait original et transportée sur acier à l'aide du procédé héliographique, par M. Baudrand, graveur, un des artistes distingués que possède la ville de Versailles. Il ne nous appartient pas d'apprécier le mérite de cette reproduction. Mais nous tenions à faire savoir qu'elle a été obtenue par la photographie, et que dès lors elle offre la copie la plus exacte du modèle, sans changement possible, sans interprétation arbitraire.

Corday, Charlotte de 171088

Author Du Bois, Louis

Title Charlotte de Corday.

HF.B

C794

.Ydu

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU

